



# Chambre des Députés

LUXEMBOURG

S.E. M. Tassos Papadopoulos à la Chambre des Députés:

## «Chypre sera bon élève de l'UE!»



Les délégations chypriote et luxembourgeoise

C'est sous la Présidence luxembourgeoise de 1997 que l'Union européenne a pris la décision d'entamer des négociations d'adhésion avec la République de Chypre. Les Chypriotes ne l'ont pas oublié. M. Tassos Papadopoulos, Président de la République depuis mars 2003, l'a rappelé en début de son échange de vues avec une délégation de la Chambre des Députés, composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.

Au cours de son discours d'introduction, le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, s'est dit persuadé que l'adhésion de Chypre à l'UE au 1<sup>er</sup>

mai 2004 ne pourra qu'être bénéfique aux deux parties.

M. Papadopoulos a constaté une grande identité de vues entre son pays et le Grand-Duché concernant les questions du futur Traité constitutionnel européen, "à l'exception d'un seul point" - point de discorde que le Président n'a cependant pas voulu révéler.

Il a insisté par ailleurs sur la nécessité d'une étroite collaboration entre les petits pays de l'Union, notamment (mais non exclusivement) dans le domaine de la CIG, et a souligné plus particulièrement dans ce contexte que Chypre n'avait nullement l'intention de remettre en cause les travaux et le résultat final de la Convention.

S.E. M. Mikulás Dzurinda en visite au Parlement :

## Ne pas recommencer à zéro



La Slovaquie n'a pas encore arrêté de position définitive quant à la suite à donner au document final de la Convention sur l'avenir de l'Europe. "Nous voulions attendre les conclusions d'un débat parlementaire qui a eu lieu cette semaine" a dit M. Mikulás Dzu-

rinda au cours d'un entretien à la Chambre des Députés. «Mais il n'y a aucun doute que les travaux de la Convention constituent une bonne base.»

A quelques jours du début de la Conférence intergouvernementale

tale, M. Dzurinda a souligné qu'il serait certes peu raisonnable «de recommencer à zéro», mais n'a pas caché pour autant «qu'un certain nombre de questions reste à régler».

En ce qui concerne les frontières de l'UE, M. Dzurinda a jugé qu'il s'agit moins d'une question de géographie que d'une question de valeurs. «Si l'Ukraine ou la Serbie se rallient à nos valeurs communes, pourquoi devrions-nous ne pas les accueillir au sein de l'Union?»

Interrogé sur la situation économique et financière de son pays, M. Dzurinda s'est dit très optimiste. Actuellement tous les indicateurs le réconforteraient dans son appréciation: Pour la première fois dans son histoire la balance commerciale slovaque serait excédentaire, la croissance se chiffrerait à 4% pour les années 2003 et 2004 et le chômage aurait diminué de 20 à 15% au cours des dernières années.

La délégation de la Chambre des Députés était composée de M. Jean Spautz, Président, et de MM. Ben Fayot, Laurent Mosar et Claude Wiseler, députés, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.

## Visite du nonce apostolique



En date du 23 octobre 2003, le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz a reçu le nonce apostolique Mgr Karl-Joseph Rauber, «ambassadeur»

du Vatican pour la Belgique et le Luxembourg. Il s'agissait de la première visite d'un nonce apostolique au Parlement luxembourgeois.



Visite hongroise à la Chambre des Députés:

## «Améliorer un bon texte!»



**Du 28 au 31 octobre, le Vice-Président de l'Assemblée nationale de Hongrie, M. Ferenc Wekler, a effectué une visite officielle à Luxembourg. Il était accompagné d'une délégation parlementaire. Au cours d'un échange de vues avec des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés, il a surtout été question de l'avenir de l'Europe.**

Le système parlementaire hongrois est un système unicaméral. L'Assemblée Nationale de Hongrie («Országgyűlés») se compose de 386 membres élus pour quatre ans au suffrage universel direct (176 sièges) ou proportionnel (152 sièges au niveau régional, 58 au niveau national). Les dernières élections ont eu lieu en avril 2002.

La Hongrie - pays d'une surface de 93.030 km<sup>2</sup> comptant 10 millions d'habitants - accédera à l'UE au 1<sup>er</sup> mai 2004: Au cours d'un référendum en avril 2003, 84 % des Hongrois se sont prononcés en faveur d'une adhésion à l'Union européenne.

«Nous ne nous opposons pas au résultat final de la Convention, mais nous voudrions le voir amélioré», a souligné M. Wekler. A six mois de leur adhésion à l'UE, les Hongrois semblent préoccupés de la place et du rôle que leur réserve l'Europe à 25 membres: «N'oubliez pas que nous renonçons à une indépendance acquise il y a tout juste 13 ans - et nous sommes contents de pouvoir le faire», a dit le Vice-Président du Parlement hongrois.

«Mais l'opinion publique ne nous suivra que si nous pouvons la rassurer.» Dans cet ordre d'idées, le maintien de la Présidence de l'UE à tour de rôle ou du principe d'un commissaire par pays serait particulièrement important, même s'il ne s'agissait que d'un geste symbolique.

La discussion avait été lancée par une intervention de M. Paul Helminger - représentant de la Chambre au sein de la Convention -, qui avait fait part de son inquiétude face au déroulement de la Conférence intergouvernementale et de la mise en cause de certains éléments du compromis arrêté par la Convention.

M. Ferenc Wekler et sa délégation ont été accueillis à la Chambre des Députés par M. Jean Spautz, qui présidait d'ailleurs la réunion de travail.

## Visite au RCS



En date du 9 octobre 2003, la Commission juridique de la Chambre des Députés a effectué une visite au siège du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) à Luxembourg-Mühlenbach. Jusqu'ici 96.000 firmes se sont inscrites au RCS, dont 65.000 sont toujours en activité. Depuis le 1<sup>er</sup> février 2003 - date de l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 2002 réorganisant le Registre de Commerce et des Sociétés - il y a eu 60.800 dépôts au siège du RCS à Luxembourg-Ville et 2.300 au bureau du RCS à Diekirch. 4.300 nouvelles sociétés ont été immatriculées. Depuis la reprise informatique, 8.400 dossiers ont été traités. Il y a eu 12.800 demandes d'extrait. Vu l'affluence de demandes, l'effectif initial a dû être augmenté. 21 personnes travaillent actuellement au siège du RCS tandis que le bureau de Diekirch en occupe trois.

## 48 députés & 12 députées

## Visite du Premier Ministre roumain, M. Adrian Nastase

La Roumanie constitue un pays ami qui partage les valeurs européennes et un partenaire précieux, ce dont les conventionnels luxembourgeois ont pu s'assurer lors des sessions de la Convention sur l'avenir de l'Europe au cours desquelles les représentants roumains ont fait une contribution très active.

Tels ont été les mots de bienvenue de Monsieur Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, à l'adresse du Premier Ministre roumain, Monsieur Adrian Nastase. Le Président a encore rappelé le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'appartenance de la Roumanie au Conseil de l'Europe.

La délégation roumaine, qui comprenait plusieurs ministres et le Vice-Président du Parlement, a ensuite procédé à un large échange de vues avec la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés, représentée par Mme Lydie Err ainsi que MM. Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Laurent Mosar, Jean-Paul Rippinger et Marcel Sauber.



de gauche à droite:

1<sup>ère</sup> rangée: MM. Ben Fayot, Adrian Nastase, Jean Spautz;  
2<sup>ème</sup> rangée: M. Jean-Paul Rippinger, Mme Lydie Err,  
M. Jacques-Yves Henckes,  
3<sup>ème</sup> rangée: MM. Marcel Sauber, Laurent Mosar



(photo DÉI GRÉNG)

Depuis le 21 octobre 2003, la Chambre des Députés compte dans ses rangs 12 femmes et 48 hommes. Suite à l'assermentation de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg, le taux de représentation des femmes a atteint - avec 20% - son plus haut niveau de l'histoire du parlementarisme luxembourgeois.

Après avoir juré «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat», Mme Reuter-Angelsberg a repris au sein du groupe DÉI GRÉNG le siège de M. Robert Garcia qui a renoncé à son mandat suite à sa nomination au poste de coordinateur général du projet «Luxembourg Capitale Européenne de la Culture 2007».

# NOUVELLES LOIS

## 4863A - Projet de loi

modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

L'objectif de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive IPPC) est de minimiser les émissions de déchets provenant d'installations industrielles au sein de la Communauté. Le délai pour la transposition de cette directive par les Etats-membres était le 30 octobre 1999. Un des objectifs de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés consistait justement en la transposition des principes directeurs de la directive IPPC. Cette loi était complétée par un projet de règlement grand-ducal ayant pour objet l'application de la directive.

La Commission européenne a cependant estimé que la loi du 10 juin 1999 ne transposait que partiellement la directive 96/61/CE et a décidé de porter l'affaire devant la Cour de Justice des Communautés. De son côté, le Conseil d'Etat estimait que la directive IPPC aurait dû être intégralement transposée dans le corps du texte de la loi du 10 juin 1999. Le Gouvernement a donc cru nécessaire d'amender la loi du 10 juin 1999 pour tenir compte à la fois de l'avis du Conseil d'Etat et de la mise en demeure de la Commission européenne. C'est ainsi que le projet de loi 4863 modifiant a) la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; b) la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une Administration de l'Environnement a été élaboré. L'idée principale a été celle d'insérer un article 8.3. dans la loi du 10 juin 1999, servant de base habilitante pour la transposition intégrale de la directive IPPC.

Suite à l'avis du Conseil d'Etat, le projet de loi 4863 a été scindé en deux projets distincts, à savoir, le projet de loi 4863A modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et le projet de loi 4863B modifiant la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement.

Suite aux critiques émises par le Conseil d'Etat concernant l'article 8.3., les principes relatifs aux modalités d'application particulières pour les établissements visés par la directive IPPC sont insérés dans le corps même de la loi du 10 juin 1999 et l'article 13 bis est créé. Ce nouvel article ne concerne ainsi que les établissements visés par la directive IPPC pour lesquels toutes les autres dispositions de la loi relative aux établissements classés sont, bien entendu, toujours d'application. La Commission de l'Environnement est d'avis que l'insertion de l'article 13bis garantit une transposition explicite de la directive IPPC.

Dans un avis complémentaire du 3 juin 2003, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à l'adoption du texte proposé et plus précisément à l'article 13 bis, «en vertu du principe de l'égalité devant la loi, du principe de la sécurité juridique et

de la liberté du commerce et de l'industrie».

Confrontée au dilemme qui consiste soit à suivre les injonctions de la Commission européenne en matière de transposition de la directive IPPC, soit à suivre le Conseil d'Etat, la Commission de l'Environnement a décidé de ne pas donner suite aux oppositions formelles du Conseil d'Etat car elle est d'avis que ces oppositions formelles ne sont pas fondées.

Dépôt par M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2001  
Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Emile Calmes):

15.01.2002 Désignation du rapporteur  
19.03.2002 Présentation du projet de loi  
14.01.2003 Examen du projet de loi  
22.01.2003 idem  
23.01.2003 idem  
02.07.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat  
10.07.2003 Présentation et adoption du projet de rapport  
25.09.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Premier vote constitutionnel: 16.07.2003

Refus de la dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat: 18.07.2003

Second vote constitutionnel: 21.10.2003

## 4922 - Projet de loi

relative à la publicité foncière et portant modification

- de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques;
- de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
- de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments

Dans le cadre du projet informatique „publicité foncière“ appelé à moderniser fondamentalement les procédures de gestion et de communication en matière de mutations immobilières, le présent projet de loi constitue une étape inter-

médiaire afin de régler à court terme certaines questions fondamentales préalables.

Il est, en effet, prévu d'élaborer un système informatisé avec trois intervenants principaux, à savoir les notaires, (ou, d'une manière générale, les „créateurs d'actes“, étant donné que, par exemple, l'Etat et certaines communes font des actes administratifs emportant mutation immobilière), l'administration de l'enregistrement et des domaines (AED) et l'administration du cadastre et de la topographie (ACT).

Le projet „publicité foncière“ prévoit un traitement informatique des procédures se rapportant aux mutations immobilières, une tenue à jour constante des données et un mode d'échange d'informations simple et efficace entre les différents acteurs.

A signaler toutefois, que l'administration du cadastre et de la topographie accuse pour le moment un certain retard dans la mise à jour de ses fichiers, retard qui freine l'exécution efficace d'opérations immobilières. Or, la mise à jour des données cadastrales constitue l'une des conditions essentielles pour le bon fonctionnement d'un système automatisé. Un programme d'action a été lancé par le gouvernement et l'administration compétente, avec l'objectif de mettre à jour la matrice cadastrale et le plan cadastral à la fin de l'année 2004.

Le présent texte n'a pas pour objet d'introduire les dispositions indispensables pour la réalisation des premières étapes concrètes des travaux prévus.

Dans le cadre de la question de l'identification suffisante et précise des personnes et des biens dans la documentation hypothécaire, il faut constater que le système créé par la loi du 26 juin 1953 n'est plus adapté de nos jours, car il manque de précision et une identification sans faille des parties contractantes n'est pas absolument garantie.

Comme la loi du 30 mars 1979 a introduit pour chaque personne une identification numérique centralisée et afin d'éviter une confusion de personnes qui est toujours possible du fait des homonymes et d'erreurs dans les actes d'état civil, il est proposé d'ajouter aux données personnelles des parties contractantes le numéro d'identité prévu par cette loi.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 11.03.2002  
Rapporteur: M. Claude Wiseler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

19.11.2002 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

10.03.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat  
18.09.2003 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.10.2003

A l'article 2 du projet de loi, le gouvernement requiert l'autorisation parlementaire à participer à la 3<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Le FEM doit identifier et appuyer des activités novatrices en matière de protection de l'environnement mondial, à condition qu'elles promettent des retombées durables à l'échelle planétaire.

L'enveloppe globale de la 3<sup>e</sup> reconstitution des ressources du FEM s'élève à 2,92 milliards USD pour les années 2002 à 2006.

La contribution luxembourgeoise sera de l'ordre de 4 millions de DTS, soit 5.730.000 euros. La mise correspond au minimum requis pour pouvoir participer aux discussions sur la politique du Fonds et aux négociations sur la reconstitution des ressources et sera dépensée par l'intermédiaire de l'émission de bons du trésor en dix tranches annuelles (2003-2012).

L'article 3 a pour objet d'autoriser le gouvernement luxembourgeois de participer à la 6<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds International du Développement Agricole (FIDA).

Le FIDA est une agence spéciale des Nations Unies qui gère des projets et des programmes de lutte contre la pauvreté en milieu rural et de développement rural dans les pays en voie de développement.

Le montant de la participation luxembourgeoise à la 6<sup>e</sup> reconstitution des ressources du FIDA est fixé à 510.000 euros. La contribution sera réglée par l'émission de bons du trésor en trois tranches (2004-2006).

Les objectifs de ces institutions vont de pair avec ceux de la politique de coopération luxembourgeoise.

L'incidence budgétaire du projet pour l'exercice 2004 sera de 3.367.275 euros. Le total des reconstitutions des ressources des organisations visées par cette loi s'élève à 20.620.000 euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 23.04.2003  
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

18.09.2003 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat  
13.10.2003 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.10.2003

# Chamber TV

**an der Stad:** um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)  
**zu Déifferdeng:** um Kanal S 29

**zu Diddeleng:** um Kanal S 32

**zu Esch:** um Kanal S40 (455.25 MHz)  
**an der Gemeng Nidderaanwen:** um Kanal S 29

**Ordre du jour**

1. Interpellation de M. Jean Colombera sur la lutte contre le cancer  
*(Discussion générale - Motions)*

## 2. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouve M. Carlo Wagner, Ministre.

**(Début de la séance publique à 15.36 heures)**

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir hunn haut de Mëttel op eiser Dagesuerdnung d'Interpellatioun vum Här Jean Colombera iwwert d'Bekämpfung vun der Kriibs-krankheet. D'Riedezaït ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Hären Halsdorf, Wohlfart, Schroell, Greisen, Huss, Urbany, d'Madame Frank an den Här Krieps. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Jean Colombera.

**1. Interpellation de M. Jean Colombera sur la lutte contre le cancer**

M. Jean Colombera (ADR), *interpellateur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun net allze laanger Zäit gouf et Krankheete wéi d'Cholera, wéi den Typhus, d'Tuberkulos, d'Pescht, d'Diphtherie, déi verheerend Auswirkungen op d'Mënschheet hatten. Gott sei Dank duerch verbesert Liewenskonditiounen, eng besser Hygiène, verbonne mat deenen néidege Medikamenter, goufen dës Ploe ganz staark reduziert. An déi grouss Epidemie sinn dann och praktesch verschwonnen. D'Liewenserwaardung ass méi grouss ginn.

Et hat ee länger Zäit d'Hoffnung, dass de Mënsch net méi mat béisien Erkrankunge konfrontéiert géif ginn. Mä mam Alterungsprozess huet eng aner Krankheet d'Iwwerhand kritt, eng Krankheet, déi vill Leit als „maladie longue et douloureuse“ bezeechnen. Eng Krankheet, déi vill Leit net mam Numm nenne wellen, well si eng terribel Angscht hu mat dëser Krankheet konfrontéiert ze ginn, och wann et némme verbal ass, geschweige wa se enges Dags vun dëser Krankheet befall géifen. A grad dëst gestéiert Verhältnis téschent engersäits dem Mënsch, deen alles mécht fir dës Krankheet ze tabuisieren, an anersäits der Krankheet, déi lues a lues hire Wee geet, grad dëst Verhältnis ass eng vun den Ursachen, dass mer dës Krankheet schwéier an de Gréff kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, et gétt Zäit sech ze outen. Ech well déi Krankheet mat hiren richtegen Numm nennen: Mir schwätzen hei iwwert de Kriibs. Dee gréisste Frénd vum Kriibs ass deejenegen, deen náischt iwwert de Kriibs wéilt wéssen. Ergo dee gréisste Feind vum Kriibs ass deejenegen, dee sech iwwert de Kriibs informéiert, deen eng zolidd Basis huet, fir dësen eventuelle Problem ze bekämpfen, deejeinegen, deen op all Eventualitéit préparéiert ass, an deen, de Fall gesat, wann e Kriibs géif kréien, net direkt d'Bengele bei d'Tromm gehäit.

Dir Dammen an Dir Hären, Kriibs ass eng Krankheet déi schwéier ze schloen ass. Mä Kriibs ass awer och eng Krankheet déi net onschlöbar ass. An dat ass eis Hoffnung. Wie weess, hoffentlech schwätze mir an honnert Joer net méi iwwert dësen Albdram: méiglech ass et. Mir mussen awer haut déi richteg Jalone setzen, déi rich-

teg Politik bedreiwen, fir dëser Plo Meeschter ze ginn, individuell a kollektiv. Mir mussen eppes Effikasses géint de Kriibs énnerhueelen.

Sécherlech huet jiddfereen op seng Aart a Weis scho mam Kriibs eppes ze di gehat. Deen een huet ee vu senger Famill verluer, deen aneren e gudde Frénd oder Bekannten, much aneren huet een am Bekanntkrees, dee Kriibs huet, anerer hate selwer Kriibs si geheelt ginn. De Kriibs zitt eng Cascade vu Reaktioune mat sech: ganz vill Angscht, ganz vill Leed, Suergen, lues a lues eng total Isolatioun.

Déi Saachen, déi virdru wichteg waren, sinn op eemol net méi esou wichteg. Et kénnt zu engem Iwwerliewenskampf. Alles wat geschitt gétt a Verbindung mam Kriibs bruecht: e Kappwei, en Duerchfall, en Houscht. D'Liewensqualitéit hält of. Kee vun der Famill oder vum Fréndeskrees weess genau wat hie so soll. Wat interesséiert e Kribs-kranken? Soll ee vun der Krankheet schwätzen oder net, soll een de Kranke bedauerer oder net, wat soll een him proposéieren? De Kontakt mam kriibskranke Mënsch gétt äusserst peinlech. Wéi soll ee sech verhalen? Et ass also net vun ongefíer, dass de Kriibskranken isoléiert ass, esou wéi wann dat eng aussätzeg Krankheet wär. De Kriibskranken ass a senge schwéiere Stonnen eleng, et weess just keen, wéi eleng hién ass: an der Mëtt vu senger Ángschten, an der Mëtt vu senger Péng, an der Mëtt vu senger Verzweiflung. Wat geschitt muer, wat geschitt iwwermuer?

Äusserst dramatesch gétt et wann den Dokter him gesot huet: Du hues nach fir dräi Méint oder fir sechs Méint ze liewen. Dës Prophézieung ass wéi e Fluch, an all Dag gétt zur moralescher Qual, all Bléck op de Kalenner ass wéi eng Folter, esou dass ee praktesch den Doud erbáiwënscht, als Erléisung vun där dramatescher mënschenonwürdeger Situatioun.

Trotzdem ginn et awer Gott sei Dank nach much Leit, déi de Kriibs an de Gréff kréien, déi iwwerliewen, wuel och well dës Krankheet an engem fréie Stadium entdeckt gouf. An hirem emotionalen Deel vum Gehir bleift awer nach émmer d'Angscht, dass de Kriibs nei entflame kann, wat mat der Zäit émmer manner probabel gétt. Fir dës Leit geet d'Zäit net schnell genuch ém. Fénnef Joer ouni Krankheet ass gutt, zéng Joer ouni Krankheet ass méi berouegend a léisst erém opotmen.

Dës Leit hunn och geléiert, dass et am Liewen nach aner Saache gi wéi Stress, wéi Sträit, wéi Aarbecht, wéi Quantitatéit. Dës Leit hu geléiert, dass et aner Wärter gi wéi némme materiell ierdesch Saachen: Qualitéit, Rou, Zefriddeheit, Fréundschaft, Vertrauen, Engagement an Disponibilitéit fir deen Nächsten. Dat ass d'Leitmotiv vun dëse Leit. Et ass esou wéi wann dës Krankheet un der Dier vum Doud fir si eng Signalwirkung hätt, fir en neie Wee anzuschloen.

Awer och déijeneg, déi d'Chance net hu fir gesond ze ginn, schloe während der Krankheet nei Wee an. Wat virdru war ass net méi esou wichteg. Léif Kolleggen a Kolleginnen, déi Schwarz an déi Blo, déi Rout an déi Gréng, an den ADR hunn e gemeinsame Géigner: E

Géigner, deen net verzeit an dee Kriibs heesch. Eist Zil ass dése Kriibs an de Gréff ze kréien, bis zu engem Minimum se reduzéieren. Wa mer dést Zil erreechen, dann ass et de Mérite vun enger gemeinsamer Equipe, déi iwwert de Schiet vun hire langweilegen, oninteressanten Differenzen a Streidereie gesprongen ass. Dat ass de Senn vun dëser Interpellatioun. En anere Wee wéi eng total Kooperatioun an en totaalt Engagement op méiglechst ville Fronte gétt et net. De Kriibs zitt laang Kreesser, säi Schiet ass ganz grouss, losse mer dat net vergiessen.

Ech kommen elo zur Statistik déi verheerend ass, eng Statistik déi wéideet, well wa mir se extrapoléieren op en zukünftegen Zäitintervall, an dann op Basis vu wéssenschaftliche Kenntnisser, déi mir haut hunn, da steiere mir net némme an eng gesondheetspolitesch, má och an eng familljopolitesch, arbeitshpolitesch a wirtschaftspolitesch Katastroph, aus deem einfache Grond, well e groussen Deel vun der Bevölkerung praktesch schachmatt ass.

Vum Joer 1981 bis zum Joer 2000 ass insgesamt op Basis vum Registre morphologique des tumeurs d'Kriibsrat permanent an d'Luucht gaangen. Op 100.000 Leit émgerechent hate mir 1981 279 nei Kriibsfäll pro Joer, 1990 waren et 367 an am Joer 2000 410 nei Kriibsfäll pro Joer, en Equivalent vu 47% méi Kriibsfäll an 20 Joer. Dat heesch pro Joer eng Steigerung vun 2,5%. D'Bevölkerung ass an deenen 20 Joer ém 21% gestiegen. Mir haten am Joer 2000 1.808 nei Kriibsfäll. Wa mer dovunner ausginn, dass e Liewen en moyenne 80 Joer dauert, dann hu mer bei der aktueller Inzidenz vun 1.808 neie Kriibsfäll pro Joer exakt 144.640 kriibskrank Leit vun dëser aktueller Populatioun vu 441.300 Leit. Gutt verstehen, ech schwätzen hei vum Joer 2000. Dat heesch eng Persoun vun dräi, déi am Joer 2000 gelieft huet, wäert, statistesch gesinn, Kriibs kréien.

Wann ech awer zousätzlech pro Joer eng 2,5-prozenteg Steigerung dobäirechnen, wéi ech dat virdrun erkläret hunn, da kréie mir an 80 Joer 271.923 nei Kriibsfäll, dat heesch vu 441.300 Awunner, déi am Joer 2000 hei zu Létzebuerg gewunnt hunn, sinn dräi vu fénnef kriibskrank ginn. Dräi vu fénnef! Et muss ee sech bewosst sinn, wat dat heesch. Generell gétt awer ugeholl, dass némme - énnert Anführungszeichen „némme“ - eng Persoun op dräi kriibskrank wäert ginn, well ugeholl gétt, dass déi 2,5-prozenteg Steigerung pro Joer eng Kéier zur Saturatioun féiert, dat heesch de Plaffong wäert erreichend. Mä an der heiteger Situatioun, wou mir nach net all d'Ursaache vum Kriibs kennen, géif ech awer virdru warnen, fir déi Saach ze minimiséieren an op déi liicht Schéller ze huelen.

Statistesch gesi gétt eng Persoun op dräi kriibskrank, an dat op d'Chamber extrapoléiert wäerten 20 Députéierte statistesch Kriibs kréien. Véier Spiller vun Ärer Lieblingsfootballsequipe wäerte Kriibs kréien. Dir gitt muer an eng grouss Surface akafen, gitt an den Theater oder op e Sportsfest, Dir begéint do dräi Persounen mat deenen Dir gutt Relatiounen hutt, an an Ärem Kapp wésst Der, datt statistesch gesinn eng Persoun dovu Kriibs wäert kréien. Dir sétzt mat Ärer Famill zu dräi um Mëttgedesch an eng Persoun ass derzou condamnéiert fir Kriibs ze kréien. Dat ass eng onzoumtbar Situatioun, déi een am Kapp net méi aushält.

Eng Persoun vu véier wäert un de Folge vun enger Kriibskrankheet stierwen. Op 441.300 Awunner

sinn dat 110.325 Persounen. Den Énnerscheed tésschen 144.640 Persounen, déi Kriibs kréien, an 110.325, déi un de Folge vun der Krankheet stierwe wäerten, ass 34.315. Dat heesch 430 Persoune pro Joer, déi erém gesond ginn an iwwerliewen. Dat ass déi Chance déi mer hunn, wéi och d'Hoffnung datt eist Bestriewen eng Kriibskrankheit unzepeilen net émsoss ass an net émsoss wäert sinn.

Wellech Kriibsaarte sinn am heegesten? Hei énnerscheede mir tésschen Mann a Fra. Beim Mann ass d'Prostate un éischter Stell, gefollegt vu Longekriibs an Daarmkriibs. Bei der Fra un éischter Stell Broschtkriibs, gefollegt vum Daarmkriibs an dem Hautkriibs. Déi dräi Kriibsaarte beim Mann a bei der Frau sinn zoustänneg fir 60% vun de Kriibspathologien insgesamt. Wat mer an de Statistike constatéieren ass, datt zénter der Aféierung 1992 vum Programm Mammographie, méi Broschtkriibs bei de Frae entdeckt ginn ass, an datt beim Mann zénter dem Ufank vun den 90er Joren de Prostatakriibs de Longekriibs un éischter Stell ofgelést huet, bedingt do duerch datt ee sech méi mat dësen zwee Organer befaasst huet.

Mir wéissen awer net wéi d'Inzidenz vu Blutkriibs hei am Land ass, an dat aus dem einfache Grond, well all Spidol am Land sain eugene Laboratoire huet, an déi Analysé vum Blut, déi hei gemaach ginn, ginn net vum Registre des tumeurs solides - den haarden Tumeuren - erfasst. Hei misst et einer Meenung no awer eng Meldeflicht gi fir och dëse Genre vu Kriibs, d'Leucémieën also, an der Statistik ze erfassten. Et gétt vu 60 bis 150 Leucémieën pro Joer geschat. Dës Fäll ginn, wéi gesot, net an de Kriibstatistiken, déi ech virdrun zitéiert hunn, gefouert. An dësem Sénn, Här President, deponéieren ech eng éisch Motioun, datt och d'Leucémieën sollen an de Registre des tumeurs intégréiert ginn.

**Motion 1****La Chambre des Députés,**

- considérant qu'une politique nationale de santé ciblée et efficace doit se baser sur des données statistiques sûres et exhaustives;

- constatant que la seule source de données fiables sur les nouveaux cas de cancer diagnostiqués et confirmés par des examens microscopiques au Luxembourg constitue le Registre morphologique des Tumeurs;

- considérant que le service de Cytologie hématologique du Laboratoire national de Santé n'a pas l'exclusivité pour le Grand-Duché en ce qui concerne les demandes d'interprétation de myélogrammes;

- considérant que le Registre morphologique des Tumeurs ne puisse ainsi renseigner, ni sur la survenance des cas d'hémopathies malignes, ni sur leur évolution chronologique;

- considérant essentiel de regrouper l'ensemble des données nationales en la matière au Registre morphologique des Tumeurs;

**invite le Gouvernement à**

- prendre les mesures nécessaires pour obliger tous les laboratoires d'analyses médicales à signaler au Registre morphologique des Tumeurs tous leurs cas d'hémopathies malignes;

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu den Ursachen vum Kriibs, déi bis elo bekannt sinn. Et gétt ugeholl, datt

- een Drëttel vun de Kriibserkrankungen duerch den Tubak verursacht gétt;

- een Drëttel duerch eng schlecht Ernährung;

- an dee leschten Drëttel duerch aner Facteuren.

Éischtens den Tubak.

D'Situatioun hei am Land ass am Joer 2002 déi folgend: 35% vun de Männer fémme, 25% vun de Fraen. Dat ass eng Moyenne vun 30%. Wat awer absolut alarmant ass, ass de Fait, datt émmer méi Jugendlecher fémme. Wéi vill Kannen vun 10 bis 14 Joer fémme ass statistesch net erfasst. Mir wéissen awer, datt déi Jugendlech tésschen 15 a 24 Joer permanent nei Rekorder briechen. An all Altersgrupp iwwer 24 Joer ass d'Tendenz vum Fémmé réckleefeg. An der Kategorie vu 15 bis 24 Joer ass d'Tendenz awer steigend. War de Prozentsaz 1987 nach 34%, esou ass de Prozentsaz 2002 45%. Dat si ganz genau 22.775 Jugendlecher déi fémme.

D'Halschent, 11.387 Persoune wäerten duerch den negativen Impact vun der Zigarett stierwen. Do vunner 2.137 u Kriibs. Wat een éischter ufántt ze fémme, wat den traurege Bilan méi grouss gétt. Déi europäesch Expären an der Cancérologie si sech eens, datt ee véier Mesuren aféiere muss:

- en totale Verbuet vun der Publicitéit a vum Sponsoring;
- eng Politik vun héijen Tubakspräisser;
- en effikasse Preventiounsprogramm;
- en totale Verbuet fir op öffentleche Plazen ze fémme.

Wéi ass den Ist-Zoustand zu Létzburg?

Mir hunn e Gesetz vum 24. Mäerz 1989, dat d'Aschränkung vun der Werbung vum Tubak a senge Produkt aféiert a parallel och d'Fémme op verschidene Plaze verbitt, énnert anerem an de Spideeler, de Spidolsgäng, de Wartezimmeren an alle Schoulen. D'Infractioun gétt mat 2.501 bis 200.000 ale Lézburger Frang bestroft.

Zimelech erstaunt ware mir, wéi den Här Gesondheetsminister op eng parlamentaresch Ufro vun eisem Kolleg Aly Jaerling geántwert huet, datt weder um Parquet zu Dikrech nach an der Stadt een eenzege Procès-verbal, deen eng eventuell Infractioun vun désem Gesetz duergestallt hätt, gemaach gouf. Dat heesch, datt d'Gesetz vun 1989 ni appliziert gouf, an dobai gétt et keng Platz wou menges Erachtens esou vill gefémmt gétt wéi an de Spideeler an an de Schoulen.

Mir hunn e Règlement grand-ducal vum 16. September 2003 iwwert d'Ausféierung vum Gesetz vun 1989. Et muss ee wéissen, datt am Virfeld vun désem Règlement, dat elo virun engem Mount erauskomm ass, d'Lézburger Regierung mat Éisträich a mat Italien eng schlecht Note vun der Europäischer Kommissioun kritt huet, well se déi europäesch Direktiv 2001/37/CE nach émgesat hadden, eng Direktiv, déi en Zesummerekke vu legislative Règlementer an administrativen Dispositiounen vun de verschidde EU-Länner, wat d'Tubaksprodukte ugeet, préconiséiert. Dëse Règlement grand-ducal huet verschidde Lacunen an et spiert een, datt déi Leit, déi dësen Text geschriwwen hunn, Problemer hunn. Si sinn net honnert Prozent iwwerzeugt, datt d'Fémme geféierlech ass, oder fäerten si vläicht datt manner Zigarette verkaeft ginn.

Ech erënneren un den éischte Conseiller vum Gesondheetswiesen, de rietsen Aarm vum Gesondheetsminister, deen dëst Joer bei der Neijorsfeier gesot huet, datt wann een d'Publicitéit vun den Zigaretten aschränkt, da wär dat eng totalitär Moossnam an d'Fräiheit vun der Press wär reduziert, wuelverstane well se keng Reklamme méi däerft maachen. An dësem Geesch ass dann och dee Règle-

ment grand-ducal verfaasst ginn. Ech liesen den Artikel vir.

Artikel 4: Op Däitsch an op Franséisch muss stoen: „Rauchen ist tödlich oder Rauchen kann tödlich sein.“ Dobai kénnt nach eng zusätzlech Warnung stoen: „Rauchen verursacht tödlichen Lungentuberkel.“ Jo, dat ass richtig, awer net némme Longekriibs, mä och Blösekriibs, Mokriibs, Kriibs vun den ieweschte Loftweeë, vum Mond, vun den Nieren. „Rauchen kann zu Durchblutungsstörungen führen und verursacht Impotenz. Rauchen kann die Spermatozoiden schädigen und schränkt die Fruchtbarkeit ein. Rauchen kann zu einem langsamen, schmerzhaften Tod führen. Ihr Arzt oder Apotheker kann Ihnen dabei helfen das Rauchen aufzugeben.“

Bei enger däartaarter Presentatioun wäerten d'Leit sech guer net stéiere fir weider ze fémmen. D'Femmé ka gesondheetsschiedend sinn, awer et muss mech jo net treffen. Dés Kann-Bestëmmung ass kontraproduktiv. „Rauch ent-hält Benzol, Nitrosamine, Formaldehyd und Blausäure.“ Den normale Bierger kann net vill mat dése chemesche Formulatiounen ufänken. Fir komplett ze sinn, hätt een awer och Substanzen zitéiere solle wéi den Arsen, en déitlecht Géft, den Aceton, en Neellackentferner, Naphtalin, e Mattegéft, Polonium 210, e radioaktive Stoff, DDT, en Insektvertilgungsmittel, Ammoniak, en Toilettebotzméttel, Cadmium, Quicksélwer a Blái, Substanzen, déi mer an den Autosbatterie virfannen. Et si mindestens 43 Substanzen, déi Kriibs erregend sinn.

Zum Ofschloss vun déser Enumératioun een Hiweis: Eng propper Loft huet 0% Kohlenmonoxyd, d'Ofgase vun engem gutt agestallten Auto 1,5% an den Zigaretten-damp 3,2%. Ech iwwerloosse lech d'Konklusiouen.

Extrem onglécklech fannen ech et awer, datt wann d'Zigaretten an en Dréttland exportéiert ginn, dës Warnungen dann net brauchen um Zigarettepak ze stoen, wéi och de Fait, datt verschidde Päck als light, dat heesch, datt eng Zigaretten manner schiedlech soll si wéi eng aner, wat jo net wouer ass, kénne verkauft ginn. Hei gétt effektiv gefaart, datt den Export an d'Dréttlännner ageschränkt géif ginn.

Wat d'Werbung ugeet, esou muss eng sanitär Warnung mat agebonne ginn, mä och déi ass ganz large. Op Franséisch stet wuel: „Fumer nuit gravement à la santé“, mä op Däitsch an op Lëtzebuergesch ass dat Wuert „gravement“ straf-lech vergiess ginn. „Rauchen gefährdet die Gesundheit“, oder „Den Tubak ass eng Gefor fir d'Gesondheet“.

Lëtzebuerg huet wuel de 16. Juli 2003, also elo viru kuerzem, eng Kaderkonvention vun der Weltgesondheetsorganisatioun énnerschriwwen, eng Konvention déi aktiv géint den Tubak virgoe soll, eng Konvention déi awer vu 40 Männer muss ratifizéiert ginn, éier se a Krafft trétt, mä op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 16. September 2003 hunn ech meng Bedenken, a mir froen de Gesondheetsminister, wat dann elo konkret hei am Land geschéie wäert.

Frankräich huet elo den 1. Oktober d'Taxen erhéicht, d'franséisch Buralisten hunn hei am Land staark protestéiert, well doduerch émmer mä Leit hei an d'Land Zigarette kafe kommen. Si fäerte fir hir Aarbechtsplatz.

Ech erënneren drun, datt de Lëtzebuerger Stat awer elo fir de Budget 2004 57 Milliouen Euro akasséiert, wat d'Droits d'accises luxembourgeois sur les cigarettes ubelaangt, dat heesch 24 Milliouen Euro mä wéi am Budget vum leschte Joor.

Meng Fro: Ass dat eng Erhéijung vun den Zigaretten, déi elo de Ministère wéllt duerchsetzen?

Ech erënneren, dass am Budget 2004 némme 60.000 Euro virgesi gi fir eng Antitubakscampagne. De franséische Stat huet d'Taxen erhéicht fir dës Suen an d'Gesondheet ze investéieren, an notam-ment an d'Kriibsforschung. Wat mécht Lëtzebuerg? Ginn d'Taxen och hei méi héich, fir eventuell de Krankekeessdefizit ze sanéieren, fir eventuell Preventivprogrammer ze förderen, fir de Kriibs ze bekämpfen?

D'Expäre si sech eens: Wat de Präis vun den Zigarette méi héich ass, wat d'Jugendlech manner fëmmen.

Wéi ass d'Balance téschen ekonomeschen Interessen a gesondheetsspoliteschen Aspekter? Si mer bereet fir déi éischte Ursach vun engem Dréttel vun alle Kriibsfäll ze reduzéieren oder fuere mir esou weider wéi bis elo?

Als ADR fuerdere mer dann eng Cotisation santé, dat heesch dass d'Accisé sollen an d'Lucht goen, an dat wat do erausként soll dann integral an d'Krankekeess inves-tiéert ginn.

## Motion 2

*La Chambre des Députés,*

- *inquiète de la forte montée du tabagisme auprès de la jeunesse;*
- *considérant l'effet néfaste du tabagisme actif et passif pour la santé en général et notamment le lien causal à maintes reprises scientifiquement établi entre tabagisme et cancer des poumons;*

- *constatant que le cancer des poumons représente la deuxième tumeur la plus fréquente commune aux deux sexes;*

- *considérant le très faible taux de survie des patients atteints d'une affection cancéreuse des poumons;*

- *considérant l'effet prohibitif d'une augmentation sensible des prix de vente des produits du tabac;*

- *considérant les coûts exorbitants du traitement des affections cancéreuses résultant du tabagisme pour les Caisses de Maladie;*

- *considérant qu'il y a lieu de réduire le déficit croissant des Caisses de Maladie;*

*invite le Gouvernement*

- *à introduire une «cotisation-santé» en augmentant les accises sur le tabac et ses produits et à intégralement affecter la somme perçue aux Caisses de maladie;*

- *à engager annuellement une campagne sensibilisant aux risques du tabagisme.*

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Déi zweet Ursach nom Tubak ass d'Ernährung. Wéi sot de Platon: „Que la diététique soit ta première médecine, si la maladie t'atteint, le régime convenable te donnera la meilleure chance de guérison.“

Eng richteg Ernährung verändert een Dréttel vun alle Kribsarten. Hei ass e grousst Émdenken entstanen. Wann ee virun 20 Joer als Dokter gesot huet, et misst ee méi Müsli iesse fir eng méi grouss Ballastquantität engersäits a méi Vitaminen a Spurenlementer anersäits ze hunn, déi den Immunsystem positiv géife beaflossen, dann ass een als Kärendokter bezechent ginn an d'Leit sinn als Kärefrësser tituléiert ginn. Biologesch iesse war némme fir verschidden alternativ denkend Leit in a méi wéi eng Kéier ass d'Ernährung als «enfant pauvre» vun der Medezin ugesi ginn. Esou Slogané wéi d'Ernährung ass sekundär, d'Medikamente - wa méiglech déi chemesch - si bei enger Krankheet dat wichtegst, dës Slogan verléieren. Et ass bekannt datt sportlech Aktivitéite bei der Frau mat-bestëmmend sinn, datt de Risiko vu Broschtcriibs ém 60% erofgeet. Bekanntlech ass d'Menstruation bei de Sportlerinne staark reduzéiert bis ofwiesend, a beim Mann constatéiere mer och eng Reduktioun vum Testosteron, vun de männlechen Hormonen, wat och mat-bestëmmend däerft si fir manner Prostatacriibs.

Well ech hei d'Ernährung ugesprach hunn, wéll ech och gär e puer Wieder iwwert de Sport verléieren. Et ass bekannt datt sportlech Aktivitéite bei der Frau mat-bestëmmend sinn, datt de Risiko vu Broschtcriibs ém 60% erofgeet. Bekanntlech ass d'Menstruation bei de Sportlerinne staark reduzéiert bis ofwiesend, a beim Mann constatéiere mer och eng Reduktioun vum Testosteron, vun de männlechen Hormonen, wat och mat-bestëmmend däerft si fir manner Prostatacriibs.

Meng Fro: Ass dat eng Erhéijung vun den Zigaretten, déi elo de Mi-nistère wéllt duerchsetzen?

Déi nei EPIC-Studie vum Juni 2003 bestätigt déi risikosenkend Wirkung vun enger ballaststoffräicher Ernährung. Leit, déi 31g Ballast-stoffer pro Dag zou sech huelen, haten dann en entscheidend reduzierte Risiko un Daarmcriibs ze erkranke. Déi Leit, déi némme 15g Ballaststoffer zou sech geholl-hunn, haten e méi grousse Risiko.

D'Wéssenschaftler ginn dovunner aus, datt d'Zoufuer vu 35g pro Dag den Daarmcribsrisiko ém 40% reduziert a 15% de Longekribsrisiko. Déi momentan Empfehlung ass 400g Uebst a Geméis pro Dag, opgedeelt op fénnef Portiounen. Dat heesch zum Beispill en Apel moies um zéng an eng Bir méttes um véier, méttes um Dësch zwou Hänn voll Geméis an owes beim lesseng Tomatenzalot, deen een oder aneren Naturjus, an dat wär et. Esou einfach ass et fir 40% manner Daarmcriibs ze kréien. Ech mengen, dat misste mir awer alle-gueren hei packen.

An deemselwechten Zoch wéi vun der Ernährung wéilt ech och op d'Iwwergewicht hiweisen. Do ass och eng Relatioun téschen Iwwer-gewicht a Kriibs. Firwat? Am Fettgewebe si méi Hormone stockéiert. Et gétt hormonsensibel Tumeuren. 14% vun de Männer an 20% vun de Frae stierwen u Kriibs duerch Iwwergewicht.

Wat ze bedenke gétt ass de Fait, datt ee Jugendlechen op fénnef Iwwergewicht huet, an hei géllt et fir gesondheetsspolitesch déi rich-teg Schrëtt ze énnerhuelen. Hei muss een un der Basis, an der Schoulmedezin vill méi aktiv ginn, wéi et momentan de Fall ass, an ech reechen hei eng Motioun era fir d'Schoulmedezin ze verbesseren, Här President.

## Motion 3

*La Chambre des Députés,*

- *considérant qu'il vaut mieux prévenir que guérir;*

- *considérant qu'à peu près deux tiers des tumeurs peuvent être prévenues;*

- *considérant l'évolution croissante de l'obésité infantile et la forte montée du tabagisme auprès de la jeunesse;*

- *considérant l'augmentation continue de l'incidence de nouveaux cas d'affections cancéreuses diagnostiquées d'année en année, tendance qu'il s'agit d'inverser;*

- *considérant qu'il y a dès lors lieu d'encourager la constitution d'habitudes alimentaires saines, de diffuser un savoir élémentaire sur le fonctionnement et les besoins du corps humain, d'inciter à des habitudes de vie saines et de sensibiliser aux risques cancérogènes;*

- *considérant que la formation comportementale et l'acquisition d'habitudes alimentaires ont essentiellement lieu pendant l'enfance et la jeunesse;*

- *considérant dans le cadre de cours scolaires existants une éducation à la santé accompagnant l'élève de sa première année de scolarisation à sa dernière.*

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Well ech hei d'Ernährung ugesprach hunn, wéll ech och gär e puer Wieder iwwert de Sport verléieren. Et ass bekannt datt sportlech Aktivitéite bei der Frau mat-bestëmmend sinn, datt de Risiko vu Broschtcriibs ém 60% erofgeet. Bekanntlech ass d'Menstruation bei de Sportlerinne staark reduzéiert bis ofwiesend, a beim Mann constatéiere mer och eng Reduktioun vum Testosteron, vun de männlechen Hormonen, wat och mat-bestëmmend däerft si fir manner Prostatacriibs.

Menger Usiicht no geet et net duer datt de Gesondheetssministère vi-run e puer Joren eng Informatiounsbrochschür erausbruecht huet, fir op d'Risikoe vun de Solarien hin-zeweisen. D'Personal vun dése Sonnestudioe misst énnert der Tu-telle vum Gesondheetssministère forméiert ginn. Ech weess net ob vill Leit dobausse wéissen, datt ee sech kenger ultravioletter Bestrahlung däerft énnerzéien, wann een zum Beispill Antibiotika zou sech hält. Jugendlecher, Kanner a schwanger Fraen hunn och näischt an esou engem Solarium verluer.

Also an désem Kapitel gesi mer wéi wichteg datt d'Ernährung an eng sportlech Aktivitéit ass, well mer ausser enger Zoufuer vu lie-wenswichtegen Elementer och d'Fettlewegkeet reduzéieren an eisen hormonelle Spigel équilibréieren. Dés zwee Faktore müssen obligatoresch an der Gesondheetsséducatioun eng wichteg Roll spiller.

Ech kommen elo zum drëtte Kapi-tel vun den Ursachen, déi responsabel si vum leschten Drëttel vun der Kriibsentstehung. Hei kann ee verschidde Faktore reggruppéieren.

Den éischte Faktor ass den Alko-hol, deen zoustänneg ass fir Hals-kriibs, fir Kriibs vun den ieweschte Loftweeë, Mokriibs, Liewerkriibs énner anerem, an dat a 5% vun de Fäll. Interessanterweise ze wéssen ass de Fait, datt beim Mann zwee Glieser Béier oder Wäin, bei der Fra némme ee Glas Béier oder Wäin, d'Incidence vum Kriibs ém 20% reduziert.

Am Béier zum Beispill fanne mer Vitamin B, Proteinen, Flavonoiden, Phytoöstrogenen - dat sinn déi Produkter, déi am Soja sinn - an Anti-oxydantien, déi Broscht-, Daarm- a Schilddrüsekriibs kenne verhénne-ren. Hei ass et also wichteg fir den Equiliber ze fanne fir d'Gläichgewicht téschen engersäits dem Al-kohol, anersäits och Schutzfakto-ren ze fannen.

Ee Rapport vun der Weltgesondheetssorganisatioun stellt fest, datt 10% vun de jonken Europäer téschen 12 an 19 Joer regelméisseg drécken. Den Alkohol ass an Europa déi éischte Doudesursach bei de Jugendlechen. D'Associatioun Tubak-Alkohol vermehrt d'Kriibsrisko. Den Alkohol ass och ee Faktor dee mer am Prinzip bei enger effikasser Gesondheetsséducatioun an de Gréff misste kréien.

Nom Alkohol wéllt ech en zweete Faktor uschwätzen, an dat ass de Faktor ultraviolett Strahlen: Sonn engersäits, Sonnestudioen an-nersäits. Hautkriibs ass den drétt-heefegste Kriibs, wann een déi geschlechtsspezifesch Kriibser wéi d'Prostate an d'Broscht aus-klammert.

Et muss ee wéssen, datt et hei keng Wonnerméttele gétt wat déi Sonnecrème ugeet. Si sinn on-schiedlech, dat ass wouer, mä et soll een awer op kee Fall mengen, datt een e Blankoscheck an der Täsch huet, wann en eng Sonnen-crème mat engem héije Schutzfak-tor op d'Haut schmiert. Eng Sonnen-crème ass némme ee Complément zur Kleedung, an net méi. Et soll kee kommen a soen, ech hunn elo den héije Schutzfaktor hei an dofir leeën ech mech eng Stonn an déi prall Sonn.

Wat ze bedenke gétt ass déi émmer méi grouss Offer vu Sonnenbänken, an dat haapsächlich well de Gesondheetssministère kee gesetzleche Rahmen ausschaffe wéllt. Den 28. Februar 2002 huet de Minister mir dat an enger parla-mentarescher Ufro bestätigt. D'Bedreiver vu solche Sonnestudioe kenne sech op fräiwéllig Basis vun der Division de l'inspection sanitaire an der Division de la radioprotection iwwerpréife loissen. Wann déi Häre vun der Santé dann ongemellt an engem Ofstand vun zwee Joer optauchen an et ass alles an der Rei, da kréien déi Sonnestudioen e Label de qualité, e Gütesiegel.

Menger Usiicht no geet et net duer datt de Gesondheetssministère vi-run e puer Joren eng Informatiounsbrochschür erausbruecht huet, fir op d'Risikoe vun de Solarien hin-zeweisen. D'Personal vun dése Sonnestudioe misst énnert der Tu-telle vum Gesondheetssministère forméiert ginn. Ech weess net ob vill Leit dobausse wéissen, datt ee sech kenger ultravioletter Bestrahlung däerft énnerzéien, wann een zum Beispill Antibiotika zou sech hält. Jugendlecher, Kanner a schwanger Fraen hunn och näischt an esou engem Solarium verluer.

Op déser Plaz, Här Minister, ass et och méiglech fir eng geziilte Pre-ventiounspolitik duerchzefiéieren. An hei wéilt ech och nach gären, Här President, eng Motioun era-ginn a vläicht awer nach eng Kéier uffroen, fir e gesetzleche Kader an désem Domän hei auszeschaffen. Merci.

## Motion 4

*La Chambre des Députés,*

- *constatant que les affections cancéreuses de la peau représentent la troisième forme de tumeur la plus fréquente commune aux deux sexes;*

- *constatant que le succès thérapeutique du cancer cutané est très favorable au cas d'un diagnostic précoce;*

- *constatant l'absence de tout programme de détection précoce des mélanomes et d'information aux risques cancérogènes;*

- *constatant l'absence de tout cadre légal fixant des critères préventifs minimaux pour l'exploitation commerciale de bancs solaires, ainsi que l'inexistence d'inspections obligatoires par la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé;*

*invite le Gouvernement*

- *à engager annuellement une campagne d'information promouvant le diagnostic précoce des cancers de la peau et renseignant sur les risques cancérogènes;*

- *à élaborer un cadre légal pour l'exploitation commerciale de bancs solaires assurant notamment des inspections régulières par la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé.*

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Mir wéssen haut, datt déi weiblech Hormonen, déi an der Ménopause ageholl ginn, dat heescht dee substitutiven Deel, dat heesch d'Hormonen déi Der no der Ménopause kritt, kriibserregend sinn. Dat ass elo vum Gesondheetsminister de 7. Oktober 2003 - also eréisch viru kuerzem - confirméiert ginn. Also wéi gesot, Fraen, déi an der Ménopause Hormonen huelen, hu méi e grousse Risiko, fir Broschtcriibs ze kréle wéi Fraen déi keng Hormonen huelen.

Wat d'Antibabypéll bei de jonke Meedercher ugeet, do hu mer nach keng Donnéeën, do wësse mer also nach náscht. Sinn déi mat verantwortlech fir Kriibs oder net? Dat wësse mer net, awer dës synthetesch Hormone fannen sech an enger gewéssener Konzentratioune am Ofwaasser an de Kläranlagen erém, esou datt de ganze Circuit Mënsch Ofwaasser/Drénkwaasser awer hormonell belaascht ass. Aweífern de Mënsch vun dësen äusserst resiente Xenoöstrogene belaascht gëtt ass schwéier ze soen. Mir wéssen awer, dass een Individuum aneschters reagéiert wéi een zweeten.

En aneren Zoustand op deen ech wéilt hiwisen ass d'Bestrahlung duerch medezinesch Apparaten. Fir eng Diagnos ze stelle gëtt jo extrem vill geröntgt, normal Röntgenaufnahmen, émmer méi Computer-tomographien a Scanneropname gi gemaach. Op där engen Säit si mer jo alleguerter frou, fir ganz schnell eng Ursach ze dépitiereren, op där aneren Säit hält d'Strahlebaaschtung awer zou. Et muss ee wëssen, datt een Awunner hei zu Létzebuerg eng Dosis vu 4 oder 5 Millisievert matkritt, dovunner 3 Millisievert duerch natierlech Bestrahlung an 1,5 Millisievert duerch medezinesch Apparaten.

Hei mengen ech, wär et wichteg fir generell e Schema opzestellen, wat dann déi verschidden Indikatiounen vun deenen eenzelne Röntgenapparate sinn. Viru geraumer Zait gouf hei zu Létzebuerg e Röntgenpass agefouert, an hei ass all Röntgenopnam festgehale ginn. Leider ass dës Moossnam vun den Dokteren an de Patienten net esou enthouastesch begréisst gi wéi ee sech dat gewënscht hätt. Wat déi natierlech Belaaschtung vun der Radioaktivitéit ubelaangt, esou huet eng Etüd, déi téschen 1988 an 1996 hei am Land gemaach gouf, festgehalen, dass de Radon, e radioaktiv Element vum Radium, méi héich am Éislek wéi am Guttland wier an zu Eeselbur goufe Belaaschtunge bis zu 1.140 Becquerel pro m<sup>3</sup> an den Haiser fonnt, wat op d'Naturbeschaffenheit vum Buedem zréckzféieren ass. Et ass gewosst, dass 2 bis 6% vun de Longekriibsen duerch exzessiv Konzentratioune vu Radon entstinn, dat heescht alles wat iwwer 150 Becquerel pro m<sup>3</sup> ass, ass scho bedenklich. Gesondheetspolitesch misst een dësen Awunner un d'Häerz leeë fir all Zigaretten ze vermeiden, fir net de Risiko anzeigoen e Longekriibs ze kréien. A wann e Promoteur oder een aneren aus esou Géigende Lotissementer wéllt plangen, da misst do awer och en Avis vum Gesondheetsministère virleien.

Fir d'Kapitel vun den Ursache wëllen ofzeschléissen, muss een, fir komplett ze sinn, och d'Héréditéit, d'lerfbelaaaschtung zitéieren. Wann d'Grousselteren oder d'Eltere scho Kriibs haten, sollen hir No kommen äusserst um Qui-vive sinn a méi schnell vum Dépistage profitieren, well si hunn e Risiko vu 15 bis 20% fir deeselwechte Kriibs ze kréien.

Mir hunn elo den Tour iwwert d'Ur-saache vum Kriibs gemaach an ech mengen, wa mer et fäerdege bréngen, fir eng optimal Preventiounspolitik ze maachen, da sinn hei vill Faktoren déi mer gezielt an de Gréff kenne kréien: Tubak, gesond Ernährung, Sport, Fettleibigkeit, ultraviolet Strahlen, Alkohol a physeschen Émgang mat der Émwelt. Ech sinn iwwerzeegt, datt

wa mer effikass Preventiounsmoosnamen énnerhuelen, da reduzéiere mer de Kriibsquotient ém zwee Dréttel.

An désem Senn wéll ech nach gären eng Motioun ofginn, fir d'Charge vun der Division de la Médecine préventive et sociale ze stärken.

#### **Motion 5**

*La Chambre des Députés,*

- considérant qu'à peu près deux tiers des tumeurs peuvent être prévenues;
- considérant l'augmentation continue de l'incidence de nouveaux cas d'affections cancéreuses diagnostiquées chaque année;
- considérant que les cancers constituent la deuxième cause de mortalité;
- considérant les coûts occasionnés pour la communauté par les suites de maladies cancéreuses;
- considérant que le citoyen ne peut prévenir que s'il est informé;
- considérant l'absence d'un programme général et régulier d'information, de sensibilisation et de prévention d'affections cancéreuses;

*invite le Gouvernement*

- à faire de la lutte contre le cancer une priorité nationale;
- à charger la Division de la Médecine préventive et sociale de l'é élaboration, de la coordination et de l'actualisation permanente d'un programme général, systématique et régulier d'information, de sensibilisation et de prévention des affections cancéreuses;
- à donner à la Division de la Médecine préventive et sociale des objectifs précis quant à la réduction de l'incidence pour les diverses formes de tumeurs.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war den éische Pfeiler, d'Prevention. Ech kommen elo zum zweete Pfeiler, an dat ass den Dépistage, an deen ass grad esou wichteg.

E méi schnellen Dépistage heesch eng méi grouss Erfolgsquot. Wann een Dépistage seet, dann denkt ee fir d'éischt un de Programm Mammographie, deen 1992 lancéiert gouf fir Fraen téschen 50 a 64 Joer, vun 2000 un och fir Fraen téschen 65 a 69 Joer. 58 bis 60% vun de Frae maache bei désem Programm mat. 1991 hate mer 196 Fall vu Broschtcriibs, mat der Aféierung 1992 waren dat 246 Fall, dat heescht 50 Fall méi, am Joer 2000 hu mer 311 nei Fall. Sécherlich ass d'Mammographie hei responsabel, well se hei nei Fall entdeckt huet, déi soss vlächt méi spéit entdeckt gi wieren.

Zwou Saache stéiere mech awer bei désem Programm Mammographie. Fir d'éischt d'Lime 50 bis 69 Joer. Wann een am Registre des tumeurs nokuckt, da gesáit een, datt téschen 40 a 50 Joer - ech schwätze vum Joer 2000 - och 51 Fraen u Broschtcriibs gestuerwe sinn an an de Jore 70 bis 80 hu mer och 49 Doudesfall enregistréiert.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen: Firwat geet de Programm Mammographie net bei 40 Joer un? Huet dat mat engen ze vill administrativer oder technescher Contrainte ze dinn, oder eppes mat finanzielle Mëttelen oder mat wëssenschaftliche Kritären, déi ech hei net kennen? Op jidde Fall, hei hu mer Fraen déi, wann de Programm Mammographie méi ausgekehrt wär, logescherweis och méi Iwwerlewendschancé gehat hätten. D'Fro déi ech un de Gesondheetsminister wéllt stellen: Ass de Gesondheetsministère bereet fir de Programm Mammographie méi wáit auszedehnen? Wann net, firwat? Ech ginn an deem Senn eng Motioun of, fir de Programm Mammographie op déi Frae vu 40 bis 49 Joer auszedehnen.

#### **Motion 6**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que pour la femme le cancer du sein constitue la tumeur la plus fréquente;
- constatant que la détection précoce du cancer du sein améliore le pronostic;

*- constatant que le programme mammographie vise le groupe d'âge situé entre 50 à 69 ans;*

*- constatant que l'incidence du cancer du sein augmente déjà significativement à partir de la tranche d'âge de 40 à 49 ans;*

*- constatant que la croissance du cancer du sein est d'autant plus rapide que la personne affectée est jeune;*

*invite le Gouvernement*

*- à étendre le groupe cible du programme mammographie au groupe d'âge des 40 à 49 ans.*

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

**M. le Président.** Den Här Minister wéllt eng Fro stellen.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** Neen, ech wéll net eng Fro stellen, má ech wollt awer direkt op déi dote Fro antworten, wann een de Programm ausdehnt.

*Effectivement, mir hunn eng Equipe pluridisciplinaire zusummege-set, déi sech mat dár doter Problematik befasst huet. Déi huet an hire Konklusiounen erausfonnt, dass et vill méi wichteg wär, fir de Programm vun den Damme vu 65 op 70 ze erweideren, well festgestalt ginn ass, dass do effectivement vill Fall waren. Wat déi Damme viru 50 ubelaangt, erweist et sech effecti-*

*vement als äusserst schwierig précoce duerch en Diagnostik eppes erausfannen. Dat wär, wéi et schéngt de Moment op alle Fall nach technesch ganz schwéier noweisbar, esou dass déi Equipe pluridisciplinaire iwverzeegt war, dass dat net géing vill bréngen.*

**M. Jean Colombera (ADR), interpellateur.** Merci fir d'Antwort, well finanziell wär dat net ze vertriede gewiescht, vu dass eng Patientin ongeférer 145 Euro kascht an do hätte mer da 16.277 nei Patientinne gehat, also et wär u sech net méi wéi 80 Millioune aler Frang méi ginn.

Déi zweet Saach, déi mech stéiert, ass d'Partizipatioun vun 58 bis 60% vun de Frae maache bei désem Programm mat. 1991 hate mer 196 Fall vu Broschtcriibs, mat der Aféierung 1992 waren dat 246 Fall, dat heescht 50 Fall méi, am Joer 2000 hu mer 311 nei Fall. Sécherlich ass d'Mammographie hei responsabel, well se hei nei Fall entdeckt huet, déi soss vlächt méi spéit entdeckt gi wieren?

Et misst ee sech hei méi intensiv ém dës Problematik këmmeren. An am selwechte Gedankegang soll een d'Problematik vun der Obligation diskutéieren. Wann een hei am Land vun Obligation schwätz, da kritt een direkt gesot, ech lieuen an engem demokratesche Land a mech ka keen zwéng fir eppes ze maachen, a scho guer net fir eng Mammographie ze maachen. Dat ass alles schéin a gutt, má wa mer awer duerch de gesondheetspolitische Bréll kucken, da läit déi Saach e bëssen aneschters.

Wann ech een zwéng en Dépistage ze maachen, dann ass dat am Numm vu senger Gesondheet, well mer wëssen, dass en Dépistage e Mënscheliewe rette kann a well esou verhennert gëtt, dass déi be-

traffe Persoun onnétz leide muss, wann hire Kriibs ouni Dépistage méi spéit entdeckt gi wier.

Zweetens, mir schwätzten émmer vu Krankeesendefiziter. D'Fro ass justifiérert, wat kascht dann eng Mammographie par rapport zur Behandlung vum Broschtcriibs? ouni elo wéllen op quantitatitif Chifferen anzegoen, wéll ech opziele welchen Opwand eng Fra, déi kribskrank ass, fir d'Krankeess duerstellt.

Am Ufank vun der Entdeckung vum Broschtcriibs muss e Bilan ge-maach ginn, mat Blutanalyse sou-wisou, eng Mammographie gekop-pelt mat engem Ultraschall, engem Scanner, Scintigraphie, an e PET, déi eis erlabe fir ze wëssen ob den Tumeur sech ausgebreit huet. Dann no engem preoperative Bilan gëtt d'Fra operéiert, de Stalab-rotoire analyséiert d'Gewebe. Wann d'Fra keng Chance huet, gëtt déi ganz Broscht amputéiert mat de Lymphdrüsen am Aarm. Well de Risiko besteet, dass den Aarm duerch d'Operatioun méi déck gëtt, muss de Kinésithérapeute laang en ir schaffen, et gëtt eng Chemotherapie gemaach, e puer Zyklen esouguer - déi verschidden Zyklen dauere laang - kombinéiert mat engem Radiothérapie.

Bedéngt duerch d'Chemotherapie ginn d'Hoer aus. Hei intervenéiert d'Krankeess zu engem Deel fir eng Parréck. Déi Broscht, déi amputéiert gouf, gëtt nei rekons-truéiert an och hei intervenéiert d'Krankeess. Parallel bleiwe fir d'Patientin Medikamente, vlächt Hormonpräparater, Antidepressiounsmëttelen, Schlofmettelen, Medikamente géint d'Péng. All dräi oder sechs Wochen am Ufank an dann all dräi oder sechs Méint méi spéit gëtt de Gesondheetsbilan widderhol, mat Blutanalysen, mat Scanneren. Déi Fra, déi vlächt virdru schaffe gaangen ass, ass laang Zäit krank gemellt, oder esouguer invalid ginn, wat dann och eng Belaaschtung fir d'Allgemeinhegheit duerstellt.

Op Basis vun déser Constatatioun muss ee sech awer elo iwwerleeën, ob d'Obligation net de bessere Wee wier, émsou méi well mer awer och an anere Beräicher eppes Ähnleches hinn, wou de Bierger an engem demokratesche Land forcéiert gëtt, fir eppes ze maachen. Notamment existéiert eng Schouflicht. All Kand muss bis zum néngte Schouljoer an d'Schoul goen. Jidderee muss seng Steiere bezuelen.

Mir froen den Här Minister: Wéi ass Ár Meenung zu déser Problematik?

Ganz wichteg wär et och fir den Dépistage vum Daarmcriibs anze-féieren. Daarmcriibs ass den zweethéefegste Kriibs bei de Fraen an den dréittheefegste Kriibs beim Mann, mat ongeférer 250 nei Fall pro Joer an 132 Stierfall. Hei huet déi Létzebuerger Gesellschaft fir d'Gastro-antérologie am Joer 1999/2000 verschidde Recomman-datiounen ausgeschafft, námlech eng Daarmspigelung mat 50 Joer, mat systematescher Zerstéierung vun den Daarmpolpen, wat zu en-ger Reduktioun vun 90% vum Daarmcriibs géift féieren. Dés Limite vu 50 Joer misst op 40 Joer erof-gesat ginn, wann iergendee Ver-wandten, Papp oder Mamm, un Daarmcriibs erkrankt war. A bei en-ger genetesch familiärer Polypose misst dës Limite esouguer op 25 Joer erofgesat ginn.

De Gesondheetsministère huet dee fakultative Sensibilisatiounen programm lancéiert, mat der Offer vun Teststräifen, genannt Hemocult, fir eventuell Blutt am Stull ze dépitiereren. Dés Initiativ kann an 33% vun de Fall lievensrettend sinn. Menger Usiicht no misst dé-sen Test automatesch mat an de Führerschäinstest, dee bei 50 Joer fälleg ass, integréiert ginn.

Mir froen de Minister: Ass d'Regierung bereet op dése Wee ze goen, a wéi stet et mat dem systemateschen Dépistage vum Daarmcriibs,

mat Koloskopie, dat heesch mat enger Daarmspigelung vu 50 Joer un, mat den Ausnahmen, déi ech hei virdrun zitéiert hinn? An deem Senn ginn ech eng Motioun of, fir d'Analyse hémoculte des selles beim Führerschäinstesten mat anzeiéieren.

#### **Motion 7**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que les affections cancéreuses du colon et du rectum représentent les cas de cancer les plus fréquents communs aux deux sexes;

*- constatant que le succès thérapeutique des tumeurs du côlon et du rectum dépend largement de leur niveau de développement au moment de leur dépistage;*

*- constatant l'absence de tout programme de détection précoce en ce qui concerne le cancer du côlon et du rectum;*

*- constatant que l'incidence du cancer du côlon et du rectum ne commence à augmenter qu'à partir de l'âge de 50 voire 55 ans;*

*- considérant l'existence d'un examen médical obligatoire à l'âge de 50 ans pour le renouvellement du permis à conduire;*

*invite le Gouvernement*

*- à intégrer dans l'examen médical obligatoire lors du renouvellement du permis à conduire à l'âge de 50 ans l'analyse hémoculte des selles;*

*- à engager annuellement une campagne d'information promouvant l'analyse hémoculte des selles à partir de l'âge de 50 ans et renseignant sur les risques cancéreux.*

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

En drëtte wichteg Schrott beim Dépistage ass den Dépistage vun der Prostata. Prostatacriibs ass deen heefegste bei de Männer. Hei ass et och bei plus ou moins 300 nei Fall pro Joer noutwendeg eng konzertéiert Aktioun ze starten. Hei gi wëssenschaftlech dräi Mesuré proposéiert:

1. de PSA-Test am Blut, dee spezi-fesch vun der Prostata ass;

2. eng digital rektal Énnersichtung vum Patient, an ech géif hei och proposéieren, dës Mesure bei der Führerschäinsertierung anzeiéieren;

3. en transrectalen Ultraschall vun der Prostata.

Dés dräi Mesuré maachen eng ku-rativer Therapie méiglech.

Mir froen de Minister: Wat leeft am Gesondheetsministère? Wéi wáit ass den Dossier Dépistage vun der Prostata?

An deem Senn ginn ech och eng Motioun of iwwert d'Inklusioun vum PSA mat an de Führerschäinstest.

#### **Motion 8**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que pour l

vées et les examens connexes qui s'imposent:

- à engager annuellement une campagne d'information promouvant le diagnostic de la prostate pour les hommes âgés de plus de 50 ans.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Et ass gewosst, dass bei dem Dépistage vill méi Männer wéi Fraen an d'Voruntersuchung ginn, an dofir muss menger Usicht no den Dépistage mat an d'Führerschäinserierung intégréiert ginn. Nämmen esou kréie mir de ganz groussen Deel vun der Population mat agebonnen.

Aner Forme vun Dépistage, wéi den Ofstréch vum Gebärmutterhals, lafe gutt. An hei schléit d'Kontributioun vum Stat mat 76.000 Euro zu Buch.

De Problem vum Hautkribs ass an de Gréff ze kréien duerch eng Schulung vum Patient, d'ABCD-Riegel, déi ech virdrun zitéiert henn.

Den Dépistage vum Longekribs ass menger Meenung no Aufgab vum Hausdocteur engersäits a vum Arbechtsdocteur anersäits.

Et däerf een och net de Schilddrüssekiibs aus den Ae verléieren, deen haupsächlich duerch d'Bestrahlung entsteet, mat dräi Frae fir ee Mann. Dat ass och d'Missioun vum Generalist.

Wéi gesot, den Dépistage ass äusserst wichteg. Politesch kénne mir hei ganz vill maachen. Dái dräi wichtegst Dépistagé vu Broscht-kribs, Daarmkribs a Prostatakribs wäerten zu enger substanzialer Reduktioon vun der Kribsstierflechkeet feieren.

Hár President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Preventioun, nom Dépistage komme mer elo zum Volut Behandlung. Ass e Kribspatient hei am Létzebuerger Land a guden Hänn? Ass hie gutt encadréiert oder wär et besser fir hien an d'Ausland ze goen? Fir op dës Fro ze ántwerten, si mer ganz schlecht placéiert. Mir hu wat d'Iwwerleewensquot bei Kribs hei zu Létzebuerberg ugeet keng Zuelen. Mir wésen also net, ob den Traitement bei eis besser ass wéi an den Nopeschlännner. Mir kénnen d'Effizienz an d'Verbesserung vun der Behandlung zu Létzebuerberg och net feststellen. Hei reagéiere mir am loftedele Raum.

An der Eurocare-3-Etud ass erauskomm, dass Létzebuerberg mat just nach dräi anere Länner, an zwar Irland, Griichenland an d'Belsch, keng Daten huet, am Géigesaz zu den Ex-Ostblockstaaten, wéi zum Beispill der Slowakei. Hei besteet also Nohuelbedarf.

Am Statslaboratoire ass vum Dokter Scheiden d'Fro opgeworf ginn, ob net, esou wéi an Eistráich, eng Autopsie soll gemaach ginn, fir den Erfollegskritér vun enger Behandlung oder vun der Doudesursaach ze kontrolléieren. An deem Senn ginn ech eng Motioun of, fir hei am Statslaboratoire e Service ze grénnen, fir ze wéissen, wéi d'Traitementer am Létzebuerger Land funktionéieren.

#### Motion 9

La Chambre des Députés,

- constatant que, faute de données statistiques, le Luxembourg ne figure pas parmi les 22 pays européens inclus dans la récente étude comparatrice «Eurocare-3» sur le taux de survie au cancer;

- déplorant l'inexistence de données au Grand-Duché sur l'efficacité du traitement des diverses tumeurs;

- considérant que pour une politique de santé moderne il est indispensable de disposer de chiffres fiables sur la survie des patients au cancer permettant de mesurer le progrès dans la qualité des soins, de le comparer à celui d'autres Etats et de réagir en conséquence;

invite le Gouvernement

- à créer au sein du Laboratoire national de Santé un registre national renseignant sur la survie des patients atteints d'une affection cancéreuse.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Wéi gesait d'Struktur an der Onkologie aus? Fir d'éischt eng Definitioun. Onkologie kénne vum griechischen „onkos“, an dat heesch geschwollen, eppes wat e béisaarteg Geschwulst erzeugt. Onkologie heesch also d'Léier vun dem Geschwulst an den Onkolog ass den Dokter, dee sech heimadder befasst.

Et gëtt 18 Internisten am Land, déi sech mat Kribs beschäftegen, a véier Radiotherapeuten, an et muss ee soen, dass verschiddener vun dëse Leit sech nach net kann henn, bis viru kuerzem déi Létzebuerger Gesellschaft Onkologie gegrënnt ginn ass, mat der Schaffung vun engem virtuellen, informatiéierten Zentrum, deen et erlaabt fir d'Qualitéit vun der Fleeg sécherzestellen. De Statut vum Onkolog gëtt et nach net, vu dass d'Onkologie nach eng relativ jonk Disziplin ass.

Bis elo war et esou, dass all Internist de Kribs senger Erfahrung no behandelt huet. An deene verschiddene Klinike goufe verschidde Protokoller ugewart fir déiselwecht Pathologie, esou dass an dár engen Klinik vläicht besser Resultater ze verzeechne ware wéi an enger anerer. Verschidde Spezialisten henn zwee Kribse pro Joer behandelt, anerer 50. An do gesait een och eng gewëssen Diskrepanz bei de Resultater.

Et ass sécher, dass de Patient léiwer bei e Spezialist geet, dee 50 Fäll am Joer behandelt, wéi bei een, deen nämnen zwee Fäll am Joer huet. Wouer ass et, dass et hei am Land verschidde Qualitéitszentre gëtt, wou de Kribs besser behandelt gëtt. Do sinn och déi erfahrenst Dokteren.

De Ministère weess, wien hei am Land déi gréisste Kapassitéit ass. Hie weess wou de beschte Qualitéitszentrum ass, mä well d'Donnee geheim sinn, däerf de Ministère sech net outer, an de Patienten ass et iwwerlooss dohinner ze goe wou si am meeschte Vertrauen henn.

Fir dëser Tatsaach Rechnung ze droen, wär et ubruecht fir am Kader vun engem nach ze schafenden nationale Kribsinstitut verschidde spezifesch regional Kribservicer ze schafen.

Zum Beispill gëft een zu Eech, gekoppelt mam Centre hospitalier, Broscht-kribs dépistéieren, diagnostizéieren a behandelten, mam Abanne vu Preventivmoosnamm, an der Zitha-Klinik zum Beispill e Service mat Spezialisierung op den Daarmkribs. An datselwecht mat dem Longekribs oder mat dem Prostatakribs, déi dann an enger anerer Klinik an engem aneren Zentrum ugesidelt wären. An deem Zentrum wou de Broscht-kribs ugesidelt wier, gëifen natierlech och déi fraespezifesch Kribse behandelt ginn, wéi Gebärmutter- oder Eeérstakkribs. Dat hätt zur Folleg, dass all déiselwecht Kribszorten op enger eenzeger Plaz gëifen drainéiert ginn, dass hei e Qualitéitszentrum gëft entstoe mat dem néidege Know-how, an duerch eng pluridisziplinär Approche gëifen da standardiséiert Protokoller, déi wéssenschaftlech validéiert an déi op internationalem Plang verglach gëifen, appliziéiert ginn.

Déi stänneg Verbindung mat engem ausländnische Referenzzentrum gëft eng optimal therapeutesch Approche garantéieren. D'zouzfuge wier, dass bei all Kribs, deen net ganz oft hei am Land gëift virkommen, dat heescht dee ganz selte wier, dee Kribspatient misst einfach, ouni vill ze waarden, an d'Ausland goen, an eng speziali-

séiert Klinik geschéckt gi fir do kee Risiko anzegoen an dem Patient dann déi beschtméiglech Therapie ze garantéieren. An dësem Senn ginn ech och eng Motioun of, Hár President, fir esou Servicer hei am Land ze favoriséieren.

#### Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il y a lieu de garantir aux patients atteints du cancer la plus haute qualité de traitement possible;

- considérant qu'une qualité de soins élevée ne peut être assurée que par des centres hospitaliers ou des cliniques hautement spécialisés en cancérologie disposant de l'expérience résultant d'un grand nombre de cas semblables traités;

- considérant qu'il y a lieu d'améliorer l'information des patients comme des professionnels afin d'assurer la meilleure qualité des soins et l'accès équitable des patients aux meilleurs soins, quel que soit leur lieu de prise en charge;

- considérant qu'un centre d'expertise en cancérologie possédant une vision globale de la lutte contre le cancer permettra de définir des référentiels de pratique clinique, d'observer et d'évaluer la performance de la prise en charge des patients du cancer, d'observer, d'évaluer et de diffuser les innovations dans le domaine médico-économique et des traitements ainsi que de définir les programmes nationaux de recherche prioritaires;

invite le Gouvernement

- à créer des centres de qualité nationaux spécifiques pour le traitement des divers cancers les plus récurrents;

- à promouvoir une approche pluridisciplinaire dans les prédis centres autour des nouveaux patients atteints d'un cancer;

- à créer un centre d'expertise en cancérologie qui assure une information complète des patients comme des professionnels et qui définit les priorités de la recherche publique cancer.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

D'Prise en charge vum Patient kann nämnen am Kader vun enger pluridisziplinärer Equipe erreecht ginn, dat heescht d'Spezialiste setzen sech allegueren zesumme fir iwwert de Patient ze beroden an him déi beschtméiglech Therapie ze proposéieren. Dat gëtt eng Team-Aarbecht téschent medezinneschen Onkologen, Radiotherapeuten, spezialiséerte Chirurgen, Onkohematologen, biologesch Hematologen, Radiologen, Nuklear-mediziner, Anatomo-cytopathologen an Organspezialiste wéi Pneumologen a Gastroenterologen. De Generalist ass mat um Dësch invitier fir iwwert den aktuelle Stand vu sengem Patient um Courant gehalen ze ginn. Dës pluridisziplinär Equipe gëft Tumorboard genannt. Et existéiere schonn dräi esou Equipen hei am Land.

Doheem gëft de kribskranke Patient och en charge geholl ginn duerch eng funktionell Kribsunité, nämlech eng Unité de support en oncologie. An dësem Grupp wier zum Beispill en Hausdoctier ugesidelt mat engem Psycholog oder Psycho-oncolog, enger Assistante sociale an enger Infirmière, enger Diététicienne, enger Esthéticienne, engem Spezialist vun der Péng, engem Stomatotherapeut, engem Kinésitherapeute an engem Gruppenanimateur. Och kénnt dës Grupp d'Chemiothérapie doheem facilitéieren. Fir dem Patient erfolgräich zur Sait ze stoen, dass hien net bei der Diagnos verluer wier, misst eng Infirmière de santé publique d'Koordinatioun vun alle

Schrétt während der Krankheet iwwerhueulen. Et géif eng sou genannte Feuille de route ausgestallt ginn. Dee kribskranke Patient wier esou optimal encadréiert.

All Klinik, déi fir Kribs zoustänne wier, misst e Projet d'établissement ausschaffe vum éischte Moment u wou d'Diagnos gestallt ass bis hin zu de Soins palliatifs. Wat de Ministère ugeet, misst hie sech vill méi fir d'Informatioun vun de Leit interesséieren, nämlech mat der Schaffung vun enger Informatiounstell iwwer Kribs, der Erschafung vun engem gréngen Numero, zum Beispill vum Typ Kribs-Infoservice, a vläicht och mat vermehrten Informatiounen um Internet.

Op dëser Plaz wëll ech e puer Wieder iwwert eis Kribsassociationen hei am Land verléieren. Mir hunn, sief et bei de Kanner wéi och bei den Erwuessen, Associationen, wéi zum Beispill: d'Fondatioun Héllef fir kribskranke Kanner; en Härz fir kribskranke Kanner, d'Foundation luxembourgeoise contre le cancer, déi ganz aktiv um Terrain matschaffen duerch Informatiounswender, Broschüren, Konferenzen an aner Aktivitéiten, an déi et sech zur Missioun gemaach hu fir de breede Publikum ze informéieren, fir d'Recherche ze énnerstétzten a fir de kribskranke Leit bázestoen.

D'Zeitung zum Beispill, déi d'Foundation luxembourgeoise contre le cancer erausgëtt, huet 75.000 Exemplaire, esou dass schonn e breede Publikum erreecht gëtt. Hir Fonge bestinn haapsächlich aus Donatiounen. Et ass ze begléckwënschen, dass de Létzebuerger Bierger e gutt Härz huet wann et heescht en Don ze maachen, an dat haupsächlich wa Kanner Kribs henn. Da géif d'Létzebuerger, ech géif soen, hiert lescht Hiem offréiere fir deenen ze hellefen. Duerch déi multipel a generéis Donë kann esou eng Fondatioun sech selwer finanzieréieren.

Aacht Leit schaffen de Moment an der Fondatioun. Eng Persoun huet e Konventionement mam Minister. Am Budget 2004 ass hei eng Zomm vun 126.982 Euro virgesi fir d'Fräen ze decken. Déi legitim Fro, déi ee sech stelle kann: Firwat ginn hei net méi Poste konventionéiert? Dés Mesure géif et erlabe fir Antennen am Norden oder am Süde vum Land ze installéieren.

En anere Schwaachpunkt läit och an der Santéssstrukturen. Zwar stellt de Stat der Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales 3.468.689 Euro zur Verfügung, dës Ligue ass, wat d'Personal awer ugeet, énnerbesat, dat heescht wa si e Preventivprogramm op d'Beé stellt, iwwerhält eng extern Firma dës Charge, an dës Firma geet da bei d'Fondatioun luxembourgeoise contre le cancer a sammelt hei Donnéen. Da leeft de Circuit erém zréck bei d'Ligue de prévention et d'action médico-sociales. An dësem Circuit gi vill Gelder verluer. Logesch wär et wann de Ministère der Fondatioun d'Fonge géif ginn, mat enger Obligation de résultat.

D'Fondatioun schléit och vir, an de Spideeler de psychologesch Suivi ze förderen an e Service ze grénnen, dee sech mam Sevrage tabagique, dat heescht mam Ophale vum Fémmen, beschäftegt. Si bedauert och, dass d'Gesondheets-delegéierte an d'Biologiesprofes-sionen an de Schoule keng richteg Zillinn gesat kréie fir eppes Produktives am preventive Beräich ze maachen. D'Fondatioun huet och eng ganz positiv Approche zu enger Konsultatioun mat preventivem Charakter, esou wéi mir dat hei op der Chambertribün schonn öfter gesot henn. An dat well d'Patienten sech bekloen, dass si bei den Dokteren ni oder némme vun Zäit zu Zäit Froen iwwer hiert Verhalen a Relatioun mam Kribs gestallt kréien.

D'Associatiounen henn eng informell Missioun engersäits an anersäits si awer och an der Recherche op privater Basis. Déi Recherche gëtt gefördert. Wéi gesait et mat der Recherche hei zu Létzebuerberg aus? D'Recherche existéiert zu Létzebuerberg a si entwéckelt sech. Op dár enger Sait besteeet eng privat Recherche, déi zum Deel vum Ministère de la Recherche gesponsert gëtt. E bekannte Privatlaboratoire, d'Fondatioun de recherche cancer et sang, kritt am neie Spidol um Kierchbierg de Loyer vu senge Raimlechkeete bezuel. Och virdrun, wéi en am Centre universitaire ugesidelt war, war dést de Fall. Elo huet hie méi Platz zur Verfügung, wat besser Konditiounen bedeit. Ervirzehiewe bleift, dass de Ministère och mat Boursen, Bourses de formation recherche, de Studenten erlaabt, sech an dësen Domänen ze entwéckelen.

Déi gréissten Einnahme vum Privatlaboratoire ass a bleift d'Énnerstézung vun de private Fondatiounen. Esou huet zum Beispill d'Action Télévie an d'Fondatioun en Härz fir kribskranke Kanner dem Privatlaboratoire Fondation de recherche cancer et sang erlaabt, dank enormen Donatiounen neit Personal anzestellen an esou méi Recherche ze bedreiwen. Ech wëll hei op der Tribün ervirhiewen, dass d'Recherche an dësem Privatlaboratoire sech weise léisst. Hei ginn op Basis vun Natursubstanzen Experimenten gemaach an duerno publiziert an der Hoffnung, dass déi nei Erkenntnisser eng Kéier douzéidroe wäerde fir nei Medikamenten am Domän vun der Kribsbehandlung op de Maart ze bréngen.

Ze notéieren ass och déi internationale Kooperation. D'Fondation luxembourgeoise contre le cancer huet viru kuerzem 880.000 Euro dem Breast International Group zoukomme gelooss, engem Klinische Projet de recherche deen dorop ofzillt fir d'Qualitéit vun de Behandlungsmethode bei Broscht-kribspatienten ze verbessernen. Op dár anerer Sait besteeet déi öffentlech Struktur fir d'Recherche, de Centre de recherche publique CRP-Santé. Hei leeft en Zéngjores-programm dotéiert mat 515.000 Euro, gedroe vum Ministère de la Recherche, deen dorobor ziilt fir mat doudége Broscht-kribszellen eng Impfung géint lieweg Kribszellen ze bewerken. Eng héichinteressant Approche.

Zwou Saache sinn onbedéngt ze verbesseren. Éischtens dee méi grosse Kontakt téschent den öffentlechen an de private Laboratoiren. Vu dass extrem capabel Leit an deene béniggen Institutioen sinn, wär eng Kooperatioun vu Virdeel, och wat den Austausch vu Material, nämlech vun den Apparaten ugeet. Et ass gewosst, dass d'Privatlaboratoiren net all Apparat zur Verfügung hu fir d'Recherche ze maachen an op en Don vu bausse waarde müssen. De CRP-Santé huet dést Material zur Verfügung. Et wär am Sénn vun der Population wann e Chercheur vun engem Privatlaboratoire, deen eng excellent Iddi hätt, awer kéint vun déser Apparatur profitéieren. Et bréngt dem Patient guer náischt wann eng Konkurrenz téschent privaten an öffentleche Laboratoiré besteeet.

Zweetens muss een eng Solution fanne fir déi Létzebuerger Studenter - dat sinn der ongefíer 300 -, déi vum Stat eng Bourse kritt henn, erém hei an d'Land zréckzékreien, mat der Schaffung vu verschiddeinen interessante Posten an Aarbechtsplazen. Hiert Wésse géif der Létzebuerger Recherche e Qualitéitssprong erlaben.

Am Kontext vun der Recherche wéilt ech nach e puer Wuert iwwert d'Medikamente verléieren. D'Population huet Zougank zu den neiste Forme vu Medikamenten wat de Kribs ugeet. D'Krankkeess bezilt déi Medikamente zréck. Par rapport zu anere Länner si mer hei am Virdeel. Mat oder ouni Defizit vun de Krankkeesen, hei sti mir gutt do.

Wat eise Statslaboratoire ugeet, do wesse mir alleguerter wéi et steet. Et gëtt effikass Apparater fir eng gutt Diagnos ze stellen. Wann en Zweifel besteet, da gëtt d'Pièce opératoire an d'Ausland geschéckt fir en Avis complémentaire ze kréien. Op där anerer Säit ass ze bedaueren, datt et e Manktum u Personal gëtt. Et ass ze betounen, datt an 20 Joer 27.000 Kriibsfall diagnostizéiert goufen, an datt et fir d'Personal schwéier gëtt fir gläichzäiteg a véier Fäll eng Diagnos ze stellen. Ech schwätzen hei vun der Diagnos „in extemporaneo“, dat heesch, bei enger Operation gëtt d'Pièce opératoire an de Statslaboratoire geschéckt an d'Personal muss binnend e puer Minute Bescheid soen, wat mat der Pièce opératoire lass ass. Op Basis vun déser Antwort operéiert de Chirurg méi wält oder méi déif, fir eng zweet Operation am Nachhinein ze vermeiden. Wann elo zum Beispill awer véier Spideeler gläichzäiteg operéieren, an déi véier Chirurgen wëllen direkt d'Resultat wëssen, da gëtt et méi problematesch. D'Personal geréit an Zäitrock an d'Resultater si pour le moins discutabel.

Weiderhin ass ze bedaueren, datt de Statslaboratoire net méi zäitgemäß ass, wann ee gesäit datt am Haaptgank an an den Haustrapen Lamellen an aner Materialien opgestapelt sinn. Dat ass net normal. Et ass némmen normal, wann en neie Statslaboratoire direkt kennt. Endlech huet mam Projet de loi 5195 vum 14. Juli 2003 dése Bau Konturen ugeholl. Hoffentlech geet et ganz schnell weider.

E puer Wieder iwwert den Apparatepark. Mir hu Scanneren, Apparater fir Résonance magnétique an zu gudden Lescht och e PET, Ultraschall a Röntgenapparater. Et ass vun alles do. Et bleift eng Constatation, an zwar datt d'Terminier fir e Rendez-vous ze kréien ze grouss sinn: véier, fennet Méint. Wat de PET ugeet, deen neisten Apparat, dee bal spezifesch ass fir Kriibs a seng Metastassen ze entdecken, do wärte mer héchstwahrscheinlech laang Waardeschlaange kréien. Et stellt sech d'Fro: Wier et net ubruecht fir esou Apparater besser ze rentabiliséieren? Vu fennet Auer owes u leeft náisch méi. Hei misst ee sech Gedanke maachen iwwert de Gebrauch vun déesen Apparater. Firwat net bis zéng Auer owes? Firwat net siwen Deeg op siwe schaffen? Ech mengen, wann ech Péng hunn, da ginn ech och sonndes oder um zéng Auer owes an d'Klinik fir mech röntgen ze loossen.

#### (Coup de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ee Moment, Här Colombera. Den Här Minister streckt de Fanger aus. Hien hätt gären d'Wuert. Här Minister, wann ech glift.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, ech muss direkt interveniéiere wat d'Resónance magnétique, déi sou genannten IRMen, ubelaangt.

Den Här Colombera schwätzt vun Délaien, déi 1999 bestanen hu wann hie seet fennet, sechs Méint. Entre-temps hu mer awer véier Résonances magnétiques hei am Land. Déi fennet geet den nächste Mount op. Déi sechst ass fir Déiferdeng geplant. D'Délaie fir ze waarde sinn elo méi kuerz wéi se am Ausland sinn.

Wat de PET ubelaangt, do ass dat selwecht och wouer. De PET ass en Apparat, wouvun een en eenzege braucht bei enger Millioun Habitanten. Mir hu bekanntlech hei zu Lëtzebuerg 445.000 Awunner. Also wann ech glift, losse mer e bësse bei der Realitéit bleiwen. Nach eng Kéier, beim IRM braucht hei zu Lëtzebuerg kee méi esou laang ze waarden.

M. Jean Colombera (ADR), interpellateur.- Ech notéieren dat,

mä ech sinn net Árer Meenung beim PET, Här Minister.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Wann ech glift, dann émfrech lech éier Der esou Saachen an d'Welt setzt.

M. Jean Colombera (ADR), interpellateur.- Ech kucken an d'Zukunft, Här Minister. Dir wéssen jo, datt de PET spezifesch ass fir Kriibs a fir Metastassen, a wa mer schonn esou eng Inzidenz vu Kriibsaarten hei am Land hunn a jidderee wéllt gären de PET matmaachen, dann deet et mer Leed, da gleewen ech net, datt déi Délaie kénnen agehale ginn. Ech hu meng Bedenken do.

#### (Interruptions)

Ech behaapten, datt dat net anzenhalen ass. Et deet mer Leed. Et muss méi rentabiliséiert ginn. Et muss méi laang geschafft ginn, soss gi mer do net eens.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéllt net mat déser Interpellatioun ophalen ouni e Wuert iwwert d'Alternativmedizin ze soen, wou mir hei an der Chamber deemnächst eng Debatt iwwert d'Unerkennung vu verschidde Alternativmethoden wäerte féieren.

Fir datt mer eis gutt verstinn: Ech kenne keng Alternativmethod, déi iergendee Kriibs heelt. Ech muss awer soen, datt wann ee verschidde Methoden vun Alternativmedizin richteg géif uwenden, da kéint dat allgemengt Wuelbefanne vum Patient besser ginn. Ech schwätzen hei vun der Middegkeet, vun der Iwwelzegkeet bei der Behandlung, vum schlechte Schlofen. Ech géif hei alles énnerhuele fir de Patient an déi beschte Konditiounen ze versetzen.

Eng Enquête vun der ILReS bei 1.187 Persounen, déi vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer am Summer 2002 commanditéert gouf, huet dat heite vu Resultat bruecht: 35% vun de Leit vertrauen der klassescher Schoulmedizin. Am Kriibs gutt verstanen. 5% vun der Population vertrauen der Médecine parallèle alternative. 7% hunn net geäntwert. A wat enorm frappant ass, 53% vun de Leit hu Vertrauen an d'klassesch Schoulmedizin a Verbindung mat der paralleller Medezin.

Dir Dammen an Dir Hären, dat wéllt heeschen, datt e kriibskranke Patient alles énnerhëlt fir erém gesond ze ginn. Do solle mir beileiben net ze schnell mam Fanger op déi Leit weisen, mä au contraire eng Strategie vu Partenariat entwickelen. Ech wéllt drop hiweißen, datt ganz vill Leit am Ausland bei den Heilpraktiker ginn, an datt se do op gudden an op manner gudden treffen, an och op där déi vun hinne profitéieren. Dat läit op der Hand. Mä datt dës Leit, wa se hei am Land bei de klasseschen Dokter ginn, désem Dokter verschweigen, datt si och mat engen Method behandelt ginn, déi alternativ ass, dat ass falsch. Dat ka souguer lievensgeférlech ginn, well en Traitementer dee Moment net méi allze gutt gräift. D'Leit fäerte fir hirem Dokter ze soen, datt si mat alternative Methoden behandelt ginn, well dee kéint si jo duodurch dann net méi allzegutt behandelen.

An désem Kontext zitéieren ech en Artikel vum Dokter Untereiner, Chef vum Centre François Baclesse. Verschidde Naturmedikamente, seet hien, wéi Chrysanthème, Ginseng, d'Séisschholz, Palmenextrakte, können Hormonschwankunge provozéieren, mat zum Beispill enger Senkung vum PSA-Wäert, dee beim Prostatakriibs en Indicateur ass. Wann de PSA-Wäert déif ass, da mengen d'Dokteren alles wier um beschte Wee a si reduzéieren dorobber hin déi klassesch Therapie, wat dee Moment awer e fatale Feeler wier.

Et ass bekannt, datt verschidde Planzen de Stoffwiessel vun der Liewer a vun der Nier veränderen,

esou wéi de Stoffwiessel vun de chemesche Préparater. Mir hu keng wéssenschaftlech Beweiser, datt verschidde Planze wierken, obschonns munch een dat eent oder anert positivt Resultat virzeleisen huet. Wichteg awer ass d'Kommunikatioun téschent Patient an Dokter, well d'Gefor lauert émmer wann dës Kommunikatioun feelt, datt den Dokter dann op falsch Bunne geleet gëtt. Esouwält den Dokter Untereiner. Déser Ausso kann ech némmen zoustëmmen.

De wichtigste Grond iwwerhaapt, Här Minister, datt d'Alternativmedizin muss unerkannt ginn, ass, datt de Patient endlech soll ophale fir mam Dokter Verstopches ze spinnen. Dat bréngt dem Kranken a leschter Instanz némmen Nodeeler. Mat offene Kaarte spinnen, dat ass de beschte Garant fir eng gutt Therapie.

An désem Kontext wéilt ech dem Här Minister zwee Pabeieren iwwerreechen iwwer zwou nei Methoden an der Naturmedizin. Ech wéll elo net weider drop agoen. Ech wär vrou wa sing Servicer déi kénnten évaluéieren a vläch eng Antwort ginn, ob een dat eventuell kéint an déi normal Therapie intégrieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn nach eng lescht Motioune, déi vu mengem Kolleg Jacques-Yves Henckes verfaasst ginn ass an déi freeet, datt den Tubak aus dem Index erausgeholl soll ginn.

#### Motion 11

##### La Chambre des Députés,

- considérant que les produits du tabac figurent à l'indice des prix;

- considérant qu'il est insensé qu'une hausse des accises sur le tabac et ses produits dans un but de santé publique se répercute sur l'indice des prix et entraîne une hausse correspondante des salaires;

##### invite le Gouvernement

- à exclure le tabac et ses produits de l'indice des prix.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hinn elo e groussen Tour iwwert d'Thema Kriibs geomach.

Ech sinn der Meenung, datt mer trotz allem optimistesch bleiwe sollen a wénsche mir, datt wann am Joer 2100 een Députéierte vun egal welcher Faarf op der Chambertribün e Virtrag iwwert d'Situatioun vun der Gesondheet hei am Land mécht, deen Députéierte mat désem oder mat engem ähnleche Saz ufankt: Virun net allze vill grousser Zäit gouf et nach Krankheete wéi Cholera, Typhus, Tuberkulos, Pescht, Diphterie an de Kriibs, déi verheerend Auswirkungen op de Mënsch haten. Gott sei Dank gëtt et haut dës Krankheeten net méi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci fir d'Nolaschteren.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, méi wéi 20 Millioun Leit leiden u Kriibskrankheeten. All Joer gëtt et 10 Milliounen nei Fäll vu Kriibs. 6 Milliounen vu Mënsche stierwen duerch dës Krankheet a mir wéssen op Grond vun enger Projectioun bis d'Joer 2020, datt all Joer 10 Milliounen Leit déser Gäisself vun der moderner Zäit erleeé

wäerten. Dës Zuele vun der OMS resuméiere ganz kloer de Stellewäert vun déser Problematik an eiser Gesellschaft.

D'Grénn, déi dës Krankheet ausléisen, si vielfälteg a grosso modo bekannt. Un éischter Stell steet den Tubak mat 4,9 Milliounen Doudesfäll pro Joer an dernieft huet dës Substanz och nach Auswirkungen op aner Kriibsformen. Ech zitéieren hei de Mo, d'Liewer, d'Gebärmutter, d'Nieren, jo esouguer op d'Blutt an esou op d'Leucémie myéloïde, do kénnen och Auswirkunge kommen. En anere Grond ass d'Liewens- an d'lessgewunnechten an och d'Emweltfléiss, déi sou genannt cancérigène Substanzen. Ierflech a genetesch Prédispositiounen sinn och e Grond an och d'Sonnestrahlung.

Ech mengen den Interpellateur, den Här Colombera, huet jo all dës Grénn genannt an ech géif se gär emol eng Kéier an de Kontext setze vun enger duerchschnëttlecher Liewenserwaardung, well nieft dése Krankheeten, déi mer hunn, ass trotzdem d'Liewenserwaardung haut bei de Fraen ém 79 Joer, bei de Männer ém 73 Joer an am Joer 1900 - dat ass zwar schonn eng Zäit hier - do louch se bei 50 Joer. Et ass gewosst, dass nieft de Kriibskrankheeten och déi cardiovasculaire Krankheeten derzou báldroen, dass d'Mënschen éischter stierwen.

Mer wéssen also allegueren, Politiker an och Technokraten, wou den Hiewel unzeseten ass fir déi duerchschnëttlecher Liewenserwaardung ze verbesseren, well eng gesond Bevölkerung, eng Bevölkerung, déi émmer méi al gëtt, bréngt a bedeit wirtschaftlech Effizienz. Stierwen nämlech d'Matmënsche relativ jonk, dat heesch wa se nach zur aktiver Bevölkerung zielien, dat heesch also wa se nach en Aarbechtsverhältnis hunn, da sinn déi sozioekonomesch Répercussionen gewalteg. An dëst géilt et ze vermeiden an et waert och net esou sinn, dass wann d'Leit méi al ginn, dass se d'Gesellschaft géife méi deier ginn. Well et ass gewosst, dass den Alter, wann ee méi al gëtt, par rapport zu dem Käschtepunkt, wat Therapien um Liewensenn kaschten, inversément proportionnel ass, dat heesch, wat ee méi al gëtt, wat d'Käschten déi ufale fir Traitementer ze maachen, méi kleng sinn.

Et mécht also Senn, nieft wichtigen ethesche Considératiounen, och esouguer aus finanzielle Iwwerleeungen, offensiv an der Preventioun, an der Behandlung, an der Erkennung an an der Recherche vun dése Gesellschaftskrankheete virzegoen. Am Spezieschesch schwätze mer jo haut iwwert de Kriibs. An dach gëtt et nach vill Onwëssen, ob an der Preventioun, an de Behandlungsmethoden, an der Erkennung an an der Recherche vun Kriibskrankheeten. Wéi steet Lëtzebuerg do? An dat an engem europäesche Kontext an och national gekuckt.

Fir d'éischte mol setze mer dann e politesche Kader vun Initiative vun Kriibskrankheeten an Europa. Do hu mer de Moment de Programme d'action communautaire, deen 2003 elo uleeft bis 2008. En ass den 23. September 2002 vum Europäische Parlament a vum Conseil verabschiedet. Hei geet et dréim Informatiounen ze verbesser, schnell ze reagéieren, am Fong geholl global ze kucke fir dës Informatiounen ze kollektéieren an dat Wëssen och dann ebe kollektiv an, géif ech soen, zentral ze gérieren.

Do geet Rieds vu Gesondheetsdeterminanten an do falen nees déi berühmt Schlagwieder: Tubak, Alkohol, Toxicomanie, Nutritioun - also lessgewunnechten - a Stress. Deen ale Programm, dee vun 1996 bis 2002 gelaf ass, énnert dem Motto: «L'Europe contre le cancer» - dee baséiert jo op enger Déci-sioun vum 29. Mäerz 1996 -, hat sech als Aufgab ginn d'Ursaache

vum Kriibs erauszefannen an déi méiglech Preventioun ze maachen.

Tatsaach ass, an dat muss ee ganz oft soen, an et ass och derwäert dat ze soen, dass de Kriibs d'Ur-saach ass bei engem vu véier Doudesfäll an Europa.

Lëtzebuerg huet an désem Programm matgeschafft, huet den Austausch vun Informationen fäerde bruecht no enger strikter a rigoureuse Méthodologie. Lëtzebuerg huet hei also, géif ech men-gen, seng Hausaufgabe gemaach. An déi nei Initiativ fir de Kampf géint den Tubak, fir weider supplementar Moossnamen ze ergräifen, déi sinn an enger Proposition de recommandation vum Conseil résuméiert. Dái ass awer nach net publiziert am Journal officiel.

Fakt ass awer, dass 500.000 Doudeger duerch Tubak pro Joer an Europa stierwen. 500.000 Leit, dat ass en décke Batz. An hannendrun hänkt jo eng Direktiv, d'Direktiv 2001/37/CE vum 5. Juni 2001. Et geet hei ém d'Fabrikatioun, d'Presentationen an de Verkauf vun Tubaksprodukten. Dës Direktiv ass hei zu Lëtzebuerg an Applicatioun, an zwar iwwer Réglement grand-ducal, deen die Gesondheetsminister geholl huet no dem 23. September 2003. Iwwert d'Elementer vun déser Direktiv müssen och d'Kommissioun an d'EU-Parlament bis den 31. Dezember 2004 e Rapport maachen.

Wat d'national Mesuré vun den Direktiven ugeet iwwerhaapt steet Lëtzebuerg net schlecht do. Ech hunn dat emol nogekuckt. Am Beräich Santé et protection des consommateurs hu mi hei zu Lëtzebuerg 98,20% vun den Direktiven émgesat. Aner Nopeschlänner wéi d'Belsch leie bei 97,97%, Däitschland bei 97,49%, Frankräich bei 97,74%, just d'Hollänner hu méi en héije Prozentsatz mat 98,41%. Hei huet also Lëtzebuerg seng Hausaufgabe gemaach. Dat soll een och emol eng Kéier hei soen.

An engem internationale Kontext muss een ervirsträichen, dass den Tubak eng Prioritéit ass, an dat besonnen bei der OMS. An eng Politik an deem Senn gëtt érischt effikass, dat wësse mer allegueren, an engem Laangzätszenario, an och do ginn et Variatiounen. Well et ass elo érischt sät kuerzem gewosst - et ass eng Etüd gemaach gi vun der OMS iwwer 150 Länner -, dass d'Frae grad esou vill Tubak fëmmen oder grad esou vill Tubak consomméieren wéi d'Männer. Doduerch kréien déi Chifferen, déi de Moment am Émlaf sinn, eng aner Projectioun, well wa Fraen zum Beispill schwanger sinn, da ginn déi Kanner mat deenen Toxine vun den Zigaretten oder vum Tubak konfrontéiert, an dat kritt natierlich Répercussionsen.

Mer kréien also laangfristeg Konsequenzen an esou wäert d'Zuel vu 4,9 Milliounen Doudeger duerch Tubak sech an deenen nächsten 20 Joer verduebeln. Dat muss ee sech emol eng Kéier virstellen. Dat ass en décke Batz.

An engem europäesche Kontext gëtt et och e Code géint de Kriibs, den Här Colombera huet och vir-drunk Elementer doraus bruecht, ech wéll se nach eng Kéier kuerz hei zitéieren: et sollt een net fém-men, et sollt een net déck sinn, et sollt ee physesch Bewegung maachen, et sollt ee Frilichten a Geméis consomméieren, op d'mann 5-mol den Dag. De Wäin, et ass gesot ginn, Männer hunn zwee Glie-ser zegutt, Fraen ee Glas. Net ze vill an d'Sonn goen an oppasse beim Kontakt mat kriibserregende Substanzen. An dräi aner Elementer oder véier aner Elementer, déi spezifesch sinn: vu 25 Joer u sollt een en Test maachen op de Gebärmutterkriibs, vu 50 Joer u sollt een de Broschtkribstest maachen an och vu 50 Joer un de kolo-rektale Kriibs, do sollt een och Énnerschunge maachen. Des Weidere gëtt och recommandéiert sech géint Hépatite B ze impfen.

All dës Recommandatiounen, déi kenne mer hei am Land, fénn een erën a Broschüren an et sinn och ganz vill Leit déi sech dorun halen.

Vun offizieller Sait wéilt ech nach eng Kéier besonnesch d'Mammographien ervirsträichen, wou té schent 1992 an 2002, op zéng Joer, praktesch 100.000 esou Mammographien hei am Land gemaach gi sinn. Am Ganze waren et der 96.721 an et muss ee feststellen, dass besonnesch déi Fraen té schent 50 a 54 Joer, déi éischt fénnef Joer wou se énnersicht ginn, sech am meeschte motivéiere loossen. Do si 64% vun de Frae present. Duerno, an dár Tranche vu 55 bis 60, sinn et némme méi 54% a vu 60 bis 65 Joer sinn et nach 55%.

Des Weideren ass och gewosst, dass d'UCM d'accord ass eng Pri se en charge ze huele beim Dépistage vum Prostatakribs, an do misst een dann och kucke wéi mer dat kénnté systematiséieren.

Des Weidere rappeléieren ech och nach eng Kéier, dass et och Méig lechkeete gétt am kolo-rektale Kribs fir do Tester ze maachen. Do gétt et dee bekannten Hemoccult Test, deen ass och méglech.

Wann een dat also kuckt, gesäit een, dass et manifest Initiative gétt am Kader vun de Kribskrankheeten hei zu Létzebuerg.

Et ginn awer nach aner Elementer, déi ech och wollt ervirsträichen. Esou fir d'alleréischt dass mer eis am Kader vum Gesetz bewege vum 24. Mäerz 1989, dat de Verbuet ze fémmer a verschidde Raimlechkeeten an an der Publicitéit regele soll. An dee Règlement grand-ducal ass jo am Kontext vun désem Gesetz geholl ginn.

Ech wollt och op de Budget 2004 verweisen, an der Rubrik 14.1, well do gesäit een och wou et an der Preventioun higeet. Do stinn 319.286 Euro am Projet de budget fir Programmer an Dépistage vu Kribs, Broschtkribs iwwer Mam mographie, fir Campagnen iwwer kolo-rektale Kribs an iwwer Prostatakribs. Do gesäit een also d'Achsen, déi de Minister wéilt an deen næchste Joren huelen.

An ech wéll och nach rappeléieren, e wichtige Punkt an désem Bud get, dat sinn déi 227.769 Euro fir e Pilotprojet iwwer Broschtkribs, an zwar iwwer eng digital Mammographie. Dat muss een ervirsträichen, dat bréngt ganz vill, géif ech soen, Effikassitéit an eng vill besser Manipulatioun vun all désen Elemen ter.

Da kann een nach ervirsträichen en Artikel am Kader vum Programm Mammographie bei der Organisatioun vun engem Kongress hei zu Létzebuerg, dee sou genantene SOFMIS-Kongress, an ech hunn och nach Kreditter fonnt am Register vun der Morphologie vun den Tumeuren an och iwwert den Equipement vun désem Register.

An dann ass nach ee Punkt, deen ech och wollt ervirsträichen, deen op eis zoukénnt, e ganz wichtegen internationale Projet, dat ass den OPMAS-Projet (Oncology Patient Management and Administration System). Am Fong geholl gétt do e Centre de cancérologie virtuel gemaach an am Fong geholl ginn do all onkologesch Zentren hei zu Létzebuerg, all déi Haiser wou Onko logie bedriwwé gétt, matenee ver bonnen. Doudurch kréie mer um nationale Plang een eenzegen Dossier médical oncologique. Déi klassesch Protokolle fir d'Chemio thérapie op nationalem Plang ginn ugepasst a Méiglechkeete kréie mer och fir national Recherche pro gramme. Mir gesinn also hei gétt och eng wichteg Démarche uge faangen an déi heescht et hei ervir sträichen.

A wann ech mech elo op deen éischté Facteur, op dee wichtigste Facteur géif ech bal soen, dee vum Tubak, an enger kuerzer Analys beschränke wéll, fir ze kucke wat hei zu Létzebuerg sech do deet,

da muss ee feststellen, dass ee Kribsfall vun drái hei zu Létze buerg duerch den Tubak verursaacht gétt an dass mer all Joer 500 Ménschen hei am Land hunn, déi duerch den Tubak stierwen. Et ass kloer an et ass ugeschwat gi virdrun, eng Erhéijung vun de Präisser kéint muches bewegen, awer och net alles. Kloer ass, dass d'Tubakpublizitéit énnerbonne muss ginn.

Ech géif awer mengen et wier grad esou wichteg, dass een d'Responsabiliséierung vum Eenzelnen duerch eng gutt Informatioun an Erzéitung muss virundreiwen. D'Gesondheet ass eng Saach net vum Stat, má eng Saach vu jiddferen gem a si geet jiddferen eppes un a mir si jo awer allegueren erwues sen a wéllen dat jo och sinn. Hei muss also jiddfer Eenzelne responsabiliséiert ginn. Esou geet et och zum Beispill drém, an dat soll een hei ervirsträiche wann ee Campagné mécht, dass een déi cibléiert an déi richteg Zäit mécht. Fir Kan ner vum Fémmen ofzehalen, muss een do scho mat zéng Joer ufänken, déi mat dár Iddi ze konfron téieren, fir Resultater ze hunn.

Iwwerhaapt: d'Stéchwuert Kanner. Ech weess net, ob dat allgemeng gewosst ass, hei am Land stierwen all Joer zwésche 16 a 17 Kanner u Kribs, dat ass en décke Chiffer a wann d'Kanner ufánke mam Fémmen, dann ass dat natierlech nach een aggravanté Facteur dobái.

Mir brauche Gesetzgebungen, má si därfen awer net ze vill repressiv sinn. Wat elo d'Consommation zum Beispill a Betriber ugeet, do misst och légiféréiert ginn. Et gétt zwar hei ee praktesche Guide dee „Gestion du tabagisme dans l'entreprise“ heescht an et ass och wichteg dat ervirsträichen, má dat geet net duer. An och de Verkauf vun Tubak u jugendlech Männer jähriger misst a mengen Ae gesetzlech énnerbonne ginn. Datsel wecht géllt och fir de Verkauf vun Alkohol, eng aner Drog, déi den Här Colombera jo och virdrun zitéiert huet. Och déi misst, well déi kann och zu Kribserkrankunge féieren, am Fong geholl gesetzlech geregt ginn, dass déi net kéint u Männerjähriger ofgi ginn.

Mir hinn och elo kierzlech, de 16. Juli 2003, eng Konventioun énner schriwwen, an zwar d'Convention cadre pour la lutte anti-tabac, op englesch heescht se „Framework convention on tobacco control“. Si gouf adaptéiert bei der 56. Versammlung vun der World Health Assembly an do wier ech och vrou, wann den Här Minister eis géif soe wéini déi géif ratifizéiert ginn hei zu Létzebuerg.

Kuckt een de Kribs am generellen hei zu Létzebuerg - wéi ech et am Aktivitésbericht vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer gelies hunn -, sou entwéckelt hei zu Létzebuerg eng vun drái Persounen Kribs an eng op véier stierft. Ongeférer stierwen all Joer dausend Leit u Kribs hei zu Létzebu erg, dat maache 25% aus. Jo. An all Joer ginn 1.800 nei Fäll diag nostizéiert. A wat dramatesch ass, dat ass, dass dobái kéint zwee vun drái Kribsfall vermidde ginn. Duerfir müssen d'Leit onbedéngt hierst Risikoverhale gesot kréien an eis Matbierger müssen zu enger gesonder Liewensweis erzu ginn.

Et gétt och do Beispiller, wéi zum Beispill déi Zeitung Info-cancer vun der Fondation luxembourgeoise contre la cancer, dat ass eng gutt Initiativ wou interessant Artikelen dra stinn, má némme 18% vun eiser Bevölkerung kennen déi Publikatioun. Et gétt och do e Site vun dár Organisatioun, do gétt et am Dag 285 Visiten. Si maachen och eng Zeitung, déi heescht Insider, déi all drái Méint erauskénnt, wou déi Jugendlech solle sensibiliséiert ginn. Et gétt also eppes an deem Beräch gemaach.

Doriwwer eraus gétt och, géif ech soen, ganz vill an alle Schichte vun der Populatioun informéiert. Et gétt

vill Collaboratioun mat Sportfede ratioinen, mam COSL, mat be kannte Sportert, an de Schoulen, ambulant Ausstellungen, Enquête gi gemaach, Campagné, jo esou guer iwwer Télee, Konferenzen, Broschüren, an do wéll ech eng nennen déi ech interessant fannen, déi heescht, la communication médecin-patient beim Kribs. Et deet sech also muches an esouguer de Lobbying gétt gemaach duerch eng Journée mondiale du tabac. All dës Aktiounen bréngen och eppes an d'Beispiller weisen et.

Ech huelen de Programm deen ech virdrun ugeschwat hat, Europe contre le cancer, do gétt et eng Ze summenaarbecht hei zu Létze buerg zwéschen dem Ministère de l'Education nationale an der Fondation luxembourgeoise contre le cancer. Déi schaffen zesummen an de Schoulen an do maachen och vill Klasse mat. Am Joer 2000/2001 hunn 165 Klassen an désem Concours matgemaach an am Joer 2002/2003 waren et 139 Klassen.

An och wat d'Héllefe fir d'Patienten ugeet an der Kribsproblematik, deet sech muches. Dës Organisatioun FLCC hat 1996 234 Ufroe vu Patienten, am Joer 2000 waren et der 439 an dann, wann een da kuckt, ginn et der am Joer 2001 op eng Kéier 1.084 an am Joer 2002 1.088. Wat also kloer beweist dass och hei d'Informatioun klappt, dass d'Campagné geograff hunn.

An désem pluridisciplinairé Beräich spilt d'Formation eng grouss Roll an et gétt och besonnesch am psycho-onkologesche Beräich Formation gemaach, hei sinn awer leider d'Zuele réckgängig, wat schued ass. Déi Formation ass awer wichteg a besonnesch d'Medeziner an d'Personnel de soins, ob am Spidol, an der Maison des soins, ob Soins à domicile si musse motivéiert a gutt forméiert ginn, fir sech ém déi kribskranke Leit ze këmmeren. Dëse Volet vun der Begleedung spilt eng grouss Roll am qualitative Verlauf vun der Krankheet. Duerfir müssen déi eenzel Acteuven um Terrain zesum meschaffen, wéi och sécherlech eise Ministère, zesumme mat zum Beispill der Société luxembourgeoise d'oncologie, mat der Foundation luxembourgeoise contre le cancer, mat Omega 90. Wann dat klappt, ass villes ze maachen.

Nun hinn ech mech gefrot wéi d'Situatioun hei zu Létzebuerg am Kontext Kribs, wann ee statistesche kuckt, par rapport zum Ausland ass an do hinn ech an interessant Dokument fonnt, den Atlas of Health in Europe vun der Organisation mondiale de Santé vun 2003. Do fénn ee flott Zuelen, déi et derwáert ass mengen ech hei an der Chamber emol eng Kéier ervir strébréngen. Wann een d'Doudesfall kuckt duerch Kribs, bei Ménschen am Alter vu 25 bis 64 Joer, do ass et also d'Preventioun déi e grousse Rôle spilt, da stellt ee fest, wann een 100.000 Leit hält, dass mir hei zu Létzebuerg 107,1 Leit hu vun 100.000 déi Kribs kréien. Verglächchen ech dat mat eisen Nopesch lännner, da stellen ech fest dass mir do déi beschten Note hinn, well déi Zweetbescht sinn déi Däitsch, do sinn et 127,2 déi duerch Kribs stierwen, an Holland sinn et der 128,8, an der Belsch 142,0 an a Frankräich 145,0. Mir leien also mat 107,1 par rapport zu de Fransousen, déi bei 145 Doudeger leien, gutt. Sou dass een do awer ganz kloer, mengen ech, kéint déi Hypothesen opstellen, dass eng bes ser Informatioun hei zu Létzebuerg ass, dass méi schnell behandelt gétt, dass d'Resultater besser be kannt sinn, dass also d'Préventions primaire a secondaire, géif ech soen, gutt fonctionnéieren.

Da kann een och déi eenzel Kribs se kucken, de Longekribs zum Beispill, do si mer och déi Bescht.

Do hu mer 27,5 Fäll op 100.000 vu Leit déi stierwen. Déi Däitsch hunn der 27,8, si leien no bei eis, d'Holländer si scho bei 31,5, eis belsch Nopere bei 37,5 an eis franséisch Nopere bei 33,8.

Beim Fraebroschtkribs, wou mer jo an deene leschte Jore wierklech vill gemaach hunn, do leie mer, géif ech soen, impeccable mat 24,7. Wann een do eis belsch Nopere hält, do stierwen 38,4 Leit, dat ass also méi wéi 50% méi déi un deem Fraebroschtkribs stierwen, a Frankräich sinn et der 30, an Holland 33,2 an d' Däitschland 29,1, wat also beweist, dass och do eng systematesch Mammographie eppes bréngt.

Dann huele mer de Gebärmutter kribs nach, do gesäit et net esou gutt aus, do si mer hei zu Létzebuerg manner gutt wéi eis Nopere, do hu mer nämlech 4,6 Fäll op 100.000, déi däitsch Nopere 4,3, d'Holländer 2,9, eis belsch Nopere 3,1 an do sinn d'Fransouse mat 2,6 bai wáitem besser wéi mir hei zu Létzebuerg.

Dés Zuele beweisen also kloer wou mer den Hiewel usezte müssen an ech weess och, dass déi nächst Méint eng Enquête gemaach gétt bei Frae mat Broscht-respektiv Gebärmutterkribs, wat och gutt ass, an dat soll och an anere Beräicher gemaach ginn.

Wat och bei désem Atlas opfält, dat ass, dass Létzebuerg déi rezents ten Zuelen huet, wat also och beweist, dass mer do schnell a gutt reagéieren.

Dann hinn ech mer nach d'Méi gemaach nach e bëssen an der Carte sanitaire ze kucken, wéi mer do do stinn. Ech hat do d'Donnéeé vun 2000 an do stellt een dat fest, wat den Här Colombera och scho gesot huet, déi Tumeur maligne du sein, dat ass déi, déi am meeschten hei am Land progresséiert a besonnesch d'Tumeur maligne des bronches et du poumon.

Do kann ee feststellen, dass wann een d'Joer 1998 hält, do hate mer 801 Fäll mat Broschtkribs am Land an dat waren der am Joer 2000 schonn 981, do hu mer also eng Augmentatioun kritt vun 22,47% an deenen drái Joer. A wann ech déi huele vun de Bronchen, vu Longekribs wéi mer dat soen, do hate mer am Joer 1998 797 Fäll an am Joer 2000 840 Fäll, hei hate mer eng Progessioun vu 5,39%.

Wat een nach muss feststellen, an do hat ech Chiffre vum Joer 2000, ass, dass als éischt Broschtkribs kénnt, da Longekribs, duerno den Dickdaarmkribs, de Colon, an dann dee vun der Prostata. Am Colon hate mer 818 Fäll, an der Prostata 444 Fäll, et sinn also manner Leit déi domadder befaasst sinn an da kénnt nach de Gebärmutter kribs mat 442. Dat sinn och déi, géif ech soen, déi een am meeschten dobausse fénn a wou dann och cibléiert muss geschafft ginn, wat mer jo och maachen.

A wann ech déi Zuele vun 1998 bis 2000 zesummenzielen, stellen ech Folgendes fest: Un éischter Platz läit dann de Longekribs mat 516 Doudegen oder Fäll, Duerch schnéttalter 68 Joer, un zweeter Stell de Kolo-rektal mat 212 Fäll, duerno kénnt de Broschtkribs, 167 Fäll, de Bauchspeicheldrüsekribs, deen och relativ heefeg ass mat 123 Fäll, d'Prostata mat 108 an nach de Mokribs.

Dir gesitt also, hei si much Initiati ven amgaangen sech ze maachen an och soll een op dà heiter Tribün nach eng Kéier ervirsträichen, dass d'Télévie ganz vill do bréngt, déi mer all Joer hinn. D'Télévie, wat eng Privatinitali ass, erméig lecht dass véier Leit können an eng private Labo schaffen an zwee anerer am CHL. Dat ass awer wierklech, géif ech soen, e Gain an dat bréngt e gewéssent Resultat.

E Labo vun ongeférer fénnef Leit pour information kascht 250.000 Euro. Et kommen nach Bourssé vù Studenten dobausse. Má da weess een, dass hei awer Geld gebraucht gétt, fir wierklech Resultater ze kréien. An et ass kloer, dass déi eenzel Initiateuren Hand an Hand schaffe müssen: Fonds national, Télévie an esou weider, an ech géif och mengen, et misst ee sech iwwerleeën, ob ee Privatlabo, déi de Moment bei Appels d'offre vum Fonds national net kénne matmaachen, net kénnt iergendwéi dorunner bedeelegen, well wann déi kee kommerzielle Partner hinn, domat mengen ech esou medikamentös Multien, wann déi zum Beispill eng Fondatioun wieren, déi en Intérêt public huet, da kénnt déi vlächt och vu staatlechen Initiative profitéieren. Dést sollt ee sech mol iwwerleeën.

Des Weidere soll ee sech an désem Beräich och iwwerleeën, ob et net Senn géif maachen de Fonds national kuerz- a méttelfristeg an Initiativ- a Puschfonctiounen ze énerstétzten. E soll also nei Fonctiounen lancéieren.

Má wier et och net derwáert dës méi laang oder mëttelfristeg ze énerstézten fir d'Pérennitét vun den

Da wollt ech och nach zwee Wierder soen iwwert d'Chemotherapie, déi bei Kribskranke gemaach gétt. Am Joer 2000 hate mer der 13.099. Am Joer 2002 hate mer 14.161 Séancé vu Chemotherapie.

Käschtepunkt vun den Operatiounen: 8.678.000 Euro, dat sinn 350 Milliounen aler Frang. Et ass en décke Batz Suen, awer déi si rich teg a gutt agesat an et gétt, géif ech soen, en Therapiepräis vun d'uerchschnétttech 613 Euro. Má et soll een déi Chiffer emol eng Kéier soe fir ze weisen, wat dat Ganzt kascht a wat et och bréngt.

Doniewent, wann ech d'Bestrah lung kucken, déi kascht ongeférer am Joer 2000 148 Euro. Dir gesitt also, wa mer hei vu Geld schwätzen, dann ass et es vill an dofir muss et gutt a richteg agesat ginn. Och d'Recherche spilt eng grouss Roll an dëser Problematik. D'Recherche fondamentale erlaabt nämlech besser Behandlungen. Si erméig lecht d'Cancérogenèze ze studéieren: Wéi entseet de Kribs? Och d'Epidémiologie, also d'Zesummenhang vum Kribs mat verschidde Facteure vum Émfeld, Immuntherapie, Radiobiologie, Angiogenèze asw. si Stéchwieder, déi an der Recherche eng grouss Roll spiller.

Et géllt natierlech hei zu Létzebu erg och déi spezifesch Kribsrecherche auszebauen an dofir brauche mer kloer Spillregelen. Ech mengen, dat geschitt och schonn deelweis an et muss nach weider geschéien.

Mir hinn de Fonds national, deen de Secteur public énnerstétzzt. Wann ech Secteur public soen, da schwätzen ech vum Centre de recherche publique Santé, vum CHL a vum Laboratoire national de Santé. Déi sinn hei d'Koordinateuren an et ginn och Projeten do gemaach, zum Beispill déi énnert dem Numm BIOSAN lafen.

Doniewent gétt et och nach Privat labo, déi eng gutt Aarbecht maachen. Do wéll ech zum Beispill d'Fondation Recherche cancer et sang nennen, vum Här Di Cato an och dem Här Diederich. Déi Doktre re sinn do am Asaz. Doraus soll jo och deemnächst de Laboratoire des biologies moléculaires du cancer am Kierchbierger Spidol ent stoen.

Dir gesitt also, hei si much Initiati ven amgaangen sech ze maachen an och soll een op dà heiter Tribün nach eng Kéier ervirsträichen, dass d'Télévie ganz vill do bréngt, déi mer all Joer hinn. D'Télévie, wat eng Privatinitali ass, erméig lecht dass véier Leit können an eng private Labo schaffen an zwee anerer am CHL. Dat ass awer wierklech, géif ech soen, e Gain an dat bréngt e gewéssent Resultat.

Efforen, déi gemaach goufen, ze assuréieren. An dofir och zwee Wieder zu der Finanzierung vu Privatgelder an désem Beräich Recherche. Do hu mer jo ganz vill Donen. Do géif ech mengen, dass déi néideg Transparenz vun deenen eenzelnen Organisatiounen hei wierklech gefrot ass. Do misst ee wësse wéi ass de juristesche Statut vun deenen Organisatiounen. Sinn et Fondatiounen, sinn et A.s.b.l.en? Ëmsou méi d'Organisatiounen ganz oft déiselwecht Nimm hunn.

Ech wéll der hei zwou nennen. Déi eng heescht „Hëllef fir kriibskrank Kanner“. Déi aner heescht „En Härz fir kriibskrank Kanner“. Et wier also wichteg, dass een do gesáiit wie wat ass. Eng Visitékaart am Fong geholl, géif scho Sénn maachen fir festzestellen oder dohinner ze setzen, fir ze weise wéi vill Sue wouhinner fléissen, wéi eng Kontrollmechanismen déi eenzel Organismen hunn. Hei géif also eng Publikatioun wierklech Sénn maachen, wou een all dés Organisatiounen géif dra reggruppéieren, fir dann eben do sech e Gesamtbild ze maache vun deenen Associationen, déi et an désem Beräich gétt.

A wann ee Recherche seet, dann denkt een och, an dat huet den Här Colombera schonn ugeschwät, un d'Alternativmedezinen. Hei gëllt et zwar a mengen Aen éischer eng defensiv, eng virsiichteg Approche ze hunn, well bis haut ass kee Bewäis do, datt doduerch d'Liewenserwaardung verlängert gi wär. Et ass sécherlech esou, dass se Uklang fannen, well se u sech verständlech sinn, well se ganz oft einfach sinn an dés Methode sinn och ganz oft besser ze verdroe. Et ass och gewosst, dass de Mensch, wann emol Gefor besteht an e kritt de Problem net an de Gréff an an dësem Fall ass et dann de Kriibs, datt e sech dann un iwwernatiellech Kräfte riicht, mä d'Haltung muss nuancéiert sinn, an där enger Richtung an an där anerer, nuancéiert vun deenen eenzelne Patienten, well déi eng gräifen op Alternativmedizin zréck fir d'Niewewirkungen ze minderen, anerer gräifen drop zréck als premier choix an nach anerer huelen se als komplementar Therapie.

Wann eng Alternativmedizin soll agebaut ginn, da muss de Patient se selwer wëllen. Dat ass eng éisch Konditioun. En däerf net iwwerriet ginn, en däerf se net opgedrängt kréie vu senge Matmënschen. Si soll niewent der traditioneller Therapie lafen. Dat ass fir mech ganz wichteg. Si däerf kee Risiko fir d'Gesondheet bedeuten a si däerf net onmësseg kaschten.

De Cancérologue muss an d'Bild gesat ginn. Dat ass ganz, ganz wichteg. Den Här Colombera mengt zwar, dat wier net esou einfach, well do géif da Spannung entstoen. Dat ass fir mech awer d'Conditioun sine qua non, an ech wäert lech herno och do Chiffere ginn, déi ech nogelies hunn, wéi vill Leit dem Dokter Bescheid soen.

Wat sécher ass, an den USA ass eng Etüd gemaach ginn. Do hu just 6% vun de Patienten hirem Dokter spontan matgedeelt, dass se esou Alternativmedezine benotzen. 36% hunn dat matgedeelt, wéi se méi e verdéiwent Gespräch gefouert hu mat hire Patienten. Dat stellt verschidde Froen an de Raum a fir mech ass et awer kloer, e gutt Vertrauensverhältnis mam Dokter ass den A an O vun enger Therapie an hei bleift münches ze maachen.

Münches ze maache bleift och iwwert déi eenzel Projeten, déi am Émlaf sinn. Ech wéll do de Mespelt nenne mat deem jo u sech gutt Erfahrung gemaach si ginn, mä et gétt awer nach keng geséchert Wirkung an désem Beräich.

Den Här Colombera kennt och d'Thymusextrakter, déi immunstärkend sinn. Et gétt de gréngé Téi. Wat soll een dovunner halen? Vun de Cartilagé vum Hammerhai,

dat ass jo en neien Hit, dee ganz vill geholl géit?

Et gétt Kriibsdiäten, déi si ganz eesäiteg. Ech mengen, dass dat och net dat Gielt vum Ee ass. Do gétt et jo Draukureken oder rout Rommelekuren, Zitrounekuren, Aprikosekrekuren. Et gétt onmëiglech Saachen do. Ech weess net, ob dat wierklech eppes bréngt, an et gétt och déi Therapie fir Entgëftungen ze maache vum Kierper. Mä ech mengen, dass dat och net vill bréngt, well dat Géft, dat oft de Kriibs ausgelést huet, huet e genetische Schued gemaach an duerno mécht et net méi vill Sénn fir dann nach ze entgëften, obschonn, an do hu mer jo Spezialisten heibannen, wa mer vun Amalgam schwätzten, do kann een émmer Entgëftunge maachen, Amalgamsanierungen. Da bréngt dat münches, mä et ass awer ganz geféierlech an et ass en zweeschneidegt Schwert, Här Huss. Et muss ee ganz virsichteg sinn, wann een esou Saache mécht. Dir kénnt herno vláicht méi doríwwer soen. Dir kennt do vláicht nach méi Detailer, wéi ech, mä ech menge mat Entgëftunge muss ee ganz virsichteg virgoen.

Da gétt et Chrysantheme. Dat ass och eppes Spannendes, oder Ginseng. Déi ganz Problematik mam PSA, déi den Här Colombera ugeschwät huet a wou ech och seng Approche do deelen. Et gétt d'Akupunktur. Déi kann emol eppes bréngen, oder d'Homeopathie, d'Hypnos oder d'Vitaminen. Wéi et och ass, Dir mengt Här Colombera, et soll een dat global kucken. Et sollt een hei am Fong geholl e Blankscheck ginn. Et sollt een am Fong dat alles iergendwéi offizielliséieren. Ech weess net, ob dat esou einfach ass. Et ass sécherlech en Handlungsbedarf do a mir si gefuerert a mir sollte jo nach eng Kéier en Débat hei an der Chamber feieren iwwert dés alternativ Medezinen.

Ech hunn elo vill Feststellung gemaach, vill fromm Wénsch ausgedréckt. Mä am Kontext Kriibskrankheete wollt ech nach e puer Saache soen, wou mer dru si bei eise Matbierger wat de Kriibs ugeet. Do ass eng Etüd gemaach gi vun der ILReS am Summer 2002. Si ass gemaach gi vun der Fédération luxembourgeoise contre le cancer, bei 1.187 Personen, déi méi wéi 16 Joer haten. An déi ass interessant an ech wollt hei e puer Chifferen aus dëser Etüd an der Plenarsitzung hei soen.

An däerf stellt ee fest, dass eis Bevölkerung mengt déi politesch Responsabel missten sech méi ém déi Kriibskrank këmmeren. 59% mengen déi politesch Parteien an d'Regierung géifen net genuch maachen. 25% mengen et géif duergoen, an déi aner hunn eng mitigéiert Meenung.

De Kriibs, dat gétt och festgestallt, ass net esou mediatiséiert wéi aner Krankheeten, wéi zum Beispill d'Creutzfeldt-Jakob, den Aids oder d'Alzheimer-Krankheit. Ob däerf Sait gétt de Kriibs awer och net méi esou tabuiséiert. Et ass och wichtig dat ze relevéieren. Et sinn nach just 35% vun de Leit, déi dat maachen. 80% schwätzten esou liicht vu Kriibs wéi vun anere Krankheeten an 43% hu keng Schwieregkeete mat Kriibskranken ze kommunikéieren.

Ech hat gesot, fir d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer. Dës Fondatioun kennen 81% vun de Leit, déi gefrot gi sinn, mä némme 8% profitéiere vun hire Servicer. An 88% géife vun hire Servicer profitéieren, wat also beweist dass e richtegen Informatiounenbedarf nach do ass. An däerf Etüd gétt dann déi Fro gestallt: „Wéi gétt de Kriibs émfonnt?“, fir d'Aktiounen besser ze ciblieren.

Do stellt ee fest, dass éischtegens 42% vun de gefrore Leit eng oder méi Persounen mat Kriibs an hirem Émfeld hunn. 54% hunn eng oder méi Persounen mat Kriibs an hirer Famill gehat déi gestuerwe sinn, a

65% hunn oder haten eng Persoun, déi mat Kriibs konfrontéiert war oder ass. Et ass also eng Problematik déi jiddferee beschäftege muss, an esou fäerten dann och 62% vun eise Matbierger, also zwee Leit vun dräi kann ee soen, Kriibs ze kréien. Tatsächlich - dat well ech nach eng Kéier rappeléieren, ech hat et scho gesot - géit ee vun dräi mat Kriibs konfrontéiert, an derbäi kann ee vun zwee Kriibs geheelt ginn.

D'Informatiounen vun der Bevölkerung sinn esou ze évaluéieren: 72% fannen et wäertvoll fir iwwert d'Preventioun informéiert ze ginn, 68% menge si wäre gutt informéiert, mä et ass schwéier ze soe wat dat heescht, gutt informéiert. D'Geforen hat ech am Ufank opgezielt: 57% soen et ass den Tubak, 8% gesinn d'Emweltfaktoren, 7% d'Sonn, 6% d'lessen, 6% den Alkohol a 4% de Stress. U sech ass et awer esou, dass een Drëttel duerch Tubak verursaacht gétt, een Drëttel duerch schlecht lessgewunnechten a manner wéi 5% duerch Alkohol, Sonn oder aner cancérogène Substanzen.

Wann ech den Dépistage kucken, do sinn 59% gutt informéiert. Wat d'Krankheitszeechen ugi behaapten 63% si wäre gutt informéiert. An da kénnt eppes, wat een och muss hei ervirhiewen: 80% sinn der Meenung d'Dokteren a 75% d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer wären am Fong geholl créibel iwwert d'Informatioun déi se ginn. Déi öffentlech Instanze kommen némme mat 54% ewech, an d'Medien esouguer némme mat 35%. Also hei gesi mer kloer wéi d'Informatioun muss gesteiert ginn. D'Dokteren an d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer sinn déi, déi am meeschte créibel bei eise Matbierger dobausse sinn, an et ass gewosst, d'Roll vum Dokter ass virrangeeg.

Hei bleift och münches ze maachen, besonnesch an der Preventioun an am Dépistage. Well laut däerf Etüd ginn 73% vun de gewéinlechen Doktere keng Informatioun iwwert d'Problematik vum Dépistage an der Preventioun an hire Cabineten. Dofir sollt ee sech iwwerleéen, wann dat esou ass, entweder d'Dokteren ze encouragéiere méi ze maachen, oder et kénnt ee souguer Konsultatiounen duerch Medeziner iwwer preventiv Aspekter vu Kriibskrankheeten aféieren. Dat géif, mengen ech, Sénn maachen.

Dann, wat nach wichtig ass, némme 35% vun de Patienten hu Vertrauen an d'klassesch Medezin, an 53% mengen et misst klassesch a parallel Medezin agesat gi fir Kriibs ze heelen. Ech mengen, dass d'Leit, déi déi Kombinatioun welle maachen, sech iergendwéi aktiv an hir Krankheit aschalte wéllen. Si sichen den Dialog, si siche Kommunikatioun mam Medeziner, an dat ass virrangeeg. Si versichen natierlech och eng Verbesserung vun hirer Liewensqualitéit ze erreichen, an déi muss och émmer am Vierdergrond stoen.

Wat d'Vertrauen ugeet, mengen 32% vun deene gefrotene Leit, d'Therapie an d'Technik wären déiselwecht wéi am Ausland, 41% menge se wäre manner gutt hei am Land. Hei muss Iwwerzeugungsarbecht geleescht ginn, eng gutt Informatioun muss geliiwert ginn, well déi üblech Kriibsformen kennen hei zu Lëtzebuerg gradesou gutt traitéiert gi wéi am Ausland.

Här President, dësen Débat haut an der Chamber wäert hoffentlech eng weider Sensibilisierung bréngt. Eis Bierger musse weider sensibiliséiert ginn duerch Informatioun, eng gesond Liewensaart a -weis, eng responsabel Haltung vis-à-vis vun de Krankheeten. Kloer ass, dass d'Aussoen iwwert d'Preventioun, mä och d'Erkennung,

d'Behandlung, d'Recherche vum Kriibs an och vun anere Krankheeten, Zivilisatiounskrankheeten, an d'Parteiprogrammer vun den einzelne Parteie gehéieren. Mir brauchen hei eng offensiv Démarche. Gutt informéiert Matbierger müssen iwwert de Pro a Kontra vun der Problematik a Kenntnis gesat ginn, fir dass se sech kénnen hir Meenung bilden. Mir solltten hinnen net eng Meenung opdrängen, mä d'Iwwerzeugungsarbecht muss iwwer argumentativ Elementer geschéien.

Mir brauchen e komplett Bild vu Preventioun, Erkennung a Behandlung vu Krankheeten. D'est wäert an eiser Zäit vun haut sécherlech mél einfach ginn, well déi medatesch Méiglechkeeten a Mëtteli villfälteg an illustrativ agesat kénne ginn, a well och émmer manner Leit des Krankheeten tabuiséieren. Némme esou behale mir déi néideg Dynamik fir Mënschen ze hëllefen, déi duerch hir Krankheit emol net esou gutt drop sinn. Dat ass net einfach an enger Welt woudach alles esou einfach geet, wéi d'Medien dat ganz oft esou duerstellen.

Dés Mënsche brauche Mënschlechkeet, Versteedsmech vun hire Leit déi ém se sinn, vun deene Leit am Alldag, mä och vun deenen an der medezinescher Behandlung, wou multidisziplinär jiddferee seng Roll ze spiller huet, wou och vu jiddferengem professionell a mënschlech Qualitéiten ze erwaarde sinn. Eng effikass Gesondheetspolitik, duerch hir psychosozial Dimensioun, an dat an de Beräicher Preventioun a Behandlung vu Krankheeten, gétt all Matbierger e weidet Stéck Liewensqualitéit.

Mir sinn all gefuerert a müssen och prioritär handelen, besonnesch elo wou déi finanziell Mëtteli knapp ginn hei am Land. Hei däerf net falsch gespüert ginn. Dofir e Merci och nach besonnesch un all déi Leit, déi bénévole an der Preventioun, an der Konsultatioun matschaffen: Omega 90, d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer, allegueren déi Associationen, déi an dësem Beräich am Fong geholl finanziell beliewend wierken. Duerch hiren éirenamtlichen Asaz gi wierklech vill öffentlech Gelder gespüert. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

**M. le Président.**- Als nächstes Diskussionsredner ass den Här Georges Wohlfart agedroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

**M. Georges Wohlfart (LSAP).**- Merci, Här President. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, den Thema vun de Mëttel, dee mer an däerf Interpellatioun solle behandelen, ass sécher een dee vill Leit hei am Land an doríwwer eraus och heibannen interesséiert, well jo jiddferee a sengem Liewen, Privatliewen oder professionelle Liewen, wéi den Interpellant et och scho gesot huet, mat de Konsequenzen dovunner ze dinn hatt oder ze di kritt. Et géift ons virun allem d'Geleeënheet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e bëssen e Situationsbild ze zeechne vun der Kriibsszen, wann ech dat däerf esou formuléieren, hei zu Lëtzebuerg an och, wat wichtig ass fir mech, am internationale Kontext.

Ech mengen all Statistiken déi mer hei opzielen, all Zuelespiller sinn interessant, aussagekräfteg, awer émmer némme relativ. Ech menge mir musse kucken eis ze positioñiere par rapport zum Ausland, an da stellt sech d'Fro: Sinn d'Leit hei zu Lëtzebuerg, d'Patienten déi betraff sinn, hir Famill, genausou gutt opgehuewen? Hu si déiselwecht Chancé wéi am Ausland?

Ech mengen dat soll een interesséieren. Mir sollen och kucke wat mer bis elo an deene leschte Joren an d'Wéi geleet hunn, preventiv an och kurativ, a wat mer dorauer

solle léiere fir an Zukunft dee Problem nach besser an de Gréff ze kreien.

Ech wéll awer direkt soen, dass ech den Optimismus vum Interpellant iwwert eng laang Zäitspan vun den nächste Jore bei allen Efforten, déi mer kénnen a musse maachen, net deelen. Och wa mer wéssen, dass eng ganz Rei Faktore matspillen, déi den Ausléiser vun dëse Krankheete sinn, wäerte mer sécherlech eng ganz Rei vun Iwwer raschunge kréie mat de Fortschreiter, déi mer um Gebitt vun der Genetik wäerte maachen. Ein Zil vun eis all muss sinn, esou vill wéi möglech Leit dovun ze verschouen. D'accord. Mä ech gi mech net der Illusiou hin, dass mer dee Phénomene do eng Kéier total an de Gréff kréien.

**(M. Nico Loes prend la Présidence)**

Ech wollt och nach e Wuert soen iwwert dat wéi mer mat der Krankheit émginn, privat, als Medeziner oder an der Gesellschaft. Ech mengen, wéi ech Medezinstudent war, war och nach op den Unien e gewëssenen Tabu ronderem des Krankheit. Et huet een net däerfen alles soen, vláicht och aus der Suerg eraus, well viru 25 Joer am Fong geholl déi Mëttelen an d'Moyenen déi mer hate fir de Kranken ze hëllefen, fir se ze heelen, net déi waren, déi mer haut kenen. Do huet sech esou münches gedoen. Ech géing awer trotzdem, och wann an ILReS-Sondagen erauskéint, dass iwwer 80% vun de Leit kee Problem hunn iwwert den Théma haut ze schwätzen, gär d'Zuel hériere wann et ém si perséinlech oder ém e gudde Bekannter vun hinne geet. Da kommen aner Reflexer, aner Iwwerleunge mat an d'Spill. Ech mengen awer och do solle mer voll op Eierlechkeet spiller an den Encadrément esou assuréieren, dass de Kranken émmer d'Gefill huet, dass e mat senge Problemer net eleng do stet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am europäische Programm ass an dësem Kontext als éisch Zilsetzung ugeschwät ginn, fir vun 1985 bis an d'Joer 2000 - wann een d'Zuel vun der Bevölkerung kuckt an déi dann exponentiel héicrechent - d'Zuel vun den Doudesaffer duerch de Kriibs ém 15% erofzeseten op 15 Joer. 1985 waren dat europawäit an der EU 850.000 Leit. Et ass een dovun ausgaangen, dass wa sech náischt géif un der Situations um Terrain ännern, dat géifen iwwert 1.030.000 ginn am Joer 2000. D'Zuele sinn encourageant: Et sinn der 92.500 manner erauskomm. Mä dat ass némme e kleng Fortschreit a mengen Aen, well trotzdem d'absolut Zuele vun 830.000 Doudesfäll op 940.000 an d'Luucht gaange sinn.

15% manner op 15 Joer, deen Objektiv ass erreicht ginn an zwee europäische Länner: Éisträich a Finnland, an dräi Länner kommen deem relativ no. Dofir och den internationale Kontext: Lëtzebuerg läit do net schlecht niewent Italien a Groussbritannien.

Mä et gétt e grousse Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dass am Fong geholl mer e Phénomene trotz villen Ustrengungen europawäit net an de Gréff kréien, dat ass den Tubak. Och wann d'Zuel vun der Longekribs a wann d'Zuel vun de Leit bei den Männer, déi Longekribs hunn, ém 15% an däer Zäitspan an Europa erofgaangen ass, gesáiit een op däer anerer Sait erschreckenderweis, dass dëse Kriibs 32% méi Frae getraff huet, déi dann och dörunner mäi gestuerwe sinn.

An ech mengen, hautdésdags ass et och nach esou, dass um Gebitt vun der Kriibsvirsurgie, dat franséisch Spréchwuert wat an der Medezin jo gëllt, dat kennt Der all: «Mieux vaut prévenir que guérir», och haut nach, trotz alle Fortschreiter an den Operatiounstechniken, an den Diagnosetechniken,

an de Chemotherapien, déi émmer méi komplizéiert, émmer méi sophistikéiert ginn, an der Radiotherapie, dass do nach émmer fir mech d'Preventioun oder zumindest d'Fréierkennung vun där Krankheet absolut fir de Kranken a sain Émfeld prioritär ass an absolut wichteg ass.

Well, ech mengen dat weess all Mënsch, d'Heelungschancen am Stadium vun der Preventioun, duerch d'Preventioun oder, wann dat ze spéit ass, der Fréierkennung, erlaben et net némmen dass d'Heelungschancen an d'Luucht ginn, mä och d'Iwwerliewenschance an d'Iwwerliewenszäit fir dee Befraffene gétt mierklech verbessert.

A wat fir mech zielt, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, niewent der Iwwerliewenszäit, ass d'Qualitéit vun deem Liewe wat dee Patient huet, nodeem en alles un Therapie iwwert sech ergoe léisst. Dat ass net émmer esou einfach, dat muss ee ganz kloer gesinn. An dofir war et och gutt dass mer hei zu Lëtzebuerg genee Statistiken hätten iwwert d'Iwwerliewenszäit vun deem eenzelne Befraffenen. Fénnef Joer ass fir e Jonke Mënsch net laang, ass awer, wann een eng gutt Liewensqualitéit huet an et ass een an engem gewëssenen Alter, eng ganz laang Zäit. Dofir zielt fir mech och de Faktor Qualitéit vun deemjéingen, deen nach weider behandelt gétt.

Ech muss lech soen, ech hu mech an deene leschten Deeg och e bëssen dokumentéiert an ee Wuert just, ech sinn awer och heiansdo entsat wann ech liesen an auslännesche Publikatiounen, dat ech als Acharnement thérapeuthique astufen. D'Beispill vun engem ganz klengzellegen, bëisaartege Bronchiaalkarzinom, ech wéll lech net elo hei mat den Detailer iwwerfuerderen, wou dann an enger Publikatioun erausfonnt gétt, wa mer deene Leit, déi net operabel sinn, dann eng eng schwéier Chemotherapie zoumudden, mat all hire fatalen Niewewierungen, Hoerausfall, Apptitlosegkeet, Middegkeet, wat weess ech alles, dass déi Iwwerliewenschance da vun aacht Méint op zwielef Méint an d'Luucht geet. Do muss ech awer ganz éierlech als Dokter soen: Wat sinn déi véier Méint a wat bréngt déi de Leit? Klammer erém direkt zou.

Wa mer schwätzen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Qualitéit vum Iwwerliewen, esou hunn ech an enger ganzer Rei vu Gespréicher mat enger Rei vu Befraffenen iwwert déi lescht Woche kenne Folgendes feststellen. Déi meescht vun hinne sinn zefridden iwwert d'Aart a Weis wéi d'Diagnos gestallt ginn ass. Déi meescht sinn och d'accord wéi den techneschen Asaz ofgelaß ass fir se ze heelen, dat heeschti d'Operatioun, d'Chemotherapie, d'Hormontherapie, d'Bestrahlung. An ech mengen och de Centre Baclesse, Centre de radiothérapie zu Lëtzebuerg, Här Minister, huet bewisen an de leschte Méint, dass en dringend blutnoutwendeg ass zu Lëtzebuerg an dass en zur vollster Zefriddenheet fonctionnéiert.

Esou wäit, esou gutt. Mä vill Leit haten oft d'Gefill, op jidde Fall déi mat deenen ech geschwat hunn, ganz oft mat der Krankheet, mat hirren Ängschten, mat de Folge vun hirer Krankheet, mat de Folgen och vun der Therapie, déi agesat ginn ass, mat den Niewewierungen do-vunner eleng gelooss ze ginn. An ech wéll och hei ausdrécklech u meng zwee Virriedner déi ganz positiv Ronn vun de Privatassociatiounen op dësem Gebitt ervisträichen, déi net némmen informiéieren, déi net némmen hellefen, mä déi fir d'Leit ronderém d'Auer do sinn an déi de Leit vill hellefen. Dat ass gesot ginn an ech wéll awer genausou éinnersträichen, dass och do, wann et ém d'Finanzéierung geet, ém d'finanziell Ennerstëtzung vum Stat, fir absolut Transparenz muss kenne garantéiert ginn.

Mä, ech hu ganz oft d'Gefill dass an deenen eenzelne Servicer eng gewëssen Koordinatioun feelt. Dass am Fong geholl d'Leit sech eleng spiere ganz oft mat dem psychologeschen Encadrement, mat engem gewëssenen, géif ech soen, kierperlechen Erémobau, dat kann een als Rééducatiounspogramm am Kader vun enger Kribserkrankung esou gesinn, an dass vill vun hinnen de Wonsch haten, dass do sollten och méi Efforté gemaach ginn, eben duerch eng multidisciplinaire Equipe, déi si am Fong geholl betreit.

De kranke Mënsch braucht Zousproch, de kranke Mënsch, et ass vlàicht eng ofgedrosche Formel, gehéiert och hei an de Mëttelpunkt. An ech mengen, wéi gesot, déi richteg Informatioun zum richtege Zäitpunkt, och déi néideg psychologesch, géif ech soen, Begleiter-scheinungen hellefen him mat senger Situationsécherlech vill beser färdeg ze ginn.

Ech hu virdru gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer europawäit e gewëssene Fortschrëtt ze verzeechnen hunn. Dat ass ganz kloer an de Professer Peter Boyle, en eminenten Onkolog, huet dès relativ Fortschrëtter op déi europäesch Programmer zréckgefouert, wat verschidden Aktiounen wat d'Fémmen ugeet an öffentleche Gebaier, den öffentlechen Transport, de prioritaire Schutz vu Fraen an aneren Émstänn a vu méi Schwaachen, dat heescht vun de Kanner. Mä, géif ech soen, an dësem Kontext, wann een och dorriwwer ka frouriinn dass et liicht besser geet, muss een awer trotz alle Beméunge mat Besuergnes kucke wéi d'Zuel vun deene jonke Leit, an do virun allem vun de Jonke Meedercher, an d'Luucht geet, déi zur Zigarette gräifen. Dat ass der eleng fir eis hollännesch Noperen e Plus vu 84% an der Alterskategorie zwéischent 15 an 20 Joer, iwwert déi lescht 10 bis 15 Joer.

Dat heeschti, d'Zuel vun de Kribserkrankunge bedéngt duerch Zigaretten, net némmen de Longekriibs, dat huet och schonn den Interpellant, den Här Colombera gesot, mä och d'Häerzkreeslafkrankheete wäerte bei de Fraen an den nächste Joren, wann d'Rad net kann zréckgeschräuft ginn, dramatesch zouhuelen. 1978 waren op der Universitéit Léck an der Cardiologie op dräi Männer, déi een Häerzinfarkt gemaach hunn, eng Fra. Hautdésdags gi mer dovun aus, den internationale Statistiken no, dass dee Phenomeen, deen ech virdru beschriwwen hunn, deen Trend bei 50:50 läit, an dee riskéiert awer déi nächst 10 bis 15 Joer ze kippen, an zu Ongonschte vun der Fra, wat, mengen ech, mer solle verhënneren.

Et sinn also weider Ustrengungen néideg. Well, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mer eppes net énnerschätzzen, dat ass d'Lobby vun der Tubakindustrie. Déi ass ganz staark, well hei geet et ém enorm Suen, hei geet et ém grouss Émsätz. An et kann een en eppes net virgeheien, dat heeschti si si ganz clever wat d'Publication ugeet. Si si ganz subjektiv, du bass cool, du bass in, wann s du op se zréckgräefs. An, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer kucke wéi wäit d'Muecht zréckgeet, och an eisen Nopeschlänner, vun där Lobby, da brauche mer némmen déi lescht Wahlen an der Belsch ze kucken, wou zum Beispill ee vun den Themen den Tubaksverbuet war, dee mat sech bruecht huet, dass de Grand-Prix de Francorchamps net konnt gefuer ginn.

Ech menge mir musse wësse vu wat mer hei schwätzen, an och wa mer hei zu Lëtzebuerg elo eng Rei positiv Azkenter gesat hinn, déi ech ernimmt hinn, an och dee Réglement grand-ducal, wou ech dem Här Minister eng Fro gestallt hinn, wéi et dann elo an Zukunft mat deenen neie Publicitéitsbestëmmunge wier, wou e mer dann eng Antwort ginn huet, net

méi spéit nämlech wéi d'lescht Woch, da muss ech soen: D'accord, do sinn elo nei Elementer dra géint d'Publicitéit virzegoen, mä ech gesinn awer och qualitativ Ennerscheeder. Ech wéll net an den Detail goen, mä wann elo misst um Pak stoen: «fumer tue» oder «fumer peut tuer», dann ass dat en Ennerscheed. A wann ech dann och gesinn dass op aner Saache verzicht ginn ass hei zu Lëtzebuerg, dass mer keng Illustratioun oder Fotoe welle publizieren, bon, dann ass dat eng Lëtzebuerg Démarche wou ech mer awer gewënscht hätt, dass mer hätte kenneen e Schrëtt méi wäit goen.

Ech wéll och an dësem Kontext eng ganz Rei Initiative begréisse vun der Division de la médecine préventive an och vun der Sozialmedizin, déi an Zesummenaabecht mat den Dokteren, mat de Vereenegungen, mat den Apdikter, mat de Kliniken an esou virun, mat Sportsverbänn um Terrain eng Rei Initiativen ergräift fir op d'Gefore vum Tubak hinzuweisen.

Ech mengen dat alles ass gutt gemaach, mä do derniewent däerf een awer d'Fro opwerfen, ob et net méiglech ass nach méi cibléiert virzegoen. Zum Beispill wa mer an 165 Klassen am Lycée hei am Land d'lescht Joer konnten Aktiounen duerchzéien, kenneet ee sech d'Fro stellen, ob ee systematesch net soll am Kader vun enger Education sanitaire an de Lycéeën esou Programmer ubidden. Ech weess, d'Programmer si konsistent an d'Zäit wou Schoul gehale gétt hält net zou, mä ech mengen awer, dat hei ass wichteg. Et ass esou eng wichteg Saach, dass ee misst versischen an iergendenger Form, an dat muss jo net némmen an enger Disziplin sinn, déi Programmer an eis Schoule mat eranzebréngen, well - ech mengen et war den Här Halsdorf deen et gesot huet - haut muss d'Informatioun mat 10-12 Joer ugoen an déi muss och glaubhaft gemaach ginn, well soss d'Kanner net ze iwwerzeuge sinn. Dat wier emol, géif ech soen, ee méi systematesche Virgang an eise Lycéeën a Schoulen.

En zweete Punkt, eng Iddi: Wéi komme mer soss un déi erwuesse Leit? Bon, ech erfanne sécherlech haut de Mëtten d'Rad net nei, op dëser Tribün, Här President, mä mir haten Ufanks den achzeger Joren, an all eisen Zentre vun der Protection civile national Gesondheets-deeg, wou eng Rei preventiv Aktiounen, déi Zäit géint den héije Bluttdrock, géint de Blutzocker an en faveur vun den Impfungen an der gesonder Ernährung, geholl gi sinn. Et kenneet een dat adaptéieren an ech mengen da kenneet een och u méi e grousse Publikum.

Ech iwwersprange verschidde Saache well se schonn hei gesot gi sinn, net dass se net wichteg sinn, mä ech menge verschidde Redité kenne mer eis erspueren. Am Résumé also hu mer, niewent Informatiounscampagnen op däer enger Säit op däer anerer Säit e konkrete systemateschen nationalen Dépistageprogramm an dat ass dee vum Broschtkriibs bei der Frau iwwert de Programm Mammographie, en ass hei ugeschwat ginn, a well ech net méi wéll Zuele widderhuelen, hätt ech do ee Wonsch, ech froe mech, firwat dass mer net op eng manner invasiv, och wann d'Mammographie nach net immens invasiv ass, trotzdem op eng manner invasiv Method kenne systematesch zréckgräifen. Op jidde Fall hu mir dat an Däitschland an der Zäit geléiert an dat ass op den Ultraschall.

Ech weess och, dass deen net alles bréngt, mä e wier, wann e systematesch géif ugewart ginn, sécherlech och eng Lösung fir d'Zillgrupp, déi den Här Minister virdrun

ugeschwat huet, vun deene Fraen téschent 40 a 50 Joer. D'proné table hu mer jo zu Eech an der Klinik stoen, e spezieller Apparatusdésch fir Biopsié vun der Broscht ze maachen, wou d'Feelerquot ganz kleng ass. Ech sinn der Meenung, wéi och all Dokter menge ech heibannen, datt mir mussé versichen esouvill ewéi méiglech falsch Biopsien an esou vill ewéi méiglech onnéideg Biopsien ze vermeiden. Dat ass jo awer all Kéiers en Agréff.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten am Juni 2001 d'Interpellatioun vum Här Jean Colombera iwwert d'Preventiv- an d'Palliativmedizin. Ech hat dobäi beim Kapitel iwwert den Daarmkriibs gesot, deen un drëtter Platz steet an der traureger Schinn no dem Longen- a Broschtkriibs, an ech wéll dat widderhuelen, wat ech de Mëttwoch 27. Juni hei op dëser Tribün dozou gesot hunn: D'Heelungsméiglechkeete si grouss, wann d'Fréierkennung garantiert ass, also ganz oft zu engem Zäitpunkt wou objektiv nach net vill Beschwerde kenne festgestallt ginn.

Ech mengen, d'Tester déi hu mer, Här Minister, den Hemoccult, mä en ass némmen an 33% vun de Fäll, leider Gottes muss ee soen, positiv. Et ass eng Campagne de sensibilisation lancéiert ginn a wéi ech deemools gesot hunn, d'Generalisten, d'Internisten an d'Gastroenterologe féieren dëse Programm mat duerch. Ech hu weider gesot, ech géif den Här Minister a seng Leit encouragéieren op deem Wee weiderzegoen an dëse Programm am Senn vum Programm vun der Mammographie auszubauen. Ech weess, dass dat technesch net grad esou einfach ass wéi bei der Mammographie, well da muss een och systematesch op d'Daarmspigeling zréckgräffen.

Här President, ech sinn haut weider der Meenung, dass mer hei zu Lëtzebuerg déi éischt wieren, weltwáit, déi esou e Programm kenneen duerchférieren. D'Population ass iwwerschaubar, 450.000 Leit, a wa mer da kucke wéi vill Leit mer doduerjer kenne preventive behandelen, déi och preventive a Frokéimen an och wëssen dass mer e gesécherte Suivi hätten doduerjer datt d'Biopsien zentraliséiert am LNS wieren, mengen ech, kenneet een op dëse Wee goen.

Här Minister, ech wollt lech froen: Stëmmt et, dass virun zwee Joer en Arbechtsgrupp énnert der Leitung vum Dokter Holbach, wann ech gutt am Bild sinn, an d'Lieve geruff ginn ass oder sollt ginn? Wann dat de Fall war, awéiwäit sinn d'Iwwerleunge vum Arbechtsgrupp wat dëse Programm ugeet bis elo weiderkomm. An dann drëttens, wann déi zwou éischt Froe mat Jo ze beäntwerte sinn, wéini kenne mer domat rechnen, dass dëse Programm da soll an d'Realitéit émgesat ginn.

Här President, deeselwechten Dag hat ech och eng Motioun depóniert am Zesummenhang mat der Problematik vum Kriibs vun der Prostate, déi eng systematesch Fréierkennung bei de Männer iwwer 50 Joer sollt erméiglechen. Ech weess dass do énnert de Spezialisten d'Meinungen e bëssen ausenaner ginn. Ech sinn awer der Meenung, dass en Dépistage précoce méiglech ass. Als Beispill wéll ech dozou just ernimmen, dass eng Motioun déi mir deemools eragereecht hinn, eestëmmege ugeholl ginn ass, nodeem den Här Gesondheetsminister eng kleng redaktionell Annerung virgeholl, oder proposéiert hat, an zwar de leschte Saz wou et heeschti „au plus tard pour la fin de l'année 2001“ esou e Programm anzesetten, ze ersetzen duerch „dans les meilleures délais“.

Ech sinn elo e bëssen traureg, dass den Här Robert Garcia, de Spezialist vun de Motiounen, net hei ass, well ech hätt hie gefrot, ob hie mer dat vlàicht kenneet soen, wat

hien da géif, als erfuerene Spezialist vun de Motiounen, énnert meilleurs délais verstoën. Ech hat alt geduecht 28 Méint, Här Minister, dat wier alt e räsonnable Délai, fir esou eng Saach kenneen an d'Praxis émzeseten.

**M. Alexandre Krieps (DP)** - Esou laang waart Dir net do.

**M. Georges Wohlfart (LSAP)** - Jo, Här Krieps, mä et waare Leit, déi waren nach ni do.

**(Hilarité)**

**Une voix** - Et ass némmen eng Saach vun der Zäit.

**(Brouaha général)**

**Une autre voix** - Très bien.

**M. le Président** - Här Wohlfart fuert virun, wann ech glift.

**M. Georges Wohlfart (LSAP)** - Ech muss elo laachen, Här President, déi zwou Sekonnen erlaabt Der mer jo, da kann ech viurufieren.

Här President, eng lescht Remarque an dësem Zesummenhang, déi mir perséinlech als Aarbechtsmedizer um Härz läit, ass d'Verhënnérung vun de Kribs-erkrankungen am Zesummenhang mat den Aarbechtsbedingunge vun de Leit. Dir wësst, dass ee vun deene grousse Problemer momenan an den öffentleche Gebaier dee vum Asbest ass, wou mer am Fong geholl müssen décontaminéieren a mir hunn nach net méi spéit wéi haut de Mueren an der Commission des Travaux publics eng Motioun an deem Senn ugeholl, dass do soll de Stat, a Gebaier wou esou eng Gefor besteet, seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Ech weess och, et ass keng Gefor fir Leit déi an esou Gebaier schaffen, wann net un deenen Installationen gefréckelt gétt, well den Asbest an der Zäit agesat ginn ass, fir ze isoléieren. Mä mir geet et virun allem ém d'Gesondheet vun de Leit vun deene Firmaen déi do joer an joeraus énnere schwéiere Bedingungen déi Décontaminatioun maachen, a mengen Informatiounen no, hu mer all Joer awer zu Lëtzebuerg doduerjer zwee bis dräi Leit, déi un der Asbestose erkranken an déi feiert onweigerlech zu engem Kriibs, deen net heelbar ass an dofir, och wann et némmen e puer Leit betréfft, et ass eng Saach déi mir um Härz läit. Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech merci soe fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** - Très bien.

**M. le Président** - Merci, Här Wohlfart. Als nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Schroell agedroen. Här Schroell, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marco Schroell (DP)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mengem Beitrag zu dëser Interpellatioun, wéll ech mech ganz op d'Preventioun vum Kriibs hei zu Lëtzebuerg konzentréieren. Mä Fraktionskolleg, den Alexandre Krieps, wäert herno och op déi aner Aspekte ze schwätze kommen.

Ech baséiere mech haapsächlich op de Code européen contre le cancer. Bei dësem Codex handelt et sech ém eng Initiativ vun der Bréisseler Kommissioun, déi sech vum europäeschen Institut fir Onkologie am Kader vum Programm Europa géint de Kriibs ass dést Joer fir d'drätt revidéiert ginn an et ware Wëssenschaftler aus de 15 Uniounen-Länner dobäi bedeelegt plus déi zéng déi d'nächst Joer opgeholl wäerte ginn.

Ech hinn dës Referenz erausgesicht fir mech op engem reng wëssenschaftlechen Terrain ze bewegen, dat heeschti, wat ech hei widherhuelen ass wëssenschaftlech bewisen an novollzéibar. Am eu-

europäische Codex géint de Kriibs si Spekulationoune ganz kloer als solches ausgewiesen, wat seng Bedeutung huet, wann ee politesch Décisione muss huelen am Kontext vun enger breet gefächerter preventiver Gesundheitspolitik.

Am Joer 2000 gouf et an der Europäescher Unioun ronn zwou Milliouen nei Fäll vu Kriibs, e bësselche méi bei de Männer wéi bei de Fraen. Eis Kribsstatistiken hei zu Lëtzebuerg si komplett. Et ass allerdréngs wouer datt, wéi den Här Colombera gesot huet, de Registre morphologique des tumeurs d'Leukämien net enthält, mä et kann een déi Statistiken erëmsichen an de Statisticke vun der Krankekeess, déi an der Charte sanitaire elo figureren an och an de Statisticke vun de Causes de décès. All déi Dokumenter sinn um Internet ofruffbar.

Déi heefgst Form vu Kriibs ass déi vum Dickdarm a vum Rektum, gefollegt vun de Longen a vum Mo. Dat ass schonn hei erwähnt ginn. Geschlechtsspezifisch ass et bei der Fra de Broschtkriibs a beim Mann de Prostatakriibs, déi am Vierdergrond stinn.

Am selwechte Joer, 2000 also, sinn an der Europäescher Unioun ronn eng Milliouen Leit u Kriibs gestuerwen. Et kann een also soen, datt d'Halschent vun alle kumuléierte Kribsformen déidlech verlafen.

Am europäesche Codex géint de Konzept vum Cancer control développéiert, woubái versicht gétt an de verschiddene Stadien vun der Entwicklung vum Kriibs anzegräfen. Déi primär Preventioun, ech betounen déi primär Preventioun, berout dorop d'Bevölkerung dounner ofzehale sech engem Kribsrisiko ze exposéieren. Et gétt ugeholl datt 80 bis 90% vun de Kribsfäll an den entwéckelte Länner zum Deel émweltbedéngt sinn, woubái d'Émwelt an engem ganz breede Senn ze verstoen ass, wéi zum Beispill d'lessgewunnechten, awer och dat sozialt, wéi dat kulturell Émfeld. Dés Tatsaach gétt duerch eng wissenschaftlech Etud énnermauert, déi weist datt d'Immigranten, zum Beispill Japaner, déi sech a Kalifornien nidderloosse, déiselwecht Ufällegkeet kréie fir Broscht- oder Darmkriibs wéi d'Amerikaner, während d'Immigranten, also d'Japaner, hir méi grouss Ufällegkeet fir e Mokriibs doheem a Japan zréckloosse.

Et gétt ugeholl, datt d'Halschent vun de Kriibskrankheeten duerch vermeidbar Risikoverhale bedéngt sinn. Et ass also kloer, datt déi primär Preventioun vum Kriibs eng besonnesch wichteg Aufgab vun der öffentlecher Gesundheitspolitik ass.

Op dëser Platz sinn d'Efforte vun der Direction de la Santé aus eisem Gesundheitsministère ervirzehiewen. D'Education à la santé ass eng vun de Prioritéiten am Kader vun enger effikasser Krankheetepreventioun. Ech well hei op d'Campagne wéi d'Lutte contre le tabagisme an d'Aktioune fir eng gesond Ernährung hiweiseen.

Här President, déi sekundär Preventioun vum Kriibs huet als Zil d'Krankheet, déi schonn ausgebrach ass, an engem méiglechst fréie Stadium ze detektéieren, fir d'Behandlung esou erfollegräch wéi méiglech ze maachen. Et geet also hei drëm d'Krankheet ze detektéieren an engem Stadium wou se nach net symptomatesch ass, respektiv wou nach keng Metastase virleien.

Och déi sekundär Preventioun ass eng Aufgab vum Pouvoir public. Den Dépistage précoce vu Kriibskrankheeten ass och eng vun de Prioritéite vun der Division de la médecine préventive et sociale aus dem Ministère. Erënnerre mer hei un de Mammographieprogramm zur Detektion vum Broschtkriibs, oder un d'Sensibilisationscampagnen oder Programmer fir e freien Dépistage vum Daarmkriibs, déi an deene leschte Joren initierert goufen.

Här President, déi tertiar Preventions bezitt sech méi op d'Behandlung selwer vum Kriibs a vu senge Komplikatiounen, respektiv d'Vermeide vun iatrogene Komplikatiounen, dat heesch, Komplikatiounen duerch d'Behandlung selwer. Déi tertiar Preventioun geet also méi an de reng medezineschen Domän eran. Ech ka behaupten, dass op deem Gebitt zu Lëtzebuerg vu Säite vun den Dokteren a vun de Krankekeesen net gespüert gétt.

Här President, den europäesche Codex géint de Kriibs gétt eelef Recommandatiounen un am Senn vun enger primärer oder sekundärer Preventioun vum Kriibs an ech well déi elo kuerz kommentéieren an och relativéieren zu deem wat hei zu Lëtzebuerg geschitt.

Niewent désen eelef Recommandatiounen, déi wissenschaftlech énnermauert sinn, kommentéiert de Codex eng selleche vun anere Recommandatiounen, iwwert deenen hir Effikassitéit de Moment nach geforscht gétt, respektiv anerer, deenen hir Utilitéit wissenschaftlech net kann novollzu ginn. Déi eischt Empfehlung, an et ass hei scho vu menge Virfriedner zum Deel erwähnt ginn, ass déi, datt een net soll ufánke mat fémnen an datt wann ee fémmt, een domat soll ophalen a wann een net ophale wéllt oder kann, da soll ee wéintens net a Presenz vun anere Leit fémmen.

Dés Recommandatioun kennt net vun ongeférer, well 25 bis 35% vun allen Doudesfall duerch Kriibs stinn am Zesummenhang mam Tubakkonsum. Am Vierdergrond stinn hei natierlech de Kriibs vun de Longen, vun der Speiseröhre, vum Kehlkopf, gradesou wéi déi deletär Wirkung vum Tubak op Härrz, Gehirn a Gefäßer. Dat géilt och alles fir dat passiivt Raachen, woubái d'Kanner an och déi nach net gebuere Kanner besonnesch empfindlech sinn. D'Vermeide vum Tubakkonsum ass also eng individuell Ugleeéheit vun all Bierger, mä awer och eng gesondheetspolitisches Eräusfurderung vum Stat. Déi nordesch Länner hunn eng nohalteg Tubakspolitik développéiert zénter de fréie 70er Joren an hunn et färdegr bruecht zum Beispill a Groussbritanien den Tubakkonsum ém bal 50% ze reduzieren an domat och d'Stierflechkeet duerch Longekriibs.

A Frankräich ass téschent 1993 an 1998 den Tubakkonsum no der „loi Evin“ aus dem Joer 1991 ém 11% gefall.

Nom europäesche Codex géint de Kriibs muss eng Tubakspolitik sech iwwer eng ganz laang Zäit duerchzéien. Héich Taxen um Tubak schrecken d'Jugend of mam Fémnen iwwerhaapt unzefánken. D'Réglementatiounen vun der Tubakspublizitéit, tubaksfräi öffentlech Lokaler, Opklärungscampagnen, medezinesch Hélfel fir Nikotinofhängeger, all déi Punkten an nach vill anerer gehéieren an eng Antitubakspolitik, déi allerdéngs némmen um europäeschen Niveau kann appliziéiert ginn, fir erfollegräch ze sinn. Wat héllelte e Reklamverbuet an den Zeitungen oder allgemeng an de Medien hei zu Lëtzebuerg, wann d'Nopeschlänner do net matzéien?

D'Fondation luxembourgeoise contre le cancer mécht eng ganz gutt Öffentlechkeetsaarbecht géint den Tubak. Esou soll déi rézent Campagne „Mission Nichtrauchen“ d'Schüler téschent 12 a 15 Joer op d'Riske vum Tubakkonsum opmierksam maachen.

Vill öffentlech Etablissementer, notammt d'Spideeler, sinn haut tubaksfräi. De Práis vum Pak Zigarett ass zu Lëtzebuerg nach relativ niddreg an d'Politik muss sech wierlech iwwerleeën, ob eng radical Verdeierung vum Tubak am Intérêt vun deene jonke Leit net ubruecht wier, och wann doduerch manner Einnahme fir de Stat verbonne sinn. De Moment kasséiert de Stat praktesch zwee Dréttel vun de Recetten aus dem Tubaksver-

kaf. Dat waren d'lescht Joer ronn 25 Milliouen Euro un Acciségelder.

Här President, déi zweet Réglementatioun vum Codex géint de Kriibs ass et sái Kierpergewicht ze kontrolléieren an déi physesch Aktivitéit ze promouvéieren. D'Iwwer gewicht an d'Sédentaritéit stinn noweislech a Relatioun mat engem erhéichte Kribsrisiko. Eng weider Empfehlung ass eng diätetesch, woubái empfuei gétt Geméis an Uebst par rapport zum Fleesch ze privilegiéieren.

Eng weider Empfehlung bezitt sech op den Alkoholkonsum, woubái ervirgehewe gétt, datt de Kumul vun Alkohol an Tubak de Kribsrisiko nach steigert. De Codex basiert sech op epidemiologesch Etuden, fir ze behaapten, dass esouger schonn den deegleche Konsum vun engem Glas Wain oder Biér oder enger Drépp de Kribsrisiko eropsetzt.

Eng aner Empfehlung bezitt sech op d'Vermeide vun der Expositioun vu kriibserregende Substanzen. Hei handelt et sech niewent dem Tubak ém déi bekannte Substanze wéi den Asbest, de Formaldehyd, d'Schwéiermetaller, den Dioxin. Och d'Expositioun vu Strahlen, sie dat Röntgen- oder Magnétstrahlen, radioaktiv, respektiv elektresch Strahlen, awer och Sonnenstrahle solle kontrolléiert bleiben.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng streng Réglementatioun, wann ee se vergläicht mat eisen Nopeschlänner, och wa gewësse Kollegen nach vill méi wáit wollte goen, wat vun der politescher Oppositioun hier gesi jo och normal ass.

Den europäesche Codex beschäftigt sech speziell mat de Magnéitfelder énner Héichspannungsleitungen, an den thermeschen a magnéiteschen Niewewirkunge vun Cellulaire-Téléfonen. Doraus geet ervir, datt keng signifikant Relation téschent der Expositioun vun esou Strahlen an der Entwicklung vu Kriibs besteebt. D'Expäre weisen drop hin, datt all quantitativ Limite, déi reglementaresch festgeluecht gétt, véier Punkte muss berücksichtegen. Déi sinn den Niveau vum Gesondheetsrisiko, déi sozial Akzeptanz vun de Begrenzungen, hir technesch Faisabilitéit an de Käschtepunkt vum Contrôle. Ech mengen, et ass eng politesch Aufgab, fir hei de Mëttelwee ze fanen.

Am Virfeld vun alle preventivmedezinesche Programmer recommandéiert de Kodex, op e puer sekundär Symptomer ze uechten, déi am Zesummenhang mat engem Kriibs am Ufanksstadium kénnt bestoen. Dat kann eng Knupp sinn iergendwou um Kierper, e Wéi deen net ewechgeet, e Muttermal dat sech verännert, en neie Fleck op der Haut oder eng anomral Bluddung. Mir solle bei den Dokter goen, wann den Houscht net ewechgeet, wa mer méi laang hees sinn, wann eppes mam Stullgank oder mam Waasserloosse net klappt oder wa mer onerkläert u Gewiicht verléieren.

All Fra vu 25 Joer u soll sech regelméisse engem Ofstréch vum Gebärmutterhals énnerzéien. All Fra iwwer 50 Joer soll um Mammographieprogramm zur Detektion vum Broschtkriibs deelhuelen. All Bierger iwwer 50 Joer soll un engem Programm zur Detektion vum Daarmkriibs deelhuelen an all Bierger soll géint d'Hépatite B geimpft sinn. Dés véier preventivmedezinesch Angeboter bestinn zu Lëtzebuerg a si gutt strukturéiert vu Säite vun der Direktioun vun der Santé, wéi ech dat schonn am Ufank évoquéiert hat.

Gutt organiséiert ass besonnesch de Mammographieprogramm, wou d'Fraen eenzel ugeschrifwe ginn a wou eng zweet, respektiv eng

drétt Lecture vun de Fachleit organiséiert gétt. Et besteht eng Ze summenaarbecht téschent Doktern dobaußen an de Fonctionnaires aus dem Ministère mat ganz gudde Resultater. De Gebärmutterhalsscreening geschitt selbstverständliche beim Fraendoter an der Praxis all drai bis fennef Joer. Déi 50-jährig Männer a Frae kréie beim Renouvellement vun hirem Führerschäf recommandéiert sech um Screening géint den Daarmkriibs ze bedeelegen. Eng national wáit gratis Impfaktioun géint d'Hépatite B bei de Kanner ass schonn zénter e puer Joer amgaangen.

Här President, gewësse Mikroorganismen sinn noweislech schold um Entstoe vum Kriibs, an d'Entwicklung vu Vaccinen ass amgaangen, notamment géint d'Hépatite C, déi a Verbindung gesat gétt mat Liewerkriibs a géint deen identifizierten Erreger dee schold ass u munchem Mokriibs.

De Codex beschäftegt sech awer och mam Screening vun anere Kribsformen. Hie schreift dass eng Stierflechkeetsreduktioun vum Prostatakriibs duerch de Screening net bewisen ass, an dass esou e Screening zu aggressiven diagnosteschen an therapeuteschen Moosname ka féiere bei Männer, déi d'Behandlung guer net bräich, well se net un hirem Kriibs gestuerwe wären. Et ass also gewosst, dass Prostatakriibs oft ganz lues évolutéiert, och ouni Behandlung, mä leider ass bei senger Diagnos d'individuell Evolution net virauszegesinn. Dir gesitt dass hei eng wissenschaftlech Evolution amgaangen ass, an dat erkläert och vläicht firwat dass d'Motiu vum Här Wohlfart bis elo no 28 Méint nach net émgesat ass.

Wat de Screening vu Longekriibs duerch de Scanner ubelaangt, esou müssen d'Resultater vun den aktuellen Etuden ofgewaart ginn. Zukunftsträchtig Resultater an der Preventioun vum Kriibs wäert d'Genetik an der Zukunft bréngen, déi et erméiglecht, Risikogene beim Mensch festzestellen an doduerch nach méi eng cibléiert Preventioun awer och Behandlung vum Kriibs ze erméiglen. De Comité huet och aner Recommandatiounen énnersicht an huet se als net apte fir d'Prevention vum Kriibs bezeichnet, sie dat de Betacarotin, d'Vitaminen, de Selenium, d'Fiberen an esou weider.

Här President, ech kommen zum Schluss. De Stat huet eng grouss Roll ze spiller an der Preventivmedezin, an dozou gehéiert och d'Virbeugung vum Kriibs. Am Budget 2003 hu wéi déi puer Jore virdrun d'Programmer fir e Kribsdéstipation eng wichteg Plaz ageholl. Dozou gehéiert déi primär Preventioun, déi haapsächlich dora besteebt, d'Bevölkerung dorop opmierksam ze maache wat e Risikoverhale ass. Ech mengen do maachen d'Direktioun vun der Santé an d'Associatione wéi d'Croix-Rouge iwwer gewicht d'Kribsfondatioun eng ganz netzlech Aarbecht.

Den Erfolleg vun déser Aarbecht ass allerdéngs limitéiert duerch dat soziokulturell Émfeld an deem de Bierger individuell seng egee Verantwortung selwer muss iwwerhueilen. Wat déi sekundär Preventioun ubelaangt, bidden de Gesondheetsministère respektiv de Corps médical an d'Krankekeesen der gesamter Bevölkerung all déi international unerkannte Programmer fir eng fréizáiteg Diagnos ze stellen, déi op enger wissenschaftlecher Basis berout. Ech soen lech merci.

**M. le Président.- Merci, Här Schroell.** Als nächste Riedner géift ech dann den honorabelen Här Huss heihinner bidden. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) -** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt déi mer haut hei férieren ass leider net némnen an désem Mount Oktober, wou et eng ganz Partie vu positiven Aktiounen am Kampf géint de Kriibs och hei

zu Lëtzebuerg gétt, noutwendeg an aktuell. Nom Zweete Weltkrich, virun allem zénter dem Ufank vun de sechzeger Joren hunn d'Kribs-erkrankungen émmer méi dramatisch zougeholl, haapsächlich an de sou genannte modernen Industriestaten, vill manner dergéint an de ländleche Gebitter oder an den Tiers-monde-Länner, wat jo awer zumindes interessant ass.

Vun 1970 u si weltwáit vill Suen, vill Milliarde Fuerschungsgelder investéiert ginn, fir de Fléau vum Kriibs an de Gréff an énner Kontroll ze krélen. Wann een den Zuelen déi zitéiert gi gleeft, dann dierften zénter hies bis haut mindestens 50 Milliarden Dollar - dat ass eng kolossal Zomm - an d'wëssenschaftlech Fuerschung weltwáit investéiert gi sinn, investéiert an d'Entwicklung vu méi performante Chemo- a Radiotherapien an an aner Therapié wéi d'Hormon- oder d'Immuntherapien an neiderdéngs an d'Gentherapie. An trotzdem, wann een haut e wierklech éierleche Bilan vun dése risege Finanz- a Rechercheefforte mécht, da muss een zuoginn, dass global gekuckt déi positiv Resultater do-vunner, vun eenzelne Kribsarten an eenzelne Deelerfolger ofgesinn, trotzdem relativ beschede bleiwen.

1971 nach hat den deemolegen amerikanesche President Nixon dem Kriibs den totale Krich ugekennegt a virausgesot, dass fir d'Joer 1976, dem 200-jährigen Anniversaire vun der amerikanescher Onofhängegkeet, dése Krich total géif gewonne ginn. Wa mer nun awer haut d'éi konkret Realitéit kucken an de Kapp net einfach an de Sand stiechen, da stelle mer fest, dass zénter dem Nixon sengen illusoresche Verspriechungen de Kriibs weltwáit émmer weider zuogeholl huet an dass weltwáit och nach émmer ganz vill Leit un de Folge vun hiren Tumore stieren.

Et gétt sécher eenzel Deelerfolger duerch déi aktuell Therapien, wéi zum Beispill bei Hodekriibs, bei verschiddene Kannerleukämien, der Hodgkin-Erkrankung an och bei anere Kribszorten. Mä émgekéiert bleiwen nach émmer eng ganz Partie vu Kribszorte bei deen d'Iwwerliewensprognosen absolut schlecht bleiwen, a wa vu munchen Onkologe behaapt gétt, dass mer haut praktesch 50% vun den Tumoren insgesamt kéint heelen, da sinn esou Aussoe leider némme mat gréissster Virsicht ze genéissen, well do dem Laien net kloer ass wat mat Heelung gemengt ass. Gemengt mat 50% ass awer just eng Iwwerliewenszäit vun iwwer fénnef Joer an net eng wierlech Heelung vum Kriibs.

Natierlech gétt et haut och net wéineg Iwwerliewenszäite vu 15 oder vun 20 Joer. Mä wann een offizielle Chiffere vun offiziellen auslänneschen Organisatiounen gleeft, da leien d'Iwwerliewenszäite bis zéng Joer téschent 20 a maximal 30%. Dass et doriwwer hei a Lëtzebuerg offiziell Statisticke géif ginn, ass mer net bekannt. Et gi wahrscheinlech keng. Mä wann een offizielle Chiffere vun franséischen INSERM beispillsweis aus dem Joer 1993 gleeft, da géingen an der Moyenne d'Iwwerliewenszäite vun zéng Joer bei de Männer bei knapp 17% leien a bei de Frae bei 28%. An an enger Publikatioun vun der Europäescher Kommissioun basiérend op Chiffere aus dem Joer 1995 vum internationale Kribsforschungszentrum vu Lyon gétt gesot, dass vun 811.000 Kribsfäll der zéng Joer nom Diagnostik just 169.000, dat heescht 21% iwwerlief hätten.

Et ass also, wat d'Heelungschance vun net wéineg Kribsarten übereintréfft, leider nach émmer kee wierlech Duerchbroch gelongen, an dat trotz deene ville Milliarde Fuerschungsgelder. An och wann haut a ganz ville Fäll den Diagnostik Kriibs net automatesch méi engem schnellen Doudesuert gläichkéint, sou bleibt awer an der Re-

cherche vun effikassen Therapié leider nach ganz vill ze maachen. Et ass dofir och haut nach leider esou, dass et fir jiddfer Eenzelne vun eis op jidde Fall besser ass, net mam Diagnostik Kriibs musse konfrontéiert ze ginn.

Wéi steet et elo mat der Situatioun hei zu Létzebuerg? Well do schonn den Interpellant an eng Rei vu menge Virriedner e puer interessant an och richteg Zuele genannt hunn, wéll ech dat am Detail net widerhuelen. Just dat hei: No epidemiologeschen Donnéeé vun eissem nationale Kriibsregister hate mer zum Beispill am Joer 2000 1.808 nei registréiert Kribsfäll, do-vunner 958 Männer an 850 Fraen, woubäi um Niveau vun deene wichtegste verschidde Lokalisationne vun dése Kriibse Létzebuerg plus ou moins am Trend vun aneren europäesche Länner läit: Broschtkriibs, Longekriibs, Prostatakriibs, Daarmkriibs an esou virun. Et muss een dobäi allerdéngs awer och soen, an dat misst engem trotzdeem ze denke ginn, dass mat 410 neie Kribsfäll op 100.000 Awunner berechent Létzebuerg mat un der Spézt vun den europäesche Länner läit.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat virdru vun deene Milliarde Gelder geschwat, déi bis elo an d'Recherche iwwert de Kriibs investéiert gi sinn. De Gros, ech géif soen iwwer 90% dovunner sinn dobäi an d'Sichen no neie Kribsmedikamente, an d'Sich no engem eventuelle Wonnermedikament géint de Kriibs investéiert ginn, a leider ganz weineg Suen nemmen an eng seriö Recherche iwwert d'Ursaache vum Zouhuele vun de Kribsfäll oder an d'Preventioun vu Kriibs.

Am Fall vu grousse pharmazeutesche Firmen oder Laboen, déi jo haaptsächlech un der Vente vu Medikamenten oder medezinischen Techniken an um Profit interesséiert sinn a manner un der Preventioun vu Krankheeten, ass dat relativ licht verständlech, mä datt an Europa a weltwält bis elo esou wéineg öffentlech Gelder an d'Ur-sachenanalys an an eng wierklech seriö Preventioun investéiert gi sinn, dat ass fir eis op jidde Fall net verständlech.

Dir Dammen an Dir Hären, aus deem wat ech bis elo gesot hunn, dierft kloer gi sinn, datt niewent den Efforte vu breitméiglechster Informatioun, vu beschtméiglechster Fréierkennung a sécherlech och der weiderer Recherche vun neien Therapié fir eis awer zwee aner Punkte misste vill méi staark an de Vierdergrond geréckelt ginn. Dat ass éischteens en émmaassenden an déif gráfende Programm vu Kribspreventioun, deen awer net némme d'Ministéré vum Environnement a vun der Santé géif betreffen, mä de ressortiivvergráifend all Ministéré misst abezéien. An dat ass zweetens awer och d'Opstellung vun engem émmaassende multidiziplinäre Programm vu psychologescher a sozialer Begleedung vun deene ville Leit, déi nom Schock vum Diagnostik Kriibs oft e ménsclech, dat heescht e psychesch, schwéier ze erdoende Parcours vu medezineschen Therapien a vu villen Ángschten an Afrostellunge viru sech gesinn.

Zum éischte Punkt, engem globalen an all Ministéren a Ressorten iwwergráifende Preventiounspogramm.

Dir Dammen an Dir Hären, beim allgemeine Begräff Kribspreventioun gi ganz oft zwee Begréffer verméscht an duerchnerne geháit, déi een an eisen Aen awer vunnee muss getrennt gesinn an och betruechten. Dat eent ass de sou genannte Dépistage précoce. Dat anert ass déi eigentlech Preventioun vum Kriibs, dat heescht Programeen vun engem méi gesonder Liewensweis a vu méi gesonden Émwelt- an Aarbeitsbedingungen, déi wáitgehend verhénneren, datt et iwwerhaapt zu Kriibs ka kommen, souwáit wéi dat méiglech ass.

An de leschte Jore sinn haapsächlech Efforte gemaach ginn am Beräich vun der Fréierkennung, zum Beispill bei Fraen a Bezech op Broschtkriibs. Zénter kuerzem ginn international jo och Recommandatiounne gemaach fir Fréierkennungstester bei anere Kriibsaarten, zum Beispill dem Kriibs vun der Prostate, dem Daarm, dem Gebärmuttershals, an esou virun. Op déi Saache wéll ech am Detail net agoen, well dat vun engen Rei vu Virriedner gemaach ginn ass.

D'Iddi an d'Hoffnung vun désem Dépistage précoce, dee sécherlech énnerstétzenswäert ass, si fir eng primaire Tumeur méiglechst fréi, wa se also nach kleng ass, oder esouquer an engem précancéreus Stadium ze erkennen, fir direkt kénnen ze intervenéieren. Et soll virun allem doduercher erreicht ginn, d'Tumeuré schonn ze zerstéieren ier et zur Bildung vu Metastase géif kommen. Beim Broschtkriibs zum Beispill ass awer no neisten Erkenntnisser fir d'Bildung vu Metastasen a fir d'lwwerliewenschancen iwwer zéng Joer eraus net esou séier d'Gréissst vun der Tumeur entscheedend, mä vi-run allem de genetische Charakter, d'genetesch Ausstattung vun déser Tumeur, woubäi awer a ronn 25% vun de Fäll Metastase schonn ausstreeé kénne wann d'Tumeur nach eréischte e puer Millimeter grouss ass, an dofir och onentdeckt bleift. No ganz rezenten Donnéeé vum nidderlännesche Kriibs-institut hätte Frae mat engem gënschtege Gemuster eng 95%eg Chance déi nächsten zéng Joer ze iwwerliewen, während dat bei engem schlechte Genmuster just eng 55%eg Chance wier.

Fréierkennungsprogrammer sinn duerch déis nei Erkenntnisser natierlech absolut net a Fro gestallt. Si bleiwe sécher e wichteg Element am Virgoé géint de Kriibs. A wann dat kombinéiert gétt mam Asaz vun neie Medikamente, vu Prezisionsmedikamente, déi eréisch am Tumorgewebe selwer hir Wirkstoffen fräisetzen a gesond Zellen doduercher verschounen, a wann dat nach kombinéiert gétt mat méi schounenden Operationstechniken, da sinn am kurativen Beräich sécherlech eng Partie positiv Fortschritte ze erwaarden. Trotzdeem bleibt an eisen Aen awer wouer, datt déi beschte Kribstumeur némmen déi Tumeur ass, déi vermiede ka ginn, déi guer net entsteet, virun allem net bei Kanner, bei jonke Leit oder wann en an der sou genannter Bléi vum Lie-we stéet.

D'Preventioun, d'Vermeldung vum Kriibs misst endlech déi absolut gesellschaftslech a politesch Prioritéit ginn. Do bleibt praktesch nach alles ze maachen. Engersäits well Wirtschaft an Industrie haaptsächlech interesséiert dru si fir Profit ze maachen a prioritär net u gesonden Aarbeits-, Émwelt- a Liewensbedingungen. An anersäits, well op dár anerer Sait déi herrschend Politik an Europa a weltwält zwar a Sonndesriede gare vu Preventioun a preventiver Gesondheetpolitik schwätz, wou an der alldieglecher Praxis meeschteens allerdéngs de Contraire gemaach gétt an émmer erém kuerzsichteg Profitinteressen sech duerchsetze können op Káschte vun Émwelt a Gesondheet. E puer Beispiller némme fir dat ze illustréieren.

Dat éischte Beispill ass vun engen Rei vu menge Virriedner scho gesot ginn, et ass dat vun den Zigaretten. Zénter Jore warne bekanntlech vill Doktere virum Zigarettekonsum a setzt sech zum Beispill hei am Land d'Ligue contre le cancer dofir an, fir déis evident Ur-saach, eng Haaptursaach vu Kriibs, ze bekämpfen an ze reduzieren. Den Interpellant ass do scho méi an den Detail gaangen. Och den Här Wohlfart ass dorober agaangen an huet richteg Saache gesot. Gläichzäiteg énnerhält d'Zigarettenindustrie massiv Werbecampagnen, déi virun allem op ganz jonk Leit, virun allem neier-

déngs op jonk Meedercher ausgericht ginn, fir nei Marchéen ze erschleissen. A wann ee ronderém sech an de Schoulen an an de Stroosse kuckt, da muss ee soen, datt si mat déesen infekte Campagné leider e ganz grousse Succès schéngéen ze hunn.

D'Politik um nationale wéi um europäeschen Niveau ass an eisen A schizophoren. Engersäits däerfe Gesondheetsministeré mat eise Steiersue virun de Gefore vun Tubak am Nikotin warnen, anersäits krute bis haut déi europäesch Tubaksproduzenten déckste Steier-subventionne fir hir Aktivitéiten, an d'Budgets- an d'Finanzministeren, grad och hei zu Létzebuerg, freeé sech iwwert d'Recetten aus der Tubaksbesteierung.

En anert Beispill vu politescher Schizophrene an deemselwechte Kontext: Obscho bekannt a bewisen ass datt Leit, déi selwer net fémmen, awer doheem, um Büro, op der Aarbeitsplatz, an öffentleche Gebaier, a Restauranten, a Bistro passiv zum Matfémme gezwonge sinn, datt déi Leit also duerch dést passiiv Matfémmen och Gesondheetsproblemer, Longekriibs an esou viru kénne kréien, woubäi e besonnesche Risque zum Beispill fir schwanger Frae besteet, obschonn dat alles bekannt ass, gétt an der Praxis, wat d'Kontroll ubelaangt, esou gutt wéi náisché énnerholl, obschonn a Saache Kribspreventioun grad dés Problematik vum Passivfémme eng essentiell wier.

En anere wichtegen Aspekt vun nouwendeger mä émmer nach relativ mangelnder Kribspreventioun ass d'Kribspreventioun op der Aarbeitsplatz. Schonn 1981 haten zwee Fuerscher, den Doll an de Pe-to, den Undeel vun aarbeitsbedéngte Kribsfäll op ronn 4% geschat, wat an eisen A sécherlech eng Énnerschätzung vun der Realitéit war, wann een eleng un dat émmer méi massivt a skandaléist Optriede vun 100.000 vun asbestbedingten Tumeure weltwält zénter-hier denkt, an do schéngé jo den Haaptundel vun deenen asbestbedingte Kribstumeuren eréischt virun eis ze leien.

An engen Etud vun 1999 iwwert de Kriibs an Europa vun der Equipe Bofetta et al gétt gemengt, datt d'Expositioun op der Aarbeitsplatz responsabel wier fir 13 bis 18% vum Longekriibs, 2 bis 10% vum Kriibs un der Blos, an 2 bis 8% vum Kriibs um Kehlkapp. Wat eng Kribspreventiounspolitik op der Aarbeitsplatz ubérefft, esou bleibt do nach esou muches ze dinn, vi-run allem fir héichgeférlech Chemikalien oder strahlungsbedingte Risiken duerch manner problematisches Stoffer ze ersetzen.

A Saache Kribspreventioun gétt vun offizieller Sait och gemengt a gesot, datt 30 bis 40% vun alle Kribsfäll ernährungsbedingt wieren. An et gétt do sécherlech zu Recht higewisen op een ze héije Konsum vu Fleesch a vu Fett vun Déieren, an datt vill méi Uebst a Geméis wéi och planzlech Fiberen a Fasere sollte consomméiert ginn. Dés Recommandatiounne si sécherlech ernährungspolitisches betruecht net falsch, si si sénnvoll, mä si erklären net alles a losse ganz vill Froen opstoen. Firwat sinn déi déieresch Fetter fir d'Kribsentstehung problematesch? War dat och am Altertum, am Mëttelalter esou, datt de Fettkonsum automatesch zu Kriibs gefouert huet? Mir ass esou eppes net bekannt. Hänkt et un de Fetter selwer oder ass et eventuell esou, datt sech an dése Fetter an de leschten 30, 40 Joer problematisches a kribserregend Substanzen ugesammelt hunn an dann als Endglied vun der Nahrungsketten am ménsclechen Organismus landen? Eng kleng Illustratioun

A Sonndesriede sinn esou Politiker émmer fir d'Preventioun a fir de Principe de précaution, fir Émwelt a Gesondheet a fir eng nohalteg Entwicklung. An der Praxis gi se émmer dann erém an d'Knéien, wa Profitinteressen um Spill stinn. Esou ee Verhalen ass an eisen Ae jiddefalls skandaléis, well et a Kaf hélét, datt doduerjer weiderhi geférlech a Kriibs eréischend Stoffer um Marché bleiwen oder drop kommen, well se also konkret a Kaf huelen, datt weiderhi Ménscle Kriibs kréien an och mat hirem Lie-we bezuelen.

némme an désem Kontext war d'lescht Joer bekanntlech d'Beilaaschtung vun eise Fësch mat PCBen an Dioxinen an eise Waaserleef.

A wa sécher richtegerweis recommandéiert gétt fénnef mol am Dag Uebst a Geméis ze consomméieren, misst dann net sénnvollerweis derbäi gesot ginn, datt dés Produkte méiglechst pestizidfréi oder fréi vun anere Chemikalien, also méiglechst bio sollte sinn, well bekannt ass, datt ganz vill Pestiziden, virun allem fettléislich Pestiziden noweisbar kribserregend sinn. A wann een d'Press jorelaang gekuckt huet an nach weider kuckt, d'auslännesch Press an och déi létzebuergesch, da liest een émmer erém kleng Artikelen vun Uebst, vu Geméis a vun allméigleche Lie-wensmittel bei deenen iwwerhéicte Konzentrationne vun Pestizide festgestallt gi sinn.

Eng Etud vun amerikanesche Fuerscher vun der bekannter Mount-Sinai-Klinik vun New York, déi Mén-schen, also Männer a Fraen, énnersicht hunn op Presenz vu gëftege Chemikalien an hiren Organen, huet zum Beispill erginn, datt bei den énnersichtete Persounen bei jidderengem an der Moyenne 53 chemesch Substanzen fonnt goufen, vun deenen aus der Toxikologie bekannt ass, datt se beim Déier a beim Ménsc Kriibs ausléise kénnen. Déi Etud staamt vum Januar 2003. Wa Kriibs eréischend Substanzen aus chemesche Produkten an eisem Organismus akkumuléieren - an et gétt do och aner Etüden iwwer eenzel Kierperorganer, déi dat confirméieren, wou dat de Fall ass -, ass dat dann iren harmlos? Kann dat net een Ausléiser si vu sou munchen Tumeuren? Misst do net europa- a weltwält vill méi eng effikass a preventiv Protectioun virun esou chemesche Risquen, ob Pestiziden oder aner Industriechemikalien, organiséiert an duerchgesat ginn?

Dir Dammen an Dir Hären, déi Europäesch Kommissioun hat virun een, zwee Joer d'Absicht, genau dat doten ze maachen. A si huet d'lescht Joer en Avant-projet vun engen neier Chemikaliendirektiv énnert dem Numm Reach virge-luecht am Senn vun engen besserer Evaluatioun, Kontroll an Zouloossungsprozedur vun deenen Dausenden zum Deel kribserregende chemesche Stoffer, déi zénter iwwer 20 Joer um Marché sinn a wou praktesch dagdeeglech neier kommen.

Dés Approche vun der Europäescher Kommissioun war schonn eng relativ couragéiert Approche, och wann nach much Problem dobäi opstoe bliwwen sinn. Fir e méi preventiven Émwelt- a Gesondheetsschutz, fir d'Preventioun vu Kriibs wier déis nei EU-Direktiv sécherlech vu grousser Bedeutung gewiescht. Wat ass do allerdéngs geschitt? Verschidde grouss Chimeskonzerner aus England, Frankräich an Dáitschland hunn de Summer iwwer mobil gemaach, hu Chantage gemaach an iwwer vill ze vill héich finanziell Káschte geklot a mam Verloscht vun Aarbeitsplaze gedrot, a schonn hunn déi Häre Chirac, Blair a Schröder virun e puer Wochen, am September, an engem gemeinsame Bréif un d'Europäesch Kommissioun verlaangt, déi nei Direktiv misst entschärft a verwässert ginn.

A Sonndesriede sinn esou Politiker émmer fir d'Preventioun a fir de Principe de précaution, fir Émwelt a Gesondheet a fir eng nohalteg Entwicklung. An der Praxis gi se émmer dann erém an d'Knéien, wa Profitinteressen um Spill stinn. Esou ee Verhalen ass an eisen Ae jiddefalls skandaléis, well et a Kaf hélét, datt doduerjer weiderhi geférlech a Kriibs eréischend Stoffer um Marché bleiwen oder drop kommen, well se also konkret a Kaf huelen, datt weiderhi Ménscle Kriibs kréien an och mat hirem Lie-we bezuelen.

Här Minister, Dir Häre vun der CSV-DP-Regierung, vu datt vun eenzelne Spetzpolitischer an Europa e Bréif un den Här Prodi geschéckt ginn ass, fir déi Direktiv ze verwässeren: Wier et dann net un lech beispillsweis, Här Gesondheetsminister, mä och um Här Statsminister, datt Dir émgekéiert e Bréif un den Här Prodi géingt schreiwe fir ze soen, datt déi Direktiv net soll verwässert ginn an datt se wierklech esou soll a Krafft trieden? Ech mengan, dat wier eng Saach, wann Der dat géingt maachen, wou Dir aus der Siicht vum Gesondheetschutz ganz vill gemaach hätt.

Vum Muster hier ähnlech, Dir Dammen an Dir Hären, ass zénter e puer Joer d'Oppichte vu Mobilfunkantennen, wou jo esouquer den Här Wolter virun e puer Deeg hei vun totaler Anarchie geschwatt huet. Och hei, an obschonn am Ausland op eenzelne Plaze beonrougend Berichter bekannt gi si vu Gesondheetsproblemer, zum Beispill vu Leukämie bei Kanner, gétt et kee wierklech preventiivt Virgoen, gétt et keng wierklech Appli-catioun vum Principe de précaution. Och hei schéngé déi direkt Intérêten, déi kuerzfristeg Intérêten vun de groussen Opérateure politesch méi ze géille wéi e preventive Gesondheetsschutz. Op deem Ge-bit si mer, an eisen Aen op jidder Fall, allegueren hebanne gefuer-dert, fir engersäits d'Téléphonie mobile ze garantéieren - déi muss méiglech bleiwen -, mä anersäits awer och am Senn vun engem preventive Gesondheetsschutz ze plangen.

An ech wollt do just kuerz een Award maachen zu deem wat den Dokter Schroell vun der Vertreider vun der Demokratescher Partei hei gesot huet. Hien huet gesot, datt et keen Zesummenhang géif ginn, no offiziellen Donnéeén, téshent zum Beispill Héichspanningsleitungen a Leukämie. Dat ass noweisbar falsch, Här Schroell. Virun zwee, drái Joer huet den internationale Kribsforschungszenter vu Lyon, deen der Weltgesondheetsorganisa-tion énnersteet, nogewisen, datt zum Beispill vum nidderequente Wiesselfeld, dat heescht beispillsweis vun Héichspanningsleitunge bei ganz nidderege Wäarter, e Risiko vu Leukämieentwicklung bei Kanner géif bestoet. A wat deen aneren Aspekt ubelaangt, wat d'mobil Téléphonie ubelaangt a Kriibs betréfft, esou kénne mer dozou haut nach náisché soen, well do eréischt déi offiziell Studien an een, zwee Joer op den Désch wäerte kommen. Et ass jo amgaangen énner-sicht ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et kann een nach much aner negativ Beispiller hei uféieren, wou mangeldend Preventioun zu Kribskrankheit gefouert huet. Ech wéilt an désem Kontext e Beispill aus dem Beräich vun der Loftverschmotzung uféieren, nämlech d'Beispill vu Kribskrankung duerch Dieselruss. Do gétt et no engen rezenter Etud vum däitsche Bundesumweltamt an Dáitschland all Joer téshet 10.000 an 19.000 Leit, virun allem an de städtesche Ballungsgebäder, déi un de Kribsfolge vun Dieselgaze stierwen. Elo eréisch, zimlech spéit an eisen Aen, an énnert dem émmer méi massiven Drock vu Greenpeace a vun aneren Émweltorganisatiounen, ass d'Automobilindustrie elo endlech derbäi fir op de Problem vun der Dieselrussproblematik ze reagéieren. Et gétt déck Záit.

Dir Dammen an Dir Hären, a Stéchwieder oder a Fro just sieben nach e puer aner Zesummenhang téshent Émweltbelaaschtung, mangeldend Preventioun a Kribs an Erénnung geruff. Als Fro formuléiert: Wéivill Kribsaffer weltwält waren, ze bekloen eleng duerch d'Atomversich an der Atmosphär an de 60er Joren? Wéivill Haut-kribs gétt et haut méi duerch déi Chemikalien, déi d'Ozonschicht verändert a verdénnt hinn? Wéivill Leukämie- a Schilddrüsenaffter

huet Tchernobyl, virun allem a Wäissrussland oder der Ukraine, mä awer och an anere Länner bruecht? Wéivill Pestizidaffer gëtt et weltwäit an der Landwirtschaft an am Wäibau, déi duerch kriibsgefährdend Pestizide komm sinn? Et kéint ee ganz liicht mat déser Léischti hei virufueren. De Senn vun all dësens Opzielunge war et awer am Fong just fir op dësen absolut wichtegen émweltbedéngten Aspekt vu Kriibsprevention ze insitéieren, well hei einfach vill ze wéineg gemaach gëtt fir do méiglech Kriibsursachen ze verhënneren.

Dir Dammen an Dir Hären, wie scho Kriibs huet, fir deen ass d'Fro, wouhier säi Kriibs kënnt, kuerzfristeg sécherlech net méi esou wichtig. Hie wéll op all Chancen zréckgräife fir beschtméiglech behandelt an hoffentlech geheelt ze ginn. Ech hunn am Ufank op den Dépistage précoce an op dës beschtméiglech medezinesch Prise en charge higewisen, déi jo och a ville Fäll ka bewierken, datt de Kriibs wäitgehend geheelt an Iwwerliewenszäite vun iwwer zéng Joer erméiglecht ginn. Et gëtt net némme vill Kriibsorten, bei deenen dat net méiglech ass, et gëtt der och, wou et méiglech ass. Gott sei Dank.

E wichtige Problem bleift awer insamt, an och hei am Land, niegent der medezinescher Prise en charge, déi psychologesch Prise en charge vun de Kriibsafferen. Eng psychologesch Prise en charge, déi och hei am Land nach ganz staark misst an eisen. Aewieder ausgebaut ginn, an dofir hunn ech och eng Motioun dozou gemaach.

Et ass bekannt, datt d'Annonce vum Kriibs duerch den Dokter beim Patient oft e Schock a Panikgefüller ausléist. Déi Betraffe soen oder berichten, et wier wéi wann den Himmel engem géif op de Kapp falen oder wéi wann en Ofgrond énnert de Féiss géif oppoen. Meeschents kreien d'Patienten an der eischter Doktervisite net ganz vill Informationen mat, well se vill ze vill geschockt sinn. Meeschents duerchlafe se da Phase vu Revolt, wou se zum Beispill d'Froe stellen: Firwat grad ech? Wat hunn ech falsch gemaach? Déi Phas ass gefollegt vu Verzweiflung, vun Depressioun a vu Scholdgefüller. Dat si ménshlech gesinn absolut verständlech Reaktioune an dës Reaktioune sinn émsou méi schlëmm, wéi déi Betraffen an hirem Misär leider oft nach eleng gelooss ginn oder sech op jidde Fall eleng gelooss fillen, well den Dokter oder hiren Entourage, hir Familljen oft helleflos reagéieren.

Et ass dofir an eisen Aen absolut wichtig, datt niewent dem Aspekt Preventioun an niewent der beschtméiglecher medezinescher Prise en charge endlech und vili méi Ge wicht muss geluecht ginn op déi psychologesch a psychosozial Be gleedung vun alle Kriibspatienten an allen Etappe vun hirer Erkrankung, mä och wat de Suivi ubetréfft nom Openthal am Spidol an no der medezinescher Behandlung. Bis haut hu virun allem ONGen, wéi d'Kriiborganisatiounen oder och Selbsthëllefgruppen, an déser Be zeitung eng wichtig Roll gespillt, an et wier dofir also ganz wichtig, datt grad och esou Organisatiounen vun öffentlecher Säit hier nach vill méi staark an hiren Aktivitéité géien énnerstézt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, grad esou eng psycho-onkologesch Betreuung, mä och eng psycho-sozial an eventuell pluridisciplinaire Be gleedung, sinn an eisen Aen en émmer méi onverzichtbare Schrëtt bei der Betreuung vu kribskranke Leit, an dofir iwwerreechen ech, Här President, hei déi Motioun, vun dår ech virdrun hei geschwat hunn a vun dår ech hoffen - si ass allgemein formuléiert -, datt se hei am Haus misst kënne problemlos uegholl ginn.

### Motion 12

#### La Chambre des Députés,

- considérant la situation traumatisante pour les hommes et femmes après un diagnostic du cancer;
- considérant que les patients et patientes se plaignent souvent d'un manque d'encadrement psychologique et de soutien durant les traitements thérapeutiques en milieu hospitalier;
- considérant que le traitement et l'encadrement psychologique constituent un élément important dans la thérapie des patients et patientes atteints de cancer;

#### invite le Gouvernement

- à soutenir la mise en place d'équipes pluridisciplinaires capables de prendre en charge les patients et patientes atteints du cancer;
- à soutenir le personnel hospitalier et extra-hospitalier en matière de formation psycho-oncologique;
- à développer un programme de prévention englobant tous les services et administrations publiques.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Dir Dammen an Dir Hären, vis-à-vis vun dëser schlëmmer Krankheet - an domaddher kommen ech zum Schluss - ass a mengen Aen net némme d'Entwicklung vun neie Medikamenter noutwendeg. Dat ass sécher och ganz wichtig. Mä méi wichtig schéngt eis awer och e gréisseren, e wäitgehende Mentalitéitswandel ze sinn, hin zu méi Preventioun, hin zu enger wierlecher Preventioun, an némme énnert dëse Bedéngungen - an dat ass meng fundamental Iwwerzeugung an dat wat mir mengen - wäert et an der Zukunft méiglech sinn, de Fléau vum Kriibsliden a vum Kriibsdoud méi reduzéieren ze können a fir e besser an de Gréff ze kreien.

Ech soen lech merci fir Är Op miersamkeet.

**M. le Président.-** Merci, Här Huss. Als nächste Riedner ass d'Madame Marie-Josée Frank ageschriwwen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Marie-Josée Frank (CSV).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Interpellatioun wéll ech mech haaptsächlech op de Broschtkriibs konzentriéieren. An Europa stierft all zwanzegst Minutt eng Fra u Broschtkriibs. An Europa huet all néngt Fra Broschtkriibs. Et ass déi am meeschte verbreete Kriibskrankheet bei de Fraen an Europa. Hei zu Lézeburg ginn, wéi et haut de Mëttet schonn des Öfteren zitiert ginn ass, méi wéi 300 nei Broschtkriibsfall pro Joer bekannt an ongefíer 1.000 Frae sinn a Behandlung. Et ass bai wäitem déi gréissen Doudesursaach fir Fraen am Alter téschent 35 a 55 Joer, also am Alter vun héchster sozialer Verantwortung.

Wat een Trauma fir Fraen, fir Männer, an der Bléi vun hirem Liewen, wa se vun esou enger Krankheet betraff ginn. Fir d'éischt de Schock. Duerno d'Angsch. Wat kënnt elo op mech zou? Wéi ginn ech an der Famill akzeptéiert? Wat geschitt während menger Krankheet mat menge Kanner? Dausende Froen ouni Antwort. Dat, wat ee Mensch vum Ufank bis zum Enn vu senger Krankheet brauch ass d'Vetrauen an den Dokter an an d'Fleegepersonal, Verständnis a psychologesch Betreuung.

Wat d'Ursaache fir de Broschtkriibs sinn ass bis haut nach net ganz bekannt. Als sécher gëllen némme, datt ronn 5% vun den Erkrankungen ierlech sinn, Fraen, déi huet éischt Kand a méi engem héijen Alter kreien, weisen och méi en héijen Risiko op an zu engem signifikant méi héijen Risiko u Broschtkriibs féiert awer och d'Iwwergewicht a regelméissegen Alkoholkonsum.

Dogéint ass bis elo nach net zweifräi en Zesummenhang tésschen dem Fëmmen an dem Broschtkriibs nogewise ginn.

Zu de Statistiken: Et gëtt e Régistre morphologique des tumeurs, sou ass et jo méiglech, bal bei all nei identifizierte Kriibsfall, nämlech 95%, an der Division d'anatomie pathologique vum Statslaboratoire, ze sammelen - dat ass och haut de Mëttet hei scho gesot ginn. Doduerch kënnten duebel Buchungen, Leit déi net permanent zu Lézeburg wunnen a soss Zweifallsfall ausgeschloss ginn. Domat huet Lézeburg eng vun de beschte Statistiken iwwert d'Neierkrankungen u Broschtkriibs an Europa.

Némme an aacht EU-State gëtt et en nationale Mammographie-Programm. Dorënner och Lézeburg. Doduerch ass eng Fréierkennung vum Broschtkriibs an der Altersklass vu 50 bis 65 Joer méiglech. Hei zu Lézeburg gëtt jo all Fra vu 50 bis 65 Joer all zwee Joer zu enger Mammographie invitéeert, ouni datt dat si een Euro kascht. Lézeburg hat 1991 de Choix getraff keen nationalen Zentrum ze schaffen, mä d'Mammographien dezentral duerchzeféieren, nämlech an zéng Mammographiezentrén an deene verschidde Kliniken hei am Land.

De Lézeburger Mammographie-Programm énnerläit héjje Qualitéistandarden. All Dag müssen déi technesch Assistenten an de Mammographiezentrén technesch Tester duerchzeféieren. D'Resultater vun dësem Tester müssen da per Email oder Fax un de Centre coordinateur technique fir de Mammographie-Programm geschéckt ginn, deen dës Zuele bewaacht an, wann néideg, korrigéiert.

Wann de Programm esou gutt ass, firwat dann net aner Altersklasse mat abezéien? Doropper huet de Minister haut de Mëttet jo schonn eng Antwort ginn an et wier ze begréisse wann een dee Programm iwwer 65 Joer géif ausbauen. Eng regelméisseg Mammographie ass och keen 100%ge Schutz géint Broschtkriibs. Et gouf an Etüden nogewisen, datt et manner Broschtkriibsfall a Länner mat enger Mammographie-Programm gëtt, doduerch klammen d'Chancen op Heelung vum Kriibs an d'Erhalzung vun der Broscht, wat ee ganz wichtige psychologeschen Afloss fir d'Fra huet. Wann een Tu mor entdeckt gëtt, kann ee soen, datt wann e manner wéi een Zentimeter Diameter moosst, d'Heelungschancen iwwer 90% leien. Zu Lézeburg sinn d'Resultater ganz gutt an encourageant an och besser wéi d'europäesch Moyenne.

Als Fazit kann ee soen, datt d'Leeschtung an d'Qualitéit vum Lézeburger Mammographie-Programm ganz gutt ass. Natierlech héiert ee Rumeuren iwwert d'Onwersamkeet vum Programm, besonnesch wann némme e puer Méint no enger onopfälleger Mammographie trotzdem eng Tumeur entdeckt gëtt. Dat sinn tragesch Fäll, mä Gott sei Dank sinn déi Kloer an der Minoritéit.

D'Preventioun an d'Fréierkennung vu Broschtkriibs ass deen een Aspekt vun der Problematik, d'Diagnos an d'Nobehandlung vu Broschtkriibs deen aneren an net manner wichtegen Aspekt. Am Télécran vun der leschter Woch kontt der Témoignagé vum Lézeburger Fraen noliesen, déi Broschtkriibs haten. Dés Témoignagen hu ganz kloer gesot, datt Frae sech no enger Diagnos isoléiert spieren an eng adequat Betreuung vermëssen. Och no enger erfolgräicher Behandlung bleibt d'Angsch, dass sech bésaarteg Zellen erém entwéckele kënnen. Och mat dësen Ängschten a villen anere virun, während an no der Behandlung gi kriibskrank Patienten vill ze oft eleng gelooss.

Ech mengen dofir datt et héich Zäit gëtt, datt mer hei zu Lézeburg eng Struktur vu psychologescher Betreuung opbauen. A Frankräich kënne Patienten ee bis zweemol am Mount bei héich spezialiséierte Psycho-Onkologe Rendez-vous huelen, fir mat hinnen iwwer hir Problemer ze diskutéieren. Hei zu Lézeburg ass dës Betreuung nach net ganz garantéiert, a scho guer net iwwert d'ganz Land. Bei der Betreuung vu Kriibskranken ass d'Teamaarbecht vun den Dokteren immens wichtig, wou Radiologen, Onkologen, Pathologen, Chirurgen an d'Fleegepersonal zesumme mat dem Patient an der Famill Entscheidungen huelen. Gott sei Dank ännert dës Mentalitéit sech lues a lues hei bei den Dokteren.

Am Ausland gëtt et Rehakliniken a spezialiséiert Coursé mat enger intensiver psychologescher Betreuung. Bei méi wéi 300 neie Broschtkriibsfall pro Joer hei zu Lézeburg, mengen ech, solle mer eis emol Gedanke maachen, ob mir vläicht net och esou een Zentrum hei implantéieren, fir datt déi betraffe Fraen net esowäit ewech musse fuere fir eng optimal Nosuerg ze kreien, datt se méi no hei heem bei hire Kanner a bei hirer Famill kënne sinn. Dat wier en immense Fortschrétt fir Lézeburg. Och wann déi wirtschaftliche Situatioun am Land manner gutt ass wéi an de vergaangene Joren, ass et awer wichtig, fir net op dár falscher Plaz ze spueren.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer leescht zénter Jore ganz gutt Aarbecht. Si bitt zum Beispill Informatiounen, Begleedung, Fortbildung an Hélf vun erfuerene Psychologen un, ob si, a wat fir ee Support a medzinischer, administrativer, kosmetischer an anerer Hinsicht brauchen. Och bitt dës Fondatioun eng Formation continue fir d'Fleegepersonal am stationäre wéi am ambulante Beräich un. Merci fir hiert Engagement an all deene vergaangene Joren.

Ech begréissen och, datt sech kierzlech zu Lézeburg sensibiliséiert Fraen zesumme gedoen hunn an eng national Organisatioun vun Europa-Donna gegréint hunn. Europa-Donna wéll d'Fraen iwwert de Broschtkriibs, seng Fréierkennung, sécher Diagnos-méigleckeeten, optimal individuell Behandlungsméigleckeeten an Nobetreibung informéieren. Ech wéll betounen, datt Europa-Donna kee Selbsthëllefgrupp ass, mä eng partipolitesch neutral ONG, déi haaptsächlech gesond Fraen uschwätz, fir si, duerch eng breit an aktuell Informationsvermittlung, bei spéider Broschtkriibserkrankung, viru falscher Diagnos oder Behandlung ze schützen. Ech begréissen d'Initiativ vun Europa-Donna, fir de Samschden, den 18. Oktober, ee Laf géint de Broschtkriibs ze organiséieren. Mat dëser Campagne solle Sue gesammelt ginn, fir eng Etüd iwwer psychologesch Betreuung an Erwaardung vun de Broschtkriibspatienten ze finanzéieren. Ech wénsche mir och méi eng enk Zesummenaarbecht vun allen Organisatiounen, déi sech ém kriibskrank Patienten hei am Land këmmeren.

Här President, mir müsse suergen datt d'Bewossti fir Kriibs an der Öffentlechkeet geschafe gëtt, fir dat gesellschaftliche Tabuthema Kriibs ze briechen. Et ass eng Krankheit wéi vill anerer a si huet haut grouss Heelungschancen, wa se fréi genuch erkannt gëtt, dat aktuell Informatiounssystem, duerch Campagnen a Réuniounen, Patienten matgedeelt kreien an och nei Informatiounen ausgetosch kënne ginn, datt all Patient d'Recht op eng optimal Betreuung an Nobehandlung mat psychologescher Betreuung kritt, also och déi psychosozial Énnerstétzung. Dofir brauche mir gutt ausgebiltent Personal.

Zum Schluss wéll ech de Minister nach froen, ob en envisagéiert e Plan national de prévention contre le cancer ze schafen, e Programm de dépistage en cours, en neie Programm ze élaboréieren, déi all Qualitéitskritären assuréieren? Némme en Dépistage mat héchster Qualitéit kann à long terme d'Liewe retten.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

**M. Alexandre Krieps (DP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war am Fong de Mëttet hei relativ zefritten, well et huet een erém gesinn dass d'Gesundheitspolitik am Fong net liicht ass, fir dass een se émwandelt a Parteipolitik, an et war e gewéssene Konsens iwwert d'Problematik hei ze spieren.

Wat ech zwar muss soen, wéi mer deen Ziedel kritt hate vun der Interpellatioun, dee schriftechen Text, do war ech erschüttert, an net némme ech, iwwert d'Formulatioun vun deene Karenzen, déi hei opgezielt ginn sinn. Duercherne war ech émsou méi de Mëttet, well onsem Kolleeg Colombera seng Ried extrem gedaamt war am Vergleich zu deem Text. Am Géigendel zu sengem Text huet en de Mëttet Jänni a Männi gelueft an en Deel, wéi émmer vu sengen Aussoen, war richteg, en Deel halles wouer an en Deel mat den Hoer erbäigezunn. Dem Interpellant sain Zuelematerial ass...

**Une voix.-** Et war bis elo eng ganz seriö Debatt.

**M. Alexandre Krieps (DP).-** Jo, eben. Ech sinn och ganz seriö, dofir lauschtet no. Ganz onqualifiéiert Statistike sinn uegefouert ginn an dëser Debatt de Mëttet an ech deelen och perséinlich guer net dem Interpellant sain morbide Pes simismus, well wann ech 25 Joer zréckkucken, an an de leschte 25 Joer d'Progrèsen an der Onkologie an désem Land kucken, do ass ext rem vill gemaach an erreicht ginn. Dat ass op alle Fall emol doudsécher.

Déi schriftech Froestellung vum Interpellant war also total niewent der Wierklechkeet an et hat een d'Gefill an deem schriftechen Text, dass een do wéll vum Accès vun de Soinen a vun der Technologie vun de Medikamenter, potenziell doudkrank Patiente veronsécheren. Dat ware keck Behauptungen, well Dir müsst wéissen, dass kee Land an Europa déi Infrastrukturen huet wéi Lézeburg an och d'Behandlungen vun deen Patienten déi bescht an Europa sinn, an ech ginn lech een eenzegt Beispill, e Produkt wat „Glivec“ heescht. 120 Pélle ginn de Mount ageholl an déi kaschten 3.000 Euro de Mount, 120.000 aler Frangen, a bis elo ass nach kee Fall vun der Krankekeess refuséiert ginn. Dat ass an der Leucémie myéloïde chronique oder a stromalen Tumoren.

D'Qualitéit vun de Soinen ass och an deem Text kritiséiert ginn, d'Erforte vun der Recherche déni gréiert. Jidderee weess, dass mer esouguer u Programmer am Ausland deel huelen. D'Zuel an d'Qualifikationen vun de Soignant si kritiséiert ginn. De Mëttet huet den Interpellant selwer gesot, dass mer an désem Land 18 Onkologen hätten. Also ech fannen, do muss een awer oppasse wat ee seet. An eng ganz Rei...

#### (Interruptions diverses)

...Organisationen hunn och riicht eng an de Bak kritt de Mëttet. Also, ech wéll net dorun erënneren.

Verschidde vun de Propositounen an dem zweeten Deel vum Text sinn hautdësdags total dépaséiert. Ech erënneren un e Centre national contre le cancer, wéi dat an der Propositoun steet. Ech gleewen net, dass e Patient vu

Wäisswampech op Esch oder mindestens an d'Stad fuere muss, fir eng Chimio ze maachen, déi en doheem ka maachen. Centres de diagnostic, wéi se zu Wiesbaden bestanen hunn an der Zäit, oder a Kanada oder a Groussstied, sinn amgaangen zougemaach ze ginn. Dat bréngt guer náisch.

Verschidde Virriedner hunn och de Mëttig geschwat vum Dépistage, vun Déckdaarmkriibs oder vun dem Prostatakriibs, an déi Aussoe misst ee ganz differenzieréen. Doudsécher e Fortschritt ass dee Centre virtuel contre le cancer, deen duerch d'Zesummenarbecht vum Ministère vun der Santé, vum Centre de Recherche public a vun der Fondation contre le cancer et erlabe wäert, dass d'Patienten no doheem oder doheem behandelt wäerte kenne ginn.

Wichteg ass dat wat de Georges Wohlfart an de Marco Schroell ugeschwat hu vun der Zukunft vun de genetischen Tester. Wéi wäit geet ons Gesellschaft an dár Fro? Gi mer op eenzel Risikobevölkerungen déi Tester virhuelen oder gi mer systematesch vir, op ganz grosse Populatiounen? Virun drái Joer hat ech hei schonn d'Fuerderung gestallt, dass mer eng gesetzlech Virlag bräichte fir d'Implikatioun vun dár Problematik, och an der Fro vun de Liewensversicherungen. Do kënnt also nach en Deel op ons duer, an ech hoffen dass ons Matbierger dobaussen an dësem ganz eeschten Dossier net dem Drock vun den Demagogen ausgesat ginn. D'demokratische Fraktion gleeft also net u verschidde Propositione vun de Mëttig, haaptsächlech déi Propositionen, déi esou eng Medezin ervirbréngt vun „Tango bis Fango“, an ech géif och do zum Beispill nach op en iwwerhollene Konzept verweisen an Árer Motioun 9.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Egal wat, egal wat!

**M. Alexandre Krieps (DP).** - An der Motioun 9, Här Gibéryen, fuerert Dir d'Regierung op, si soll d'Survie vun de Patiente recenséieren, an d'Survie vun de Patienten, déi gétt guer net méi considéréiert.

#### (Interruptions diverses)

Dir maacht lech lächerlech! Dir schwätzt vun eppes wat Der net kennt, Här Gibéryen!

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Fuert Dir virun d'Survie vun de Patiente mat enger iwwerhuelener Motioun vu virun 30 Joer ze behandelen. Et ass de Confort de survie deen zielt. Also ech muss soen...

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Il ne faut pas forcément se taire quand on n'a rien à dire.

**M. Alexandre Krieps (DP).** - De Mëttig hu mer lech nach e bésse geschoumt, mä de Wieler wäert lech net schounen.

Au revoir, Här Gibéryen, a merci.

#### (Hilarité)

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Dat doten hate mer awer nach ni!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et gesait een, dass Der lech gutt préparéiert hat!

**M. le Président.** - Als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen datt d'Kolleegen den Ausruscher vum honorables Här Deputéierte Krieps entschéllegen. Mir hate bis elo eng ganz seriö Debatt a mir wellen dat och esou weiderféieren.

Den Interpellant huet am Mee dést Joer eng Interpellatioun ugefrot gehat, an et ass jo och normal datt an dár Zäit de Ministère verschidde

Saachen nach verbessert, e klenzen Check-up mécht vun deem wat besteet. An dofir wiere mer och frou, wann de Minister ons vlächt herno e puer gutt Nouvellé kéint ginn an deene verschidde Wünsch, déi den Interpellant formuléiert huet, kéint Rechnung droen.

Dat wat mer mussen ervirsträichen, dat ass datt den Interpellant, den Här Colombera, e ganz fondéierten a seriöse Virtrag gemaach huet, mat Propositionen déi baséieren op deem wat führend Onkologen aus dem Land, führend Spideeler, déi consultéiert gi sinn, führend Organisationen am Kampf a vun der Preventioun vum Kriibs him gesot hunn. Dat beweisen déi ganz Dokumentatioun, déi detailliéiert Avisen, déi e virgueluecht huet, an déi Propositionen, déi e gemaach huet.

En gros muss ee festhalen, datt dräi Zorte vu Motiounen virgeschloe gi sinn, déi noutwendeg sinn. Déi éischt Zort betréfft d'Noutwendegkeet vu Statistiken, well wéi kann iergendee Gesondheetsminister soen, ouni Données statistiques, ouni Resultater, déi ee verglächike kann, datt déi Gesondheetspolitik, déi e feiert, effizient ass? E Minister ka soen, datt mer hei investéiert hunn, datt mer do investéiert hunn, datt déi an déi Efforte gemaach gi sinn, mä wat hu se bruecht? Wéi ass d'Realitéit um Terrain? Dat muss dach iergendwéi gemooss ginn. Dat gétt an alle Länner gemooss, an den Taux de survie, wéll ech dem Här honorables Här Krieps soen, gétt iwwerall gemoss, sauf an der Belsch an zu Lëtzebuerg. An ech mengen, wa mer welle réckstänneg bleiwen, wéll ech dem honorables Här Krieps soen, da solle mer keng Resultater an der Medezin hunn. Da gétt némme méi iwwert den Daum Gesondheetspolitik gemaach. Wann dat d'Meening ass vun der DP, da soen ech aarem DP, aarem Gesondheet an aarem Leit hei zu Lëtzebuerg, déi énnier esou enger Gesondheetspolitik musse schaffen.

An ech géing och soen, Här Minister, datt ech unhuelen, datt Dir net wéllt op dee Wee goen an datt Der au contraire mat Áren europäesche Kollege wéllt op Données statistiques foussen, déi ons weise kënnten ob mer um richtige Wee sinn, ob déi richteg Efforte gemaach gi sinn. An ech mengen, dat ass méiglech mat engem gudden Deel vun de Motiounen, déi den honorables Här Colombera virdrun am Numm vum ADR déposéiert huet.

Déi zweet Zort vu Motiounen, an dat ass och den zweeten Akzent dee muss gesat ginn, ass déi vum Diagnostic précoce. Mir kënnten ablécklech un engem Beispill d'Méiglechkeet gesi wéi wichteg a wéi gutt deen Diagnostic précoce ass. Dat ass beim Diagnostic précoce um Broschtkriibs iwwert d'Mammographie. Do gesait ee ganz kloer, dass vun deem Ablack un, wou systematesch eng Politik vun Detektioun iwwert d'Mammographie gemaach ginn ass, d'Resultater komm sinn. An datselwecht wéllt den ADR, datselwecht wéllt den Interpellant um Niveau vum Daarmkriibs, vum Prostatakriibs. Well dat ass net némme méiglech a Frankräich an an Däitschland, fir némmen déi Länner ze nennen, wou et elo systematesch organiséiert gétt.

Am Rapport vun der franséischer Regierung zur Kriibsforschung, zur Lutte contre le cancer, hu mer gesinn, dass d'franséisch Regierung sech engagéiert huet fir systematesch PSA-Testen an Hämokulttesten duerchzeféieren an dass do eng ganz large Palette vun Initiativen, vun Informationscampagnen virgesi sinn. Ech mengen de Message, dee mer mussen no bausse ginn, ass dass d'Regierung gewéllt ass, preventiv um Niveau vun den Diagnostiken eppes ze maachen, an net ze waarden dass d'Leit krank sinn, dass se kribskrank sinn, dass se net méi kenne geheelt ginn.

Do läit d'Differenz an der Politik an dat ass och dat wou mer eis erwäarden an Hoffen, dass den Här Minister d'accord ass fir alljährliche Informationscampagnen op deene Gebitter ze maachen. Dann hu mer an engem Zwéscheruff héieren, dass anscheinend d'Mammographie téshent 40 an 49 Joer náisch géing bréngen, dass den Diagnostik falsch wier. Ech war awer just an enger Entrevue derbäi wou den honorables Här Colombera mat Leit geschwat huet déi esou Saache maachen an déi soen: „Dach, et ass effikass. Et ass méiglech, énnert dár Konditioun dass et gemaach gétt vu Leit déi grouss Erfahrung an deene Saachen hunn.“ Do si vlächt kontradiktorsch Aussoen do. Mä et ass awer eng Donnée déi ee muss ervirsträichen a wou eppes muss geschéien. Preventioun an Diagnostik, systematesch Détection beidet manner Kranker um Niveau vum Kriibs, vum Prostatakriibs a vum Daarmkriibs, bedeutet manner Doudeger. Ech mengen et ass et wäert, dass mer dorobber den Akzent leeén.

Den drëtte Volet vun der Interpellatioun a vun de Motiounen, déi den ADR an den Interpellant am Numm vum ADR déposéiert hunn, betréfft d'Erhéitung vun den Accisen um Tubak. Ech wéll hei némmen e puer Zuelen uginn, déi den Interpellant schonn deelweis bruecht huet. Dat heescht, d'Lëtzebuerg Regierung huet am Budget fir d'Joer 2004 virgesinn, fir an enger éischter Etapp d'Accises autonomes ém 10% ze erhéijen. Dat bréngt dem Lëtzebuerg Budget ronn 24 Milliouen Euro fir d'nächst Joer an. Et ass och virgesi fir nach an dräi weiteren Etappen, dat heescht am Ganzen ém 40% déi Taxen do ze erhéijen, wat also en Total vu 96 Milliouen Euro d'Joer misst abréngen. Dat ass eng gewalteg Erhéitung. A mir mengen dass déi Leit, déi ganz staark derzou báidroen, dass et vill Krankheeten um Niveau vum Tubak ginn, dass déi d'Cotisation, déi Accisen, déi do erhéijt ginn, sous forme vun enger Cotisation Santé och deen Ablack de Krankekeese sollten zegutt komme loossen.

Erénnere mer drun, dass den Defizit vun de Krankekeese bei 80 Millioune pro Joer läit, a wa mer higinn a mir maachen eng Accisenerhéitung, sou wéi d'Regierung se sech virgeholl huet, a mir schafen d'Méiglechkeet dass déi Suen, déi mer vun den Accisen a vum Tubak geholl hunn, direkt affektéiert ginn un déi Leit déi krank ginn, da kënne mer den Defizit bei de Krankekeese stoppen. Dat ass wichteg. Da brauche mer net op Cotisationen zréckzegräfen. Da brauche mer net op Leeschungskierzunge virzegoen an op déi Politik vun der Sanéierung vun de Krankekeesen ze axéieren. Dat ass den drëtte Message, Här Minister, dee mer lech wollte ginn.

A wann Dir vlächt als Gesondheetsminister net wéllt, oder net kënnt, well Der net mandatéiert gi sidd, wat émmer méiglech ass, déi Problemer do ugoen, déi Motioun do akzeptéieren, Här Minister, da wäerte mir bei der Finanzkommission, beim Minister vun der Ekonome, beim Minister vun de Finanzen intervenéieren, fir dass et awer esou geet. Mä mir wéisste gär vun Árer Säit als Gesondheetsminister, ob Dir et wichteg fannet, dass d'Accise beim Tubak an d'Luucht gesat ginn.

#### (Interruptions)

Déi zweet Saach déi wichteg ass, Här Minister, a wou mer och gären Ár perséinlich Meening wéissten, oder déi vun der Regierung, wann et lech méiglech ass, dat ass dass et onsenneg ass fir d'Tubakspräisser ze erhéijen an deen Ablack beim Index nees erém déi ganz

Erhéijungen do opzefaassen. Dat wár onsenneg, an dofir eng zweet Motioun, déi mer och wollten hei vun der Chamber genehmegt kréien, fir dass mer an der Logik si mat der politescher Aktioun um Niveau vun der Gesondheet déi mer préconiséieren.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Gesondheetsminister Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech menge mir hund de Mëttig hei en extrem wichtegen an douloureusé Sujet diskutéiert, dee scho vill Leit frappéiert huet an dee riskéiert jidderee vun eis hebbannen ze frappeieren. Et ass och eng Krankheit déi terribel gefaart ass, well et ass esou dass effectivement d'Tumeur oder de Kriibs, wéi et d'éinescht genannt ginn ass, déi zweet Cause de mortalité hei zu Lëtzebuerg ass no de Maladies vun dem Appareil circulatoire. 29% vun den Décès bei de Männer a 24% vun den Décès bei de Frae ginn op Kriibs zréck.

D'éinescht ass och vill geschwat ginn iwwert déi Tumeuren, déi am heefegste wären. Dat si bei de Männer par ordre décroissant: Longekriibs, duerno den Daarm, duerno d'Prostate. Bei den Dammen: Broschtkriibs, och den Daarmkriibs an de Longekriibs, duerno haapt-sächlech de Col de l'utérus. Et muss ee soen, dass an engem Zäitraum vun 1980 bis 2000 den Taux d'incidence, dat heescht den Taux vun deenen neie Fäll vun Tumeuren, déi am Registre morphologique des tumeurs enregistré sinn, ém 35% genau an d'Luucht gaangen ass. Also, méi nei Fäll déi détectéiert gi sinn. Dat kënnt natierlech duerch de Vieillissement vun der Population. Et kënnt och doduerch dass méi eng grouss Zuel vun de Leit regelméisséseg sech Diagnostiken énnertstellen. Et kënnt selbstverständlech och duerch eng sensibel Amélioration, souwuel qualitativ wéi och quantitativ, vun de Methoden a vun de Strategié vun der Détection précoce. Zousätzlech muss een och nach soen, dass eng Rei vun neien Tumeuren am Laf vun de Joren derbäikomm sinn. Ech wéll némmen un déi erénnern: Tumeure vum Système nerveux.

An trotzdem musse mer haut soen, dass an deem Zäitraum vun 20 Joer den Taux de mortalité hei zu Lëtzebuerg eroftgaangen ass, an dat ém 16% bei de Männer an ém 10% bei de Fraen. An ech muss och soen, dass et haapt-sächlech bei deene Canceren ass, wou den Dépistage précoce effectivement als effikass hautdësdags ugesi gétt, beispillsweis beim Col de l'utérus, wou d'Fäll ém 41% zréckgaange sinn. Zweetens och bei de Bréscht bei den Dammen, wou d'Fäll effectivement duerch de Programm Mammographie ém 16% zréckgaange sinn. Den Daarmkriibs ass bei de Männer ém 19%, bei de Fraen ém 17% zréckgaangen. Dat ass gréissendeels op effectivement déi gutt Resultater vun der Daarmspigelung zréckzeféieren.

Et ass ee Fall hei vun den Tumeuren, deen zu Lëtzebuerg sensiblement an d'Luucht gaangen ass an deemselwechten Zäitraum, an deen ass schonn d'éinescht hei genannt ginn: Dat ass, dass sage und schreibe de Longekriibs bei den Dammen ém 69% an d'Luucht gaangen ass, wat zréckzeféiere wäert sinn op e Phénomène de société, dass vun den 80er Joren u bei den Damme vill, vill méi gefémmt gétt.

Et muss een awer och soen, dass déi effikass Dépistages précoces net iwwerall méiglech sinn. Ech wéll un deen erénnere vun der Prostate, wou den Här Wohlfart d'éinescht driwwer geschwat huet, wou mer eng Equipe multidiscipli-

naire op d'Bees gesat hund a wou d'Konklusioun komm ass, dass een deen Examen net sollt systematiséieren, well et Screening systématique a munche Fall als geféierlech unzugesinn ass, well et kenne vill „faux positifs“ erauskommen, wat beim Mann kann zu ganz onangenehme Situations féieren, notamment zu enger Perte vun der Potenz, esou dass mer an deem doeten Domän nach net ganz wäit sinn.

Et ass och geschwat gi vun dä Kommissiou, déi mer op d'Bees gesat hund, wat de „gros intestin“, also de Colon rectal ubelaangt, wou d'Spezialisten, net némmen hei am Land mä och weltwáit um internationale Plang, sech net 100%eens sinn iwwert déi Method, déi soll ugewant ginn. Allgemeng ass zréckbehale ginn, dass ee soll bei der Population en général de Programm Hemocult an Zesummenarbecht mat de Generale Liste weider fördern, an och d'Coloscopie complète esouwáit virun drewe wéi et némme méiglech ass.

An ech wéll do un eng ganz speziell Aktioun erénnern, déi organiséiert war - an nees wäert ginn - mat dem Ministère du Transport, wou während laanger Zäit beim Rappel, wann ee 50 Joer al ginn ass an een de Führerschäin erneiere looses muss, en Hiweis derbäi war, dass d'Leit sech sollten enger Coloscopie complète stellen. Mir wéssen awer, dass dat net bei all Mensch ganz gutt ukomm ass. Et si vill Leit déi bei deem Examen e sougenannten Trauma hund a sech deen net gär maache loossen. Déi Aktioun mam Ministère du Transport zesummen ass de Moment amgaang évaluéiert ze ginn, a mir ginn doven aus dass mer vum Januar d'nächst Joer u wäerten nees mat dár Aktioun ufánken.

Ech wéll och drun erénnern, dass mer ufanks den 80er Joren, wat d'Moyenne européenne ubelaangt vum Taux de mortalité, wáit aus an därschlechter Halschent louchen, mä dass mer et färdeg bruecht hund dat Blat émzedréinen an haut sensiblement an der gudder Halschent leien a vill besser do sti wéi Däitschland, Frankräich, d'Belsch, Holland beispillsweis, déi direkt Länner niewent eis, wat drop schléisse léisst, dass mer an deene leschte Joren, respéktiv Jor-zéngten, net esou schlecht geschaft hund.

Ech hund d'éinescht gesot, dass bei de Fraen de Programm Mammographie ganz vill bruecht huet. Do hu mer et färdeg bruecht, dass d'Augmentatioun vum Taux de couverture vun deenen Dammen, déi sech der Mammographie stellen, vun 9% am Joer 1992 op 64% an d'Luucht gaangen ass am Joer 2000, wat e grosse Succès ass.

D'Fro ass gestallt gi vum Här Colombera, wéi dat wär dass net jidderee sech déi Saach géif stellen, dat heescht déi 36% Dammen, déi net dorun Deel huelen. Här Colombera, do ass et selbstverständlech schwéier eng Antwort drop ze ginn. Ech ginn awer dovun aus, dass wahrscheinlich zwou Ursachen ervirstiechen. Dat eent ass déi, dass déi Mammographie énnert verschidene Konditiounen ka verschidde Pénges, dat heescht Douleuré mat sech bréngen, ob-schon dass net generell de Fall ass. Zweetens ass et wéi bei allem, dass selbstverständlech och vill Leit Angscht hu virum Resultat, dat se eventuell kénnte kréien. Trotz allem kann ee soen, dass dee Programm Mammographie op alle Fall e grosse Succès huet an dat och d'Ursaach ass firwat mer aktiv un deen sou genannte Programme digitalisé schaffen, fir deen och hei zu Lëtzebuerg kënnen unzébidden, wou awer nach verschidde technesch Problemer bestinn, déi amgaang si gelést ze ginn.

Ech wéll och soen, dass mer zénter enger gewéssener Zäit eng Table digitalisée hund, déi haapt-

sächlech geduecht ass fir Microbiopsie vun der Broscht énner Stéréotaxie ze maachen, a mer déi Table an der Klinik zu Eech hunn als Service national, wou iwwregens wäert muer den Owend dee sougenannte Centre de Sénologie agewéit ginn, esou dass mer dann och an deem Domän ganz wäit sinn, wat némmen ze begréissen ass.

Et ass vill hei geschwat gi selbstverständliche vun der Preventioune. Den Här Colombera huet eng ganz Rei vu Saachen opgezielt, wat een net soll maachen, oder wat ee soll besser maachen, à tel point, Här Colombera, dass mir bal Angscht ginn ass fir eis sou genannte Qualité de vie, déi sech awer bei eis fest agestallt huet, net dass een herno muss soen, et wär méi flott gutt ze liewen awer net esou laang, wéi laang ze liewen a schlecht ze liewen. Et war wahrscheinlich vun Ärer Sait aus net esou geduecht, an ech si mat lech averstanen.

Tubak, ee ganz wichtige Facteur. Dat beweist justement déi schlecht Statistik, déi mir bei eisen Dammen hunn, wou ech awer muss soen, dass bei deene Mesuren an Initiatiiven, déi am Zesummenhang mam Tubak europawäit geholl ginn, Létzeburg bei all deene Saache bis elo matgemaach huet.

Zu den Accisen, déi Äre Parteikolleeg ugeschnidden huet, muss ech soen, dass et net ass, dass Létzeburg nach ni d'Accisen an d'Lucht gesat hätt, dat ass scho méi wéi eng Kéier de Fall gewiescht. Mir hunn émmer versicht fir énnert den Accise vun deenen anere Länner ze bleiwen. Ech kénnt mir awer ganz liicht virstellen, dass, wann d'Preuve emol eng Kéier géif kommen, dass effectivem duerch de Práis, Accisen, TVA an esou virun, de Konsum vun Tubak praktesch géif op Null erof goen, Létzeburg sech dann op alle Fall och dár Diskussion net géif verwieren. Ech mengen awer elo wär dee Moment nach net komm.

Mir müssen awer soen, dass an deene Länner, wou bis elo regelméisseg d'Práisser vum Tubak drastesch an d'Lucht gaange sinn, leider de Konsum vum Tubak net erofgaangen ass. Ganz besonnesch bei deene Jonken ass de Konsum riicht virun an d'Lucht gaangen, esou dass ech d'Fro muss stellen, ob et effectivem ee Fléau de société ass, oder ob et entre autres eppes mat Suen ze dinn huet? Wéi gesot, esou enger Diskussion soll ee sech net entzéien.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här Minister, ech wollt just drop hiwiesen, dass am Regierungsprojekt dra steet fir d'Taxe ze héijen. Et ass also scho vun der Regierung décidéiert fir déi Taxe ze héijen.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech hu gesot dass et net fir d'éischte wär, dass hei géifen d'Accisen an d'Lucht goen, mä dass mer nach émmer versicht hu fir énnert deenen anere Länner ze bleiwen. Dat ass och an deem heite Fall nach émmer wouer.

Et gouf geschwat vun der Nourriture. Selbstverständliche ass eng gesond Nourriture gewénscht, mä oft schwéier duerch ze féieren: Iwwergewicht, Alkohol an esou virun.

Dir hutt och vum Wäi geschwat. Ech froe mech, wat den Här Mehlen wäert op der Musel erzielen, wann en Ár Wieder opgräift.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Zwee Pätt si ganz gesond.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här Mehlen, ee Patt, zwee Pätt, dat ass fir vill Leit op der Musel ganz restriktiv.

(Hilarité)

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Da musst Dir awer mam Transportminister schwätzen.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - An deem dote Beräich kann duerch Preventioune muches vermindde ginn, mä et därf een trotzdem net ze vill autorítär vis-à-vis vun de Leit ginn. Wat d'Preventioune ubelaangt iwwregens, wéll ech awer och, wéi scho verschidde Virriedher dat gemaach hunn, déi formabel Aarbecht hei énnersträichen, déi munch Associatiounen an Organisation-bénévolé gemaach hunn, wéi beispillsweis d'Croix-Rouge, wéi notamment och d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer. Déi maachen effektiv eng onestiméierbar Aarbecht, a Konvention mat dem Ministère de la Santé.

An ech muss lech riicht eraus soen, wann ech kucken allegueren déi Campagnes d'information, de sensibilisation an esou virun, déi periodesch Informatiounsvsammlungen déi gemaach ginn, souwuel vun dem Ministère de la Santé wéi haapsächlech awer vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer, da froen ech mech: Wat kann een nach vill méi maachen? An ech gleewen net, dass et esou vill un der Informatioune läit. Ech wetten, dass déi meesch Leit ganz gutt dorriwer informéiert sinn, dass deen een oder anere Comportement, egal wat et och émmer ass, kann e gewéssene Risiko mat sech bréngen, mä dass awer d'Volonté net genuch present ass fir matzemaachen. Ech wéll och beispillsweis - wat d'Fondation luxembourgeoise contre le cancer ubelaangt - un hiert Informatiounsbilat Info-Cancer erénnernen, dat jo an all Haus haut geet. Et géit, esouwält wéi mir renseignéiert sinn, vun 18% vun de Létzebuerger nees gelies. Och dat beweist nees eng Kéier, dass et net un Informatiounquelle feelt, mä dass et vläicht um Welle feelt fir déi Saache resolut an d'Hand ze hueilen.

Ech wéll och nach op eppes hiwiesen. Et ass éinescht vum Encadrement psychologique beispillsweis geschwat ginn. Deen Encadrement psychologique gétt haut scho gemaach am Centre Baclesse zu Esch. E gétt haapsächlech och gemaach nees eng Kéier bei der Fondation luxembourgeoise contre le cancer, vun där zejoert net manner wéi 1.058 Patienten ganz genau behandelt si ginn. Ech erénnernen drun, dass ee sech och kann un de Ministère de la Santé, notamment d'Madame Scharpantgen, fir déi dote Problematike wenden.

Wa mer kucken effectivem, wat den Diagnostik ubelaangt - ech hat et éineschters kuerz erwähnt -, dann hate mer 1999 hei zu Létzeburg eng eenzeg Résonance magnétique am Centre hospitalier. De Moment hu mer der véier, an engem Mount hu mer der fénnef, eng sechst ass virgesi fir d'Déifferender Spidol. Mir hunn doniewent och nach 11 Scanneren a Rayons X hei zu Létzeburg. An Dir wésst, dass mer zénter e puer Méint de sougenannte PET, dat heescht den Tomographie par émission de positrons am Centre hospitalier hunn, deen à gestion commune mat der Zitaklinik, wéi gesot, gefouert gétt. Ech wéll och drun erénnernen, dass mer hei am Land de sougenannte Service d'anatomie pathologique hunn, an zwar am LNS, deen et eis erlaabt, dass mer effektiv e Registry morphologique des tumeurs hunn, dee praktesch d'ganz Population hei zu Létzeburg couvréiert. Dobái stëmmt awer, wat éinescht vum Här Colombera ervirgestrach ginn ass, nämlech dass d'Leukämie praktesch dat Eenzeg ass, wat doranner net abegraff ass. Ech wär also gare bereet dee Moment déi dote Motioun op alle Fall unzehuelen, well ech mengen, dat wär eng gutt Saach.

Vu weider Therapien hei zu Létzeburg wéll ech un de Centre Baclesse erénnernen, vun deem gesot ginn ass, dass en no kuerzer Zäit schonn ze kleng war. Do hu mer beim Finanzierungsgesetz am Ju-

ni eng Erweiderung, en Agrandissement décidiert, a kénne vun zwee Accélératoren an enger éischter Phas op dräi goen, an hunn duerno awer schonn d'Méiglechkeet fir e véierten derbäi ze kréien. Wat de Coût ubelaangt vun deenen Traitementer, sou läit dee bei der Chimiothérapie hei zu Létzeburg bei 8,7 Milliouen Euro d'Joer a bei der Radiothérapie bei 2,5 Milliouen. Dat mécht am ganzen 11,2 Milliouen, wat enorm vill ass. Et kann een haut op alle Fall soen, dass, entgéint deem wat viru sechs, siwen, aacht Joer de Fall war, d'Létzebuerger net méi müssen an d'Ausland fuere fir behandelte ginn.

Et ass och geschwat gi vun der Zuel vun de Spezialisten an der Onkologie. Menge Servicer no hu mer därf de Moment 20 hei zu Létzeburg an déi Zuel ass en augmentation constante. Et ass richteg dass drop higewise ginn ass, dass mer müssen hei zu Létzeburg eng sougenannt Réunion pluridisciplinaire hunn zwéischent deene verschidde Spezialisten à l'enceinte même vun engem Spidol. Dat besteht schonn a verschidde Spideeler, sou wéi den Här Colombera dat ugefouert huet. Et sinn dat déi sou genannten Tumorboards, wou Spezialisten, esou wéi beispillsweis d'Chirurgen, d'Monospécialistes, d'Anatomo-Pathologen, d'Radiothérapeutes an och Psychologe mat erbäi geholl kénne ginn. Ech mengen op alle Fall, dass dat dee richtege Wee wär. Déi Réflexion pluridisciplinaire, déi si um Wee sinn hei zu Létzeburg ze maachen, wäert och deemächst op sougenannten Dossiers communs électroniques zouléieren. Ech si beschter Hoffnung, dass dee Projet vum Dossier commun électronique net méi spéit wéi d'est Joer nach wäert un d'Lafe kommen.

Wéi gesot, och hei zu Létzeburg - ech hat et schonn ernimmt - sinn d'Consultations psycho-oncologiques scho méiglech, och wann et richteg ass, dass mer an deem Domän, Madame Meyers-Frank, wahrscheinlich nach schaffe mussé. Wat awer de stationäre Beräich ubelaangt, sinn ech net iwverzeegt, dass mer hei zu Létzeburg en extraë Centre dofir bräicht. Deene Renseignementer no, déi ech beim Contrôle médical kritt hunn, ieie pro Joer eng Dosen Demandé vir, wat net enorm vill ass. Sou zwar, dass ech méi iwverzeegt sinn, dass déi dote Saach och op enger dezentraliséierter Basis ouni Zweifel ze regele wär.

Wat de sou genannte Centre national du cancer ubelaangt hei zu Létzeburg, sinn ech net iwverzeegt, dass deen d'une grande utilité wär. Mir hu jo eppes nach neies hei zu Létzeburg, dat ass dass endlech mol Spezialisten aus deene verschidde Spideeler hei zu Létzeburg net méi een deem aneren hir Géigner sinn, mä dass enk zesummen diskutéiert gétt, och zesummesgeschafft gétt, an dass och allegueren déi Dokteren, déi an de Spideeler schaffen, ganz enk - an dat ass besonnesch wichtig - och mat dem LNS, dem Laboratoire national, an och mam Centre de radiothérapie zessumeschaffen, sou zwar dass ech mengen, dass dat déi richteg Solutioun wär.

Wat d'Prise en charge ubelaangt vun de Patienten hei zu Létzeburg, sou war ech paff, dass dat en fait op der Demande vun Ärer Interpellatioun stoung, Här Colombera, well ech mer geduecht hunn, méi wéi 100% kann een net rembourséieren. Et ass hei zu Létzeburg effectivement, dass bei de Canceré souwiel d'Medikamenten wéi och d'Therapien zu 100% iwverholl gi vun der UCM, wat, géif ech soen, praktesch unique wär a ganz Europa.

Wat den Accès un d'Médicaments innovants ubelaangt, esou muss ech soe si mir op alle Fall hei zu Létzeburg grad esou schnell wéi allegueren déi aner Länner, well mer zénter 1995 d'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments hunn. Mer sinn do, wéi gesot, an enger Procédure centralisée. En fait, wann haut e Medikamenterauswahl huet, net méi 100%eg aktiv ka ginn a plus ou moins invalid ass. Ech mengen dat ass den Hauptproblem hei, deen een net därf minimiséieren a soen: Ok, d'Ursaache sinn den Tubak, vläicht den Alkohol oder d'Gesond iessen oder d'Iwwergewicht. Wann een haut net méi kann iesse wat ee wéllt, wann een net méi ka maache wat ee wéllt, dann ass et besser et ass een éischter dout. Mä ech mengen de Problem läit jo awer dodran, et därf een net vu Mortalitéit schwätzen, mä et muss ee vu Morbiditéit schwätzen, an doréms geet et, fir den Akzent ze setzen, an ech mengen do müssen eis Efforten histieren a mir hunn de Problem nach net gelést, well wéi gesot een op dräi wäerte kriibskrank ginn.

siko erafalen, dass eng Persoun vun dräi kriibskrank wäert ginn.

Dat gétt u sech eng wirtschaftliche Katastrophen, eng familljepolitisches Katastrophen, eng gesundheitspolitisches Katastrophen, aus dem einfache Grond well een Dréttel vun der Population, dee Moment wou se Kriibs huet, net méi 100%eg aktiv ka ginn a plus ou moins invalid ass. Ech mengen dat ass den Hauptproblem hei, deen een net därf minimiséieren a soen: Ok, d'Ursaache sinn den Tubak, vläicht den Alkohol oder d'Gesond iessen oder d'Iwwergewicht. Wann een haut net méi kann iesse wat ee wéllt, wann een net méi ka maache wat ee wéllt, dann ass et besser et ass een éischter dout. Mä ech mengen de Problem läit jo awer dodran, et därf een net vu Mortalitéit schwätzen, mä et muss ee vu Morbiditéit schwätzen, an doréms geet et, fir den Akzent ze setzen, an ech mengen do müssen eis Efforten histieren a mir hunn de Problem nach net gelést, well wéi gesot een op dräi wäerte kriibskrank ginn.

Ech soen lech merci.

**Une voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Den Här Minister Carlo Wagner nach eng Kéier.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här Colombera, ech hu gesot dass mer, wat de Progrès ubelaangt, par rapport zu deenen aneren europäische Länner, op alle Fall an deene leschten 20 Joer, vill méi Fortschritte ze verzeechnen hunn, wéi déi dote Länner. Dass all eenzelnen Doudegen ze vill ass, do ginn ech lech Recht. Dass et effectivement e Wunsch wär, dass et déi Krankheit Kriibs iwwerhaapt net géif ginn, dat, mengen ech, wier de Wunsch vu jidderengem hebannen, an trotzdem muss een awer mat zwee Féiss um Buedem bleiben.

Et muss ee wéssen, dass een déi dote Krankheit, dee Fléau, wahrscheinlich ni zu 100% éliminéiert kritt, mä dass ee soll dru schaffen, fir se souwält wéi méiglech aus der Welt ze schafen, fir souwält wéi méiglech déi Krankheit an de Gréff ze kréien, an et ass do wou mir schéngéen op alle Fall méi Efforte gemaach ze hu wéi déi aner europäisch Länner - wa mer dat verglachten, d'Statistiken zwéischent '80 an 2000.

Wéi gesot, mir anerer allegueren a jidderen hebanne bedaueren all Eenzelnen, dee vum Cancer frapéiert gétt. Eis Ambition soll sinn, fir effectivement dee Fléau sou wäit wéi méiglech ze minimaliséieren. Mä ech mengen et wier utopesch ze denken, dass mer en enges gudden Dags géifen op null erofkréien. Dat ass dat, wat ech wollt soen.

**Motions**

**M. le Président.** - Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Jean Colombera, abruedt huet. Fir d'éischte d'Motioun 1 iwwert ee Registry Morphologique des Tuumeurs.

Ja, den Här Jean-Paul Rippinger.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll gären op dem Minister seng Aussa reagéieren. Ech si plus au moins d'accord mat deem, wat hie gesot huet. Wat mech awer substanziel stéiert, dat ass de Fait dass hie seet, dass d'Mortalitéit hei am Land par rapport zu den anere Länner erofgeet, quritte dass dat vläicht wouer ass par rapport zu der Belsch, par rapport zu Däitschland oder Frankräich, do si mer vläicht am Spitzepeloton. Mä wat ännert dat? Mir sinn och frou, dass manner Leit stierwen, ech sinn och ganz d'accord domat, mä wat ännert dat, par rapport zum Problem, datt mer awer trotzdem an de Ri-

men. Etant entendu souwisou dass, wann d'Gesetz iwwert d'Pal- liativmedezin kënnt, och eng Rei vun deene Saachen do drastinn. Mä do sinn ech au moins bereet, Här Huss, déi unzehuelen.

**M. le Président.**- Ja, den Här Huss.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Jo, Här President, et ass esou datt deen Aspekt vun der psycho-onko- logescher a psychosozialer Be- treitung, dat ass am Fong den Haaptbut gewiescht vun déser Motioun. Et ass awer esou dass ech, wat ech hei développéiert hunn, wierklech och e Programm, e glo- bale Programm vu Preventiounen an alle ministeriellen Aktivitéite ge- füerdert hunn. Mä ech kann do- madder d'accord sinn, datt dat am Fong zum Haaptcorps vun där Motioun net gehéiert, datt dat am Fong en aneren Aspekt ass. Do sinn ech da bereet wéinst dár Saach dee leschten Tiret ewechze- huelen.

#### **Motion 12 modifiée**

*La Chambre des Députés,*

- considérant la situation traumati- sante pour les hommes et femmes après un diagnostic du cancer;

- considérant que les patients et patientes se plaignent souvent d'un manque d'encadrement psy- chologique et de soutien durant les traitements thérapeutiques en mi- lieu hospitalier;

- considérant que le traitement et l'encadrement psychologique constituent un élément important dans la thérapie des patients et patientes atteints de cancer;

invite le Gouvernement

- à soutenir la mise en place d'équipes pluridisciplinaires ca- pables de prendre en charge les patients et patientes atteints du cancer;

- à soutenir le personnel hospitalier et extra-hospitalier en matière de formation psycho-oncologique.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

**M. le Président.**- Den Här Jeannot Krecké.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Also mir wäerte Positioun bezéien zu deenen eenzelne Motiounen iwwert eise Vote, mà ech froen ein- fach d'Kolleegen ob se d'Impres- sioun hunn, d'Aart a Weis wéi mer elo hei an déser Fro virgin, 12 Motiounen, mat zum Deel Froe wou ech einfach - je mets au défi tout le monde - fir do haut eng Antwort ze ginn, Jo oder Neen, a Froe wou d'Majoritéit et einfach mécht: Et kënn vun der Oppositioun, da gëtt et ofgeseent.

Ech mengen dat ass einfach, mà wann een d'Propositione wéll se- riö huelen, da muss ech lech soen, dass ech an eenzelne vun deene Motiounen Zweifelen hunn an dass d'Aart a Weis, wéi mer virgin, wann ee mat esou engem Koup Motiounen kënn, um halwer dräi - oder wéini war et -, um halwer véier, wéi e se déposéiert huet, an elo musse mir esou entscheedent Geschichte wéi eng Cotisation-santé eraushuelen aus dem Index vum Tubak, ouni dass een am Vir- aus an de Fraktioune ee Wuert konnt dorriwér schwätzen. Da kann een dat ofleenen, dann huet een e rouegt Gewëssen, mà dann huet ee menger Meenung no- náischt geschafft.

Ech fannen, wann esou vill Motiounen kommen, wou et och net am Viraus kloer war wat vu Propositione vu Saite vum Här Colombera kënn - et huet net némenden eppes mat him ze dinn, mà et kann och en aneren Interpellant sinn -, da fannen ech dass mer se alleguerte sollte verweisen op d'nächst Woch a se ofstémmen, dass een Zäit kritt an de Fraktiounen dorriwér ze schwätzen. Wann Der eis forcéiert haut eppes douzo ze soen, da soe mer et, mà ech fannen et einfach vun der Prozedur hier net ganz se- riö.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Den Här Bausch freet d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech fannen dem Här Krecké seng Proposition ganz raisonnable an ech géing déi och als meng Iddi énerstézzen.

**M. le Président.**- Den Här Lucien Weiler.

**M. Lucien Weiler (CSV).**- Al- so, Här President, fir eng Kéier deele mir d'Meenung hei vum Här Krecké an och vum Här Bausch...

#### **(Hilarité et interruptions)**

**Plusieurs voix.**- Oh!

**M. Lucien Weiler (CSV).**- ...a mir sinn d'accord fir d'Motiounen déi nächst Woch hei ze behan- delen.

**M. le Président.**- An den Här Jean-Paul Rippinger.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Obschonns ech d'Meenung vum Här Krecké net deelen, ...

#### **(Hilarité)**

...well e seet, déi Motiounen wieren um halwer dräi déposéiert ginn, den Här Colombera hätt se och kënnēn éischter présentéieren, sinn ech awer d'accord...

#### **(Interruption)**

Jo, ech sinn awer d'accord datt se dann déi nächst Woch am Plenum ofgestëmmt ginn.

Dat heesch, ech wäert lech awer elo scho soen, dass eis Meenung bis dohinner net ännere wäert. Dat heesch also, mir kënnē se entweider en Dënschdeg als leschte Punkt huelen oder dann en Méttwoch, mà dann hätte mer awer gären datt se dann...

**Une voix.**- E Méttwoch ass keng Chamber!

#### **(Interruptions diverses)**

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- En Donneschdeg, dat ass nach eng vill besser Proposition.

**M. le Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, mir si selbst-verståndlech domat d'accord fir de Kolleegen allegueren d'Geleeën- heet ze ginn, fir iwwert déi Motiounen do nozedenken. Ech mengen et ass eng ganz gutt Proposition, déi d'Kollege vun de Sozialisten

hei gemaach hunn. Ech bedauere just datt d'Kollege vun der Demokratescher Partei domat d'accord si fir d'nächst Woch driwwer of- zestëmmen, mà net méi bereet sinn driwwer nozedenken.

**M. le Président.**- Also, wann ech gutt verstanen hunn, dann ass d'Chamber d'accord fir déi Motiounen ze vertagen op déi nächst Woch. Da setze mer se op den Ordre du jour.

Dir Dammen an Dir Hären, leif Kol- leeginnen a Kolleegen, no 11 Joer parlamentarescher Aktivitéit ass et haut fir eise léiwe Kolleeg Robert Garcia fir d'leschte Kéier, datt en op der Bänk vun der Fraktiouen vun deene Gréngens hei bei eis an der Chamber ass. Mat him verléisst eis een Deputiéierten, dee wäit iwwer seng Parteidrägenzen eraus brilléiert huet duerch seng Sachkenntnis a seng Eloquenz, dat gekoppelt mat engem joviale Charakter a Fair- ness, och vis-à-vis vum politesche Géigner.

Esou wéi et sengem Naturell ent- sprécht, zitt e sech net virun neien Erausfuerderungen zréck, an ech sinn iwwerzeugt datt e sech a sen- ger zukünfteger Aufgab als Coor- dinateur fir d'Kulturjoer 2007 mat deemselwechten Engagement duerchsetze wäert.

Här Garcia, am Numm vun eis all wünschen ech lech vill Erfolleg an Erféllung an Ärer neier Aufgab. Aren Départ ass sécher e Verloscht fir eis Chamber, dofir awer eng Beräicherung fir Äert neit Aufgabe- gebitt an der Welt vun der Kultur.

Ech soen lech merci.

#### **(Applaudissements)**

Mir kéimen dann elo nach zum Ordre du jour vun der nächster Woch.

#### **2. Ordre du jour**

Haut de Moien ass d'Presidente- konferenz zesumme komm. Déi proposéiert lech fir déi nächste Woch folgenden Ordre du jour.

Fir en Dënschdeg, den 21. Okto- ber:

- eng Froestonn un d'Regierung;

- d'Vereedegung vun engem neie Member an der Chamber;

- eng Aktualitéitsstonn iwwert de Schutz vun den Actionnaires minori- taires op Ufro vun der LSAP-Frak- tioun;

- de Projet de loi 4922 iwwert d'Pu- blicité foncière, nom Modell 1;

- de Projet de loi 5121 iwwert déi Lëtzebuerger Participatioun u ver- schiddenen internationale Fongen;

- den zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 4863A.

E Méttwoch, den 22. Oktober ass keng Sitzung virgesinn.

En Donneschdeg, den 23. Okto- ber:

1. eng Orientierungsdebatt iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart;

2. de Projet de loi 5188, en Of- kommes téschent den EU-Länner an Ágypten;

3. d'Mandatsverlängerung vun zwee Member aus der Cour des Comptes.

Ass d'Chamber mat désem Ordre du jour averstanen?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Den Här Rippinger freet d'Wuert nach.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, nach d'Motiounen! Den ADR wéll jo wahr- scheinlech e Méttwoch de Méttég net komme fir se ofzestëmmen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir stinn émmer zur Verfügung.

**M. le Président.**- Ech men- gen, mir huelen d'Motiounen nach fir Donneschdes derbäi. Dann hu mer gutt Zäit. Dann ass nach een Dag dertéschent gewonne fir driwwer nozedenken, an da misst dat klappen.

#### **(Hilarité)**

Domadder, Kolleeginnen a Kollee- gen, wäre mer um Enn vun der Sit- zung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 18.31 heures)**



**Chambre  
des Députés**

LUXEMBOURG

**d'Chamber live**  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

mat de Rubriken

■ Composition & Organisation

■ Séances publiques & Commissions

■ Hôtel de la Chambre

■ Portail documentaire

■ Web TV live

**Ordre du jour**

1. Communications  
2. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 332 du 21 octobre 2003 de Madame la Députée Renée Wagener relative à l'évaluation du travail des délégués à l'égalité dans les entreprises, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N° 333 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet d'une harmonisation du tarif de l'eau, adressée au Ministre de l'Intérieur
- Question N° 334 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot relative à la position du gouvernement sur un point évoqué lors du dernier Conseil européen des 16 et 17 octobre, à savoir la possibilité de créer des quotas pour l'immigration, adressée au Premier Ministre
- Question N° 335 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar sur le projet du gouvernement belge concernant l'amnistie fiscale et ses implications sur la place financière luxembourgeoise, adressée au Ministre des Finances
- Question N° 336 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant le droit de vote actif et passif aux élections sociales des employés au service des communes et de l'Etat, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N° 337 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas relative au versement du forfait d'éducation, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative
- Question N° 338 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative au logement social dans le lotissement Belval-Nord, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
- Question N° 339 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Claude Meisch au sujet du projet de renaturation «Koedinger Brill», adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement
- Question N° 340 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Camille Gira au sujet du respect des obligations du protocole de Kyoto, adressée au Premier Ministre
- Question N° 341 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à la transposition de l'accord salarial du 21 mars 2002, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative
- Question N° 342 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant l'avenir du théâtre romain à Dalheim, adressée à la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Question N° 343 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany concernant l'état des discussions européennes sur l'indemnisation du chômage frontalier, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N° 344 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative à la protection des personnes à l'égard des données à caractère personnel en rapport avec les systèmes de surveillance automatiques, adressée au Ministre délégué aux Communications
- Question N° 345 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gast Gibéryen concernant la façon de publication de notre constitution, adressée au Premier Ministre

3. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg  
4. Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées internationales  
5. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la protection des actionnaires minoritaires en relation avec le développement de la place financière

(Discussion générale)

6. 4922 - Projet de loi relative à la publicité foncière et portant modification
- de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques;
  - de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

- de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments

(*Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)

7. 5121 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
- à la 13<sup>e</sup> reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
  - à la 3<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement mondial
  - à la 6<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

(*Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)

8. 4863A - Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

(*Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Second vote constitutionnel*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Luc Frieden et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

**(Début de la séance publique à 15.02 heures)**

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

### 1. Communications

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) En date du 14 octobre 2003 des représentants de l'OGBL ont remis la pétition N° 256 pour l'amélioration et la modernisation des droits syndicaux.

3) Le même jour, la Fédération des associations de parents d'élèves (FAPEL) a déposé la pétition N° 257 contre le vote du projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques, contre le dépôt du document d'orientation sur l'école et contre le dépôt du document d'orientation sur la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire dans leurs formes actuelles.

4) L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) s'est réunie au Parlement italien à Rome du 9 au 11 octobre 2003. La séance était consacrée à une conférence sur la liberté religieuse et à un Forum sur la Méditerranée.

La Chambre des Députés était représentée à cette session par M. Jean Spautz, président de la Chambre des Députés, président de la délégation, et M. Alexandre Krieps, membre de la délégation. En sa qualité de chef de délégation, M. Jean Spautz a également participé à une réunion de la Commission permanente de l'AP-OSCE.

La Conférence sur la liberté religieuse, à laquelle ont participé plus de 160 parlementaires de 49 Etats-membres de l'OSCE, a comporté une série d'exposés et de discussions concernant les aspects juridiques et politiques de la

croyances religieuses ne sauraient justifier le recours à la violence sous quelque forme que ce soit.

Les représentants de pays invités en qualité d'observateurs (Algérie, Jordanie, Tunisie) se sont efforcés à présenter les aspects pacifiques et tolérants de l'islam tout en s'insurgeant contre toute association généralisée entre l'islam et le terrorisme.

Avant de conclure leurs travaux sur ce sujet, les parlementaires ont eu le très grand honneur d'être reçus en audience au Vatican par sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, qui dans son allocution a qualifié la liberté religieuse de droit humain universel tout en saluant l'importance des travaux de l'AP-OSCE sur ce sujet.

Le premier forum de l'AP-OSCE sur les affaires méditerranéennes a traité la question de savoir comment peut être développée la dimension méditerranéenne de l'OSCE à la fois dans le domaine de l'économie des Etats concernés ainsi que dans le domaine du respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme. Dans le contexte actuel d'une crise au Proche-Orient en voie de dégénérer gravement, les parlementaires ont examiné la possibilité de mettre à profit la très large expérience de l'OSCE en tant qu'enceinte de dialogue permanent pour aider à surmonter cette phase aiguë du conflit.

En dehors d'une série de points administratifs, la Commission permanente a principalement étudié la question de savoir de quelle façon l'assemblée parlementaire peut obtenir un droit de regard sur la politique budgétaire gouvernementale concernant l'OSCE. L'AP-OSCE a exprimé son souci face à une éventuelle restriction des crédits budgétaires, alors qu'elle considère qu'une telle politique est totalement contre-indiquée dans un monde dans lequel les conflits et les dangers pour la sécurité ne cessent d'augmenter. Il importe dès lors à préserver les moyens financiers indispensables aux nombreuses activités de l'OSCE.

A noter finalement que la prochaine session d'hiver de l'AP-OSCE aura lieu à Vienne les 19 et 20 février 2004.

### 2. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten hu mer eng Froestunn un d'Regierung. Et sinn am Ganze 14 Froen. Dat sinn der vill an ech wéilt dofir direkt drop opmerksam maachen, datt eist Reglement strikt agehale gëtt. Den Deputéieren, deen d'Fro stellt, huet zwou Minutte fir se virzedroen an de Minister véier Minutte fir drop ze äntworten. Wann eng Stonn erém ass, hale mer op a fuere mat dem nächste Punkt um Ordre du jour virun. Ech appelléieren un Är Disziplin fir lech dorunner ze halen.

Mir hunn als éischt d'Fro 332 vun der Madame Renée Wagener iwert d'Gläichstellungsdelegéierten an de Betriben. D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

- Question 332 du 21 octobre 2003 de Madame la Députée Renée Wagener relative à l'évaluation du travail des délégués à l'égalité dans les entreprises, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

Mme Renée Wagener (DÉI/GRENG).- Merci, Här President. Ech hu laang iwwerluecht, ob ech meng Fro sollt un den Aarbechtsminister oder un d'Fraeminister stellen. Ech hunn awer dunn décidéiert se un den Här Minister Biltgen ze riichten.

Et geet ém d'Chancégläichheetsdelegéierten an de Betriben an ech duecht, datt déi Zäit wou mer elo dra sinn, déi vun der Préparatioun

vun de Sozialwahlen, vläicht e gude Moment wär fir e Bilan ze zéien. Et ass jo esou, datt mer 1998 dat Gesetz gestëmmt hunn, wou iwwerhaapt dee Poste vum Délégué à l'égalité dans les entreprises geschafe ginn ass. Entre-temps si fennet Joer an d'Land gaangen an et géif mech interesséieren, ob et do schonn en offizielle Bilan gëtt, ob do schonn Auswäertunge gemaach gi sinn.

Ech denken zum Beispill un d'Fro, wéi vill Fraen a wéi vill Männer dann eigentlech Delegéiert sinn? Ob Formations continues entre-temps ugebueden gi fir déi Leit, déi déi Funtkioun iwwerholl hunn?

Wéi och vläicht déi konkret Resultater an de Betriber sinn? Et ass jo esou, datt dat Gesetz e Plang virgesinn huet vu Mesuren, déi an de Betriber sollen émgesat gi fir d'Egalitéit ze promouvéieren, an ob et iwwert déi Pläng scho Resultater gëtt, ob se duerchgefouert gi sinn. A wa jo, wat se bruecht hunn?

An dann iwwerhaapt, ob d'Gesetz u sech sech an der Praxis bewährt huet op deem heite Punkt oder ob ee muss driwwer nodenken evenuell Reformé virzehuele fir d'Funktioun vun de Delegéierten ze stäerken, well et huet een awer, wann een dat vu bausse kuckt, den Androck, datt déi Delegéierten nach net esou richtig Fouss gefasst hätten. Den Här Minister ka mer vläicht dorobber Versécherunge ginn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** D'Madame Ministerin Marie-Josée Jacobs beäntwert dës Froen an hirer Eegeschäft als Fraeministesch.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.**- Här President, et ass effektiv eng Compétence partagée téscht dem Ministre du Travail an dem Ministre de la Promotion féminine. Mir sinn eis eens ginn, datt d'Madame Jacobs, vu datt si de Projet abruecht huet, quitte datt d'Delegatiounen dem Aarbechtsminister énnerstinn, an eisem gemeinsamen Numm äntwert.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll der Madame Wagener op hir Fro äntworten, datt et am Ganzen 1.466 Délégués à l'égalité sinn. 51% Frae sinn Déléguée à l'égalité, wou awer némnen an de Betriber 33% Arbeitnehmerinne sinn, wat beweist, datt do en fait méi Fraen an där ganzer Répartitioun si wéi Männer.

Ech wéll drun erënneren, datt duerch de Vote vun dem Statut iwwert d'Fonctionnaires am Juni vun désem Joer, den Délégué à l'égalité an der Fonction publique agefouert gouf, wouriwwer ech mech selbstverständliche net wäert ausloossen, well ech dorriwwer nach näischt weess.

D'Formatiouenen, déi Dir ugeschwat hutt, lafe besonesch iwwert d'Ecole supérieure du Travail, wou jährlech zwou bis dräi Formatioune gemaach ginn, an zwar iwwert d'Législation, dann iwwert d'Misziounen an d'Attributionen vun den Délégués à l'égalité, weider iwwert de Plan national de l'emploi, an och iwwert d'europäescht Recht an der Matière vun der Egalité de traitemment. Enn 2001 waren zwou esou Formatiounen, eng op lëtzebuergesch an eng op franséisch. Do hunn 91 Delegéierte matgemaach. 2002 waren et der 69 an 2003 43.

D'Gewerkschaften LCGB an OGB-L hu Formatiounen à l'égalité gemaach mat all hire Memberen, déi dat wollten, am Kader vun dem Projet «Partageons l'égalité», wou fir besonesch Formatiounen d'Hélfel vum Fraeministère an Usproch geholl gouf.

Mir hunn nach net e Bilan fäerdege vun deenen Aktivitéiten, well d'Formatiouen eréischte an désem Joer ausleeft. Et gëtt selbstverständliche

eng Partie vun Nofroen. Zum Bei-spill, datt se gären zousätzlech Formatiounen hätten, datt se och gäre méi Zäit hätte fir sech am Betrib ém d'Leit ze këmmeren. Dat wat äusserst positiv ass, dat sinn d'Actions positives selwer, déi jo mat den Délégués à l'égalité gemaach ginn, a wou mer och erausfouert hunn datt déi, déi wierklich vun Ufank un, wou eng Aktioun geplangt war, dran impliziert waren, och bis zu hirem Enn bliwwen sinn.

Eppes aneschters wat och wichteg ass war, datt ee gesinn huet, datt an deene Betriber wou Actions positives gemaach gi sinn, och d'Kultur vun der Entreprise selwer changéiert huet an do den Délégué à l'égalité am meeschten eigentlech respektéiert ginn ass.

Ech denken awer, datt ee muss kucken am Kader vun deene ganzen Delegatiounen, wéi wáit een zousätzlech Aktivitéité mécht oder zousätzlech Informatiounen de Leit zoukomme léissten.

Dir wésst, datt mer am Plan pour l'emploi dra stoen hunn, datt an all Kollektivvertrag muss e Plang gemaach ginn iwwert d'Egalitéit té-schent Männer a Fraen. Et ass eng Obligation fir déi Verhandlungen ze feieren. Et ass awer keng Obligation vu Resultat derbäi. Dofir hu mer gemengt, et wár och wichteg als Fraeministère e Katalog auszeschaffen, dee mer de Patronen an de Gewerkschafte géife matginn, fir datt se besser vläicht wéisssten iwwer wat se kéinte verhandelen a méi konkret Proposi-tiounen maachen, wat sécher géife héllefe fir och do zu Resultater ze kommen.

Merci, Här President.

**M. le Président.-** Mir kommen un d'Fro 333 vum Här Gusty Graas un den Här Innenminister iwwert d'Waassertariffer. D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

**Question N° 333 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet d'une harmonisation du tarif de l'eau, adressée au Ministre de l'Intérieur**

**M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Innenminister huet an enger Pressekonferenz de leschte Freideg ugekënnegt, datt hei zu Lëtzebuerg soll bis d'Joer 2010 en eenheetleche Waasserpräis agefouert ginn. Ech hunn an deem Kontext hei véier Froen ze stellen:

- Wat ass u sech d'Argumentatioun fir op dee Wee ze goen, dat heescht fir en eenheetleche Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg anze-féieren?

- Ass am Virfeld iwwert déi Inten-tion mat de Gemenge Réck-sprooch geholl ginn?

- Besteet net dann awer vläicht d'Gefor, datt virun allem déi Ge-mengen, déi keng Efforté maachen, fir hiert Ofwaasser ze sanéieren, u sech doduerch géinge profiéieren?

- Ech wollt nach eng Kéier op de Punkt vum gestaffelte Waasserpräis zréckkommen, ob een an därganzer Diskussioun net awer och sollt dat nach eng Kéier uschneiden?

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** Den Här Innenminister Michel Wolter huet d'Wuert.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, op déi véier Froe vum Här Gusty Graas, wéilt ech soen, datt ee muss oppassen an der Diskussioun d'Differenz ze maachen téscht dem Prix vérité, dat heescht dem Kosten-deckungsprinzip, an dem eenheetleche Waasserpräis. Dat sinn zwou Notiounen am selwechte Kontext, mä déi awer net datselwecht be-deiten.

De Kostendeckungsprinzip, dat heescht de Prix vérité, musse mer

hei zu Lëtzebuerg bis zum Joer 2010 op Grond vun enger Direktiv 2006/CE aféieren, andeem mer al-legueren d'Factureuren, déi zur Détermatioun vum Waasserpräis zielen, opzielen an och facturéieren. Dozou gehéieren eng ganz Rei vu Punkten, déi haut nach net am Waasserpräis mat aberechent ginn, wéi notamt déi 90% Subsidie, déi de Stat haut bei de Kläranlage bezilt.

Zweetens wéll ech soen, datt déi Diskussioun elo ufánkt, wat de Kostendeckungsprinzip ubelangt. Esou war notamment vun der ALUSEAU am Juni vun désem Joer eng Table ronde énner Expären, wou och d'Gemengevertrieber, déi an deeneen einzelne Syndikater sinn, vertrude waren. Si waren derbäi fir ze kucke fir e Modell ze fanne fir Lëtzebuerg, fir dee Prix vérité erausfannen.

Ech verheemlechen net, datt op dár Table ronde gesot ginn ass, datt wann een dat haut géif applizéieren, mer bei engem Präis iwwert d'Land gerechent vu ronn dräi Euro géife leien, wouvu plus ou moins een Euro op d'Waasser a plus ou moins zwee Euro op d'Ofwaasser géife falen. Dat heescht, datt déi Gemengevertrieber, déi an de regionale Syndikater sinn, déi am SEBES an an de regionale Waassersyndikater sinn, och haut scho parfaitement au courant si vun dár Diskussioun, déi do stattfénnent.

Dréitens wéll ech soen, datt am Gesamtpräis och de Côté écologique wäert intégréiert gi bis zum Joer 2002, dat heescht, datt déi Gemengen, déi keng propper Ofwaasserpolitik hunn, déi keng propper Kläranlagepolitik hunn, e méi héije Côté écologique wäerte musse bezuele wéi déi Gemengen, déi dat hunn, wat dann iwwert d'Präisverlagerung eventuell kéint zu enger Pénalisation vun deene Gemenge féieren, déi nach net um Réseau ugeschloss sinn.

Op dár anerer Säit ass et awer den erklärete Welle vun der Regierung fir ze kucken, waméiglech bis zum Joer 2010, deen ambitiéise Kläranlageprogramm, dee schonn an der viregter Regierung ugefaangen huet, a wat een Travail de très longue haleine ass, an deen och vun der nächster Regierung muss weidergefouert ginn, émzeseten, fir esou eist Land mat engem flächendeckende Kläranlageprogramm ze iwwerdecken.

Véiertens fäerte mer, datt am Kader vum Kostendeckungsprinzip den Tarif échelonné net kompatibel wär mat der Direktiv 2010. Dat musse mer an deeneen nächste Méint a Joren nach eng Kéier mateneen diskutéiere fir sécherzestellen, datt mer do net géint déi Direktiv verstoussen, esou datt ech keng definitiv Awert huet op déi Fro vum Här Gusty Graas ka ginn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** D'Fro 334 kéint vum Här Ben Fayot an ass un den Här Statsminister geriicht. D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

**Question N° 334 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot relative à la position du gouvernement sur un point évoqué lors du dernier Conseil européen des 16 et 17 octobre, à savoir la possibilité de créer des quotas pour l'immigration, adressée au Premier Ministre**

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Sécher ass meng Fro keng déi d'Lëtzebuerger Opinion publique bis elo vill beschäftigt huet. Meng Erfahrung weist mer, datt et interessant ass am Ufank vun enger Entwécklung an Europa op ee Problem hinzuweisen.

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, am Kontext vun der belscher programméierter Steieramnestie wollt ech dem Finanzminister dräi Froe stellen.

sen. Et geet Rieds vun der Fro vun der Immigratioun aus Dréttländer an d'Europäesch Unioun, e Problem dee vu Mount zu Mount méi akut gëtt.

Esouwuel am Conseil Justice-Affaires intérieures vum 12. September, wéi am Conseil européen vum 16. a 17. Oktober 2003, ass d'Fro vun de Quoté fir d'Immigratioun erém op den Dësch komm. Dést geschitt zwar mat enger extremer Virsicht, muss ee soen, well et ass jo gewosst, datt et Länner gétt, déi dergéint sinn an anderer déi natierlech och derf sinn, mä et ass schonn interessant an de Konklusiounen vum Conseil ze notéieren, datt d'Kommissioun eng Etud iwwert déi legal an illegal Immigratioun mécht. De Conseil Justice-Affaires intérieures huet d'Kommissioun mat dár Etud beop-traagt. Am Kader dovunner soll dann énnersicht ginn, ob a wéi ee Quotesystem fir Leit aus Dréttländer, déi legal an d'Europäesch Unioun awandere wellen, ka geschafe ginn. Sécher ass eng Etud nach keng politesch Décisioun fir oder géint e Quotesystem, mä datt de Conseil an d'Kommissioun sech domat beschäftegen, léisst drop schléissen, datt Bewegung an deen Dossier kënnt. Dobäi gétt et natierlech dräi Problemer:

Engersäits d'Zuel vun de Leit, déi legal an d'Europäesch Unioun awandere kënnten an aus wat fir Länner, an dann natierlech an-nersäits d'Lëscht vun den Dréttländer, déi vun esou engem Quotesystem betraff ginn. Ech wéll nach derbäfügen, datt den Här Vitorino, de Kommissär, énnersträcht, datt esou e Quotesystem interessant kënnt si Accords de réadmission vun deene betreffenden Dréttländer ze kréien.

Dofir wollt ech d'Regierung froen, Här President, wéi eng Positioun Lëtzebuerg an dár Diskussioun ageholl huet, a wéi prinzipiell och d'Lëtzebuerger Position wär vis-à-vis vun enger legaler Immigratioun mat Quoten an der Europäesch Unioun?

**M. le Président.-** D'Wuert huet den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, den Här Fayot huet zu Recht drop opmierksam gemaach, datt d'Fro vun den Awanderungsquoten ulässlech vum recente Conseil européen zu Brüssel eng Roll gespillt huet.

Et war proposéiert, datt d'Kommissioun sollt eng Etud maachen, notamt och iwwert d'Aféierung vun engem Quotesystem. Däitschland, Frankräich, Lëtzebuerg, Schweden, Holland, d'Belsch ware géint déi Léisung. D'Lëtzebuerger Regierung war émmer géint eng Quoteregelung. Ergo ass dee Passage aus dem Text vun der Konklusiounen, op déi den Här Fayot sech bezitt, aus der leschter Version vun der Konklusiounen erausgeholl ginn, well siwen oder aacht Regierungen net domadder aver-stane waren.

**M. le Président.-** Mir kommen zur Fro 335 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert déi belsche Steieramnestie. D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

**Question N° 335 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar sur le projet du gouvernement belge concernant l'amnistie fiscale et ses implications sur la place financière luxembourgeoise, adressée au Ministre des Finances**

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, am Kontext vun der belscher programméierter Steieramnestie wollt ech dem Finanzminister dräi Froe stellen.

Eischtens, ass déi lescht Versioun vun deem Projet der Lëtzebuerger

Regierung bekannt a wat ass hir Positioun dozou?

Zweetens, gedenkt d'Regierung eventuell hei och nach Diskussiounen ze féiere mat hire belschen Homologen, respektiv le cas échéant bei der Europäescher Kommissioun ze intervenéieren?

Dréitens, wat können eventuell d'Repercussionen vun déser Steieramnestie op eis Bankeplaz sinn?

Merci.

**M. le Président.-** Den Här Premier- a Finanzminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.**- Här President, déi belsche Regierung huet en definitive Gesetzesprojet an der Chambre des Repré-sentants abruecht iwwert déi sou genannten Amnistie fiscale.

Et ass net üblech, datt eng Regierung Projet-de-loi vun enger anerer Regierung kommentéiert, mä déi nei Direktioun, déi de Projet de loi geholl huet, ass eng, déi d'Lëtzebuerger Regierung ka mat maner Retizenz begleede wéi déi Versioun vum Projet de loi, déi vir-drin do louchen.

D'Lëtzebuerger Regierung schwätzt net mat der belschen Regierung doriwwer. D'Lëtzebuerger Associationen vun de Banken a Banquieren ass grouss an al genuch hire Bifdeck ze verteidegen. Mir hunn der belschen Regierung gesot, wat mer doriwwer denken andeem mer hir gesot hunn, si géif jo verstoen, datt mer net extra mat hir doriwwer wéllte schwätzen. Merci.

**M. le Président.-** Léif Kolleginnen a Kollegen, zwou Froe sinn nach do, déi sech un den Här Statsminister riichten. Wéinst dringende Verfluchtunge muss den Här Statsminister éischter fortgoen. Wann der d'accord sidd, géife mer déi zwou Froen, déi sech un hie riichten, direkt traitéieren, an deem zur Folleg géif ech den Här Camille Gira biede seng Fro ze stellen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

**Question N° 340 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Camille Gira au sujet du respect des obligations du protocole de Kyoto, adressée au Premier Ministre**

**M. Camille Gira (DÉGRÉNG).**- Merci, Här President, ech hui mat Interesse dem Här Wirtschaftsminister Grethen seng Ried zur Ouverture vun der Hierschtfoire gelies. Ech hunn nach mat vill méi Interesse seng Aussen zum Kyoto-Protokoll an der Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung derzou gelies.

Ech sinn net esou richtig eens ginn, ob den Här Grethen do seng perséinlech Meenung geäussert huet, oder ob en am Numm vun der Regierung geschwät huet, an dofir wollt ech huet eng Fro dozou stellen. Ech hunn och bewosst dës Fro un de Statsminister Juncker geriicht, well ech et eigentlech genuch hunn, datt wann ech den Här Grethen iwwer Kyoto froen, da kréien ech eng Aussö X, a wann ech den Här Berger oder den Här Goerens froen, da kréien ech eng Aussö Y. Dofir wäre mir als Gréng vrou, wa mir ee fir allemol wéisssten, wou mer mat Kyoto dru wieren.

Den Här Grethen huet fir d'xté Kéier seng Meenung dozou gesot. En huet eis virgerechent, wat eng Tonn CO<sub>2</sub>-Aspuerung kascht, wa mer se op Grond vun alternativen Energié wéllen aspueren. Hien huet eis och virgerechent, wat et eis géing kaschten, wa mer eis duerch Certificats

Tëschent den Zeilen zumindest hat een dat Gefill, wéi wann den Här Grethen insgesamt eist Engagement zu Kyoto géing a Fro stellen, wann e seet, ob dat net ze ambitionéis wär. Ech wéll a Klammere just drun erënneren, datt et eigentlech e Stabilitéitszil war, well 1998 hate mer minus 32% vis-à-vis vun 1990. Mir hätten eigentlech némme brauchen de Verbrauch um Niveau vun 1998 ze halen, fir eis Engagemerter ze respektéieren.

Dofir ee fir allemol d'Fro un de Statsminister: Steet d'Regierung nach zum Engagement, wat déi vi-regt Regierung zu Kyoto geholl huet, a wéllt dës Regierung an hierer Strategie un alleréischter Stell dofir suergen, datt mir als Lëtzebuerg, och wa mer quantitativ zwar némme vläicht wéineg Milliouen Tonnen CO<sub>2</sub> an d'Luucht blosen, awer pro Kapp zu de Spätzereider an der Welt gehéieren, eis Hausaufgaben maachen, wouzou mer eng moralesch Verflchtung hunn?

Duerfir, wélle mer eis Hausaufgaben heiheem maachen, an hale mer eis d'Fräizkafen um internationale Maart wierklech just als allerleschte Moyen, fir esou dann awer vläicht eis Engagementer ze halen, oder si mer ewell amgaangen driwwer ze diskutéiere fir eis insgesamt mam Scheckheft an eventuell mat de Sue vun de franséischen, belschen, däitschen an hollännesche Camionneuren a Grenzgänger um internationale Maart fräizkafen? Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här Gira, op déi éischt Fro ass d'Äntwert jo, op déi lescht neen.

#### (Hilarité)

**M. le Président.**- Mir hunn dann nach eng Fro vum Här Gast Gibéryen un den Här Premierminister iwwert d'Publikatioun vun eiser Verfassung.

- Question N° 345 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gast Gibéryen concernant la façon de publication de notre Constitution, adressée au Premier Ministre

**M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Vläicht kréien ech och esou eng kloer a prezis Äntwert, besser kann et net sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der leschter Sitzung am Mount Juli um europäesche Konvent zu Bréissel huet de Kolleg Ben Fayot un de President Valéry Giscard d'Estaing eng Fro gestallt an zwar ob et méiglech wier fir déi zwee éischt Chapitres vun der europäescher Konstitutioun a lëtzebuergescher Sprooch ze verfaassen. De President vum Konvent huet gesot, wann dat machbar wier, hätt hie kee Problem fir d'europäesch Konstitutioun a lëtzebuergescher Sprooch ze verfaassen.

De President vum Konvent huet gesot, wann dat machbar wier, hätt hie kee Problem fir d'europäesch Konstitutioun a lëtzebuergescher Sprooch ze verfaassen. Dat huet mech dozou gefouert fir dann un de Statsminister d'Fro ze stellen, ob et dann net och gutt wier, wann d'Lëtzebuerger Regierung géif envisagéieren, d'Lëtzebuerger Konstitutioun op Lëtzebuergescher Sprooch ze verfaassen, quite dass fir juristesches Interpretatiounen de franséischen Text weider géif zielen. Merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, ech hunn och Kenntnis geholl vun dem Här Fayot senger Interventioun am Konvent, wou hien de President Giscard d'Estaing gebieden huet déi zwee éischt Chapitren, wat op Lëtzebuergesch Kapitelen heesch, vun der europäescher Verfassung op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen a gefrot huet ob dat machbar wier -

op Lëtzebuergesch heesch dat, ob dat ze maachen ass. Ech men-gen dass den Här President Giscard d'Estaing dorop géantwert huet, hie géif dat kucken.

Dem Här Gibéryen seng Fro betréfft awer déi lëtzebuergesch Verfassung. Déi ass nach ni a lëtzebuergescher Sprooch veröffentlich ginn. D'Regierung ass awer net dergéint, falls dat de Wonsch vun désem Haus ass, fir d'lëtzebuergesch Verfassung op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen. Obschon ech dat fir eng Aufgab halen, déi relativ schwéier ze maachen ass. Mä princiell gétt et keng Schwierigkeit fir dat, wéi den Här Gibéryen gesot huet, ze envisagéieren.

**M. le Président.**- Mir kommen dann zur Fro 336 vum Här Jacques-Yves Henckes un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Sozialwahle bei de Gemengen- a Stats-employéen. D'Wuert huet den Här Henckes.

- Question N° 336 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant le droit de vote actif et passif aux élections sociales des employés au service des communes et de l'Etat, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Gesetz vum 18. Mee 1979 iwwert d'Personaldelegatiounen ass festgehale ginn, dass d'Employé-privéen, d'Privatbeamten déi fir de Secteur public schaffen, net däerfen un den Delegationswahlen deelhueulen, weder mat aktivem noch passivem Wahlrecht. Dee Problem sollt an engem spéidere Gesetz, an deem och iwwert d'Delegatiounen beim Stat géing diskutéiert ginn, gelést ginn. Dat ass awer ni geschitt. D'Resultat ass, dass am Ablack wou elo d'Sozialwahle sollen den 12. November stattfannen, eng ronn 3.000 Employé-privéen bei Stat a Gemeng weder aktiv nach passiv d'Wahlrecht hu fir d'Delegatiounen ze wielen. Ech hat eng Proposition de loi an deem Senn Enn 2001 déposéiert, an d'Regierung hat mer dorobberhi géantwert, dass se wéilt eng Reform vun deem Gesetz virhuelen, nodeems se eng Consultatioun vun de Gewerkschafte ge-maach hätt, a si géing deen Ablack am Oktober oder November kénnen der Chamber eng Äntwert ginn. Dofir wollt ech froen, wat elo d'Resultater vun deene Consultatiounen sinn.

Dat Zweet ass wéi d'Regierung gedenk de Problem ze léisen, well ech mengen et kann net esou sinn, dass e puer dausend Leit hei déi Rechter virenhale kréien, déi soss all Salarié hei am Land huet.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass eng Fro op déi ech schonn interaktiv hei géantwert henn an déser Assemblée. Et ass effektiv esou, dass d'79er Gesetz némme Delegatiounen virgesait do wou den Employeur de Statut public huet, wann et Aarbechter sinn. Wann et Privatbeamte sinn, gesait d'Gesetz dat net vir. Wat natierlech mat sech bréngt, dass et verschidde Plaze gétt wou ee keng Representatioun huet. Et ginn natierlech och Plazen, wou e gentlech d'Beamtendelegatiounen sech och matbekümmeren ém d'Privatbeamten am Déngscht vun de Gemengen. An et ass och eppes wat haapsächlech oder praktesch exklusiv d'Gemenge be-tréfft.

Mir henn - wéi ech dat schonn e puermol hei gesot henn, mir hate jo e puer Debatten driwwer - do Consultatiounen gefouert, mir henn

en Text, en Avant-projet de loi ausgeschafft iwwert d'Reform, sou-wuel vun dem 79er Delegéiertege-setz wéi och dem 74er Comité-mixte-Gesetz. Soubal d'Sozialwahle eriwwer sinn - well ech hu wierklech keng Loscht mech hei dauernd an déi Sozialwahle müssen anzméshen an ech menge mir sollen d'Sozialwahle Sozialwahle si loessen an duerno solle mer un d'Sujete goen -, wäerte mer en Avant-projet de loi u sämtlech Sozialpartner schécken. En Avant-projet de loi, ech soen lech och woufir, en Avant-projet de loi, well et esou vill kontrovers Diskussiounne gétt, dass ech mengen dass et och schlecht ass wann elo direkt d'Regierung géif soen, et ass dat oder dat. Et muss ee sech heiansdo Zäit huelen an dat ausdiskutéieren. Dat heesch d'Sozialpartner an och d'Chamber kréie selbst-verständlech deen Text, an da kénne mer nach eng Kéier driwwer diskutéieren. Also dat ass e relativ substanziellen Text dee mer do mat lech wéllen diskutéieren.

Et ginn zum Problem selwer zwou Méiglechkeiten. Déi eng ass déi déi mir eigentlech prekoniséieren am Aarbechtsministère, dass een en Énnerscheid mécht nom Statut de Droit du travail, dass ee seet, du hues e Contrat de droit privé an da fäls de och énnert 79er Delegéiertege-setz. A wann s de e Statut de droit public hues, fäls de mutatis mutandis énnert d'Statsbeamtege-setz. Do gi keng Delegatiounen gewielt. Do géilt den Artikel 36, wou A.s.b.l.en agreeéiert ginn. Dat sinn déi zwou Solutionen. Ech géif och gäre soen dass een déi zwou Solutione soll matdiskutéieren.

Mir schloen an deem Avant-projet vir, mä dat engagéiert net d'Regierung, dat engagéiert némme den Aarbechtsminister, dass do wou een e privatrechtele Statut huet een énnert d'79er oder dat neit Delegatiounswahlegesetz fält. Ech sinn awer absolut op fir ze soe mir kucken net de Statut, mir kucke la personne de l'employeur, a wann d'Personne de l'employeur eng öf-fentlech Persoun ass, da fuere mer nom Statsbeamtestatut. Dat ass einfach eng Diskussioun déi mer mussé féieren. Mir schloen dat vir, mengen ech, wéi Dir et och gesitt, an déi Diskussioun solle mer roueg féieren.

Ech soen lech och dass wuel dat Gesetz, dat neit Gesetz, net a Kraft ass elo wou déi nei Delegatiounen a Kraft trieden, mä Dir wéss ganz genee, dass och téschent den zwou Sozialwahlen, also deene vun 2003 a vun 2008, regelméisseg Delegatiounswahle kommen. Dat heesch wann d'Gesetz géif eppes Neies décidéieren am Joer 2004 zum Beispill, da wieren am Joer 2004 do Delegatiounswahlen, sou dass mer och keng Zäit do verluer hätten. Émsou méi wou Der richteg sot, dass dee Problem scho 25 Joer al ass.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro 338 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Wunnengsbauminister iwwert d'Sozialwunnengen am Lotissement Belval-Nord. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question N° 337 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas relative au versement du forfait d'éducation, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative

**M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Gesetz vum 28 Juni 2002 ass jo de Forfait d'éducation agefouert ginn. Am allgemeine Regime si jo Ufanks Mäerz u sech déi éischt Beträgt ausbezüelt ginn. Mengen Informatiounen no soll den Eisebunns- an de Gemengesec-teur och elo am November no-

zéien, an dowéinst wollt ech da vum Här Statssekretär wessen, wéini dass d'Leit aus der Fonction publique kennen dann och mam Ausbezuelen vum Forfait d'éduca-tion rechnen. Merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Jos Schaack.

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz, effektiv vum 28. Juni 2002, huet mat Effet op den 1. Juli 2002 de Forfait d'éducation agefouert. E Gesetz wat sech och op d'Régimes spé-ciaux applizéiert. D'Gesetz vum 28. Juni 2002 huet awer och gläichzäiteg de Forfait d'éducation als Revenu bezeichnet, e Revenu, deen een zesumme mat enger Pension de survie muss gesi fir d'Kumulbestëmmunge kennen ze applizéieren.

Dès Definitioun an d'Konsequenzen, déi sech doraus erginn, sinn duerch d'Gesetz vum 19. Mee 2003 op déi sou genannte Régimes de pensions spéciaux transitoires iwwerdroe ginn. Ausserdem huet och dat Gesetz vum 19. Mee 2003 eng Partie Verbesserunge mat sech bruecht, déi sech aus deem sou genannte Rentendésch erginn. D'Konsequenz heivunner ass, dass d'Allocation vum Forfait d'éducation bei all deenen, déi eng Pensioun vum Stat kréien, némme gläichzäiteg mat enger neier Fixatioun vun hirer Pensioun ka ge-maach ginn. Dir gesitt, dat ass eng relativ grouss Aarbecht déi do nach virun eis läit.

Mä ech kann lech awer soen, dass gläich no dem Vote vum Gesetz eist Departement vun de Pensiounen mat de Vérificatione vu 6.945 Pensiounsdossieren ugefaangen huet. Vun deene 6.945 Dossiere sinn 1.674 Witwerenten a 481 Alters- oder Invalidepensiounen, also insgesamt 2.155 Pensiounen wou de Forfait d'éducation kénnt spille.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dovunner aus, dass meng Servicer déi Dossieren an hirer grousser Majoritéit bis Enn des Joers ofgeschloss henn an d'Leit de Forfait d'éducation reck-wierkend op den 1. Juli 2002 aus-bezuelt kréien. Gläichzäiteg wollt ech lech awer och informéieren, dass haut e Bréif un all déi interes-séiert Leit erausgeet wou se mat-gedeeelt kréien, dass se, wéi gesot, bis spéitstens Enn des Joers och an de Genoss vum Forfait d'éducation kommen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro 338 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Wunnengsbauminister iwwert d'Sozialwunnengen am Lotissement Belval-Nord. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question N° 338 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative au logement social dans le lotissement Belval-Nord, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun aacht Deeg huet d'Entwicklungsgesellschافت AGORA, déi d'ARBED-Frichen am Süde soll valoriséieren, den éischten Deel vum Wunnengsbauprojekt Belval-Nord lanciéert. Zur Erënnerung, d'AGORA ass eng S.A., déi zu 50% vun der ARBED gebilt gétt an zu 50% vum Stat. Annerhalfe Dose privat Promoteuren henn d'Rahmebedingunge vum Bauprojet, deen op 15 Hektar ent-stoe soll, virgestallt kritt. Opgefall ass d'Ofwiesenheet vum Fonds du logement. En aneren öffentleche Promoteur war zwar present, mä en huet awer an der Tëschenzäit wésse gelooss, dass d'Konditiounen, déi virgestallt goufen, net akzeptata-

bel wären an esou wären, dass et extrem schwéier wär fir e soziale Wunnengsbau do ze realiséieren. Et ass e Präis vun enger Milliouen den Ar Bauterrain als Minimalpräis genannt ginn.

Mir haten eis erwaart, dass dee grousse Projet kéint präisdreckend wierken, well mir kenne jo zur Genüge d'Problemer vun de Bau-landpräisser an an eisen Ae kann et net sinn, dass bei désem Projet kee Logement social soll gemaach ginn. Dat émsou méi well de Stat zu 50% bedelegt ass un der AGORA. An dofir d'Froen un de Wunnengsbauminister: Wéi wéllt de Stat garantéieren, dass bei désem Projet dem soziale Volet Rechnung gedroe gétt? Firwat ass bis elo de Fonds du logement net derbäi? Wat sinn d'Propositioone vun der Regierung op désem Ge-bitt? A sinn d'staatlech Vertriebler an der AGORA an deem Senn ge-brieft, dass hei soll soziale Wunnengsbau entstoen? Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Wunnengsbauminister Fernand Boden.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mars Di Bartolomeo huet op d'Problematik vu Belval-Nord hi-gewise wou jo virun allem soll Wunnengsbau gemaach ginn. Ech wéll just nach eng Kéier drun erënne-ren, dass Belval-West en Areal ass vun 120 Hektar. Do soll jo en neie Staddeel geschafe ginn mat ganz villfäliger Nutzungsméischung, a Belval-Nord ass en Deel dovunner. Zéng Hektar sinn et an do soll praktesch renge Wunnengsbau ausgewise ginn, esouger éischt e Wunnengsbau, dee méi eng kleng Dicht huet, wou also virun allem sollen Eefamilljereihaiser do-hikommen, Appartementshaiser mat zwee bis dräi Stäck.

Zu Belval-Nord ass virgesinn, dass do 500 bis 550 Wunnenge solle gebaut ginn op zéng Hektar, wéi gesot, an dee Workshop deen elo lanciéert ginn ass vun der AGORA war fir eng éischt Phas vun désem Projet. Do sollen op 4,5 Hektar an enger éischtter Phas ronn 200 bis 250 Wunnenge gebaut ginn. An dee Workshop huet sech adres-séiert un interesséiert Investoren an Architekten, déi Projete virleeë sollen. Da gétt e Gremium agesat wou Expären dra sinn, énner an-rem och e Vertriebler vum Logementsministère. Dee soll dann énner-sische wat fir eng Projete sech am beschten eegne fir do kénne realiséiert ze ginn, an da kréien déi eventuell dann och déi Terrainen zougestanen.

Do gétt awer net nom Präis eleng gekuckt. Et gétt zwar gekuckt wat de Präis ass, deen ee fir en Terrain wéllt ginn. Et gétt awer och gekuckt wat ass d'architektonesch Qualitéit vun deem Projet, wat fir eng ekolog-esch Moosname ginn eventuell do geholl. De Promoteur muss och eng Bauverflichtung agoe mat enger fester Frist wéini dass hien ufánkt op deen Terrain do ze bauen.

Woufir war de Fonds du logement énner anerem net do? Dat ass well och an deem Cahier des charges oder an deem Bréif, deen ausge-deelt ginn ass, deen Der jo och dann hutt, geschriwie ginn ass, déi fir Baugruppe virgesi Baufelder, Bauarealen, ginn net an désem Bieterverfahren verginn, mä déi bleiwen aus dem Bieterverfahren eraus, déi ginn op eng aner Manéier verginn. Hei an der Chamber si Gesetzer gestëmmt gi wou gesot ginn ass, d'AGORA S.A. misst wéi e Privaträger, e Promoteur, schaf-fen. Hie muss kucken, dass en déi Käschten, déi e fir déi ganz Infra-strukturen ze stellen huet, och érem eng Kéier iergendwéi erakritt.

Dat ass wat Dir als Gesetzgeber gefrot huet, an do ass d'AGORA hi-gaangen a si huet elo eng Evaluatioun gemaach: Wat kaschten all

déi Infrastrukturen déi mussen op deem ganzen Areal gemaach ginn? Dat gétt da pro Quadratmeter oder Ar émgeluecht an da kommt Der op dee Práis deen Der gesot hutt vun 250 Euro de Quadratmeter oder 25.000 Euro den Ar. Dat ass also de Práis wann een de Gesamtareal hét an de Gesamtkäschtepunkt deelt duerch déi Surface. Do kënnen elo natierlech Leit hikommen a vill méi bidde fir deen Areal.

#### (Interruptions)

Loosst mech och schwätzen. Do këinne Leit hikommen, déi këinne méi wéi dat bidden. Et ass ganz evident awer dass d'Regierung gesot huet, mir hätten och gären zu Belval-Nord subventioniéierte Wunnengsbau. Dohi soll also eng gesellschaftlich Mëschung kommen. Dat wat mer elo iwwerall prekoniséiere soll och hei geschéien. An et ass ganz evident, dass d'AGORA net kann ee Frang Benefiss maachen op deenen Terrainen déi si zur Verfügung stelle fir de subventioniéierte Wunnengsbau. Do muss een also kucken, ob déi Berechnungen déi si gemaach hunn, dat wat si ofleeën op déi Terrainen: Ass dat riktig, ass dat net riktig? Dat muss also genee examinéiert ginn.

Ech muss éierlech soen, ech fanneen dee Práis vun 250 Euro pro Quadratmeter och net niddreg. Et muss een also dat nach eng Kéier examinéieren. Ech hat och bei engem Gespréich mat dem President a mat dem Direkter vun der AGORA hinnen dat ganz kloer als Message mat op de Wee ginn.

Ech muss zwar soen dass et e Projet ass, wou grousszügeg Anlage ronderém gemaach ginn, och e ganz schéine Park mat Attraktiounen. Do muss een also effektiv kucken, wat d'Liewensqualitéit, déi do ugebuebe gétt, ass. Vlächt erlaabt dat fir e bësse méi en héije Práis ze bezuele wéi dat op anere Plazen de Fall wär. Op jidde Fall sinn de Fonds du logement an d'SNHB Amateure, si wëllen do matmaachen. Et ass och de Welle vun der Regierung dass se kenne matmaachen. Et muss ee just kucken dass herno de Práis dee si musse froen och akzeptabel ass fir déi Leit déi doranner solle wunne kommen.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 339 vum Här Claude Meisch un de Statssekretär vum Environnement iwwert de Projet „Koedinger Brill“. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 339 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Claude Meisch au sujet du projet de renaturation «Koedinger Brill», adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement

M. Claude Meisch (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro ass gericht un de Statssekretär am Émweltministère Eugène Berger an dréint ém d'Renaturation vun der Wäisser Ernz. Wéi mer haut an der Zeitung konnte liesen, ass dat e Projet dee schéngt kontroversiéert ze ginn. Eng ONG huet gefrot fir dee Projet hei fir d'éischt en suspens ze halen ier eng Rei vun Impaktstudié gemaach gi wären, well, esou war ze liesen, e wär contraire an am Widdersproch zu de Kritäre vum Naturschutz. Meng Fro also dofir un de Statssekretär: Ass hei schonn eng definitiv Décisioun geholl ginn a fir wat gétt déi Baach do renaturéiert? Sinn Impaktstudié gemaach ginn?

Stëmmen déi Behauptungen, déi an désem Kontext opgestallt gi sinn, datt am Service de la Conservation de la Nature vun der Forstverwaltung némme Forstingenieure géinge schaffen?

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann direkt soen, datt an désem Dossier nach keng definitiv Décisioun geholl ass an dofir kann och näisch en suspens gesat ginn.

Ech wéll kuerz den Historik vun deem Dossier maachen. Et ass esou, datt 1998 d'Gemeng Fiels eng Etüd oder e Projet fir eng Etüd an Optag ginn huet fir Héichwaasserschutzmesuren. Do ass vun engem Bureau d'études der Gemeng Fiels proposéiert gi fir e Rückhaltebecken ze maachen, dee ronn 40.000 m³ Waasser kéint zréckha-

len. Wéi d'Forstverwaltung mat deem Projet konfrontéiert ginn ass, hu se gemengt, datt dat awer vlächt net déi beschte Solutioun wier a se huet proposéiert fir eventuell aner Solutiounen ze sichen, déi méi naturno wieren, eventuell kéint dat jo da gemaach gi mat enger Renaturalisation. Et ass esou, datt dee ganze Projet an enger Phas ass vun Etüden. Et gétt nach eng Rei Donnéeën ageholl.

Wat ass bis elo geschitt? Bis elo ass eng Etude de faisabilité hydraulique gemaach gi säitens der Forstverwaltung. Et ass nach keen Dossier d'exécution ausgeschafft ginn. Et kann also nach keng Décisioun geholl ginn, ob dee Projet gemaach gétt oder net.

Et soll och eng Etude agricole an Optag gi gi vun der Forstverwaltung, fir ze kucke wat fir eng Form vun Agriculture an Zukunft do nach méiglech wär.

Dann huet Ponts et Chaussées och eng Etüd an Optag gi fir eventuell eng Vélopist an dat Gebitt ze intégreren. Dat Areal läit an engem sou genannten Habitat-Gebitt. No der europäischer Direktiv muss also eng Etude d'impact gemaach ginn. Dái ass noutwendeg. Bis elo ass déi nach net gemaach ginn. Et ass kloer, datt déi Etude d'impact muss gemaach ginn ier eng definitiv Décisioun an désem Dossier ka geholl ginn.

Et ass och esou, datt dee Site an der Déclaration d'intention générale vun 1981 läit, an datt 2002 den Émweltministère en Dossier de classement fir national Naturschutzgebiddet an Optag ginn huet. Et muss een natierlech d'Konklusiounen vun deem Dossier de classement ofwaarden, ier een eventuell e Projet do ka starten.

Zum Personal. Do muss ech awer preziséieren, datt am Naturschutzservice vun der Forstverwaltung an der Carrière supérieure souwuel e Forstingenieur wéi och e Biolog schaffen, an datt vun deene véier Leit, déi sät 1999 an der Forstverwaltung an der Carrière supérieure agestallt gi sinn, zwou Personen effektiv Forstingenieure sinn, mä et waren och zwee Biologen derbäi. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kommen zur Fro 341 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Statssekretär vun der Fonction publique betrefend den Accord salarial. D'Wuert huet den Här Di Bartolomeo.

- Question N° 341 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à la transposition de l'accord salarial du 21 mars 2002, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, am Accord salarial vum 21. Mäerz 2002 huet d'Regierung mat der CGFP Folgendes iwwert de Statut vum Personal vum bestoenden an nei ze schafenden Etablissement public ofgemaach:

D'Gesetzter, déi Etablissements publics geschafet hunn oder schafe wäerten, müssen dem beträffene Personal den öffentleche Statut ga-

rantéieren aus Grénn vun Transparenz, Harmonisierung a Gerechtigkeit. Bis haut ass de Projet vun deem Deel vum Accord salarial nach net ausgeschafft.

Op hirer Conférence des Comités huet d'CGFP am Dezember 2002 d'Émsetze vun deem Versprièche gefuerert. An engem Communiqué vun der leschter Woch huet d'Gewerkschaft vun de Statsbeamten eng Schépp nogeluecht a sech besuergt an opbrecht gewisen - an de Statssekretär weess wat dat heesch -, iwwert d'Privatisierungsbestriewunge beim Stat. Si huet d'Regierung ganz eindringlich virun engem Vertragsbroch a Saache Statut vum Personal bei den Etablissements publics gewarnt. Hei wären d'Ofmaachunge schliesslech ganz kloer an däitlech. Dofir meng Froen un de Statssekretär:

- Wéi liest de Statssekretär dee kloren an däitlechen Accord?

- Wéini gétt en émgesat, well jo zu mindest een Deel vun der Regierung behaapt, e géif sái Wuert émmer halen.

- Wéi ass et ze erklären, datt an dem Projet fir d'Schafe vun engem Etablissement public Rehazenter, deen déi lescht Woch vum Ge sondheetsminister deponéiert ginn ass, net de Statut public fir d'Personal virgesinn ass, mä de Statut privé?

Ech soen lech merci .

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Statssekretär Jos Schaack.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Di Bartolomeo merci, datt e mer d'Geleeënheet gétt erém eng Kéier Positioun ze huelen zu dem Accord salarial vum 21. Mäerz 2002.

Den Accord salarial vum 21. Mäerz 2002 ass dése Moment schonn zu bal, géif ech soen, 90% émgesat a spéitstens den 1. Abrëll vun dem nächste Joer kenne mer soen, datt mer e wierklech integral réalisiert hinn.

Wann ech bedenken, datt dès Régierung a ganz villes Texter, Gesetzer, a Reglementer an deene leschte Jore beméit war nach Punkten aus Lounaccorde vu virun 10 Joer ze probéieren émzeseten, da géif ech scho bal mengen, ob-schonnes ech dést Wuert net gär gebrauchen, datt d'Émsetze vum Lounaccord vum Mäerz 2002 scho bal en historesche Charakter huet. Loosse mer ee Punkt no deem aneren huelen.

#### (Interruption)

D'Upassung vu Léin a Gehälter, dräimol 1,6% op den 1. Januar vun de Joren 2002, 2003 an 2004, gouf a gétt réalisiert op Grond vum Gesetz vum Juli 2002.

D'Gehälterkommissioun hunn ech schonn am Mee vun désem Joer agesat. Hei ginn d'Aarbechte virun an et ass dovunner auszegoen, datt déi Kommissioun hir Etüd am Mäerz 2004 wäert ofschléissen an d'Regierung domadder befaassen.

D'Konsequenzen, déi sech aus dem Rentendéesch an aus dem Gesetz vum Juli 2002 erginn, goufen am Gesetz vum 19. Mee vun désem Joer an de Regime vun der Fonction publique ageschriwwen. Am Moment si meng Servicer amgaang dést Gesetz ze exécutéieren. Et ass domadder ze rechnen, datt déi ganz Operation Enn dëses Joers wäert ofgeschlossen.

Ech brauch et net nach eng Kéier ze widderhuelen. Deen neie Statut ass den 19. Mee vun désem Joer votéiert gi mat enger Entrée en vi-

galeur op den 1. Juli 2003. All d'Mésure si bekannt, déi hei am Intérêt vum ganze Statspersonal wéi och am Intérêt vun engem bessere Fonctionnement vun eise Verwaltungen émgesat ginn. Zu all dése Mesure gehéiert énnert anerem och, datt e pensionéierte Statsbeamten nach bis 68 Joer wäert kenne schaffe goen, ganz, halfe oder némmen zu engem klenge Prozentsaz.

Et ginn nach eng ganz Partie Saachen aus deem Accord salarial, déi nach net réalisiert sinn, wéi zum Beispill déi sou genannte Roulementer an der Aarbechtsorganisatioun. Do hunn ech de Conseil viru véierzéng Deeg mat enger deementspriechender Réglementation befaasst. Dësen Text gétt net méi spéit wéi dëse Freideg an der Regierung diskutéiert a méiglecherweis och esou verabschiet.

An ee bis zwee Méint wäert ech ebenfalls beim Horaire mobile eng Rei vu Verbesserunge proposéieren. Dat war bis elo nach net méiglech, well ech nach op konkret Propositiounen vun der CGFP gewaart hinn.

An elo kommen ech op dee Punkt, Här Di Bartolomeo - a well ech wollt komplett sinn, hunn ech déi aner Punkten och alleguer opgezielt - , deen Dir ugeschnidden hutt.

Wat d'Etablissements publics ubelaangt, esou ass deen Text vun enger Ligne de conduite a Form vun enger Instruction du Gouvernement en conseil elo fäerdeg a wäert um Ordre du jour vum Conseil de Gouvernement den nächste 14. November sinn. Dir verstitt, datt ech de Kolleggen am Conseil dat Dokument fir d'allérischt wéll présentieren, ier ech hei am Detail dorobber aginn. Si sollen d'Primeur dervun hinn.

Och gétt de Problem vun den Dispenses de service fir déi gewielte Personalvertrieber am Kader vun dem Ausférungstext zu deemselwechten Thema am Kader vun deem neie Statut geléist. Dësen Text wäert spéitstens den 1. Januar 2004 a Krafft sinn. Ech waarden am Moment op d'Avise vum Conseil d'Etat.

Ech soen lech merci .

M. le Président.- Elo komme zur Fro 342 vum Här Robert Mehlen un d'Kulturministesch iwwert de réimeschen Theater zu Duelem. D'Wuert huet den Här Mehlen.

- Question N° 342 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant l'avenir du théâtre romain à Dalheim, adressée à la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. De réimeschen Theater vun Duelem ass en Thema dat émmer erém op d'Tapéit kénnt. Ech hat der Madame Minister viru zwee Joer eng schrifftlech Fro driwwer gestallt. Do huet se mer drop geäntwert, dass se amgaang wär eng Elaboratioun vun engem Projet de restauration et mise en valeur ze maachen an et wären Iwwerleeunge fir e Concours d'idées auszeschreiwen. Si huet och gesot, dass de Kulturministère amgaang wär e Comité scientifique ze schafen, dee sech aus nationalen an internationalen Expäre géing zesummesetzen. Dee sollt eng wissenschaftlech Begleedung vun de Konservéerungs- a Restauratiounsaarbechten zu Duelem maachen an och der Regierung Virschléi maachen.

Wann ech mech haut mat där Fro, wou mer dann do dru sinn, un d'Madame Minister wenden, dann ass dat well mer déi lescht Zait zougedroe ginn ass, dass Iwwerleeunge wäre fir d'Iwwerreschter vum Theater eventuell erém zugeschédde, well de Moment keng konkret Pläng do wäre fir en en valeur ze setzen. Dofir wollt ech

d'Madame Minister konkret froen: Wéi ass et gaange mat deem Concours d'idées? Ass en duerchgefouert ginn? Wat ass derbäi erauskomm? Wat huet de Comité scientifique bis elo ausgeschafft? Bestinn, trotz deem wat doausse gezielt gétt, konkret Projete fir eng Mise en valeur ze maachen? Oder hutt Der wélles der natierlecher Konservéierung, déi 1.500 oder nach méi Jore fonctionnéiert huet, erém de Virzuch ze ginn? Ech soen lech merci .

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Kulturminister Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Här President, am Laf vun leschte Joer huet dee mat de Fouillé beoptraagte Beamten aus dem Kulturministère sain Ofschlossbericht fir zéng Joer Fouillé hannerluecht an am nächste Joer 2004 wäert den Här Krier d'Opsiicht iwwert déi Aarbechten hinn, zesumme mat den Expären aus dem Kulturministère. Et ass also net virgesinn de Site verfallen ze loessen oder zouzetippen. Et ass au contraire an de Kreiditer vu Sites et Monuments virgesinn, dass all Joer 100.000 Euro virgesi si fir Konsolidéierungsaarbechten. Déi Kreditter déi am Musée virgesi si fir d'Fouillé bleiwen op därselwechter Héicht wéi all Joer, dat heesch 86.000 Euro, an den Expäregroup huet seng Aarbecht nach net ofgeschloss. Et ass op jidde Fall décidéiert ginn: D'Prioritéit si fir d'Ausgruewungen ier mer kënnen iwwer eng Mise en valeur schwätzen.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 343 vum Här Serge Urbany un den Här Aarbechtsminister iwwert de Chômage vun de Frontalier.

- Question N° 343 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany concernant l'état des discussions européennes sur l'indemnisation du chômage frontalier, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Merci, Här President. Be kanntlech kréien d'Grenzgänger jo d'Chômagegeld an hirem Land, an déi aner Länner wëllen elo, dass de Chômage an deem Land bezuelt gétt wou d'Leit och aarbechtslos ginn, wat u sech och némmen normal wär.

Här Minister, ech muss soen, Är Warnung virum Sozialtourismus, déi Der an deem Zesummenhang gemaach hutt, huet mech schockéiert. Laut Ziffere vum Statec hinn am Mäerz 2002 geschafft bei de Banken, émmerhin do wou 70% vun de Steiereinnahmen erakommen op de Gewënner, 43% Frontaliere, 29% Lézzebuerguer an 28% Ausländer déi hei am Land wunnen. An anere Secteuren hu geschafft téschent 43 an 51% Frontaliere: an den Industries manufaturiers, am Bausektor, am Handel a bei de Garagen. D'Grenzgänger maachen am Ganzen 38% vun der Gesamt-Main-d'oeuvre aus, d'Lézzebuerguer 35%, d'auslännesch Résident 27%.

D'Frontalieré bezuelen hei zu Lézzebuerg Steieren a si suergen duerch hir Aarbecht, gradesou wéi déi aner Leit déi schaffe ginn dofir dass d'Betriber d'Sozialbeitrag an d'Steiere kenne bezuelen. D'Ausgabe fir de Fonds pour l'emploi solle 2004 281 Millioune bedroen, den Aussoe vum Minister no géifen 10.000 aarbechtslos Frontalieré während engem Joer 210 Millioune kaschten. Dat schéngt mer e bësseen en iwwerschatene Chiffer ze sinn, mä esouguer da géif e wahr-scheinlech awer nach ongeférier dem Gewicht vun de Frontalieré an eiser Ekonomie entspriechen, mat deem se och un der Finanzie rung vum Chômage selwer participéieren.

Et wier also prinzipiell, wéi ech gesot hunn, némme gerecht, fir dass se och de Chômage hei zu Létzebuerg géife kréien, an ech wollt folgend prezis Froe stellen: Éischteens, wéi kann een an esou engem Fall nach vu Sozialtourismus schwätzen? Sinn esou Aussoen net fuerchtbar diskrimineierend vis-à-vis vun deene Leit, déi e groussen Deel vum Salariat hei am Land duerstellen?

Zweetens, wéi gesäit dee Komproméss am Detail aus, dee sech elo zu Bréissel ofzeechen? Si seriö Chancen do fir dass dee Komproméss och géif ugeholl ginn? A wann et zu kenger Eenegung géif kommen, wat waren dann d'Konsequenze fir Létzebuerg zum Beispill op Grond vun där neier europäischer Verfassung?

Dréitens, wéi gétt an alle Fäll deen zusätzliche Käschtepunkt, dee jo do op eis zouxként, finanzéiert? Wär dat net de Moment fir zum Beispill d'Spezialcotisatioun fir d'Betriben an Héicht vun 0,25% vun de Léin erém anzeféieren, déi 1984 op null erofgesat gi war? Wär dat net eng Moossnam déi éischter ubreucht wär wéi eng Steier um Benzin anzeféieren oder ze erhéijen, well et jo d'Betriben sinn, déi de Chômage och verursaachen?

Véiertens, wär et net un der Zäit endlech eng seriö Diskussioun iwwert d'Roll vu Létzebuerg an der iwwerregionaler Ekonomie ze féieren a sech dobäi haapsächlech der Fro ze widmen, wéi laang eist Land et sech nach erlabe kann, prinzipiell d'Käschte vu sengem Räichtum ze externaliséieren, dat heescht no baussen ze verlage-ren?

**M. le Président.-** D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Wuert, wa mer alles dat géife maache wat ech hei erausgelies hunn aus deem wat den Här Urbany gár hätt, dann hätte mer och kee Problem vun de Frontalieré méi, well dann hätte mer och keng Ekonomie méi an da brächte mer och keng Leit méi an d'Grenzregioune sichen ze goen. Et ass evident, an dat soen ech op all Plaz wou ech sinn, dass dee Räichtum dee mer zu Létzebuerg hunn an all deene Joren, dee mer erwirtschaft hunn, och némme konnten kommen engersäits well eis Wirtschaft duerch d'Weschale vun de Grenze konnt massiv exportéieren an anersäits well mer eben e grousse Marché, en Aarbechts-marché, an der Groussregioune hatten, wou d'Betriben émmer déi Leit fonnt hunn, déi se gebraucht hunn. An dat ass esou!

Et ass allerdéngs net esou, dass dat némme eng Externalisatioun vun de Käschte wär. Et ass zum Deel eng Externalisatioun vun de Käschten, dat maachen ech net falsch, et ass awer op där anerer Sait och en Avantage fir all déi Regioune ronderém eis, déi vill méi e grouse Chômage hunn, a wou d'Zentralstaten nach laang net esou vill investéiert hunn an hir Regiounen, fir do nei Infrastrukturen an nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Et muss ee wéissen dass mir zu Létzebuerg 3,6% Chômage hunn, wat méi héich ass wéi virdrun, wat den niddregsten an Europa ass. E wärt och an Zukunft nach liicht op d'mannst klammen. Am Lothrige sinn et 8,4%, am Saarland an a Rheinland-Pfalz sinn et téschent 7 an 9%, an der Wallonie sinn et 17%. Dat heescht mir hunn och do eppes gemaach. Mir hu profitéiert dovun, mä déi aner Regioune hunn och profitéiert dovunner. Mir hunn och Käschten duerch d'Grenzgänger. Déi fannt Der all Dag op den Transportweeë. Et ass also net esou, dass ee géif soen d'Grenzgänger, dat ass elo némme en Netto-Plus-Geschäft fir Létzebuerg, dat ass némme e Ver-

loschgeschäft. Dat ass nach wie vor déi eenzeg Aart a Weis déi Létzebuerg hat fir ráich ze gi wirtschaftlich, well mer eben net genuch Létzebuerger an och net genuch Auslännner zu Létzebuerg hu fir all déi Plazen ze besetzen déi mer hunn.

Eleng an deene leschte fénnef Joer si 60.000 Aarbechtsplätze geschaافت ginn. Dovu si bal 40.000 vu Grenzgänger iwwerholl ginn, well mer déi aner net hunn. Et ginn och negativ Elementer dovun. Doudurch dass mer an engem grousse regionalen Aarbechtsmarché sinn, ass d'Konkurrenz méi grouss. Dass mer op déi Grenzgänger zréckgräife können erkläert och, dass mer zu Létzebuerg Chômage hunn. Well mer an engem grousse Konkurrenzkampf sinn a well mer feststellen, dass zwee Dréttel vun de Posten déi ausgeschriwwen si fir d'éischt vu Grenzgänger besat sinn ier se vu Létzebuerger besat ginn, dat ass normal, mä dat muss een einfach wéissen, ier dass een och iwwer Chômage schwätz.

Elo kommen ech dann zum Chômage an zum Käschtepunkt vum Chômage. Mir hunn an dem Reglement 1408.71 vun der Communautéit stoen, dass een de Chômage do kritt wou ee wunnt an net wou ee fir d'lescht geschafft huet. Et waren émmer Bestrewunge fir ze soen, et ass do wou ee fir d'lescht geschafft huet. Dat kann een diskutéieren. Mä wann een dat diskutéiert, an da kommen ech op de Sozialtourismus, da muss een awer soen, dass een net kann dat eent an dat anert hunn. Well de Problem ass einfach deen, dass mir zu Létzebuerg ganz héich Chômageindemnitáiten hunn. Et fánkt nämlech bei 85% u vun dem leschte Gehalt, plafonéiert, an da geet dat erof. Awer mir bezuelen se net laang aus. Mir halen no zwielef Méint op. Et kann een nach Verlängerung kréien, mä net méi laang wéi bis zu 18 Méint.

Am Ausland kritt ee vill manner héich Indemnités de chômage. Déi sinn awer zum Deel onbegrenzt. An der Belsch fir Eelerer zum Beispill si se onbegrenzt. An do kommen ech op de Problem vum Sozialtourismus. Wa mir soen e Grenzgänger kritt sái Chômage zu Létzebuerg, wéi hien en zu Létzebuerg huet, à son choix, da kritt also ee während 12 Méint, huele mer den niddregste Fall, dat ass dee vun deenen 210 Millioonen, dat ass wierklech op deen niddregste Fall gerechent, virausgesat et wären der 10.000, de Chomâge nom Létzebuerger Taux, an duerno geet en a sái Land zréck an da kritt en nach am Ausland de Chomâge. Dat nennen ech Sozialtourismus, well dat ass jo net den Zweck vun der Übung. Den Zweck vun der Übung ass jo net dass ee Sue kritt, mä den Zweck vun der Übung ass, dass een Aarbechtsplätze ka siche goen, an dass een eng nei Aarbecht fénnt.

A wann ee seet, du kénns emol fir d'éischt op Létzebuerg, an da kriss de esou laang zu Létzebuerg en héije Chomâge, an da geess de bei dech an d'Ausland, fir de Rescht ze huelen. Dann hu mer eng Distortioun vun de Grenzgänger par rapport zu de Létzebuerger. Et ass awer esou, Här Urbany !

#### (Interruption)

Okay, si kénnen zu Létzebuerg kréien, a wa se zu Létzebuerg färdig sinn, kénnen se zréck an hient Land. No der Propositioun vum Europaparlament a vun der Kommissiou war et strikt dat, an dat hunn ech Sozialtourismus genannt, a géint dee Sozialtourismus, an do kénnt Dir mir énnerstelle wat Dir wéllt, géint dee kämpfen ech, well et huet awer kee Wäert, dass mer eise Budget hei freckt maachen, fir just sech do lieb Kind ze maachen, an net eppes Effikasses ze maachen.

Effikass ass, dass mer kucken, dass een, deen zu Létzebuerg, an dat ass de Grenzgänger matgeduecht, seng Aarbecht verléiert,

och erém eng Chance kritt op Létzebuerg ze kommen. Dee Komproméss, dee mer elo an zwee Méint ausgeschafft hunn op europäeschem Plang, seet véier Saachen. Dee Komproméss ass awer nach net definitiv ugeholl, ech soen dat och elo nach.

Also de Komproméss seet véier Saachen. Fir d'éischt bleibt nach wie vor de Memberstat vun der Résidence zoustänneg fir sech ém de Chômage ze bekümmeren, an et kritt och e Grenzgänger dee Chômage, deen och en anere Grenzgänger, oder en anere Mann aus deemselwechte Land géif kréien. Dat heescht, e Fransous, deen zu Létzebuerg fir d'lescht geschafft huet, seng Aarbecht verluer huet, kritt a Frankräich de franséischen Chômage an e gétt vu Frankräich bezuelen.

Allerdéngs ass et esou, dat ass dann den drétt Punkt vun deem Komproméss, dass mir natierlech net können einfach de Luusspätter spille, well déi bezuelen och Steieren zu Létzebuerg. Déi Steieren héllegen zum Deel de Fonds pour l'Emploi ze finanzéieren, net némme, mä zum Deel, an dofir ware mer net némme Létzebuerg, déi aner Länner haten och Intérêt dodrun, dat doten ze maachen, soe mer ma mir rembourséieren net de Frontalier, mä mir rembourséieren dem Nationalstat während dräi Méint, an dat war eppes wat net némme Létzebuerg gefrot huet, mä wat déi meescht gefrot hunn, esou dass e Käschtepunkt op Létzebuerg kénnt, wou ech och soen, dass wann een dat éierlech kuckt, dass een och net kann elo wierklech elo dogéint sinn, dass dat eis och eppes soll kaschten.

An da kénnt e véierte Punkt dobäi: de Grenzgänger, deen zu Létzebuerg seng Schaff verluer huet, deen am Ausland sái Chômage kritt, dierf awer zousätzlech zu sengen Aschreibung am Ausland, Frankräich, Belsch oder Dáitschland, sech och zu Létzebuerg aschreiben, an e kritt dann och vum Létzebuerger Aarbechtsamt gehollef, fir eng nei Schaff ze fannen, wat ech dann natierlech normal fannen, wann een, dee seng Schaff zu Létzebuerg verléiert, wann dee wéllt weider zu Létzebuerg schaffen, och soll vu Létzebuerg profitéieren, fir kénnen eng nei Schaff ze fannen.

Dat lescht Argument bréngt mech awer dozou ze soen, an lech ze erklaire wuerfir ech géischter dee Komproméss nach net kann definitiv akzeptéieren, ier dass mer Diskussioun gefouert hunn an der Chamber, an der Regierung, mat de Sozialpartner, virun allem an Europa, well dat natierlech bedeut, dass eist Aarbechtsamt vill méi Aufgabe kritt an der Zukunft.

Well ech soen elo, wann ee verhandelt an Europa, muss ee vláicht éischter déi iewescht Zuelen an net déi énnescht huelen. Vláicht ass et iwwerdriwwen, déi 10.000, mä wann et der och némme 8.000 oder 7.000 wären, hätte mer en Doublement vun deene Leit mat deenen d'Aarbechtsamt misst eens ginn. An ech mengen och net, dass mer de Chômage solle bekämpfen doduerch dass mer Suen ausdeelen, mä de Chômage solle mer bekämpfen doduerch dass mer de Leit héllegen eng nei Schaff ze fannen.

An dat bedeit, dass mer eng Reform vun der Administration de l'Emploi musse maachen, an dofir hunn ech géischter aktiére gelooss, an ech hat och vill Sympathie fonnt bei verschidde Memberstaten, dass mer awer eng gewessen Iwwerganksáit brauchen zu Létzebuerg, fir dat dote kénne virzebereeden.

Dee Komproméss ass also net definitiv ugeholl. Et ass elo e Kom-

proméss, deen am Raum steet. Et ass souwisou Codécisoun mam Europaparlament, mä ech menge, et ass e Komproméss, dee sech kénnt droen, wou een net wierklech just hei eppes mécht, wou mer just Sue verpolveren, mä wou mer awer och wierklech, an do ginn ech dem Här Urbany Recht, der Tatsach Rechnung droen, dass déi Grenzgänger, déi hei geschafft hunn, eis Caisses de pension finanzéieren, Steiere bezuelen, an dass mer eppes Uerdentleches maachen.

Dofir, an deem Sénn konnt ech mech fir dee Komproméss prinzipiell d'accord erklären, woubäi ech awer gesot hunn, dass ech fir d'éischt misst Diskussiounen féiere mat de létzebuergesche politesche Kräften, an dass ech gesot hunn, dass ech awer do eng Iwwerganksáit brauch, fir dass Létzebuerg dat doten och kénnt verkraf-ten.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** Déi lescht Fro 344 kénnt vum Här Alex Bodry un de Kommunikationsminister iwwert den Datenschutz. D'Wuert huet den Här Bodry.

**Question N° 344 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative à la protection des personnes à l'égard des données à caractère personnel en rapport avec les systèmes de surveillance automatiques, adressée au Ministre délégué aux Communications**

**M. Alex Bodry (LSAP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Transportminister huet viuru kuerzem op sech opmierksam gemaach andeem en ugekénegt huet, dass nächstens iwwer Kameraiwwerwaachung an aner technesch Iwwerwaachungsméttelen de Rowdyen am Strosseverkéier op de Leif géif geréckt ginn, dat haapsächlech wat d'Vitessekontrollen ugeet. En huet och behaapt, dass dat geschéie géif nodeem de Regierungsrot senge Propositione gréng Luucht ginn hätt. Dofir wollt ech eng Rëtsch Froen un den delegéierte Kommunikationsminister stellen, well déi Initiativ do u sech, mengen ech, richteg ass, mä awer eng ganz Rëtsch vu prinzipielle Froen opwerft, a besonnesch am Beräich vum Datenschutz a vun der Protektioun vum Privatleven, also a Bezug zur Konformitéit zu eisem nach relativ fréische Gesetz vum 2. August 2002.

Ech wollt vum Minister wéissen, ob geplant ass esou eng Surveillance némme op den Autobunnen duerchzeféieren, oder dee Surveillancessystem op dat gesamt Stroossennetz schréttweis auszedeihnen, ob geplant ass d'Legalitéit vun där Iwwerwaachung iwwer Réglement grand-ducal op Grond vum Artikel 17 vum Gesetz vum 2002 ze regelen, oder ob d'Regierung drun denkt dat iwwer e Gesetzesweeze ze maachen, wat deen Ganzen, mengen ech, géif méi grouss juristesche Sécherheet ginn, ob geplant ass dés Iwwerwaachung iwwert de CITA oflafen ze loassen oder ob dat direkt énner der Responsabilitéit vun der Polizei soll geschéien?

Schliesslech wollt ech wéissen, wéi op Grond vum Artikel 10 vum Gesetz vum 2002, déi betraffe Personen, wéi d'Gesetz et virschreift, informéiert ginn, dass iwwerhaapt Kameraen do sinn. Dat ass e grousse Fortschritt, well mir musse wéissen, dass d'Leit émmer zwou Saachen hunn. D'Leit hätten dauernd gäre Kameraen, an op där anerer Sait si se rose wa Kameraen do stinn.

Ech war laang genuch an der Ge-meng aktiv an ech hunn émmer Demande kritt vun alle Leit aus alle Quartiere vun Esch, fir ze soe mir hätté gäre Kameraen, well bei eis ass Kriminalitéit.

Ech mengen, mam Gesetz vum 2002 hu mer déi zwou Saache mateneen an Aklang bruecht. Mir kénne Kameraen opriichten, mä d'Leit müssen informéiert ginn, wou déi Kamerae stinn, an dat ass e wesentleche Progrès géigeniwwer vu virdrun, an e wesentleche Progrès ass dass déi Donnéeën, déi vun de Kameraen erakomm sinn, eben net einfach gefilmt gi kénnen, mä Donnéeën kénnen némme benotzt gi fir wierklech e legitimen Zweck.

An dat ass dat wat d'Gesetz hei vu wesentlechem Fortschritt bruecht huet géigeniwwer vu virdrun. An dofir, Här Gibéryen, huet dat heite Gesetz eppes Wesentleches fir d'Leit gemaach an net géint d'Leit.

**M. Gast Gibéryen (ADR).-** Och no deem Gesetz stoungen d'Saachen am «Espresso» ier d'Leit se woussten.

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bodry huet

eng Partie Froe gestallt vun deen een Deel sech un den Transportminister riecht, op déi ech net kann elo direkt eng Antwort ginn, an en Deel adresséiert sech un de Kommunikationsminister. Ech mengen de fin fond vun dem Här Bodry senger Fro war effektiv ze wessen, wéi déi nei eventuell Mesuré sech mam Datenschutz vereinbare loessen.

Do wéll ech dann direkt viraus-schicken, dass mer, an do sinn ech ganz vrou, dat elo emol erkenne wierklech métterweil e modernt Datenschutzgesetz hunn. Virum Datenschutzgesetz hätt ee kénéne soen, elo modelléiere mer emol de CITA hei oder do ém, an da kucke mer wat domadder ass. Nom Datenschutzgesetz vun 2002 kenne mer dat einfach net méi.

Ech wéll och nach eng Kéier drun erënneren, mir haten déck Diskus-siounen hei an der Chamber, mä och dobaussen, wéi mir décideert hunn am Datenschutzgesetz net némme d'Directiv émzeseten, mä méi wáit wéi d'Directiv ze goen.

Nämlech hu mer décideert, dass mer och d'Vidéo-surveillance géin ge mat eranhuelen. Vill Leit hu gesot, loosst dat sinn, well domadder legaliséiert der eppes. Mir hunn émmer gesot, an dat war mäi Cre-do vun Ufank un, ech hu léiwer, ech legaliséieren eppes an ech weess wat erlaabt ass a wat net erlaabt ass.

An elo an där ganzer Diskussioun, déi den Här Grethen zu Recht hei lancéiert huet, hu mer eben d'Ge-setz wat sech applizéiert. Wat seet den Artikel 10 vum Gesetz vum 2. August 2002? Maj, Vidéo-surveillance ass erlaabt, mä némme, an dat ass de wesentleche

Punkt, wann d'Finalitéit vum Traitemént eng legitim ass, a legitim, dat wéllt soen, am spezifische Fall néideg. Dat heescht, wat net kann an Zukunft goen, dat ass, dass mer géife soen, mir hunn d'CITA-Kamera, fir op e Beispill zréckzecom-men, an alles wat duerch déi Kamera opgeholle gëtt, dat geet bei d'Polizei, an dat geet hei an dat geet do. Dat geet net nom Gesetz.

D'Gesetz seet dann och, dass een némme ka Kameraen opriichten op Plaze wou een einfach d'Vidéo-surveillance braucht, fir d'Sécherheit vun de Leit, respektiv d'Verhennierung vun Accidenter ze gewährleeschten. An d'Gesetz seet, d'Leit müssen informéiert ginn, dass iwwerhaapt Kameraen do sinn. Dat ass e grousse Fortschritt, well mir musse wéissen, dass d'Leit émmer zwou Saachen hunn. D'Leit hätten dauernd gäre Kameraen, an op där anerer Sait si se rose wa Kameraen do stinn.

Ech war laang genuch an der Ge-meng aktiv an ech hunn émmer Demande kritt vun alle Leit aus alle Quartiere vun Esch, fir ze soe mir hätté gäre Kameraen, well bei eis ass Kriminalitéit.

Ech mengen, mam Gesetz vum 2002 hu mer déi zwou Saache mateneen an Aklang bruecht. Mir kénne Kameraen opriichten, mä d'Leit müssen informéiert ginn, wou déi Kamerae stinn, an dat ass e wesentleche Progrès géigeniwwer vu virdrun, an e wesentleche Progrès ass dass déi Donnéeën, déi vun de Kameraen erakomm sinn, eben net einfach gefilmt gi kénnen, mä Donnéeën kénnen némme benotzt gi fir wierklech e legitimen Zweck. An dat ass dat wat d'Gesetz hei vu wesentlechem Fortschritt bruecht huet géigeniwwer vu virdrun. An dofir, Här Gibéryen, huet dat heite Gesetz eppes Wesentleches fir d'Leit gemaach an net géint d'Leit.

**M. Gast Gibéryen (ADR).-** Och no deem Gesetz stou

**M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dem Här Koepp seng Affär stoung am «Espresso», hie wousst et emol net!

#### (Interruptions)

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.**- Här Gibéryen, ech si ganz gär bereet mat lech emol eng Kéier iwwert d'Déontologie vum «Pefferkär» ze schwätzen, mä dat ass net d'Fro vun haut.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.**- Also déi Hären, ech géif lech bidden nozelauscherteren, de Minister beméit sech hei fir eng kloer Antwort ze ginn, dann ass et net fir en dauernd ze énnerbrechen.

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.**- Wësst Der, Här President, verschidde Leit sinn am Wahlkampf, ech nach net. Ech hunn Zäit, wann Dir mech schwätze loosst, dann...

#### (Hilarité et interruptions)

Wësst Der, ech kréien eng Pai vum Steierzueler fir ze schaffe fir d'Land. Dat schéngt bei anere Leit net de Fall ze sinn.

#### (Hilarité)

**M. le Président.**- Här Minister, fuert weider. Déi aner sollen nozelauscherteren.

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.**- Den Artikel 10, an da komme mer op de Punkt deen den Här Bodry hei gefrot huet, gesäit vir dass déi Donnéeén, déi geholl gi fir d'Sécherheet vun de Leit, respektiv d'Preventioun vun den Accidenter, dass déi kënne weidergerecht ginn un d'Autorités publiques, wann et drëm geet fir Infractions pénales festzstellen, mä némnen am Kader vun engem Règlement-grand-ducal. Elo ass d'Fro vum Här Bodry: Règlement grand-ducal oder Gesetz?

Ech mengen dass mer dat sollen iwwer Règlement grand-ducal maachen, well de Règlement grand-ducal a senger Prozedur, an do kënnt och keng Urgence, schonn allen Dénge Rechnung dréit. Zum Beispill ass dat ganz kloer, dat huet den Här Grethen iwwregens och gesot gehat, well den Här Grethen huet ni gesot do géifen einfach Brutto-Donnéeén erakommen, mä den Här Grethen huet gesot e géif e Règlement grand-ducal ausschaffen op Grond vum Artikel 10 vum Datenschutzgesetz. An dee Règlement grand-ducal, dee gétt énner anerem aviséiert vun der nationaler Datenschutzkommission. Déi national Datenschutzkommission huet zum Zil, als eng onofhängeg Autoritéit, fir ze kucken dass dat heite Gesetz uerdentlech applizéiert gétt, an deen Avis gétt gefrot virum Règlement grand-ducal.

Dir hutt elo eng Partie Froe gestallt: Wat fir eng Stroosse sinn et? Wat fir eng Infractiounen? Dat kann ech elo net soen. Ech mengen dat ass wierklech d'Aufgab vum Transportminister, dee schléit dat vir. Wat fir mech wichtig ass als Datenschutzminister, dat ass dass mer hei déi Avisen anhuele vun deene jeeweilegen Autoritéiten, net némnen vum Statsrot, mä an dësem Fall och vun der Datenschutzkommission, an dass mer dann duerno kucken dass mer en uerdentlech Règlement kréien, wou mer selbst-verständlech dat maache wat den Transportminister a vill Leit am Land gären hätten, nämlech dass mer kucken de Rowdyen d'Handwierk ze leeén, mä dass do keng Nieweneffekter komme fir d'Allgemeinsécherheet vun de Leit. Ech mengen dofir stinn ech an, dass mer d'Finalitéit hei respektéieren, dass net hei tous azimuts gefilmt gétt a fotograféiert gétt an einfach Saache weiderginn, mä dass et ém

déi Finalitéit geet, déi och den Här Grethen gären hätt, nämlech d'iwwerdríwwer Vitesse.

#### (Interruptions)

**Une voix.**- D'Strofen däerfen net am Reglement stoen.

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.**- D'Strofen däerfen net am Reglement stoen, mä et muss awer am Reglement stoen zum Zweck vu wat fir enger Poursuite, vu wat fir engen Infractiounen kénéen déi Biller verwent ginn. Dat ass dat wat wichteg ass. Et kann net sinn, dass déi Biller einfach tels quels vum CITA un d'Polizei weidergi ginn an dat wäert och esou bei deem Règlement grand-ducal geschéien an ech kann lech versécheren, dass den Transportminister och an deem Senn dru schafft.

**M. le Président.**- Domadder wier d'Froestonn ofgeschloss a mir kéimen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dee gesait vir dass mer en neie Member an d'Chamber ophuelen.

### 3. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg

A sengem Bréif vum 17. Oktober 2003 huet den Här Robert Garcia matgedeelt, datt hie vum 21. dëses Mounts un op sain Deputéierte-mandat verzichte wäert. Den Artikel 167 vun eisem Wahlgesetz gesait Folgendes vir:

Déi Kandidaten, déi op jidder Lëscht no deene kommen déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Démissiouen, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. D'Notification vun dësem Opruff un d'Suppléanté gétt innerhalb vu 15 Deeg duerch de President gemaach.

Den Artikel 8 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chamber-president dofir suergt, datt dat Deputéierte-mandat vun engem Nofolger weidergefouert gétt an datt de Statsminister dorriwwer a Kenntnis gesat gétt.

A mengem Bréif vum 17. Oktober 2003 huet ech mech also un d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg vu Suessem gewannt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréng aus dem Wahlbezirk Süde steet.

An hirem Bréif vum 20. Oktober 2003 huet d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg matgedeelt, datt se bereet ass d'Mandat weiderzeféieren, dat duerch d'Démissiouen vum Här Robert Garcia fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement stet Folgendes:

«1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Mir géingen dann elo déi Kommission constituéieren, esou wéi se am Artikel 3 vun eisem Paragraph 4 vun eisem Reglement virgesinn ass.

#### Tirage au sort

D'Kommission setzt sech aus folgenden Deputéierten zusamm: dem Här Camille Gira, dem Här Gusty Graas, dem Här Alex Bodry, dem Här Claude Meisch, dem Här Lucien Clement, der Madame Maggy Nagel an dem Här Serge Urbany.

Ech géif d'Kommission dann elo bidden zusummenzekomme fir

d'Resultater vun de Wahle vum 13. Juni 1999 ze préiwen, vírun allem wat d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg betréfft, an der Chamber dorriwwer e Rapport virzeleeén. D'Sitzung ass fir e puer Minuten énnerbrach.

**M. le Président.**- Déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet elo de President vun der Kommission déi mer elo grad constituéiert hunn, an dat ass deen honorablen Här Alex Bodry.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommission déi duerch d'Lous zesummegestalt ginn ass, setzt sech aus folgenden Deputéierten zusammen, ech rappeléieren dat nach eng Kéier:

1. Camille Gira,
2. Gusty Graas,
3. Alex Bodry,
4. Claude Meisch,
5. Lucien Clement,
6. Maggy Nagel,
7. Serge Urbany.

D'Madame Nagel gouf zum Rapporteur vun der Kommission bestémmt an ech selwer zu hirem President.

Här President, ech bidden lech deemono dem Rapporteur, der Madame Nagel, d'Wuert ze ginn.

Merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo de Rapporteur, déi honorable Madame Nagel.

#### Rapport de la Commission de vérification

**Mme Maggy Nagel (DP), rapportrice.**- Mesdames, Messieurs, la commission ad hoc m'a chargée de faire le rapport suivant: Par lettre du 17 octobre 2003, Monsieur Robert Garcia a informé le Président de la Chambre qu'il renonce à son mandat de député avec effet au 21 octobre 2003. Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 8 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause. Le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'Etat.

Par lettre du 17 octobre 2003 Monsieur le Président Jean Spautz s'est donc adressé à Madame Dagmar Reuter-Angelsberg, premier suppléant sur la liste du parti „DÉI GRÉNG“, pour la circonscription du sud. Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre. Par lettre du 20 octobre 2003, Madame Dagmar Reuter-Angelsberg a fait savoir qu'elle accepte de continuer le mandat de député de Monsieur Robert Garcia. En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent. Les élections législatives du 13 juin 1999 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 1999. Des procès-verbaux des résultats des prédictes élections, il résulte que Madame Dagmar Reuter-Angelsberg, demeurant à Sanem, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti „DÉI GRÉNG“ dans la circonscription du Sud et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la dé-

mission de Monsieur Robert Garcia.

Madame Dagmar Reuter-Angelsberg a fait savoir au Président de la Chambre, qu'elle accepte de continuer le mandat de Monsieur Robert Garcia par lettre du 20 octobre 2003. La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Madame Dagmar Reuter-Angelsberg et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de députée.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés. Monsieur le Président, s'il vous plaît.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- De Konklusionen vun der Kommission no sinn d'Légalisation an d'Règlement op dësem Gebitt respektéiert ginn an deemno kann d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg den Här Robert Garcia ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusionen averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Loosst wann ech glift d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg erakommen.

#### Assermentation de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg

Madame Reuter, ech bidden lech den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wortlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat.“

Ech géif lech bidden déi riets Hand ze hiewen a mat mir ze soen: „Je le jure.“

**Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).**- Je le jure.

**M. le Président.**- Ech ginn Akt vun Ärer Vereedegung a proklaméieren lech zum neien Deputéierte vun der Létzebuerg Chamber. Ech géif lech dann och gläich d'Wuert ginn, fir e puer Wuert un Är nei Kollegen ze richten.

**Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher e wichtige Moment an eng politescher Carrière, wann een an d'Chamber kënnt, an dat ass et och fir mech. Meng éischt politesch Erfahrungen hunn ech am Gemengerot zu Suessem gesammelt...

#### (Interruptions et hilarité)

...an ech weess, dass dat hei elo eng nei a wichteg Etapp ass. Ech freeé mech besonnesch grad och als Fra - d'Fraen, déi jo, och mat mir, heibannen émmer nach némnen op eng Minoritéit von 20% kommen -, dass ech am héchsten demokratesche Gremium vun eisem Land elo ka schaffen.

Ech si mir bewosst, dass ech domat eng grouss Verantwortung iwwerhueilen, net némme fir mech a fir déi Leit, déi meng Partei a mech gewielt hunn, mä och fir déi Leit, déi vläicht guer net konnten oder wollte wiele goen, aus verschidene Grénn. Ech wéll dozou bäidroen och deene Leit eng Stëmm ze ginn, déi ee soss net héiert.

Ech gleewen un de Wäert vun eise parlamentareschen Institutiounen, awer ech weess och, dass et ém si net émmer beschters bestallt ass, an dass d'Chancen, déi d'Demokratie bitt, am politeschen Dageskampf net émmer esou genutzt gi wéi dat sollt sinn.

Et ass scho vill vun der Revaloriséierung vun eisen demokrateschen Institutiounen geschwatt ginn, mä ech sinn net sécher, dass dat och wierklech émmer geschitt heibannen an dobaussen, an ob et

iwwerall verstane gétt. Ech menge domat net némmen e Wonsch no méi Demokratie hei am Land, e Wonsch, dee mir Gréng nach émmer an eisem Programm haten; ech mengen do och, dass et erém vill Kräften hei an op der Welt gétt, déi parlamentaresch Institutiounen als „Schwatzbude“ betruen a léiwer hir Muechspiller ausserhalb vun dëse Strukturen dreien. Diskreditéiert vun dëse Kräfte ginn déi national Parlamente, awer och international Institutiounen, wéi zum Beispill d'Vereent Natiounen.

Mir kréien émmer erém gesot - a mir wélle jo, datt dat och un d'Jugend virugeet -, dass mer sollen aus der Vergaangenheit leieren, dass d'Aushielechung vun der Demokratie a vum Völkerrecht op alle Pläng geféierlech ass, am Klenge wéi am Groussen.

Grad elo ass et vu grousser Bedeutung, dass all demokratesch gesénnte Mënsch kloer Faarf bekennt a seet, woumat hien net averstane ka sinn. D'Wourecht ass ni schwarz oder wäiss. D'Wourecht läit ni bei enger primitiver Opdeeling a Gutt a Béis. D'Wourecht huet vill Facetten an ass net émmer direkt ze erkennen. D'Wourecht muss een émmer erém nei sichen. An awer géilt: Onrecht soll een Onrecht nennen a keng falsch Récksichten huelen.

Et ass schlémm, dass een direkt de Cliché vum Anti-Amerikanismus un de Kapp gehäit kritt, wann een net mat der Muechtpolitik vun der Bush-Administratioun averstanen ass an awer guer náscht mat Anti-Amerikanismus ze di wéllt hinn. Mä et solt een als Awunner vum „allem Europa“ grad op dat „aalt Amerika“ hiweisen, dat dach esou vill positiv Wäerten duerstellt, déi vun den aktuelle Leit am Wäissen Haus ignoréiert ginn. Esou Wäarter vu Fraiheit a vu Gläichberechtigung an d'Iddi, dass jidder Mënsch sain eegene Wee zum Gléck däarf sichen, fanne mer grad an der amerikanescher Onofhängegeketserklärung oder an der amerikanescher Konstitution. Zesumme mat der Erklärung vun de Mënscherechter sinn dat Dokumenter, déi eis all eng virbleich Orientéierung bidden. Mä da musse mer se emol liesen an driwwer nodenken, an net politesch Denkaarbecht duerch politesche Show-Business ersetzen.

Terrorismus an anti-demokratesch Bewegunge bekämpft een am beschten domat, dass een déi mënschlech a moralesch Iwwereenheit vun enger echter Demokratie am Senn vun de Mënscherechter fir Mann a Fra beweist, an dozou gehéiert och, dass ee fir eng Weltuerdnung wéllt suergen, wou jidder Vollek iwwer d'Ressourcen verfügt fir mënschewierdeg ze liewen.

Et muss méiglech sinn am politeschen Alldag seng Eierlechkeet ze behalen, och wa mer wéssen, dass mer an enger Zäit liewen, wou Eierlechkeet net émmer gefrot ass, well se deem engen oder deem aneren Interessegrupp oder enger Lobby net gefält.

Wa mer de jonke Leit wëllen Orientéierungspunkte ginn, da musse mer déi och selwer hinn an da musse mer de Courage hinn, Widder spréch opzedecken, déi et och bei eis gétt. Et ass e Widder sproch, wa mer politesch Asylanter a Leit, déi scho Joren hei liewen, net d'Méiglechkeet ginn ze schaffen, oder se esouquer aus der „Festung Létzeburg“ erausgeheien a gläichzäiteg awer zouloessen, dass Mënschenhändler jonk Fraen, haapsächlech aus Ost-Europa massiv heihinner bréngen an hinnen dann énnert dem Deckmäntelchen „Artistin am Cabaret“ eng Aarbechtserlabnis ver schafen.

Eng hallef Millioun Fraen a Meedercher ginn all Joer a Westeuropa erageschleist, fir oft als Prostituéiert d'Täsche vun de Schleiser-organisatiounen a vun den Zouhälter ze fällen. Dovu muss och geschwatt ginn.

Et ass e Widdersproch, well wa Léizeburg eent vun deene räichste Länner op der Welt ass a gläichzäitig d'Selbstmordzuelen hei am Land a besonnesch bei deene jonke Leit Rekordhéichten erreechen. Och dovunner muss geschwat ginn, fir eppes dergéint ze maachen.

E positivt Beispill sief do d'Aarbecht vun de Kulturschaffenden. Ech denken zum Beispill un déi excellent Inszenierung vun „Norway Today“ d'lescht Woch am Kauzinertheater.

Widderspréch gëtt et och bei eis, virun allem am soziale Beräich wéi och an der Chancéglächheet. De wirtschaftliche System, an deem mir liewen, bréngt nach laang net jidderengem an désem Land an op déiser Welt Sécherheet a Wuelstand.

Wa mer wëssen, dass déi relativ roseg Zäiten an der Vergaangenheit net méi ofgeséchert sinn, dann ass ze fäert, dass am Verdeelungskampf, deen sech da verschäerft, de Schwaachen nach manner Rücksicht entgéintbruecht gëtt, an dach ass eng aner Politik an eng aner Welt méiglech. Mir brauchen Ziler, vun deene mer zwar wëssen, dass se net oder némme schwéier ze realiséiere sinn, déi eis awer weisen, wat fir e Wee mer aschloe sollen.

Mäi Virgänger, de Robert Garcia, war do virbildung, an ech wëll him fir seng Aarbecht merci soen. Viru Joren, wéi hie seng Untrëtsried hei an der Chamber gehalen huet, huet hien en Deel op Portugisesch geschwat.

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Hien huet et ni méi gemaach.

**Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DEI GRÉNG).**- Leider hu ganz vill Leit deemoos schlecht verstanen, wat hie mat deem Zeeche soe wollt, dass hien eise portugisesche Matbierger och eng Platz an eisem Bewossstain wollt ginn.

Ech weess net, a wat fir engen Sprooch ech elo hei misst schwätzen, fir drun ze erënneren, dass et hei am Land an dobaussen an der Welt nach aner Mensche géit, dee ne mir och mussen eng Platz an eng Zukunft erméiglen, ob si bei eis, am Togo oder soss an enge Dréttweltland liewen.

An deem Senn wëll ech mech engagéieren. Ech weess, dass dat alles net esou liicht geet an dass ee ganz kleng Schrëtter muss maachen, awer d'Haaptsaach ass, dass ee weess, a wat fir eng Richtung ee wëllt goen.

Mir Gréng sinn oft belächelt ginn, wa mer eis fir Beem a fir de Mensch agesat hinn, wa mer géint de Béton waren a probéiert hinn de Leit kloer ze maachen, dass mer kengem wollte sain Auto ewechhuelen, mä némmen drop hinweisen, dass émmer méi Autoen émmer méi Stroosse bedeuten, an dass émmer méi Stroossen émmer méi Autoen no sech zéien.

Haut regen déi eng sech op, wa Biergerinitiativé wéile verhénneren, dass dat lescht Stéck Wiss ém hir Uertschaft vun engen weiderer Autobunn gefriess gëtt, mä ganz vill Leit verstinn déi Biergerinitiativen och, ganz vill Leit begräifen, dass mer eng aner Logik musse fannen, dat heescht an den öffentlechen Transport investéiere mussen. Un eis ass et ze beweisen, dass Investitiounen an d'Emwelt och émmer méi wichteg Wirtschaftsfacteure kenne ginn.

Kritescht an onbequeemt Denken däarf keen Handicap sinn, mä muss als konstruktiv Mataarbecht verstanen ginn, als eng onbedéngt néideg Viraussetzung fir net an d'Blant ze lafen.

Elo wëll ech perséinlech, esou gutt et geet, u meng nei Aufgaben an der Chamber erugoan an zesumme mat menge Kolleginnen a Kollegen aus eiser Chamberfraktioune

fir déi fundamental Ziler, och um legislativ Plang, antrieben. Dat ass besonnesch den Emwelt- an de soziale Volet, de Beräich vun der Chancéglächheet téschent Mann a Fra, wou scho vill geschitt ass, wou awer nach muncches ze maache bleibt.

Ech mengen, dass et wichteg ass - an dofir wëll ech do och besonnesch aktiv sinn -, nei Initiativen an der Jugend- a Schoulpolitik ze huelen a se ze énnerstézten.

Schliesslech gesinn ech och nach e Schwéierpunkt vu mengem Asaz am kulturelle Liewen, wou et gëllt Initiativen ze huele fir eng lieweg an net elitar Kultur ze fördern.

D'Kannerrechter a „Jeunesse en détresse“ si fir mech weider Terrainen, wou ech mech wëll engagéieren.

Ech wëll awer och fir nei Aufgaben op bleiwen a weider un den Idealismus an un de Bénévolat gleewen.

Vill Leit belächelen eis Zukunftsvisionsen a fannen et wier Spënnerei, mä sinn et net des Visiounen, déi eis de Wäert vun eisem politischen Asaz weisen? Wa mer aus elektorale Grénn de Menschen dobaussen émmer erém virgaukelen, dass alles ém d'Suen dréit an net ém ménsclech a sozial Wäarter, däerfe mir eis net wonnen, wa mer iwverall op Egoismus an Eenzelinteresse stoussen.

An deem Senn wénschen ech mir eng streitbar an awer konstruktiv Zesummenaarbecht hei an der Chamber.

Merci, Dir Dammen an Hären.

#### 4. Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées internationales

**M. le Président.**- Nodeems d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg neie Member vun der Chamber ginn ass, huet d'Fraktioune vun deene Gréng verschidden Ännungen agereeht, wat d'Zesummesetze vun de Kommissioune a vun eisen Delegatioune bei den internationale Versammlungen ubellaangt. Hei déi nei Compositiounen:

**Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense:**

Den Här François Bausch iwverhëlt ebenfalls de Volet vun der Coopération.

**Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:**

D'Madame Renée Wagener ersetzt den Här Robert Garcia;

d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg iwverhëlt de Volet Logement.

**Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports:**

Den Här François Bausch iwverhëlt de Volet „Postes“ vum Här Robert Garcia.

**Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

D'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg ersetzt den Här Robert Garcia.

**Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine:**

D'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg ersetzt d'Madame Renée Wagener.

**Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture:**

D'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg ersetzt den Här Robert Garcia.

#### Commission des Media et des Communications:

D'Madame Renée Wagener ersetzt den Här Robert Garcia.

#### Commission du Travail et de l'Emploi:

Den Här Jean Huss ersetzt den Här François Bausch.

#### Commission des Travaux publics:

D'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg ersetzt den Här Jean Huss fir de Volet „Projets routiers“.

#### Commission spéciale „Ethique“:

Den Här Jean Huss iwverhëlt de Volet „Génétique“.

#### Commission spéciale „Jeunesse en détresse“:

D'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg ersetzt d'Madame Renée Wagener.

#### Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“:

Den Här Jean Huss ersetzt den Här François Bausch.

An der Assemblée parlementaire de la Francophonie ersetzt d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg den Här Robert Garcia als Membre suppléant.

Ass d'Chamber domat averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidément.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut de Mëtteg, eng Aktualitésstonn iwvert de Schutz vun den Actionnaires minoritaires, déi vun den Häre Jeannot Krecké a Ben Fayot am Numm vun der LSAP-Fraktioune ugefrot ginn ass.

D'Riedezäit ass am Artikel 78.2 vum Chamberreglement festgehalten. Et si bis elo agedroen: déi Häre Santer, Fayot, Graas, Henckes a Bausch. D'Wuert huet den Här Ben Fayot als Vertieder vun der LSAP-Fraktioune.

#### 5. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la protection des actionnaires minoritaires en relation avec le développement de la place financière

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, am bëlschen Echo de la Bourse stong de 16. Juli 2003 en Artikel iwwerschriwwen: «La place de Luxembourg, le trou dans la couche d'ozone de la protection des actionnaires minoritaires».

Dësen Artikel gouf énnert dem Androck vun engem Uerteel an éischter Instanz iwvert d'Klo vun den Actionnaires minoritaires vum RTL Group géint Bertelsmann verfaast. Deen Artikel seet énner anerem, dass dést Uerteel eng rout Kaart fir d'Léizeburger Regierung duerstelle géif.

Ech wëll hei net iwvert déi Affärschwätz. Si ass zwar den Ulass, dass d'Fro vum Schutz vun den Actionnaires minoritaires zu Léizeburg sech e bësse beweegt huet. Meng Absicht ass et ze énnersichen, wéi de Schutz vu klengen Actionnaireen op der Finanzplatz Léizeburg haut ofgeséchert ass, a wat d'Autoritéiten an däri Hinsicht maache sollen, respektiv wëllen.

Dëse Schutz interesséiert ganz vill Leit a concernéiert iwwregens och de Léizeburger Stat als Actionnaire. Ech erënneren drun, dass d'Loi Rau vill Leit zu Léizeburg dozou bruecht huet, hir gespuerte Suen an Aktié vu Gesellschaften ze investéieren, déi op der Léizebuer-

ger Bourse cotéiert sinn, déi hir Aktien op de Léizeburger Maart bruecht hinn.

Eng ganz Partie Léizeburger Investitiounsfongen hu sech aus steierleche Grénn doropshin och op Léizeburger Titré spezialisiert. An der RTL-Group-Affär sinn émmerhin direkt oder indirekt eng 10.000 RTL Group-Actionnairé bestraft, ganz vill Léizeburger, déi hir Sue sait Jorzéngten an dat létzebuergesch Unternehmen investéiert hinn. Concernéiert ass iwwregens och de Stat, deen Enn 2002 émmerhin ém 300.000 RTL-Aktien hat, an d'Spuerkeess mat 1% plus 0,7% vum Kapital iwwert eng Sicav, bestraft sinn och d'Kapitalgesellschaften, wouvunner énner anerem d'Audio lux, déi op Wonsch vun der Léizeburger Regierung jo an den 90er Joren Aktiepäck zesummegeluecht huet fir e Léizeburger Afloss am Kapital vun RTL ze behalen.

Doriwwer eraus kann een drun erënneren, dass an de leschte Joren émmer méi Léizeburger an och auslännesch Gesellschaften sech op der Bourse zu Léizeburg cotéiere gelooss hinn. Arcelor zum Beispill ass eng Gesellschaft vu Léizeburger Recht, déi op der Bourse zu Léizeburg cotéiert ass an an däri de Léizeburger Stat 6% vum Kapital huet, also largement minoritär ass. Et kann ee sech do natierlech froe wat mam Patrimoine vum Stat geschitt, vun der Kollektivitéit, wann a Kapitalgesellschaften an deenen de Léizeburger Stat Aktionär ass Operatiounen wéi am RTL Group entstinn an dee Patrimoine drastesch u Wäert géif verléieren.

Aner Gesellschaften, déi Appel un d'Kapital vum Léizeburger Spuerer gemaach hinn, sinn zum Beispill d'SES, Utopia, de Foyer - fir némmen déi puer ze nennen. A souguer wann een eng ganz liberal Astellung zum Fonctionnement vun engem Finanzplatz huet, huet d'Politik ganz bestémmt eng Verantwortung, net némme fir den Ausbau vun der Finanzplatz, mä och fir d'bonne gouvernance dovunner.

Dozou gehéiere Regulatiounen, déi Transparenz a Sécherheet schafen an zwar fir jiddfereen, fir Spuerer wéi fir Gesellschaften déi sicichen. D'Politik huet och d'Verantwortung dass déi Regulatiounen observéiert a respektéiert ginn an dass jiddfereen gläich virum Gesetz ass.

An dës Gläichheet muss effektiv sinn. Et däerf net sinn dass ee jorelaang virun de Gerichter klo muss fir vun däri Gläichheet kennen ze profitéieren. Et kann och net sinn dass déi, déi eng dominant wirtschaftlich a finanziell Positioun hinn, sech Saachen op der Finanzplatz erlabe kennen, déi op Käschte vun aneren, manner Kapitalkräfte geéift. De Schutz vum Spuerer an d'Gläichheet vun de Spuerer sinn an engem Zäit vu Globalisierung an internationalem Kapitalfloss méi wichteg wéi jee. Eng Finanzplatz déi in an auslännesch Kapital unzéie wëllt, muss dat Kapital géint Praktike schützen, déi et entwáere können. Wann den erwähnten Artikel, deen ech am Ufank zitiert hinn, vu Léizeburg als vun engem Lach an der Ozonschicht iwwert dem Kapitalmaart vun Europa schwätz, da well an de meeschte Länner ronderém ons esou eng Gesetzgebung besteet, fir d'Aktionäre bei OPA, bei Offres publiques d'acquisition, ze beschützen an d'Gläichheet ofzesécheren. D'éi Législation gëtt et zu Léizeburg net.

D'Fro kann ee sech natierlech stelle: Gëtt et wierklich näischt wat den Actionnaire minoritaire zu Léizeburg am Fall vun engem OPA schützt? Ech wëll hei keng Schwaarzwäissmolerei maachen. Ech mengen et ass e seriöse Problem, deen een objektiv kucke soll. Et kann een dorobberhi soen, dass et wuel am Règlement d'ordre intérieur vun der Léizeburger Bourse eppes gëtt. Dee Règlement d'ordre intérieur, deen op eng Direktiv vun 1979 opgebaut ass, bestémmt énnergé anerem dass deen, dee wëll zur Cote officielle zougelooss ginn, eng Deklaratioun muss hannerleeën an däri hien den Engagement hält, ech zitiéieren: „d'assurer un traitement égal des actionnaires qui se trouvent dans des conditions identiques“.

Anerersäits gëtt et eng wichteg Donnée, de Code de conduite vun 1977, deen op engem Recommandatioun vun der Europäischer Kommissioune vum 25. Juli 1977 baséiert. An déi Code de conduite ass onmissverständliche: Déi drëtt Empfehlung doranner schwätz ganz kloer vun der Gläichheet vun den Aktionären. D'Regierung schéngt dat neierdéngs och esou ze gesinn. An eng Antwerp op eng parlamentaresch Ufro mengersäits vum 24. Juli 2003 huet den Här Frieden geschriwwen, ech zitiéieren en: „Le gouvernement tient à souligner en premier lieu, comme il l'a fait précédemment que même en l'absence d'une législation spécifique sur les OPA, le droit luxembourgeois connaît des principes généraux de droit qui tout en préservant le caractère libéral du droit des sociétés luxembourgeoises, n'en protège pas moins les actionnaires minoritaires.“

Ech muss allerdéngs nach eng Kéier drun erënneren, dass ech eng Antwerp vun den Häre Juncker a Frieden vum 8. Februar 2002 op eng ähnlech Fro krut, déi allerdéngs vill manner kloer war. Well do stoung, ech zitiéieren nach eng Kéier: „Le droit des sociétés luxembourgeoises ne prévoit pas de dispositions particulières concernant les actionnaires minoritaires.“ Dat ass gesot gi well mer de librale Charakter vun désem Gesellschaftsrecht oprechterhale wollten.

Nu gesäit et awer esou aus wéi wann d'Autoritéit déi d'Finanzplatz kontrolléiert déi Recommandatioun vun 1977 iwwert d'OPA als net zwéngend géif ugesinn. D'Commission de surveillance du secteur financier mécht wuel e Fanger, gëtt en Avis, mä si huet - wéi si selwer seet - kee Pouvoir d'injonction a si ass der Meenung dass si selwer keng Recommandatiounen erlosse se kann esoulaang se keng Base légale huet, also kee Gesetz dofir huet, an esou e Gesetz gëtt et net.

An dach - dat ass och eng Fro wäert - beriffet zum Beispill d'Regierung sech an engem neie Gesetzesprojet iwwert d'Titrisatioun och op d'Surveilance vun der CSSF an deem Zesummenhang, déi Surveillance déi - wéi elo just gesot hinn - kee Pouvoir d'injonction huet. D'Regierung huet och zu verschidene Molen op europäesch Regulatiounen vertréischt. Dat ass dann eng äusserst laangwierig Affär, besonnesch am Finanzsektor. Bekanntlech huet d'Kommission den 19. Januar 1989 e Vorschlag fir eng Direktiv iwwert d'OPA virgeluecht. Dee Vorschlag ass den 8. Februar 1996 duerch en neie Vorschlag ersat ginn an dee goung bis de 4. Juli 2001, wéi e vum Europaparlament a leschter Instanz ofgeleent gouf.

Den 2. Oktober 2002 huet d'Kommission den neien Text virgeluecht, deen elo an der Maach ass. Meng lescht Informatiounen doríwer soe mer, dass deen nach émmer beim Conseil läit fir Kompromésser ze sichen. Ech sinn awer der Meenung, Här President, dass et kee Wäert huet nach laang ze waarden. D'Direktiv vun 2002 verfollegt, wat de Schutz vun den Aktionäre bei engem OPA ugeet, déi selwecht Ziler wéi déi vun 1989 an 1996. Dee Schutz gëtt vu jiddfer Land ugeholl. Et ass iwwregens um Plang vun der Europäischer Union émmer némmen drëm gaangen e Kader ze schafen, an ech zitiéieren do den Exposé des motifs vun der Direktiv: „en imposant certains principes et un nombre limité d'exigences générales tout en permettant aux Etats membres d'arrêter les règles détaillées d'application“.

conformément à leurs pratiques nationales".

Ech mengen also dass d'Zäit komm wär, dass d'Regierung och all d'Donnéeén hätt fir e Gesetzesprojet virzeleeën dee sech un däri Direktiv inspiriert an d'Prinzipie vum Schutz a vun der Gläichheet vun den Aktionäre bei enger OPA gesetzlech émsetzt. Si sollt net waarde bis déi Direktiv duerch d'Mille gaangen ass. Ech weess net wéi séier dat geet. Et weess kee wéi séier dat geet. Ech menge schonn dass d'Regierung elo han-dele soll. An domat schléissen ech of, Här President:

Wann et ém d'Sue vun der Epargne geet, wann et ém d'Gläichheet vun de Spuerer geet, wann et ém eng bonne gouvernance och vun der Finanzplaz geet, kann d'Regierung net waarden, an ech wär frau wann ech vum Här Minister kënn hérien dass hien elo géif aktiv ginn. Merci.

**M. le Président.**- Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Patrick Santer (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Affär iwwert d'RTL Group den Ulass zu dëser Aktualitéitsstonn ass, wéll ech awer kee Wuert iwwert dës Affär verléieren, déi nach unhänglech ass, weder wat d'Faiten nach wat d'éischt-instanzlecht Uerteel ugeet. Eng Gesellschaft funktioniert no engem demokratesche Prinzip. Den Aktionär, dee méi wéi d'Halschent vun de Stëmmrechter huet, kann d'Entscheidungen entscheidend beaflossen, a wann e méi wéi zwee Drëttel vun de Stëmmrechter huet, kann en och d'Statuten ändern ouni dass de Minoritär oder d'Minoritären hir Conceptiounen dem Majoritär imposéiere können.

Dat heescht awer net dass de Minoritär ganz ouni Pouvoir ass. De Schutz vun den Actionnaires minoritaires kann ee schematesch an zwou Kategorien andeelen, och wann dës zwou Kategorié sech iwerschneide können. Den éischte Volet ass de Schutz vun den Actionnaires minoritaires am Kader vum interne Fonctionnement vun der Gesellschaft. Hei gesäit d'Gesetz vun 1915 iwwert d'Gesellschaft scho verschidde Mesuré vir, zum Beispill dass d'Aktionären déi op d'mannst ee Fënnetel vum Kapital hunn eng Assemblée générale ufroe können, an dass dës Assemblée bannent engem Mount zesummekomme muss. Natierlech können d'Statute vun enger Gesellschaft méi déif virgesinn, wat dem Schutz vun den Actionnaires minoritaires zugutt kënnnt.

Fir nach bei dësem éischte Volet ze bleiwen, hunn d'Gerichter och d'Konzept vum Abus de majorité ausgeschafft, well de Minoritär eng Entscheidung vun der Gesellschaft viru Gericht ufechte kann, wann dës Entscheidung géint den Intérêt vun der Gesellschaft verstässt. Den Haaptmajoritär kann also net alles maache wat a sengem eegenen Intérêt ass.

Den zweete Volet ass de Schutz vun den Actionnaires minoritaires an hire Relatiounen énnerteneen a mat hire Relatiounen mam Actionnaire majoritaire. Am Fong geholl geet et ém de Prinzip vun der Egalité de traitement, vun der Gläichberechting téschent Aktionären.

D'Gläichheet vun den Aktionären ass besonnesch an enger Situations a Gefor, an déi huet och den Här Fayot ugeschwat, vun enger OPA: offre publique d'achat. Et kann een och vun enger OPE schwätzen: offre publique des échanges, ech mengen hei geet et ém datselwecht.

Eng Persoun fänkt un Aktien ze kafen a kënnnt esou op eng Participatioun vun 90 bis 95% an enger Gesellschaft. Muss déi Persoun dann déi Reschtaktien, déi 5 oder 10%, opkafen? Et bedeit natierlech en

Agréff an d'Privateegentum vun den Actionnaires minoritaires, déi net welle verkafen. Oder émge-dréint, kënnent dann déi Minoritären, déi also nach 5 bis 10% vun den Aktien hunn, de Majoritär zwéngé fir hir Aktien opzukafen, natierlech zu deeneselwechte Bedéngunge wéi hien déi 90% Aktie virdur kaft huet? Heirém geet et. Dat huet besonnesch bei enger Gesellschaft, déi op der Bourse cotéiert ass, eng wichtig Influenz. Wann eng Persoun ufankt masseg Aktien ze kafen am Kader vun enger OPA oder enger OPE, da geet de Präs vun den Aktie séier an d'Lucht. A wann dës Operatioun eriuwer ass, gegléckt ass, dat heescht, wann de Keefer 90 bis 95% vun den Aktien huet, da kënnnt de Cours vun den Aktien erém op en normalen Niveau.

D'Minoritären, wa se wëllen aus der Gesellschaft erausgoen, hunn also Intérêt hir Aktien am Kader vun de Bedéngunge vun der OPA/OPE ze verkafen. A wann de Majoritär 90 oder 95% vun den Aktien huet, dann huet en och keen Intérêt méi, dass d'Gesellschaft op der Bourse cotéiert bleibt. E kann heiansdo net déi Gesellschaft op der Bourse cotéiere loessen, well 25% musse floaten, dat heescht, mussen échangéiert ginn am Public. Wann een dann 90% huet, da muss ee seng eege Participatioun präis-ginn. Dat heescht, da verléiert een Influenz an der Gesellschaft.

Natierlech, wann d'Gesellschaft och net cotéiert méi ass, da verschwennet d'Transparenz, well eng Gesellschaft, déi op der Bourse cotéiert ass, muss de Boursenau-toritéité verschidden Dokumenter weisen, déi dann öffentlech zougänglech sinn, wou den Actionnaire minoritaire also selwer Accès drop huet. Wa se net méi cotéiert ass, da brauch se dat net méi ze maachen.

Wéi den Här Fayot zu Recht gesot huet, hu mer zu Lëtzebuerg keng OPA/OPE spezifesch Gesetzgebung, déi géif soen zum Beispill oder énner anerem, dass de Majoritär, deen 90 oder 95% vun den Aktien huet, oder opkeeft, och nach déi lescht 5 bis 10% zu deeneselwechte Bedéngungen opkafe muss, entweder op eegen Initiativ oder Ufro vun de Minoritären. Esou géif d'Gläichheet téschent Actionnaires majoritaires a minoritaires garantéiert ginn.

Am Géigesaz zu eisen Nopesch-länner hu mer also keng Virschriften aus verschiddene Grénn. Fir d'éischte sinn esou Operatiounen an eisem Land éischter seelen, mä et ginn der awer nach wat Lëtzebuerger Gesellschaften ugeet, och wa se op enger ausländescher Bourse stattfannen.

E weidere Grond ass, dass eng Direktiv amgaangen ass, wéi den Här Fayot och gesot huet, ausgeschafft ze ginn. Eng éischte Fassung vun der Direktiv war am Juli 2001 no 12 Joer Négociatioun vum Europaparlement bei Stëmmgläichheet, 273 Deputéierten op all Sait, verworf ginn.

Eis Légalisation ka sech natierlech vun däri Proposition de directive inspirieren, wat de Schutz vun de Minoritären ugeet, well d'Bestëmmunge vun dëser Proposition de directive, déi kritiséiert goufen, net eise Problem untaaschten.

E leschte Grond firwat eis Gesetzgebung och nach náischt iwwert d'OPA virgesatt, ass, dass mer awer hei zu Lëtzebuerg verschidde Regele virgesi wat d'Gläichberechting vun Aktionären ugeet. Emol ofgesi vun de Principes généraux du droit, déi ee kënnnt hei invquéieren, well et ém Gläichberechting geet, a Gläichberechting ass jo och e fundamentale Prinzip vun all demokratescher Institutioun, an an enger demokratisch funktionéierender Institutioun wéi an enger Gesellschaft kann een och op eng Recommandatioun vun der Europäischer Kommissiou vum 5. Juli 1977, déi e Code de conduite virgesait, zréckgräifen.

An dësem Code de conduite, deen am Mémorial B publizéiert gouf, ass de Gläichberechtingsprinzip kloer festgehalen.

Op Grond vun dësen Iwwerleeunge wier et ze begréisse wann an der nächster Zäit e Projet de loi, dee sech spezifesch mat OPA/OPE ausneesetzt, géif déposéiert ginn, an et wier wünschenswäert, wann dëse Projet nach an dëser Legislatur géif gestëmmt ginn. Et kommen awer natierlech Problemer. Wéi calculéiert een de Präs vun esou engem Rachat oder Retrait obligatoire? Oder wéi ass déi juristesches Situation international, wann eng Lëtzebuerger Gesellschaft zu Paráis cotéiert ass? Spillt d'franséisch Gesetz oder spillt d'lëtzebuergesch Gesetz? Mä dat sinn Detailfroen, déi nach musse geregelt ginn.

Mat esou enger Légalisation, mat esou engem Gläichberechtingsprinzip géife mer méi eng grouss Sécherheet schafen, fir d'Gesellschaft, fir d'Minoritären a fir all interesséiert Persoun, well mer net vergiessen däerfen, dass eng Participation vun de Salariéen an enger Gesellschaft dacks, wann net émmer, extrem minoritär ass. Dés Sécherheet, déi duerch esou e Projet de loi géif geschafe ginn, verbénnt d'Legalisation vu Finanzoperatiounen mat däri néideger Déontologie, a wäert sonder Zweifel eis Bourse an doruwver eraus eis Finanzplaz stärken.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

**M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, spéitstens wéi Bertelsmann beim RTL Group 30% weider Kapital kritt hätt duerch d'Acquisition vum Undeel vum Groupe Bruxelles-Lambert ass d'Diskussion iwwert d'Protektioun vun den Actionnaires minoritaires hei zu Lëtzebuerg nees méi akut ginn. Et muss een allerdéngs drop hiwiesen, datt mer schonn 1994 déi Diskussion hei zu Lëtzebuerg haten, wéi deemoools e Grupp vun RTL-Aktionäre bei der deemooleger Régierung ugeklappt hat, fir datt dann och Moosnamen am Intérêt vun den Actionnaires minoritaires géinge geholl ginn.

Bei eis gi jo u sech émmer méi öf-fentlech Appeller gemaach, fir datt d'Leit Geld sollen a Gesellschaften investéieren a placéieren, dat heescht also, datt d'Zuel vun deene klengen Aktionäre permanent an d'Lucht gaangen ass. D'Zuel vun deene Eenheemeschen an den ausländesche Gesellschaften, déi op der Bourse cotéiert ginn, ass och an deene leschte Joren an d'Lucht gaangen. Mir hinn allerdéngs misse feststellen, datt natierlech Problemer entstoé können, wann eng OPA, wéi gesot Offre publique d'acquisition, op enger Lëtzebuerger Gesellschaft duerchgeführt gétt. Ech wéll elo net erém op dee Fall vun RTL hei am Detail zréckkommen, mä et ass jo awer festgestallt ginn, laut engem Uerteel aus enger éischter Instanz, datt do déi kleng Aktionäre schlecht ewechkomm sinn, well eben net déi néideg Légalisation hei zu Lëtzebuerg an deem Senn besteet, wat d'Protektioun vun de klengen Aktionären ubelaangt. Am schlimmste Fall kann et esou sinn, datt d'Valeur vun hiren Titren immens schnell kann zréckgoen.

Jiddefalls, well émmer méi Gesellschaften op der Bourse hei zu Lëtzebuerg cotéiert ginn, gétt dee Risiko och deementspriechend méi grouss. De Problem ass natierlech aneschers, wann et sech ém Gesellschaften handelt, déi en Appel public à l'épargne gemaach hinn.

De Steierzueler gétt jo op däri enger Sait ugehalen an encourageert fir an déi Gesellschaften ze investéieren, andeems datt en Aktie keeft an och gegebenenfalls däri duerch steierlech Virdeeler ka kréien. Op däri anerer Sait riskéiert en dann awer och am Fall vun enger OPA schlecht ewechzekommen.

Dofir fénnt d'DP et u sech och richtig, datt d'Regierung elo vorschläigt gegebenenfalls e Gesetzesprojet auszeschaffen, allerdéngs sollen däri awer net némmen déi Gesellschaften viséiert ginn, déi op der Bourse cotéiert sinn, mä och all Gesellschaften, déi en Appel public à l'épargne maachen. Natierlech muss ee sech an däri ganzer Diskussion och d'Fro stelle wat den Impakt op d'Finanzplaz Lëtzebuerg ass, wa mer op de Wee gi vun der Protektioun vun den Actionnaires minoritaires.

D'Fonggeschäft gewénnt jo weiterhin u Bedeutung a mir hinn de legislative Kader och permanent an deene leschte Joren zu Recht ugepasst. Dofir ass d'Demokratische Partei schonn der Meenung, datt ee sech soll Gedanke machen inwiefern datt e rechtliche Kader soll geschafe ginn an dat am Interesse vun den Actionnaires minoritaires, fir dem Prinzip d'égalité de traitement Rechnung ze droen. Et schéngt evident ze sinn, egal ém wéi eng OPA et sech handelt, datt d'Reprise jiddefalls vun den Aktien énnert deeneselwechte Konditiounen fir all Aktionäre geschéie soll.

De Regierungsprojet huet sech jo oder soll sech un engem europäische Projet orientéieren. Dee Projet, an dat ass schonn e puer mol hei gesot ginn, ass de 4. Juli 2001 vum Europaparlement ofgeleent ginn. Menge leschten Informationen no ass elo énner italiennescher Présidence zwar e Kompromissvorschlag vun de Portugiese virgeluecht ginn, deen anscheinend Chancen hätt ugeholl ze ginn, mä ech gi jo dovun aus, datt den Här Minister eis do ka vill méi am Detail informéieren.

Jiddefalls, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bewegen eis ouni Zweifel hei an engem ganz komplexen Dossier, wou et als Net-Fachmann natierlech schwéier ass, fir derduerch ze kucken.

Dofir ass et och wichtig, datt een zu dësem Zäitpunkt e Maximum u Gespréicher mat den Acteure vun der Finanzplaz Lëtzebuerg feiert, fir datt, wéi gesot, eng Léisung ka fonnt ginn, déi och am Intérêt vun der Compétitivitéit vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ass. Mir mengen allerdéngs, datt et awer logesch ass, datt een trotzdem awer ofwaart wéi d'Négociationen um europäische Plang finaliséiert ginn, ier een definitiv dann hei zu Lëtzebuerg géing légiférerien.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: «Petit actionnaire minoritaire, petit couillon; grand actionnaire minoritaire, grand couillon.»

Déi Ausso vum Wirtschaftskapitän, dem Här Albert Frère, charakteriséiert zimlech treffend d'Situatioun vun dem Actionnaire minoritaire hei zu Lëtzebuerg. Et ass dach leider esou, datt mer an onser Gesetzgebung net Rechnung gedroen hinn däri Evolution, déi sech an anere Länner breet gemaach huet, fir och den Aktionären, dem klengen Aktionär, verschidde Rechte zouzestoen.

De Problem, dee mer diskutéieren, ass illustréiert ginn hei zu Lëtzebuerg mat deem Prozess, mat däri Assignation en référé, deen e Grupp vun Actionnaires minoritaires géint RTL Group gemaach

huet, wou se protestéiert hu géint de Retrait vun der RTL-Aktié bei der Cotatioun op der Londoner Bourse. An éischter Instanz sinn d'Leit ofgewise ginn, et ass elo Appel, mä et ass natierlech ganz schwéier fir e Succès virun de Gerichter ze kréien, wa keng Base léale besteeet.

De Problem, dee mer diskutéieren, stellt sech national an international. E stellt sech speziell fir déi Titren, déi op der Bourse cotéiert sinn, mä awer och fir déi Titren, déi net cotéiert sinn.

Déi Proposition de directive vum 2. Oktober 2002, wann een déi duerliest, et ass eng zimlech voluminos Direktiv, mä déi gétt awer e puer grouss Indikatiounen un, wéi ee sech géint d'Offres publiques d'acquisition, géint d'OPAe ka schützen. Ech mengen et wär gutt wann d'Regierung dorf géing antried, datt op dem europäische Plang, fir déi OPA transfrontalières, déi Léisung, déi hei virgeschloe ginn ass, mat deene Modifikatiounen, déi a leschter Zäit virgeholl gi sinn, wann déi Proposition de directive géing duerchen.

Mä mir mengen als ADR, datt een de Problem vun den Actionnaires minoritaires net däri isoléiert gesinn. Et ass e Corollaire vu verschidde anere Punkten déi musse mat diskutéiert ginn.

Éischters den Actionnariat salarié. Ech hinn am Numm vum ADR eng Proposition de loi déposéiert, wou ech gefrot hinn, datt den Actionnariat salarié soll reglementéiert ginn an datt doduerjer och sollen d'Rechter garantéiert ginn, datt, wann Décisiounen an enger Entreprise geholl ginn, déi de Salarié uginn, en deen Ablack d'Méiglechkeet huet fir ze intervenéieren, fir eng Kontroll vun der Gesellschaft, fir eng Informatioun an eventuell Contestatioun vun de Gerichter.

D'Regierung huet mer an der Stellungnahm geantwert, si géing do-runner denken och esou e Projet de loi op dës déposeieren, mä et ass bis elo nach náischt geschitt. Här Minister, et wier vläicht besser Dir hätt meng Proposition de loi op den Instanzewee ginn, dann hätte mer elo schonn, weinstens wat den Actionnariat salarié ugeet, eng et-lech Dispositiounen, déi d'Rechter vun de Leit géing schützen.

Bei däri Geleeéheit hate mer och diskutéiert, datt mer missten dem Salarié d'Rechter gi fir datt se kënnen viru Gericht kloen als Actionnaire minoritaire.

Den zweete Punkt, deen e Corollaire ass vun däri Problematik, déi mer diskutéieren, ass d'Transparenz. Mir brauchen zum Beispill internationale Kontabilitéitsnormen, IS-Normen. Mir sinn elo um gudde Wee, andeems mer scho verschidde Kontabilitéitsnormen hei um nationale Niveau versichen ze koordinéieren, mä nach ass et wichtig datt et do méi Transparenz gétt, an dat geet just némme wann déi eenzel Kontabilitéitsnormen uniform fir all Gesellschaft a fir all Bank gällen.

Leider hu mer do an dem Gesetz esou vill Ausnahme gemach, datt och do nach Nachholbedarf a Verbesserungsbedarf ass.

Dréttens, mir musse méi Prozessrechte schafen, méi Méiglechkeete fir d'Aktionären, fir an d'Gestiounen vun den Entreprises zu intervenéieren, fir d'Gestiounsexperten notammt duerchzezéien. Mir gesinn am Frankräich unhand vun e puer Beispiller, déi déck an der Diskussion stinn, wéi wichtig et ass, datt heiansdo och den Actionnaire minoritaire, och d'Salarié heiansdo ka bei Décisiounen intervenéieren, verschidde Gestiounen a Fro stellen, ier et zu enger grousser retentissanter Faillite kënnnt.

De véierte Punkt, dee muss geléist ginn, ass dee vun den Interesse-konflikter téschent Verwaltungs-rotsmembren an Direkteren op däri enger Sait an hirer Gesellschaft.

Mir gesinn, a mir si ganz oft schockéiert dorriwwer, datt ee gesait datt zéng Milliouen Euro un en Administrateur bezuelt ginn, well e muss goen, well en d'Gesellschaft bal an d'Faillite gesat huet, an de klengen Actionnaire, d'Salariat wat eventuell entlooss muss ginn, dat kuckt dár Saach no an huet keng Rechter. Ech mengen dat wier eng Situation déi inakzeptabel ass an dofir muss légitéréiert ginn, fir datt esou Situationen net hei zu Létzebuerg an an Europa d'Regel ginn.

Dofir mengen ech, Här Minister - a mir hoffen dat als ADR -, datt d'Regierung endlech aktiv gëtt, Neel mat Käpp mécht an d'Rechter vun de minoritären Aktionäre schützt, hinne méi Rechter gëtt fir an d'Gesellschaften ze intervenéieren an datt déi Wieder, déi Aussu vum Albert Frère net méi däerf d'Leitmotiv si vun der Gesetzgebung hei zu Létzebuerg.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech fannen dat e ganz wichtige Sujet, deen den Här Fayot a seng Fraktioun haut de Mëttig op den Ordre du jour setze gelooss huet, an et ass elo relativ vill geschwat ginn iwwert d'Protektioun vun de klengen Aktionären am Zesummenhang mat OPAen.

Ech fannen déi Argumentatiounen, déi vum Här Fayot an och vun aneren hei schonn ubruecht gi sinn an déi och an d'Richtung ginn, datt een do misst légitéréieren, alleguer richtege, a meng Fraktioun deelt déi Approche. Mä ech mengen awer, datt dat awer am Endeffekt insgesamt net de wesentleche Punkt ass, wann et drëms geet d'Protektioun vun de petits actionnaires hei ze garantéieren, well fir mech ass et awer zimlech kloer, datt déi beschte Protektioun vum klengen Aktionär némme eng Kéier ka garantéiert ginn, wann de klengen Aktionär och déi néideg urdentalch Informationen huet.

Informationen huet, wéi d'Bourse fonctionnéiert, Informationen huet, wat Aktié sinn, wat d'Ënnerscheeder sinn téschent den Aktien an den Obligationen, fäeg ass an enger Dageszeitung zum Beispill d'Cotatioun vun der Bourse ze ließen. Alles Saachen, déi menger Meenung no eigentlech immens wichteg sinn an eng wesentlech Viraussetzung misste sinn, wann een d'Décisioun hëlt an d'Richtung ze goe fir sain Erspuerten, zu mools sái klengt Erspuerten an deen doten Domän ze investéieren.

Et ass esou datt an deene leschten 20 bis 25 Joer zu Létzebuerg effektiv vill geschitt ass hei, dat de klengen Spuerer incitéiert huet ewechzekomme vu méi engem defensive Spueren, d'Spuerbuch an esou weider, all déi Forme vun defensivem Spueren, déi d'Létzebuerger eigentlech émmer gewinnt waren. Dat war natierlech haupsächlich duerch d'Loi Rau a virun allem duerch d'Erweiderung vun der Loi Rau, wéi d'Loi Rau iwwergaangen ass, andeems och konnten iwwert d'Loi Rau Suen investéiert ginn a Létzebuerger Investitiounsfoncgen.

Ech mengen Dir wësst all, ech brauch lech dat jo awer net ze erklären, eréischt dat huet de Boom ausgeléist zu Létzebuerg an d'Leit incitéiert an déi Richtung ze goen, aus enger ganz einfacher Erklärung: Well een natierlech iwwert d'Investitiounsfoncgen de Risiko ka besser verdeelen, besser streeën, dat heesch net esou grouss ass fir deen eenzelne Klengspuerer, dee jo och vun der Bank gréissendeels eigentlech - losse mer soen - d'Observatioun vum Marché ewechgeholl kritt. D'Bank mécht déi eigentlech fir hien oder misst se fir hie maachen. An deem Gesetz, an dár Législa-

tion huet zu Létzebuerg - wéi gesot - och an dár Hinsicht munches bougéiert.

Wann een awer d'Praxis kuckt, wéi se hei zu Létzebuerg op der Finanzplatz existéiert, och bei de Banken, da muss een awer feststellen, dass d'Informatioun vum Client méi wéi ze wënschen iwwreg léisst. Et ass zwar wahrscheinlich schwéier elo do eng contraignant Législatioun ze maachen, déi d'Banken insgesamt dozou unhält eng besser Informatiounspolitik vun de Clienten ze maachen an deem dote Beräich. Eigentlech misst menger Meenung no eng Bank selwer vu sech aus och do e méi grosse Stellewáert drop leeën. Et gëtt och aner Finanzplazen - ech wéll drop hiwiesen -, wou dat scho vill besser gemaach gëtt wéi zu Létzebuerg, wann et ém Kleng Spuerer zum Beispill geet. Mä dat ass awer eigentlech kaum de Fall.

Et brauch een némme de folgenden Exercice ze maachen: Gitt muer op iergendeng Bank hei zu Létzebuerg an da sot Dir, Dir wéll gäre Geld investéieren. Da gitt Dir nach beschafffalls gefrot, a wat fir eng Richtung Dir ongeférer wéllt goen, ob Dir wéllt ganz defensiv goen oder métteledefensiv oder ganz offensiv wéllt Äert Geld uleeën. An da kritt Dir e Katalog an de Grapp gedréckt an da müsst Dir kucken als Klengspuerer mat deem Katalog do eens ze ginn. An ech behaapten awer emol - ech woen ze behaapten -, dass de Gros vun de Klengspuerer, déi dee Schrott maachen, net wëssen, wat an deene Kataloger steet an deenen Termen net mächtig sinn, fir dës Kataloger auserneen ze huelen, oder ze verstoen, wat se do exkliziert kréien.

Dat heesch, fir eis misst den Usaz virun allem do geschéien, um Niveau vun der Informatioun hei vum Consommateur, an deem dote Beräich, well némme, wann d'Transparenz - dofir ass och am Här Fayot senger Proposition de loi deen éischte Volet vun der Transparenz an der Informatioun menger Meenung no deen allerwichtegsten - an d'Informatioun garantéiert gi sinn, dann eréischt ass et de Leit méiglech och bei verschiddenen Investissementer vláicht opzepassen, jee nodeem wéi verschidde Saache bougéieren, a verschiddenen Investissementer vláicht jee nodeem net virzehuelen oder relativ séier hiert Geld bei verschiddenen Investissementer, déi se gemaach hunn, da vláicht erauszezéien.

Et muss een och soen, dass et an deem dote Beräich an eiser Schoul extrem hapert. Eise Schoulsystem ass iwwerhaapt ganz wéineg drop ausgerichtet, fir esou praktesch Informationen wéi dat doten ze ginn, mir hunn zwar elo eng International School of Finance gegrënnt, mä déi ass fir Professioneller ausgerichtet. Eisen normale Schoulsystem bilt an deem dote Beräich relativ schlecht aus. Dat ass bedauerlech, wann ee weess, wat fir eng Envergure virun allem d'Investitiounsfoncgen op der Finanzplatz Létzebuerg hunn. Mir sinn eng vun deene gréissste Finanzplazen op der Welt, wat d'Investitiounsfoncgen ubelaangt.

Wann een dann och nach weess, dass mer zwar elo vláicht d'Loi Rau ofgeschafen hunn, mä en drëtte Pillier am Rentesystem geschafen hunn, dee jo, wéi mir konnten an deene leschte Méint héieren, e formidable Succès ginn ass, wou iwwer 20.000 Kontrakten ofgeschloss gi sinn, wou och erém eng Kéier deen dote Volet jee nodeem a wat fir eng Richtung ee sech seng Rent wéll ofsécheren, erém eng grouss Roll wäert spiller, wann een dann och nach weess, dass natierlech et hei ém den drëtten Alter geet, dat heesch ém Gelder geet, déi d'Leit jo uleeën, fir eng Kéier speider an hirem Liewen dovunner ze profitéieren, da muss ee soen, henn ech wierklech meng Zweifelen, dass och do déi Transparenz an déi Informatioun émmer garantéiert

ass. Ech hu meng Zweifele bei allem Avis favorable, deen ech ginn zu der Gesetzgebung, déi mer do geschafen hunn, an déi ech och begrissen a wou ech et och gutt fanne, dass mer dee Boom do erliewen, an domadder jo och eigentlech en neie Konjunkturhiewel fir d'Finanzplatz um nationalen Niveau geschafen hunn.

Dofir - wéi gesot - ass dem Här Fayot seng Initiativ eng excellent Initiativ. Wéi ech vun de Majoritétspriécher héieren hunn, schénge jo och bei der Regierung hei gewesse Gedankegäng ze lafen. Ech hoffen, dass mer virun allem op deem dote Gebitt an der nächster Zäit eppes hei kennen änneren. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet Ären Ordre du jour ze respektéieren a mécht dat och haut wéi och bei anere Geleeënheeten, trotzdem stellt d'Regierung sech Froen iwwert den Zäitpunkt an d'Opportunitéit vun déeser Heure d'actualité. An dat aus zwee Grénn.

Eischtens ass déi Affár, déi hei den Ophänker vun désem Débat war, fir de Moment unhängech virun der Cour d'appel. Et ass - mengen ech - net gutt, wann een um Prinzip vun der Gewaltentrennung festhält, dass een hei Plaidoirien och par personne interposée zu Affären halt, déi virun de Geriichter diskutéiert ginn, voire, dass een hei Positionen hält, déi deem engen oder deem aneren an esou enger Affár kéinte schueden.

Dat Zweet firwat ech mengen, dass den Zäitpunkt vun déeser Heure d'actualité schlecht gewielt ass, dat ass, dass hei eng Rei Froen un d'Regierung gestallt gi sinn, esou wuel vun dem Här Fayot wéi vun aneren, déi d'Regierung duerch mä Mond scho beäntwert huet. Notamment kréien ech hei de Mëttig dräimol d'Fro gestallt, ob d'Regierung géif drun denken eng Gesetzgebung an dár dote Matière ze maachen. Or an deene Question-parlementairen, déi ech beäntwert hunn, respектив zesumme beäntwert hu mat dem Statsminister, huet d'Regierung gesot, dass se drun denkt esou eng Gesetzgebung ze maachen. Mir hunn dat och gesot am Kader vun Entrevuen, déi mer hate mat Organisationen, déi d'Actionnaire-minoritaires vertrieden, wéi virun dräi Woche mat INVESTAS, an dat ass och duerch e Communiqué vun der Organisatioun matgedeelt ginn.

Ech kann also haut némme confirméieren, dass d'Regierung gewielt ass op dee Wee ze goe vun esou enger Gesetzgebung iwwert de Schutz vun den Actionnaire-minoritaires. Ech confirméieren also dat, wat mir virun dräi Wochen dem Parlament matgedeelt huet, fir déi, déi d'Question-parlementairen net némme stellen, mä och d'Antwerte liesen.

Zum Inhalt kann ech och dofir nach eng Kéier ganz kuerz dat confirméieren, wat ech och an deene Question-parlementaire geschriwwen hunn. Eischtens ass d'Regierung der Meenung, dass eist Recht och haut eng Rei vu Grondprinzipie kennt, Principes généraux du droit, déi ganz kloer fir den égalitairen Traitement vun all Menschen, déi an dár námlech Situations sinn, antrëtt. Dat si Prinzipien, déi engersäits Principes généraux du droit sinn, an anersäits sinn dat och Prinzipien, déi an europäische Cours-de-conduiten zénter méi wéi zwanzig Joer stinn. Et kann een déi selbstverständliche an enger Gesetzgebung nach confirméieren.

ren, mä déi bestinn an den Ae vun der Regierung.

Et ass richteg, dass eng Rei No-peschlännere eng Gesetzgebung dorriwwer gemaach hunn, a mir ginn och op dee Wee. Ech wéll nach eng Kéier soen, dass ech awer och mengen, dass et eng gutt Manéier ass, wann een national Gesetzer mécht, dorop ze waarde wat op europäeschem Plang gemaach gëtt. Net bis Mokussdag, mä wann ee weess, dass een zur gläicher Zäit op Sitzungen op Bréissel fierit fir iwwer en Text ze diskutéieren an da seet mä parallel maache mir elo en Text on-ofhängig vun deem, wat zu Bréissel geschiift, da mengen ech, dass dat eng schlecht Method wär. Ech sinn och dovunner iwwerzeugt, dass den Här Fayot als iwwerzeugten Europäer awer och der Meenung ass, dass een op eng Direktiv waart, an dann e Gesetz mécht.

Ech hu gesot, mir waarden net bis Mokussdag, och dat hu mer an der Question parlementaire gesot. Et ass awer esou, dass deen zweeten Essai vun der Proposition de directive vun der Kommission iwwert d'OPA elo e bësse méi virukomm ass. Wann déi Groupe-de-travaile weider gutt dru schaffen, da soll deen Text nach eng Kéier um Conseil de la Compétitivité vun Enn November op den Ordre du jour kommen. Et ass iwwerregens net erstaunlecherweis vun de Conseil vun de Justizministeren, dee soss fir d'Gesellschaftsrecht zoustännig ass, mä dat heite funktionéiert énnert dem Kontext vum Marché intérieur an dofir geet et op de Conseil vun der Kompetitivitéit, wou Létzebuerg duerch de Wirtschaftsminister vertrude gëtt.

Dann ass natierlech och dat eng Direktiv, déi d'Zoustëmmung vum europäische Parlament brauch, souwuel um Conseilsniveau wéi um Niveau vum europäische Parlament. Et sinn awer nach eng ganz Rei Froen op. Fir Létzebuerg, notammt, ass eng wichteg Fro déi, wat fir eng Rechter e Stat kann hunn, deen Aktionär ass a Gesellschaften op déi dann och eng OPA ka gemaach ginn. De Stat ass Aktionär an enger Rei vu wichtige Létzebuerger Gesellschaften, a mir wäerten dofir suergen, dass do och déi Intérêten souwält wéi méiglech kenne bewahrt ginn.

Wann déi Direktiv net an deenen nächste Méint, virum Enn vum Joer géing ech soen, ofgeschloss gëtt, da maache mer dat, wat mer an der Question parlementaire geschriwwen hunn, da schreiwe mer a finaliséieren esou eng Gesetzgebung, no deene Grondprinzipien, déi mer haut scho kennen, námlech e gläichen Traitement vun Aktionären, fair a gläich Präisser an enger gewëssener Period, sechs oder zwielef Méint - dorriwwer muss ee schwätzen.

Selbstverständliche och genügend Informatiounen, ech mengen, den Här Bausch huet drop higewisen, dat ass och fir mech e wichtige Punkt, Transparenz an dár ganzer Matière ass wichtig fir dass jiddferee sech ka mat deenen námlech Mettelen op deem Marché ophalen.

Ech stellen haut fest, dass sech hei e breede Konsens ronderém déi Fro bilt, dass also déi kleng an déi grouss Kapitalisten haut an désem Parlament vill méi Ënnerstëtzung hunn, wéi dat an der Vergaangenheit de Fall war. Dat mécht eis op jiddfer Fall d'Aarbecht méi liicht, wa mer dann déi Gesetzgebung an deenen nächste Méint, hoffentlech fir d'éisch um europäische Plang an dann um nationale Plang, émsettzen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Domadder war dése Punkt ofgeschloss a mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4922 iwwert d'Publicité foncière. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et sinn agedroen: déi Här Krecké, Graas an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Claude Wiseler.

**6. 4922 - Projet de loi relative à la publicité foncière et portant modification**

- de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques;
- de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
- de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

**M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et handelt sech hei ém e ganz technischen Text, en Text deen och némme en Deelaspekt ass vun engem Gesamtprojet. D'Regierung ass amgaangen e gréisseren informatiessche Projet ze maachen, fir d'Publicité foncière an de Gréff ze kréien. Wat heesch dat? Mä dat heesch dass d'Regierung wéll d'Modernisation vun de Gestionsprozedure maache fir Immobilientransferte méi sécher a méi effikass kenne gestalten. Dësen Text deen haut zur Debatt stéet ass dann och némme eng éisch Etapp, déi eng Rei fundamental Froe kläert fir kennen an dár Prozedur vun der Modernisation weiderzefueren. Si erlaabt ganz einfach weiderzefueren. Et geet drëm, en Informatiksystem opzubauen, wou déi dräi Haaptacteuven, déi am Fall vun Immobilientransferten agräifen, Accès hunn. Den Informatikstraitemet soll an Zukunft méi sécher a fiabel sinn, schnell an effikass kenne gestalt ginn.

Wou si mer haut mat deem Gesamtprojet drun? Haut ass et esou, dass e Problem nach besteet, an dat ass dee vun der Mise à jour vun den Donnée-cadastralen, vum Fichier cadastral. Do ass e Retard, mä et ass awer wichtig dass déi Donnéeën do sinn, well déi sinn d'Basis fir den automatisierte Fonctionnement ze gestalten. D'Regierung huet zesumme mat der Kadasteradministration e Plan d'action gemaach, fir esou schnell wéi méiglech domadder färdeg ze ginn, fir dann d'Matrice an de Plan cadastral à jour ze hunn, fir kennen och déi ganz Aktionen hei an hirer Gesamtprozedur ze maachen.

Dësen Text, wéi gesot, ass elo net e komplette juristesche Kader fir d'Integralitéit vun deem Projet an d'Praxis émzesetzen, mä en ass eng Dispositioun déi noutwendeg ass fir elo dës Etapp ze maachen. D'Haaptzilsetzung dovunner ass dass eng ofgeséchert Identifikatioun vun eenzelne Persoune ka gemaach ginn. Haut ass et esou, dass d'Gesetz vun 1953 eis keng total Ofschéierung erlaabt, well den Text vun 1953 einfach seet, dass wa Persoune sollen identifizéiert ginn, dat selbstverständliche mat dem Numm, dem Virnumm, dem Geburtsdatum an der Adress soll geschéien. Dat ass sécher, mä dat ass net 100%eg sécher. Dofir dësen Text.

Dësen Text soll dann och e Schrëtt weidergoen an d'Autorisationen gi fir Gebrauch ze maache vun dem Gesetzesstext vum 30. Mäerz 1979 iwwert déi zentral Identifikationsnummer. Jiddferee weess, dass jiddfer eenzel Persoune eng zentral Identifikationsnummer huet, déi vum Centre informatique ausge-deelt gëtt, wou jiddferee eenzel némme eng huet a wou jiddferee awer och eng huet, sou dass do mat ganz grousser Prezisioun an Ofschéierung déi Identifikatioun ka gemaach ginn. D'éi Identifikationsnummer huet natierlech och

de grousse Virdeel, dass se vill besser informatesch gebrauchbar ass.

Et ass also elo drëm gaangen dëse Gebrauch fir déi dräi Haaptacteurë vun den Transfert-immobilier ze autoriséieren. Dat heesch engersäits fir de Kadaster, op dår anerer Sät fir den Enregistrement an drëttens selbstverständlichkeit och fir alleguer d'Notairen, respectiv iwwert d'Notairen eraus dat wat ee Créateur-d'acten nennt, well jo och d'Gemeenge respectiv de Stat selwer kënnen Akte kreeieren. Also den Notairen oder nom Terme général de Créateur-d'acten. Et ass also drëm gaangen deenen dräi Acteuren d'Autorisation ze ginn op dår engen Sät, mä et ass awer och drëm gaange Kloerzestellen, wien an dår ganzer Prozedur d'haute Responsabilität vun deenen eenzelnen Akten drëit.

Wat d'Motivation ugeet ass et och ganz Kloer gewiescht an der Kommission, dass do absolut kee Problem entstanen ass. D'Transaktioune fir d'Propriété korrekt, uerdentlech a mat Sécherheit ofzeséchere si ganz Kloer an däitlech eng Mission d'intérêt public. A wann déi hei nei Prozedur déi Korrektheet besser garantéiert, dann ass et evident dass et richteg ass.

Am Konkreten, wat steeet an deem Text? Mä eng Ännierung vum Gesetz vum 26. Juni 1953 „concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothéques“, wat èmgeännert gëtt fir éischtens deen Numero bâizeschreiwen, fir d'Identifikationsdonnée bei Transaktioune oder Inscriptiounsoperationen also ze erlaben, an zweetens e Recht ze schafe fir dass jiddfereen och d'Méiglechkeet huet, wa Feeler doranner waren, Èmännerungen ze froe fir lertëmmer an Oublié fir sech perséinlich dann an deem Fichier ze exigeieren.

Zweetens gëtt och nach d'Gesetz vum 30. Mäerz 1979 èmgeännert iwwert d'„identification numérique des personnes physiques et morales“, wou einfach nei definieert gëtt wien d'Identifikationsnummere ka gebrauchen. Am Text steeet elo „tout service public“ op dår engen Sät - „tout officier public et tout autre créateur d'actes“ an drëttens „tout établissement de sécurité sociale luxembourgeois“. Dat deckt also d'Komplettheet vun deenen, déi an dësem Kader vun der Identifikationsnummer musse kënne Gebrauch maache fir déi Actes de transfert immobilier besser ze maachen.

Drëttens gëtt och nach an deem Text d'Responsabilität fir d'Gestioun festgeluecht. Den Text wéi en a senger leschter Versioun hei virläit gesäit vir, dass do de Kadaster engersäits, den Enregistrement op dår anerer Sät an d'Notairen, respectiv d'Créateur-d'acten als leschte Partner d'Responsabilität iwwerhuele fir déi Akten déi si maachen. Dat war déi eenzeg länger Diskussioun déi mer an der Kommission haten, déi de Conseil d'Etat och duerch verschidene Avise matgefouert huet, well am Originaltext vun der Regierung stoung, dass den Enregistrement fir déi ganz Prozedur sollt responsabel si. De Conseil d'Etat huet awer gemengt, dass den Enregistrement net kéint responsabel gi fir Aarbechten déi aner Administriatioun géinge maachen. Eis Kommission war och d'accord mat dår Propositioun, esou dass elo hei festgesat ginn ass, dass jiddfer Acteur d'Responsabilität vu sengen Akten drëit. Dobäi ass et selbstverständlichkeit, dass de Centre informatique de l'Etat duerch sain organesch Gesetz och fir de materiellem Deel vun deene ganzen Transaktioune, dat heesch fir déi ganz Informatiksäit d'Responsabilität selbstverständlichkeit an Zukunft wäert droen.

Voilà, dat e puer Explikatiounen zu deem somme toute techneschen Text an engem Saz. Et geet also

drëm fir déi Transferen hei méi sicher ze maachen, fir einfach den Acteuren ze erläben d'national Identifikationsnummer kënnen ze gebrauchen. Dat ass de Résumé vun dår ganzer Technik an engem Saz. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren an ech gi selbstverständlichkeit och heimat den Accord vun der CSV-Fraktiou zu dësem Text.

**M. le Président.**- Als éischte Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Fong vun deem Projet ass u sech, mengen ech, net vill ze soen. Et ass eng ganz gutt Iddi déi dräi Acteuren, wann een esou wéllt, vu Mutatiounen, matenaner ze verbannen. Dat ass némmen ze begréissen. Ech muss allerdéngs soen, dee Projet do ass och scho bal zéng Joer al mëttlerweil a mir dinn eis einfach schwéier mat der Emsetzung vu gudden Iddien déi mer hunn. Déi Leit, déi dee Projet an d'Welt gesat henn, Métt der 90er Joren, hate somme toute eng avantgardistesch Approche an dår ganzer Saach, an ech muss einfach feststellen, dass mer haut am Fong geholl e Projet de loi hei stëmmen, géint deen een a priori net ka sinn, mä wou een einfach d'Bedauere muss ausdrécken, Här Minister, dass mer eis nach wie vor schwéier di mat der Emsetzung vun engen Iddi, déi och nach eppes ze dinn huet mat Informatik. Et stellt ee fest, dass èmmer da wann et d'Informatik ass, mir et net fäerdeg brénge virunzekommen.

Elo si mer bal zéng Joer amgaangen domadder. Mir sinn, ech géing soen, vläicht e Schrëtt weider mä och nach net vill méi wält. Dofir mäi Bedauerunen dorriwwer. Ech muss och soen, dass eng Rei Leit vun eis Bedenken hate well mer déi Nummer aus dem Répertoire national am Fong geholl elo fir eng ganz Rei Saache gebrauchen. Ech verstopen net, dass eenzel Leit bei eis Bedenken henn, dass déi Nummer elo permanent gebraucht gëtt. Ech perséinlich hu keng Bedenken d'géint. Dofir war ech och an der Kommission kee vun deenen déi hir Bedenken ausgedréckt henn.

Et war och d'Fro gestallt ginn awélfen déi Kommission, déi mer an d'Liewe geruff hunn, iwwert d'Protection des données nominatives net hätt misse gefrot ginn. Et muss een allerdéngs feststellen, dass d'Prozedur schonn esou laang um Niveau vun der Chamber läit an net méi an den Hänn somme toute vun der Regierung war, dass d'Regierung net ka responsabel gemaach ginn. Mir mussen eis mat der eegener Nues huele wa mer net higaange sinn a gegebenenfalls déi Kommission èm hiren Avis gefrot hunn. Dat gesot, Här Minister, bréngen ech den Accord vu menger Fraktiou, woubäi eenzel Leit awer hir Bedenken henn iwwert d'Utilisatioun vun deem Nummer. Ech muss dat am Numm vun eenzelne Kolleegen hei ausdrécken. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

**M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Informatik gewënnt èmmer méi u Bedeutung am Verwaltungsberäich. Et sinn an deene leschte Joren eng Rei vu Projeten hei gestëmmt ginn. Entgéint deem wat mäi Virriedner elo hei behaapt huet sinn ech allerdéngs der Meenung, datt vill Effortè gemaach goufen. Ech wéll op e rezent Gesetz hiweißen, wat awer och eng gewëssse Bedeutung, besonnesch am Intérêt vun de Betriber huet, wou et jo elo méiglech ass zénter dem 1. Juli zum Beispill d'TVA-Deklaratioun iwwer online dem Enregistrement eranzeginn.

Haut stëmme mer u sech och erém eng Kéier e Gesetz wat dår ganzer Entwicklung Rechnung drëit, well et zu enger Vereinfachung vun administrative Prozedure báidréit.

D'Bautätigkeet ass hei zu Lëtzebuerg nach wie vor héich, esouwuel fir de Wunnengsbau, wéi awer och fir d'Immeubles vu Büroen an och fir de Commerce, wat natierlech dann e ganz groussen administrativen Aarbeitsopwand mat sech bréngt. Besonnesch um Niveau vum Kadaster waren et an deene leschte Joren eng Rei vu Retarde ginn. Ech beruffe mech hei op Aussoen, déi op eng Antwort vun enger Question parlementaire gemaach goufen. Esou waren zum Beispill Enn Abrëll vun dësem Joer nach 475 Mesurë vun Empriisen am Suspens. Dovu waren der 320 méi wéi dräi Joer al, an d'Haupsaach vun deem Retard wier, datt d'Regionalbüroë sech virun allem èm Bauplaze bekëmmert henn, an och èm Empriis fir d'Nordstrooss, respectiv fir d'Saarautobunn, an dofir si jo och regelméisseg Soumissione gemaach ginn, fir datt dat um Niveau vum Privatsektor kënnnt realiséiert ginn.

Et muss een allerdéngs och hei ènnersträichen, datt jo awer déi ganz Dokumentatioun vum Kadasteramt wäitgehend informatiséiert ginn ass, an datt mer um europäesche Plang u sech och eng privilegiert Situatioun do anhuelen.

Mir lieuen nun eben an enger Welt, déi èmmer méi komplex gëtt, wou et och normal gëtt, datt vill Saache mussé répertoriéiert ginn, an dat bréngt mat sech, datt mer eis mussé mat villen Nummeren ofginn.

D'Gesetz vun 1979 hat jo déi sou genannten eelefstellieg Nummer agefouert. Dat heesch also niewent dem Gebuertsjoer nach de Mount, den Dag an nach eng dräistelle Zuel hennendrun. Ech wéll iwwregens hei nach eng Kéier drun erënneren, datt schonn 1965 déi deemoeg Regierung sech Gedanke gemaach hat, fir esou eng Nummer anzeféieren.

Elo soll also duerch dést Gesetz dann eben déi Nummer och bei verschiddenen Akte bâigesat ginn, wat u sech eng logesch Konsequenz ass vun der Entwicklung vun dår Multitude vun administrativen Aarbechten, déi mussé gemaach ginn. Natierlech muss ech an deem ganze Kontext awer och gewëssse Froen iwwert den Datenschutz hei stellen, an och froen ob dës Bestëmmungen net kënnen zu Abüe féieren, obwuel ech do keng gréisser Problemer gesinn.

Mir hñn natierlech och keen anere Choix, well wa mer wëllen um administrative Wee méi effizient schaffen, dann ass et gutt, wann een op esou e System kann zréckgräifen.

Et ass och gutt, datt an dësem Gesetz den Terme vu Responsable du traitement net gebraucht gëtt, an datt u sech d'Gestioun op déi dräi Haaptacteure verdeelt gëtt.

Och wann, wéi gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'est Gesetz vun enger relativ bescheidener Envergure ass, ass et awer fir eis dach vun engen grousser Importenz, an dowéinst wäerte mer als Demokratesch Partei och d'Zoustëmmung ginn, net awer ou ni nach dem Kolleg Claude Wiseler merci ze soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei ass elo zimlech gutt theore-

tesch duergestallt ginn. Ech wollt e klänge Báitrag liwweren iwwert de praktesch Aspekt vun dår ganzer Fro.

Ech weess net ob schonn ee war op der Nummer 67 an der Rue verte zu Gaasperech, de Minister vläicht. Dat ass déi Platz an engem neie Building vis-à-vis vum Lëtzebuerger Wort, wou déi Servicer, vun deene mer hei schwätzen, ènnerbruecht sinn. Niewent enger Bank an engem Policebüro sinn do elo d'Actes civils, den Hypothéikebüro 1 wat d'Circonscription vum Zentrum betréfft, den Hypothéikebüro 2 wat de Süde betréfft, an och d'Successionen.

Déi Servicer ware virdrun zentral an der Stad situéiert, um Helle-Geesch-Plateau an den ale Kasären. An ech hu festgestallt, op dår neier Platz, wou déi Servicer elo sinn, gëtt et en immense Problem vun Zougank fir de Publikum, eng ganz einfach banal praktesch Fro, et sinn nämlech keng Parkplaze ronderëm, an an der Rue verte, do wou keng Haiser sinn, eng Strooss, déi an d'Wisen eraféiert, wéi den Numm et seet, ass et einfach verbuuden ze parken. An da gëtt et nach eng ganz Partie Parkplaze ronderëm dat Gebai, déi sinn alleguéerte privat verlount. Et kann een och versichen do an esou e Parkhaus eranzefuern. Da gëtt ee ganz séier emgedréint an et kritt ee gesot, dat wären d'Parkplaze vun der Bank. Dat heesch, fir déi Leit, déi dee Service public, vun deem mer hei schwätzen, welle benotzen, gëtt et keng Parkplazen. Déi éischt Parkplaze sinn an der Zone résidentielle hannert dem Lëtzebuerger Wort, an déi sinn deier, wann ee sech dohinner stellt ouni eppes an d'Fénster ze leeën. Dat ass ganz richteg.

Ech hñn och festgestallt, et ass iwwregens ganz schwéier mam Bus dohinner ze kommen. Bis elo waren déi Servicer jo relativ zentral geleeën. Dat war kee Problem. Et ass also e reelle Problem vun Accès zu deem Service public. A wéi et schéngt wieren och manner Utilisateuren elo do, zénter dass dat Gebai op dår neier Platz ass. Et wiere manner Leit do, déi géifen déi Servicer an Usproch huelen, hñn ech mer soe gelooss. An do ja kó vläicht de Minister dann em Opschloss ginn iwwert déi Fro.

Ech mengen, dat sinn onzoumbbar Zoustänn. Et ginn och nach aner Problemer op dår Platz.

**(Interruptions diverses)**

**M. le Président.**- Loosst de Riedner schwätzen. Déi aner sollen nolaschteren.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Et ass och nach e Problem, hñn ech festgestallt, vu Confidentialité, wann ee bei dee Guichet do kënnnt. Do ass zum Beispill de Guichet vum Steierbureau 11. Deen ass verbonne mat engem Lautsprecher mat der Galerie, wou een dann dra stéet, wou déi Guicheten alleguéerte sinn, an do ass absolut keng Confidentialité garantéiert, well do héiert een alles verstärkt nach duerch dee Lautsprecher, alles wat de Steierzueler schwätzt mat deem Beamten, deen hannert deem Guichet sétzt.

Ech fannen, esou soll net e Service public ausgesinn. Dann ass et gutt theoretesch ze schwätzen iwwer e Gesetz, mä et muss een och kucke wéi dee Service an der Praxis funktionéiert. Well ech mengen, wéi wichtig dee Service ass, vun deem mer hei schwätzen, dat gëtt jo och an deem Gesetz hei erkläert. Deen ass dofir do fir d'Publicité légale ze organiséieren. Zum Beispill wat d'Propriété immobilière ugeet, kann do all eenzelne Bierger hiwoen an eng Kopie vun engem Akt froe géint moderat Kopieskáschten oder Renseignementen froen iwwert iergendee Stéck am Land.

Et war iwwregens e Service, deen èmmer virbildung funktionéiert huet, hñn ech fonnt, a punkto Ze-virkommenheit a Fréndlechkeet

vun de Beamten, déi do schaffen. Dofir wier ech net frou, wann dat duerch esou Hindernisser an Zukunft net méi garantéiert wier.

Déi Reform, déi mir also hei solle stëmmen, betréfft d'Afierung vum Numéro d'immatriculation nationale an de Beräicher vun der Publicité foncière, vun der ziviler Publicité, wat zum Beispill Uerteeler ugeet, oder an der Publicité vun den Testamenter. Esou sollen déi eenzel Parteie vun esou Akte kënnne besser identifizéiert ginn. Ech hñn natierlech näischt auszeszen un deem Gesetz u sech, wat ech och stëmme wäert, et muss een awer genau verfollegen, wéi déi Reform do soll weidergoen, well et ass jo gesot ginn, et ass némmen den éischt Deel vun enger Reform.

Ech mengen, et muss och weiderhin, Här Minister, garantéiert sinn, dass d'Leit alleguéerten zu abordalen Tariffer Zougank zu deene Regésterre kréien, an dass déi net némmen de Professionnelle virbähle bleiwen, zum Beispill den Notairen, mä dass se och weiderhi sollen opbleiwe fir d'Leit alleguéer, well et däerf net esou sinn, dass et op eemol niewent dem Steiergeheimnis och nach en Immobiliegeheimnis zu Lëtzebuerg gëtt. Esou eppes huet ee séier geschaffen, op d'mannst de facto, wann esou Servicer schlecht funktionéieren, oder wa se Tariffer hñn, déi een net ka bezuelen, oder wa se zum Beispill géife privatiséiert ginn. An dass esou eppes net aus der Loft geograff ass, dat hu mer jo gesi beim Registre de Commerce, dee privatiséiert ginn ass.

Voilà, dat wier dat wat ech dozou ze soen hätt. Ech mengen, et muss ee weiderhi verfolge wéi et weidergeet mat dår Lëgislatioun.

Dee Problem, deen ech hei opgeworff hñn, hñn ech net opgeworff fir d'Galerie ze améséieren, mä ech fannen deem Problem soll de Minister och vläicht emol op de Fong goen, well dee betréfft awer eng Partie Leit.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.**- Här President, no deenen Erklärunge vum honorablen Här Wiseler hñn ech inhaltlech näischt bázifügen. Ech mengen deen Text ass uerdentlech erklärt ginn an d'Regierung seet der Chamber merci fir déi breet an unanime Zoustëmmung, déi zu deem Projet hei ausgedréckt ginn ass.

**M. le Président.**- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 8 si gelies an ugeholle.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de virleende Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4922 ass eestëmme ugeholle mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener; M. Serge Urbany.

Gett d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidément.

Da komme mer elo zur Diskussiou vum Projet de loi 5121 iwwert déi Lëtzebuerger Participatioun u verschiddenen internationale Fongen. Et si schonn ageschriwwen: déi Här Krecké an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement.

#### 7. 5121 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13<sup>e</sup> reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zenter dem leschte Krich ass Lëtzebuerger Member vun émmer méi internationales Entwicklungs'hélfesorganisatiounen ginn. Aus esou enger Memberschaft ergi sech, ausser Moraleschen an administrative Flichten, virun allem awer dár, déi éischter finanzieller Natur sinn. Duerch méi oder manner regelméisseg zousätzlech finanziell Engagemerter maachen se sech awer och an eisem Budget beierkbar. Fir elo awer d'Fro ze beantwerte firwat, muss een als Erklärung dat heite soen.

Dés Finanzorganisatiounen, wou d'Suen hifléissen, ginn deenen aarme Länner prioritär Préten ouni Zénsen. Dés Prétè ginn awer eréischt no 40 oder 50 Joer zréckbeuelzt. Doduerjer hëlt logescherweis selbstverständliche und d'Verméige vun desen Organisatiounen of. Fir datt elo awer dës Organisatiounen weiderschaffe kënnen, muss vun deene méi ráiche Länner oder vun deene méi ráiche Memberstaate regelméisseg Kapital opgestockt ginn. Genee dës Opstockung vum Kapital vun dräi internationales Organisatiounen ass den Objet vun dësem Projet de loi. Déi éischt Organisatioun, dár mer duerch dëse Projet de loi Sue wëlle ginn, fir dass se hiert Kapital erém reconstitutiéiere kann, ass d'Association Internationale de Développement. Se gouf 1960 gegrënnt a

véier Joer mél spéit huet d'Lëtzebuerger Chamber de Báitrétt vum Grand-Duché zougestëmmt. Dés Organisatioun ass primär zoustänneg géint d'Aarmutt. Dés Länner hunn en Duerchschnëttsakommes vu pro Kapp a pro Joer vun 875 Dollar. Dés Kreditter sollen énner anerem Investitiounsprojeten an dëse Länner finanzieréieren, déi direkt d'Liewensbedingunge vun de Leit déi do wunne betreffen. Heifir ginn ongefér 80% vun dëse Finanzmëttle genotzt an 20% dovu si virgesi fir bei Naturkatastrophen ze hëllefen. Se ginn dofir zur Verfügung gestallt.

Duerch déi sou genannten 13. Reconstitution des ressources sollen déi finanziell Ressourcë vun der Associatioun ém insgesamt 18 Milliarden DTS, dat heesch Droits de tirage spéciaux, opgestockt ginn. Déi räich Memberstate müssen 10,02 Milliarde vun dësen Droits de tirage droen. De Rescht kënnt vu Reserven oder aneren Einnahmen, déi d'Associatioun huet. D'Part vu Lëtzebuerg ass elei op 0,1% festgeluecht ginn, wat dann 10,2 Milliounen DTSe sinn, déi zu engem festgeluechte Cours vun 1.43546 Euro gerechent ginn. Déi vu Lëtzebuerg geschéllten Zomm beleeft sech émgerechent op genee 14.380.000 Euroen. Dés Sue sinn allerdéngs net beieneen ze bezuelen, mä ginn op sechs Joer, nämlech vun 2003 op 2008 opgedeelt. An der Praxis gesät dat esou aus, datt de Stat dofir Bons du trésor ausstellt, déi dann herno vun der Associatioun agelést ginn.

Eng weider Organisatioun ass de Fonds pour l'Environnement mondial, deem Lëtzebuerg säit 1995 zougehéiert. Dëse Fong énnertstézt neiaarteg Aktivitéiten am Beräich vu weltwäitem Émweltschutz, virausgesat datt se nohalteg Auswirkungen hunn, wéi zum Beispill de Kampf géint d'Reduzierung vun der Ozonschicht, de Klimawandel, d'Reduktioun vum Treibhauseffekt, d'Erhale vun der biologescher Vielfalt an de Schutz vun internationale Gewässer. D'Verwaltung an d'Sekretariat vun dësem Fong leien an den Hänn vun der Weltbank.

Duerch déi 3. Reconstituion vun de Ressourcë sollen dem Fonds pour l'Environnement mondial insgesamt 2,92 Milliarden US-Dollar zougestane ginn. Lëtzebuerg dréit mat 5,73 Milliounen Euro sain Deel dozou bái. Och an dësem Fall gëtt de Stat Bons du trésor eraus, déi vum Fong iwwert zéng Joer verspreet agelést ginn. Et ass vläicht nach heizou ze soen, datt wann een den eigentleche Part vu Lëtzebuerg un deser Organisatioun kuckt, Lëtzebuerg u sech hätt misse manner Sue bezuelen, mä et ass e gewéssene Beitragsmimum festgesat ginn, an dee bréngt dann och d'Héicht vun der Lëtzebuerger Cotisation mat sech.

Schlussendlech als drëtten, de Fonds international du développement agricole. Dëse Fong ass als Resultat vun der Welternährungskonferenz vun 1974 als Spezialagentence vun der UNO 1979 gegrënnt ginn. Dëse Fong ass haapsächlech do fir Aarmuttsbekämpfungsprogrammer am landwirtschaftleche Beräich an den Entwicklungs'länner ze betreien, an dat haapsächlech an Afrika, Latäin-Amerika, der Karibik an Asien.

Un der 6. Reconstituion vun de finanzielle Ressourcë vum Fonds international du développement agricole bedeelegt sech Lëtzebuerg mat 510.000 Euro. Am Verglach zur leschter, dár 5. Reconstituion, ass dat e Plus vun 32%. Och elei geet et iwwer Bons du trésor, déi de Stat erausgëtt, an dat iwwer dräi Joer verspreet, dat heesch 2004, 2005 an 2006.

D'Ziler vun dësen dräi Organisatiounen si méi oder manner, kann ee soen, identesch mat der Lëtzebuerger Entwicklungspolitik. Et sinn dat námlech d'Konzentratiou vun der Hélfel op déi aarmste Staaten an op hir wirtschaftlech Entwicklung, mat Schwéierpunkt

op d'nohalteg Entwicklung. Ech erënneren drun an dësem Kontext, datt Lëtzebuerg eent vu weltwäit fénnef Länner ass, déi d'UNO-Zil vun der Bereetstellung vu Gelder fir öffentlech Kooperatiounsaarbecht erfëllen. Déi vum Projet de loi virgesinne Beitrag zu deenen dräi Associationen gehéiere selbstverständliche an dëse Kontext. Wann een elo d'Zommen zesummenzielt, déi mat dësem Projet de loi deenen dräi internationalen Entwicklungsorganisatiounen zougestane ginn, da kënnt een op e sécherlech stolze Betrag vun 20,62 Milliounen Euro. Am nächste Budgetsjoer, dat heesch fir 2004, sinn do 3.367.275 Euro fällig.

Ausser enger redaktioneller Émänerung am Intitulé hat de Statsrot u sech keng Objectiounen zu dësem Projet. Och an der Finanzkommiszioun war d'Behandlung onproblematisch. Nodeems mir hei an der Finanzkommissioun en unanimé positive Vote zum Rapport geholl hunn, bieden ech selbstverständliche och d'Chamber dëse Gesetzesprojet an dár virleinder Form ze stëmmen.

Iech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéll ech da merci soe fir d'Nolauschteren. Ech wéll awer och nach den Accord vu menger Fraktioun, vun der CSV, bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jeannot Krecké.

#### Discussion générale

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, no deem Rapport vum Rapporteur bréngen ech nach just den Accord. Ech mengen d'Duerstellung war esou gutt, dass ech náischt méi brauch hinzuzefügen.

#### (Interruptions)

M. le Président.- Den Här Graas huet d'Wuert.

#### (Interruptions et hilarité)

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech kann och op d'Bühn goen an nach e bësse méi laang schwätzen, wéi ech souwisou wélls hat.

#### (Interruptions et hilarité)

Här President...

Une voix.- Et ass net un lech!

#### (Hilarité)

M. le Président.- Et ass net um Här Urbany. Den Här Graas huet d'Wuert.

#### (Interruption)

Neen, den Här Graas huet sech aschreiwe gelooss an dann huet hien d'Wuert elo. Et geet der Rei no.

#### (Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Also, Här Graas, fánkt u wann ech glift an déi aner sollen nolauschteren.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, och wann dëse Projet vläicht net déi ganz grouss politesch Bedeutung huet an net Interessen ervirriff, sou därf een awer trotzdem net vergiessen, datt en awer eng gewéssen Importenz huet, well schlussendlech gi jo awer bis d'Joer 2012 20,6 Milliounen Euro investéiert. Ech mengen och, datt déi finanziell Situations vun eisem Land, déi jo awer ouni Zweiwel am Kontext vis-à-vis vun deenen anere Länner gekuckt, nach émmer excellent ass, verlaagt, datt mir och Responsabilitéit iwwerhuele vis-à-vis vu Länner, déi vill méi eng défavorabel Situations hinn. An dofir ass et jo och luevenswäert, datt dës Regierung als Zil huet 1% vum PIB als Entwicklungshélfel ze ginn.

D'Ziler vun dësen dräi Organisatiounen si méi oder manner, kann ee soen, identesch mat der Lëtzebuerger Entwicklungspolitik. Et sinn dat námlech d'Konzentratiou vun der Hélfel op déi aarmste Staaten an op hir wirtschaftlech Entwicklung, mat Schwéierpunkt

D'AID, also d'Association Internationale de Développement huet jo als Zil, och deenen Aarmsten ze hëllefen an do därf een net vergiessen, datt dat jo awer méi wéi d'Halschent vun der Weltbevölkerung duerstellt. Besonnesch och de Fonds pour l'Environnement mondial, dee jo 1991 geschaf gouf an deem mir duerch d'Gesetz 1997 bâigetruede sinn, huet awer eng ganz grouss Bedeutung. Et därf ee jo awer net vergiessen, datt et hei ém Problemer vun enger planetarescher Dimensioun geet, well et geet jo nach dorém, wéi de Rapporteur dat jo hei schonn énnertstrach huet, fir Moosnamen ze treffe géint Problemer vun dem Ozon, géint den Treibhauseffekt a virun allem awer och géint d'Vermotzung vun internationale Gewässer.

Grad um Niveau vum Émweltschutz hu mer jo leider awer eng grouss Palett vu Problemer, esou datt et och ubruecht ass fir hei zousätzlech Kreditter nach zur Verfügung ze stellen. Ech wéll drun erënneren, datt dëse Fong 777 Milliounen Dollar an iwwer 150 Projeten investéiert fir eng nohalteg Be-wirtschaftung vun de Bëscher op der Welt ze erreechen an d'Zillanner sinn do virun allem China, Costa Rica a Brasilien. An dann därf een och net vergiessen, datt an den 90er Joren émmerhin 90 Milliounen Hektar Bësch verschwonne sinn, dat maachen 25.000 Hektar den Dag. Ech mengen dat sinn also Chifferen, déi net einfach esou kann iwwergoen. Am Ganzen huet dee Fong bis elo 4,5 Milliarden Dollar an 1.200 Projete gestach, déi an 140 Länner duerchgezu goufen. Doniewent kommen awer och nach Finanzementer fir d'ONGen an Héicht vun 115 Milliounen Dollar.

Ech wéll dann och nach drop hi-weisen, datt elo kierzlech zu Havanna décidément ginn ass, datt u sech d'Konvention géint d'Vewüstung iwwert dee Fong och hei soll émgesat ginn, an dat heesch, datt an de Joren zwëschen 2003 an 2006 net manner wéi 500 Milliounen Dollar sollen investéiert ginn. Hei sinn och d'Zilgebudder Kenia, China a Latäinamerika. Wéi gesot, dee Projet hei huet also scho seng Bedeutung a vu datt d'Demokratesch Partei jo och dofir bekannt ass, datt se besonnesch en Akzent vun hirer Politik op d'Entwicklungshélfel leet, ass et evident, datt mir dësem Projet zoustëmmen. Ech wéll awer och nach dem Kolleg Lucien Clement merci soe fir seng schréftlech a mëndlech Erklärungen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Serge Urbany huet d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Här President, merci dass ech d'Wuert kréien. Et gesät esou aus, wéi wann dee Projet hei geduecht wier fir zénslos Kreditter deenen aarmste Länner vun der Welt zur Verfügung ze stellen. Dat ass zwar wouer an engem gewësse Sénne, an engem anere Sénne ass et awer och wouer, dass mat deene Kreditter och eng ekonomesch Politik verfollegt gëtt.

Et steet ganz kloer am Exposé des motifs dran, dass et och ém d'Restructuration économique vun deene Länner geet, an aus Erfahrung weess een, dass déi Restructuration économique, besonnesch wa se énnert Virzeeche leeft vun der Weltbank, an d'AID, déi Association Internationale de Développement ass eng Filial nun ebe vun der Weltbank - an zwar déi wichtgst -, da weess een, dass et ganz dacks och dozou féiert ze déstructuréieren. An zwar gëtt deelweis d'Ekonomie vun deene Länner och destructureert, wat d'Aarmutt verschärf a wat et erém eng Kéier noutwendeg mécht, dass d'Entwicklungshélfel sech assetzt fir deenen Aarmsten an deene Länner ze hëllefen. Dat ass also en

zimlech widderspréchleche Mechanismus, deen do agefouert gëtt.

Ech stëmmen net dergéint. Ech si selbstverständliche net dergéint, dass aarm Länner sollen zénslos Kreditter kréien, mä ech wäert mech entheite fir op déi Kontradition hinweise vun dár ganzer internationaler Konstruktioun vun der Entwicklungshélfel.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur, dem honorablen Här Clement merci fir sain detaillierte Rapport. Ech soen och merci fir déi breet Zoustëmmung, déi dëse Projet an der Chamber kritt. Dëst ass wierklich e grouss Akt vu Solidaritéit, dee Lëtzebuerger weist mat ville Länner an der Welt via internationale Organisatiounen, wéi d'Weltbank.

Ech weise schärfstens déi Kritik un Organisatiounen wéi der Weltbank zréck. D'Weltbank ass eng Entwicklungsbank - dat Wuert Bank ergëtt en Ausrock, deen net alles reflektéiert. Dat ass eng Bank, déi hellef aarme Länner duerch Programmer zu engem besseren Entwicklungsstadium ze kommen, an ech hu selwer als lëtzebuergeresche Gouverneur vun der Weltbank d'Realisatioun um Terrain vun enger Rei vun deene Projete gesinn. Deene Länner geet et haut besser, well se vun der Weltbank gehollef kritt hunn an et ass dofir gutt an noutwendeg, datt Lëtzebuerger als ee vu ville Membere vun der Weltbank hei senger Responsabilitéit noként an dofir soen ech merci fir d'Zoustëmmung déi dëse Gesetzesprojet féiert.

M. le Président.- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholle.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also elo of iwwert de virleide Gesetzesprojet.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholle.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholle mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Norbert Haupert);

Mme Simone Beissel (par M. Niki Bettendorf), MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Dagmar Reuter-Angelsberg.

Se sont abstenus: Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidément.

Da komme mer elo zum leschte Projet. Dat ass e Second vote constitutionnel vum Projet de loi 4863A iwwert d'Etablissements classés. De 16. Juli 2003 huet d'Chamber iwwert dése Projet de loi ofgestëmmt. A senger Sitzung vum 18. Juli 2003 huet de Statsrot dës Dispens refuséiert an d'Motiver a sengem Bréif vum 9. September 2003 duergeluecht. Esou wéi et am Artikel 73 vum Chamberreglement festgehalen ass mussen téshent dem éischte Vote an dem Second vote constitutionnel mindestens dräi Méint leien.

Da gi mer elo d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi, dat ass den honorabelen Här Emile Calmes.

#### 8. 4863A - Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

##### Rapport de la Commission de l'Environnement

**M. Emile Calmes (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just kuerz soen, ém wat datt et bei deem Gesetz hei geet. Et geet virun allem ém d'Émetze vun enger europäischer Direktiv, der sou genannter IPPC-Direktiv. Dat ass déi Direktiv - op Franséisch ausgedréckt - «relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution». Déi Direktiv soll u sech e generelle Kader setze fir eng europäesch Kommodosprozedur, an dat virun allem fir gréisser industriell Betriber. Fir Lëtzebuerg sollen et anscheinend ém déi 30 Betriber sinn, déi ènnert déi Direktiv géife falen.

Déi Direktiv ass aus dem Joer 1996 an hätt eigentlech solle bis den 30. Oktober 1999 émgesat ginn. Déi lescht Regierung hat och gemengt, si hätt dat gemaach mam Gesetz vum 10. Juni 1999. Et war dat eent vun den Haaptobjektiver vun der Emännerung vun dem sou genante Kommodosgesetz. Dësem Gesetz war e Reglement annexéiert, wat Prezisiounen zu däi Direktiv sollt bréngen. Allerdéngs ass dat der Europäischer Kommissioun net wäit genuch gaangen, a sou ass Lëtzebuerg de 24. Februar 2000 en demeure gesat ginn.

De Statsrot war der Meenung, datt déi Direktiv u sech hätt missen émgesat gi si mat dem Gesetz vun 1999 an huet duerfir de 14. Juli 2000 gemengt, et sollt ee vun deem Reglement ofgesinn. Dat huet d'EU-Kommissioun awer erém eng Kéier op d'Tapéit bruecht a se huet eis en Avis motivé zoukomme gelooss am Februar vum Joer 2001.

Du war et déi heiteg Regierung, déi ènner Zuchzwang war. Si huet de Projet de loi 4863 déponéiert a ver-sicht iwwert den Artikel 8.3 eng legislativ Basis ze schafen, fir déi Direktiv kenne komplett émzeseten. Mä och dat huet de Statsrot nach net zefridde gestallt.

A sengem Avis vum 10. Dezember vum leschte Joer huet en eng Opposition formelle zu désem Artikel 8.3 gemaach a gemengt, datt net iwwer Reglementer kënnt versicht ginn ze reglementéieren, dat misst

waméglech iwwer Gesetz gemaach ginn. Doropshin huet d'Émweltkommissioun en Amende-ment erabreucht an deem Senn, datt déi Dispositiounen, déi am Réglement op Grond vun dem Artikel 8.3 sollten émgesat ginn direkt an den Artikel 13bis erageschriwwé géife ginn, fir domat déi Rechts-sécherheet erbázeféieren, déi vum Statsrot verlaaght gouf. Zudeem huet de Statsrot eng Opposition formelle erabreucht, an zwar a sengem Avis vum 3. Juni vun désem Joer, wou e seet, datt désen Artikel géint de Prinzip vun der Gleichheit virum Recht géif verstoussen an och géif d'Handels- an d'industriell Fráieheet voliéieren. Mir hunn dat anescht gesinn. An dem Rapport kënnt Der liesen, firwat datt dat esou ass.

Iwwerdeems de Statsrot Oppositioun formelles a sengen Avise geschriwwen huet, ass Lëtzebuerg virun d'Cour de Justice européenne zitiéiert ginn, well mer déi virge-nannte Direktiv nach net émgesat haben. Mir si schlussendlech ver-klot ginn, an dofir verstitt Der, datt d'Émweltkommissioun däi Saach huet missen en Enn setzen, fir aus deem Dilemma erauszekommen. Esou si mer den 10. Juli hei an d'Chamber komm, fir lech ze pro-poséieren an engem éischte Vote dem Gesetz mat dem Artikel 13bis, wou d'Opposition formelle vum Statsrot bestanen huet, Ären Accord ze ginn.

Et ass och dunn esou komm, wéi de Statsrot dat annoncéiert hat. En huet den 18. Juli eis net vum zweete Vote dispensiéiert an dofir sti mer u sech haut hei, dräi Méint nodeem mer de Bescheid kritt hunn, fir nach eemol iwwert dat Gesetz of-zestëmmen. Ech géif ech lech bie-den an engem zweete Vote désem Gesetz Ären Accord ze ginn.

Ech mengersäits bréngen am Numm vun der demokratescher Fraktioun eisen Accord a soe merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.**- Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Den Här Schank huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Marco Schank (CSV).**- Här President, ech wollt am Numm vu menger Fraktioun dem honora-bele Kolleeg Emile Calmes merci soe fir sái schrifftlechen a mën-deleche Rapport complémentaire zu désem Gesetz. Hien huet och u déi dräi Oppositioun formelles erénnert am Kader vum Avis complémentaire vum Statsrot vum 3. Juni.

Meng Fraktioun huet d'Meenung vun der Majoritéit vun der Cham-berkommissioun vun deemoools ge-deelt, fir däi Opposition formelle net Rechnung ze droen, an domat ass en zweete Vote noutwendeg ginn.

Zum Schluss wollt ech am Numm vu menger Fraktioun eisen Accord zu désem Gesetz bréngen.

Merci.

**M. le Président.**- Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

**M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass net en all-deegleche Virgang, glécklecher-weis, dee mer hei notéieren, wou d'Chamber no engem Reflexions-délai vun dräi Méint an engem zweete Vote nach eng Kéier op e Gesetzesprojet zréckkénnt. Et ass trotzdem der Méi wäert, dass ee sech nach kuerz eng Kéier mam Fong vun der Problematik ofgëtt. De Rapporteur huet dat och gemaach.

Hei ass eng Opposition formelle vum Statsrot formuléiert ginn an engem Domän, wou de Statsrot ei-gentlech sech trei bliwwen ass, wann ech dat daerf esou soen, well de Statsrot déi doten Thees scho vertratt huet bei deene sélleche Reforme vum Kommodosgesetz, a

fir d'leschte Kéier 1999, wou mer déi lescht grouss Ofäannerung vun eisem Gesetz iwwert d'Etablissem-ments classés an der Chamber gestëmmt hunn. Et war zum Schluss vun der leschter Legisla-turperiode.

Et geet ganz kloer ém eng wichteg Fro, wou ee mierkt, dass d'Wirt-schaft hennendrun dréckt. Et sinn am Fong d'Interesse vun der Wirtschaft, déi sech an däi Stellung-nahm vum Statsrot dach awer té-shent den Zeilen erémpigelen. Et geet ém d'Fro awéiwäit den Émweltminister respektiv den Aar-bechtsminister an hire Kompeten-ze kënnten de Betriber spezifesch Oplage maachen am Émwelt-schutz, am Aarbechtsschutz, wa-keng Reglementer bestinn, déi all-gemeng Norme festleeën. Eng Ver-waltung kann dohinner goen a spe-zifesch Oplage fir e Betrib maachen.

De Statsrot seet neen. Hie wéllt souwisou némmen de Minimum maachen. Hie wéllt émmer némmen déi Betriber, wou an eu-ropäischen Texter virgeschriwwé géett, dass müssen Impaktstudie gemaach ginn, dass müssen Opla-ge gemaach ginn. Déi wéllt e just ènnert de Beräich vun Etablissem-ments classés classe 1 erakréien, an all déi aner, seet en, do däerfen d'Ministeren náischt festleeën, et sie, dass iwwer Reglement allge-meng gültig Norme bestinn, déi sech dann natierlech och fir déi Betriber applizéieren.

De Statsrot ass sech trei bliwwen a senger Argumentatioun, mä si ass falsch, an ech soen hei dat, wat ech als Émweltminister bei den De-batte vun 1999 gesot hunn. Ech stellen awer fest, dass verschidde Parteien hir Meenung entre-temps geännert hunn. D'Demokratesch Partei hat 1999, wéi mer iwwert déi selwecht Froen diskutéiert hunn, zu 100% d'Argumentatioun vum Statsrot iwwerholl. Ech wéll hei net zi-téieren, wat deemoools den Här Calmes, et war deeselwechte wéi-haut, gesot hat zu deem Thema, wou e gewarnt hat virun enger grousser Rechts-sécherheet.

Genau dat mécht de Statsrot a sengem Avis dës Kéier, do wou den Här Calmes gewarnt hat, dass d'Texter ze onprezis wären an et wár einfach inacceptabel, sou hat den Här Calmes deemoools gesot a seet et haut awer net méi, dass Willkür géif herrsche bei der Émweltverwaltung haapsächlech. Si kéinten eigentlech de Betriber Oplage maachen, obwuel keng Norme virgeschriwwé wären.

An de leschte véier Joer si keng Norme virgeschriwwé gi bei den Emissiounen. Et si keng Texter do. De Problem stellt sech also haut d'selwecht wéi 1999, awer ech stelle fest, dass de Rapporteur vun haut, deen de mandatéierte Spri-cher vun deemoools war, haut just de Contraire behaapt vun deem, wat e virun e puer Joer gesot hat. Awér deemoools louch den Här Calmes falsch, haut läit e richteg, an dofir wäerte mer haut mat Jo stëmmen.

**M. le Président.**- Den Här Gast Gibéryen huet d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wéll just rappeléieren, datt mir beim éischte Vote eis als Fraktioun enthalten ha-ten, well eng Rei vun Dispositiounen an deem Gesetz waren, déi eis keng Satisfaktioun ginn haten. Well mer als Partei bekannt sinn, datt mer émmer konsequent op eisem Wee bleiwen, ass et eng Selbst-verståndlechkeet, datt mer eis haut enthalten.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo nach den Här Camille Gira.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech hinn en long et eng large beim éischte Vote erklärert, firwat mer dëst Gesetz net géife stëmmen. D'Gesetz huet sech an Téschenzäit net verbessert. Mir hinn déi ganz Problematik mat de Stroessen a mat aneren Infrastrukturen nach émmer net am Gréff, och wann elo e Projet de loi déposéiert ass.

Och mir sinn eis konsequent a wäerten dëst Gesetz net stëmmen.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Eu-gène Berger.

**M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur merci soe fir sain Zousazbericht.

Et ass effektiv keng üblech Proze-dur, datt een e Gesetzesprojet zweemol an der Chamber votéiert a sech iwwert eng Opposition for-melle vum Statsrot ewechsetzt. Et sinn och schonn Erklärunge gi-ginn, firwat een dat huet misse maachen. Ech ginn also net méi op den Historik an.

Et ass esou, dass am Gesetz vun 1999 eng Direktiv net integral ém-gesat gi war, an dofir nogebessert huet misse ginn. An et ass esou, datt d'Kommissioun...

#### (Interruptions)

Här President, hunn ech d'Wuert?

#### (Assentiment)

...gesot huet, datt fir eng Rei spezi-fesch Betriber misste spezifesch Konditiounen an d'Autorisationne gesat ginn, an dat misst explizit am Gesetz och stoen.

D'Kommissioun hat déi éischte Kéier proposéiert, fir dat iwwer Re-glementer ze maachen. Do huet de Statsrot nee gesot, dat sollt an de Corps de la loi ageschriwwé ginn. Dat huet d'Kommissioun gemaach. Duerno huet de Statsrot gesot, neen, huelt et ganz aus dem Text eraus.

Du si mer a Schwierigkeiten komm mat der Kommissioun vu Bréissel, déi awer gären deen Text an eisem Gesetz hätt. Dofir war déi Mise en demeure. Mir si schlussendlech zur Konklusioun komm, datt mer einfach den Text vun der Direktiv sollten huelen.

Den Artikel 13bis ass den Text vun der Direktiv, dee mer tel quel an eis Gesetzgebung émsetzen. De Statsrot huet am Fong eng Opposi-tion formelle op en Text vun enger Direktiv gemaach.

Ech wéll net méi op déi verschid-den Argumenter agoen, mä ein-fach just soen, datt eng gewësse Confusionen vläicht beim Statsrot virläit, eng Confusionen zwésschen dem Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc an der Exekution vun engem Gesetz bei enger Décision individuelle. Et ass op alle Fall esou, datt mer deen Artikel 13bis am Gesetz wäerten hunn, wann d'Chamber dat elo stëmmt.

Virun allem ass et wichteg, datt mer schlussendlech déi Direktiv kënnten integral émsetzen. Mer sol-llen och net vergiessen, datt hei eng gewësse Urgence ass, well mer an enger Prozedur si vun Avis motivé. Am Dezember hätt sollen eng Saisine sinn, an ech ka soen, datt mer mat deem heiten Text dat wäerten évitéieren.

Et ass esou, datt ech am Summer, kuerz nodeem deen Text hei déi éischte Kéier votéiert war, bei d'Madame Catherine Day, Direktor vun der DG Environnement, op Bréissel war, fir do e bëssen ze kucke wéi se eis Texter géife avi-séieren a wéi se dat géife bëuer-teelen, wa mer deen Text hei géifen eng zweete Kéier stëmmen, an ech krut d'Zous, datt esoubal den Text an dëser Form gestëmmt wär, si d'accord wäre fir direkt d'Prozedur ze stoppen.

Mir wäerte muer en E-Mail op Bréissel schécke fir ze soen, datt dat gestëmmt ass, an déi ganz Prozedur wäert dann ophalen. Et gëtt da vun der Kommissioun considéréiert, datt mer déi Direktiv integral émgesat hunn. Dat ass ganz wichteg.

Dat gesot, wéilt ech der Majoritéit vun der Chamber, déi dësen Text elo wäert stëmmen, merci soe fir hi-ren Accord.

**M. le Président.**- D'Diskus-sioun vum Projet de loi ass of-ge-schloss.

Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen den zweete Vote consti-tutionnel vum virlerende Projet de loi.

#### Second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmmen mat Jo, déi der-géint si mat Neen oder si entha-le sech.

De Projet de loi 4863A ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hau-pert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick San-ter, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Sten-debach, Nicolas Strotz, Fred Sun-nen (par M. Norbert Haupert), Lu-cien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Marie-Josée Frank);*

*Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Bell-ing (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippin-ger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Del-vaux-Stehres, M. Mars Di Bartolo-meo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.*

*Ont voté non: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.*

Se sont abstenus: M. Marcel Sau-ber;

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass en Donneschden, den 23. Oktober, a fänkt mëttés um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 18.22 heures)**

## Chamber TV

**Ordre du jour**

1. Communications
2. Débat d'orientation sur la situation du marché de l'emploi et l'évolution du taux de chômage au Luxembourg  
*(Discussion générale)*
3. 5188 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, ainsi que de l'Acte final y afférent, signés à Luxembourg, le 25 juin 2001  
*(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*
4. Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes
5. Interpellation de M. Jean Colombera sur la lutte contre le cancer  
*(Motions - Votes)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. François Biltgen, Ministre.

**(Début de la séance publique à 15.33 heures)**

**1. Communications**

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 21 octobre 2003, le projet de loi N° 5226 relatif à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public - Sanité à Luxembourg.

2) Par lettre du 21 octobre 2003 Monsieur le Député Alex Bodry a informé le Président de la Chambre qu'il désire interroger le Gouvernement au sujet de la politique de l'eau.

Op eisem Ordre du jour vun haut de Métteg stieet d'Orientéierungs-debatt iwwert den Aarbechtsmaart an d'Entwicklung vun der Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg, an dat op Ufro vun den Häre Jeannot Krecké a Lucien Lux am Numm vun der Lëtzebuerg sozialistescher Aarbechterfraktiou.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 fest-geluecht. Et si schonn ageschriften: déi Häre Glesener, Lux, Bettendorf, Jaerling, Huss an Urbany.

D'Wuert huet elo den Här Lucien Lux als Vertrieder vun der LSAP-Fraktiou, déi dès Debatt ugefrot huet.

**2. Débat d'orientation sur la situation du marché de l'emploi et l'évolution du taux de chômage au Luxembourg**

■ M. Lucien Lux (LSAP).- Här President, Kolleginnen a Kollegen, virun dem Hannergond vun d'r drastescher Augmentatioun vum Chômage hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren, denken ech, si mer eis driwwer eens, dass mer alleguer an der Politik, awer och dobausse bei de Sozialpartner, an de Betriber, bei den ONGen, a vläicht esouquer bei jidderengem Eenzelnen déi verdammt Flicht hunn Ustrengungen ze maachen an d'Ustrengungen ze verstäerken, fir d'Vollbeschäftigung esou schnell wéi méiglech erém hierzestellen.

Resignéieren, net gleewen drun, dass d'est Land d'Kapassitéit huet wéi an de 70er Jore sech erfolgräich ze wieren an alles ze maache fir deem Fléau entgéint ze trieden gëllt net an ass méi wéi jee feel op der Plaz.

der Konjunktur a vun der Croissance dozou wäert bädroen um Niveau vum Aarbechtsmaart alles an d'Lot ze bréngen.

Déi klassesch Agréffer, zum Beispill Steiererliuchungen, sief et um Niveau vun de Betriber oder de Personen physiques, bleiwen op hir Effete wat den Aarbechtsmaart ubelaangt héchst ongewéss, oder ass een heibannen, deen an der Lag wär fir ze soen, ob dee groussen Hoff, dee mer gemaach hu viru kuerzem, fir esouwuel de Betriber wéi och dobaussen de Konsumenten zousätzlechen Oxygen ze ginn, een Effet hat op den Aarbechtsmaart? Ech mengen, dass keen esou keng wär fir dorobber angoen. Mä émgédréint kënnt een natierlech och froen: Wat wär um Niveau vun der Croissance dobausse geschitt, wa mer dat net gemaach hätten? Och déi Fro kënnt definitiv kee beantworten.

Ech hu gesot, net resignéieren, an eenzel Unzeechen, dass et esou Resignatiounen kenne ginn, sinn natierlech net onbedéngt encouragéant. Ech wéll haut de Métteg net nach eng Kéier agoen op d'Tatzaach, dass déi Tripartiteronn 2002/2003 keng nei Impulser bruecht huet. Ech denken, dass de Projet, deen intituléiert ass, Projet iwwert de Chômage social, esou-wuel a sengem Numm wéi och a senger aktueller Teneur éischter eenzel Käre vun esou Resignatiounen virun de Problem vun der Aarbechtslosegkeet mat implizéiert. An ech mengen och, dass Proposéen, wéi mir se héieren hu bei der Pressekonferenz vun der Journée parlementaire vun der CSV aus dem Mond vun hirem Fraktions-president, dem Kolleg Lucien Weiler, dee resignéierend gemengt huet, dass een u sech net richteg weess, oder net méi weess, wat fir eng Instrumenter een nach soll betätigen oder neier soll aféieren, fir der Situationsentgéint ze kommen, déi moros Stëmmung an der Politik e bëssen erëmgétt.

Ech wéll bei d'r Geleeënheet vläicht op déi Polemik agoen, et ass dann awer déi eenzeg, wéinstens bei mir de Métteg, an zwar déi, dass ech esouwuel aus sengem Mond wéi och haut de Moien, wéi ech d'Zeitung gelies hunn, de Journal, fir en net ze nennen, erém eng Kéier do aus der Fieder vum Kolleg Niki Bettendorf dat Schreckgespenst vun der Verallgemeinerung an der gesetzlecher Aféierung vun der 35-Stonnewoch, wat anscheinend eng Fuerderung vun der LSAP wär, hu misse liesen.

Ech hale vill vun engem Minimum vun intellektueller Éierlechkeet, fir dann definitiv nach eng Kéier hei ze soen, awer fir d'lescht, dass et eng Fuerderung vu gesetzlecher Verallgemeinerung vun der 35-Stonnewoch bei der LSAP an der Vergaangenheit, an och haut, ni ginn huet an de Moment och net gëtt. Dofir sollt ee vläicht definitiv ophale fir dee Kabes weider ze zieilen, well dat bréngt wierklech náisch.

Menger Ansicht no hätt déi Fro vun der Aarbechtszäitverkierzung méi eng intelligent Debatt verdéngt. Mä dorriwwer eraus muss ech soen, an deene 15 Joer wou d'LSAP an der Verantwortung war, énnier annerem am Berächich vun der Ekonomie, ass munches vill besser gelaf an huet besser gedréint wéi dat haut de Fall ass.

■ Une voix.- Duerch den Här Goebels?

■ M. Lucien Lux (LSAP).- Jo, zum Beispill duerch den Här Goebels ass déi Fuerderung do ni gestallt ginn. Ech géif also mengen, et soll een dann domadder ophalen.

Wat richteg ass a bleift, dat ass, an ech mengen, dat deele mer nach mat villem anere Kolleginnen a Kolleegen heibannen, dass mer an der Fro vun der Flexibilitéit der Meenung sinn, dass een iwwert déi contraignant Attitud, déi mer sollen hu wa Leit flexibel Aarbechtsverhältnisser hunn, ob een déi mat Aarbechtszäitverkierzung ka begeeden. Déi Debatt soll a muss ee féieren, mä ech mengen, et soll een ophale Schreckgespenster ze molen. Ech denken, dass dat Ablenkungsmanövres sinn. Dat hu mer an der Téschenzäit och verstanen.

Sécher, et muss een och wësse wou mer grondsätzlech wëllen higoen, a viru kuerzem huet eis jo den OECD-Rapport d'Geleeënheit ginn, fir erém eng Kéier eis ze positionéiere par rapport zu deene Lésungen, déi mer net wëllen.

Fir d'LSAP-Fraktiou bleift d'Synthees vun enger effikassen nohalteger Wirtschaftspolitik, enger aktiver Aarbechtsmaartpolitik an dem Prinzip an alle Fäll léiwer an Aarbecht wéi an Aarbechtslosegkeet ze investéieren, émmer nach richteg. Dobair sollen déi bewährten Instrumenter um Niveau vum Aarbechtsrecht, um Niveau vum Sozialdialog an enger humaner Aarbechtswelt gewahrt bleiwen, well se onabdéngbar si fir eist Gemeinwiesen. Et kann net sinn, dass d'Betriber als Inselen duergestallt ginn, wou d'Leit net och déi Essenz erliewen um Niveau vun enger humaner Aarbechtswelt, an och vun enger demokratescher Aarbechtswelt, déi se och dobaussen am Recht vun der Gesellschaft erliewen.

Zum Schluss wéll ech soen, dass et net eng Politik gëint d'Aarbechtslosegkeet. Et gëtt sécherlech e Mosaik vun enger Rei vu Politiken. Dovun hu mer nach gëschter um Niveau vun der Wirtschaftspolitik duerch de Mond vun eisem Fraktions-president, dem Kolleg Jeannot Krecké, e weidere Sofortprogramm vu wirtschaftsche Moosname propoiséert. Mir mengen awer och, dass d'Qualifikatiounsefforten an d'Bildungspolitik a virun allem d'Beruffsausbildung eng ganz grouss Roll spiller.

De Métteg allerdéngs wéll mer eis konzentréieren op déi Fro vun der Aarbechtsmaartpolitik, an ech wéll am Numm vun eiser Fraktiou 16 Pisten a 16 Virschléi énnertreibende. Et si zesummegefaast déi, déi mer an de leschte Méint oft schonn op den Dësch geluecht hunn - mä och neier -, fir iwwert dee Wee Impulser um Niveau vun eiser Aarbechtsmaartpolitik ze kréien.

Déi éischt ass déi, dass villes steet a fält - an dat wësse mer - - mat der Kapassitéit vun der ADEM, der Aarbechtsmaartverwaltung, eng aktiv Roll ze spiller an domadder dat breit Instrumentarium, wat mer praktesch säit dem Ufank der 70er Joren opgebaut hunn, esou gutt wéi méiglech och émzeseten.

Wann hau ee Placeur um Niveau vun der Aarbechtsmaartverwaltung mat ronn 500 Dossiere konfrontéiert ass, da stellt sech natierlech éischtens d'Fro vun der personelle Verstärkung vun der ADEM an och der Formation vun deene Leit, fir dass se capabel si wierklech eng aktiv an net némmen eng reaktiv Politik do ze maachen.

Ech hunn an der Zeitung „Forum“ an engem Interview vun der Madame Mariette Scholtes, der Directesch vun der ADEM, gelies, dass se zwee nei Poste versprach kritt hat fir d'Verstärkung vun der ADEM. Si huet awer selwer scho gesot, dass och nach déi zwee Posten a Gefor gerode kéinten. Dofir wär et gutt, de Méttegen ze hieieren, wéi et mat d'r eng personaler Situation am Moment gedoen ass.

Letztlech wär et och wichteg, dass an d'r Reform - d'r grousser Reform vun der ADEM, déi jo an d'Vi-

trine gestallt ginn ass - , mir, fir zu enger besserer Iwwersicht, zu enger besserer Effizienz, zu enger besserer Lisibilitéit ze kommen, géifen higoen a vläicht all déi Measures, déi mer an deene leschte Jore geholl hunn, an ee Gesetz integréieren, well et gétt haut émmer méi schwéier - esouquer fir eis, déi mir eis méi oft domat beschäftegen -, fir nach erauszfaffen, wat et vun eenzelne Moosname gëtt. Ech mengen, dass et fir d'Betriber dobaussen an och fir déi Betraffe selwer enorm wichteg wär.

Ech wéll ee Wuert soen an deem Zesummenhang zu der Diskusioun an Europa iwwert d'Proposition vun der Kommissiou fir derfir ze suergen, dass d'Bezuelung vun de Grenzgängerinnen a Grenzgänger, déi aarbechtslos ginn, an Zukunft soll vun deem Land operéiert ginn, wou se aarbechtslos gi sinn.

Ech weess, dass dat eng schwéier Diskussiou ass, déi jo scho méi laang amgaangen ass, a wou den Aarbechtsminister e Kompromiss ugedeit huet, iwwert deen nach eng Kéier nozedenen a sacerlech och nach eng Kéier ze diskutéieren ass. Ech géif allerdéngs am Zesummenhang mat der ADEM dovir warnen, dat ouni eng dach awer länger Iwwergankszäit vun - ech weess net - véier, fénnef Joer unzegoen. Et gëtt e finanziellen Impact vun d'r Moosnam, deen och natierlech ze diskutéieren ass an dee gewalteg wäert sinn.

Mä ech mengen, et gëllt och, wat d'ADEM selwer betréfft, ze kucken, wéi si an d'Lag versat gëtt, dann och wierklech derfir suergen ze können, dass mer dat och wierklech uerdentlech iwwert d'Bühn kenne kréien. An dozou gehéieren natierlech dann esouwuel déi personell Impakter wéi och de finanziellen um Niveau vum Fonds pour l'emploi, deen net onwichteg wäert sinn.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, wann ech just kuerz dat ka soen: Dat war mäi ganzen Discours de Méinden um Kierchbierg, well ech dorobber insistéiert hunn, dass mer wierklech missen eng grouss Verwaltungsreform maachen, well anerfalls hätt scho kenne de Méinden um Kierchbierg en Accord fonnt ginn an ech hu just dorobber opmierksam gemaach, well Dir zu Recht hei sidd.

■ M. Lucien Lux (LSAP).- Okay. Den zweete Punkt, deen ech wollt soen, dat ass, dass am 99er Accord vun der Tripartite an am Gesetz, dat mer duerno am PAN-Gesetz hei gemaach hunn, d'Pièce maîtresse d'Noutwendegkeet war, déi individuell Betreibung vun den Aarbechtslosen, hire Suivi individuel an och d'Moosname vum Bilan de compétence esou schnell wéi méiglech émzeseten. Eis geet dat ze lues. Eis geet dat definitiv ze lues. Mir mengen, dass et haut keng Entschéllégung méi gëtt fir dofir ze suergen, a breitstméiglecher Basis dofir ze suergen, dass déi Moosnamen haut och émgesat ginn.

De Bagage vun eise résidenten Aarbechtslosen an deenen aneren, déi Aarbecht sichen, ass enorm wichteg. Wann ech nach de Statec-Direkter zitéieren därf, dee gesot huet: „Es werden zwar keine Luxemburger zu Gunsten von Grenzgängern entlassen, aber lieber eingestellt.“ An do mengen ech läit ee vun de Problemer, näamlech dofir ze suergen, dass déi résident Arbeitssuchend an d'Lag versat gi fir e Bagage ze henn, deen esou gutt ass, dass se sech um Aarbechtsmaart kenne behaapten. Wann ee weess, dass 45% vun deenen déi eng Aarbecht sichen eng schwaach Formation henn, da weess een, dass déi Orientiéierung, deen individuelle Bagage esou schnell wéi méiglech émgesat muss ginn.

Dröttens, mir denken, dass den Instrumentarium fir déi Salariéen, déi a Betriber, wou et Schwieregkeete gétt, vun Entloossung bedrot sinn, verbessert muss ginn. D'Iddi, fir Aarbechtszäitverkierzung finanziell vum Stat ze begleeden, do, wou Betriber Leit entloossen, schéngt eis eng richteg ze sinn. D'PAN-Gesetz gétt jo schonn d'Méiglechkeet fir dat finanziell ze begleeden, wa Leit dofir amplaz agestallt ginn. Dat sollt also mat deem doten Instrument ausgeweit ginn. Mir mengen och an deem Punkt, dass een um Niveau vun der Pré-retraite progressive soll eng Diskussiou féieren, wéi mer den Instrumentarium vun dem System vun der Préretraite aneschters kéinte gesinn, wa keng Astellungsbedingung an Astellungsgarantie domat konfrontéiert ass, a wann dee System kéint héllefe fir iwwergänglech Schwieregkeiten an engem Betrib ze iwwergoen an den Instrumentarium esou kéint upassen.

Mir mengen, véiertens, dass een d'Handhabung vun der Moosssnam „Aide à la création d'entreprise“ onbedéngt muss verbesseren. Wann ee gesait, dass 2002 aacht Aiden, ganz genau aacht Aiden ausbezuelt gi sinn, da gesait een, dass déi Moosssnam muss op de Métier geholl ginn, déi Moosssnam, déi ze bürokratesch ass, wou d'Délaient ze vill Problemer stellen, wou net genuch Risiko mat dran ass, fir deenen Eenzelen ze hellefen, dat ze maachen, an och dofir ze suerzen, dass, wa mer esou eng Aide ausginn, een och dat verblént mat Formatioun, zum Beispill fir dass d'Leit léieren e Plan financier opzestellen. Mir müssen déi Moosssnam, déi d'Grënnermentalitéit an d'Grënnerfréndlechkeet kéint verbessern op de Métier huelen a verbesseren.

Mir musse fenneftens dofir suerzen, dass d'Gesetz iwwert d'kollektiv Entloossunge reforméiert muss ginn. Mir gesinn haut - a mir hu jo esou Beispiller an der rezenter Vergaangenheit gehat -, dass d'Informatiounsflicht an de Sozialdialog, dee soss an anere Fäll ganz gutt funktionéiert, bei kollektiven Entloossunge meeschters virun der Dier bleift. Dofir musse virun allem d'Moosssnamen, déi den Dialog mat sech bréngen, verbessert ginn. Mir musse versichen, dass déi Betriber, déi wierklech au compte-gouttes Leit entloossen, wat u sech herno awer op eng kollektiv Entloossung erausknént, dat onméiglech gemaach kréien, an dass virun allem d'Presenz bei der Aushandlung vu Plans sociaux vun de Gewerkschaften eng normal Saach muss sinn.

Sechstens. Ech kommen nach eng Kéier zréck op d'Fro vun der Aarbechtszäitverkierzung. Mir mengen, dass ee méi wéi jee deen Tabu doriwwer ze diskutéiere muss briechen an an erger grousser Table ronde iwwer innovativ Aarbechtszäitmodeller muss diskutéieren. Dat geschitt an alle Länner ronderém eis an et huet een heiansdo d'Gefill, wéi wa mer eis virun där Diskussiou do géife drécken. Et gétt am Moment eng Diskussiou a ville Länner vun Europa iwwer sou genannte flexibel Liewensaarbechtszäitkonten, déi d'Méiglechkeet géife ginn, fir datt jidderen Eenzelne flexibel och a senger Liewensaarbechtszäit op d'Situatiounen dobausse kann agoen.

Létebuerg läit mat 1.784 Stonnen d'Joer an der Aarbechtszäit, an der reeller geschafftener Aarbechtszäit, am Moment am ieweschte Peloton. All déi Länner ronderém schaffe manner wéi mir am Moment schaffen, esou dass dat am Moment och Sputt léisst fir esou eng Diskussiou ze féieren. Mir müssen aus der Carcasse vun der 40-Stonnewoch austrieden. Si ass virun allem náisch Anti-ekonomesch, a si ass - wann een an d'Geschicht erageet - virun allem och vill méi oft eng politesch Fro wéi dass et eng ekonomesch Fro

war. Wann ee kuckt a wann ee gesait, wéi vill dass sech d'Produktivitéit vun den 30er Joren, wou déi Diskussiou iwwert d'40-Stonnewoch fir d'éischt seriö gefouert ginn ass, wann een d'Produktivitéitsentwicklung an deene Jorzéngten analyséiert, dann ass et, menge ech, eng Fro, déi normal, bal inhérent zu der Entwicklung an de Betriber ass, déi mer do wäerten erliewen.

Wann ee kuckt, dass Létebuerg zum Beispill um Niveau vun den Déngschtleeschtungen - wat jo haut ee vun deene Secteurs de pointe ass - déi héchsten Aarbechtsproduktivitéit bei de 15 Länner vun Europa huet, da stellt sech déi Fro nach méi. Mir kommen do op eng Wäertschöpfung pro geleschteter Aarbechtsstonn vun 32 Euro. 32 Euro! An der europäischer Moyenne läit déi bei 24 Euro. Mir leien do bei all eise Kurrenten, bei all eisen Nopeschlännner wäit un der Spétz um Niveau vun der Produktivitéit a menge dofir, dass et noutwendeg ass, fir esouwuel um Niveau vun de Wochen wéi och op der Liewensaarbechtszäit eng Diskussiou ze féieren, déi natierlech virun allem eng kontraktuell dobaussen an de Betriber soll sinn, mä dár Diskussiou do musse mer eis méi wéi jee stelen.

Siwentens diskutéiere mer jorelaang - ech weess net wéi vill Mol et och an de Regierungserklärung vu viregte Regierunge stoung iwwert d'Noutwendegkeet vun Téle-an Heemaarbecht an op der anerer Säit och Deelzäitaarbecht gesetzlech ze regelen. Mir hunn elo an deenen zwee Beräicher sait Méint eng Diskussiou téshent de Sozialpartner an et wär ze hoffen, dass et téshent de Gewerkschaf ten an der UEL zu engem Accord op deem Gebitt géif kommen. Sollten awer déi Verhandlungen an deenen zwee Beräicher, déi enorm wichteg si fir nei Créneauen an eng nei Dynamik ze bréngen, sollten déi téshent de Sozialpartner zu kengem oder zu engem schlechten Accord féieren, mengen ech wär de Gesetzgeber gefuerert, fir op deem Gebitt ze handelen.

Mir kréie wa mer dat deponéiert Kollektivvertragsgesetz dann emol eng Kéier gestémmitt hunn - et wär ze hoffen, dass dat esou séier ewéi méiglech kénnt geschéien -, op deem Gebitt do nei Instrumenter um Niveau vun nationalen Accorden, déi d'Geleeënheet gi fir déi d'obligation générale ze deklareéieren. Dat wär an alle Fäll de richteg Wee, mä ech wéll awer och ganz däitlech soen, wann dat bis Enn des Joers oder Ufanks nächst Joer net de Fall ass an d'Politik net zu Décisioun ka gráife si mer der Meenung, dass de Gesetzgeber muss Initiativen huelen, well hei sinn d'Créneauen an den Nopeschlännner scho relativ staark développéiert ginn, déi d'Méiglechkeet géife gi fir och do weiderzkommen.

Aachtens, muer de Météeg hu mer an der zoustänneger Kommission eng Sétzung iwwert de Projet an eng éischt Diskussiou mam Aarbechtsminister. Ech wéll ganz kuerz soen, dass de Projet iwwert de sou genannte Chômage social oder iwwert d'Economie solidaire et sociale, wéi een et dann och émmer wéll nennen, - eis net zefridde stellt, mer souguer der Meenung sinn, dass eis e soll zréckzéien. A wann een d'Reaktiounen aus de concerniéerte Milieu aus deene leschte Woche liest an hériert, da kommen se bal unanime zur selwechter Konklusioun.

Mir mengen dass dee Projet do zu erger Stigmatiséierung vun de soziale Causé vum Chômage féiert, déi net berechtegt an net richteg ass. Mir mengen dass et zu erger iwwerdriwwener Bürokratiséierung féiert, a mir menge virun allem, dass een hei nei Moosssname schaft, déi erém méi précaire a méi schlecht bezuelten Aarbechtsverhältnisser wéi mer se haut schonn um Niveau vun den Instru-

menter vum CAT an aneren hunn envirbréngent.

Mir menge virun allem och dass et net gutt ass, wat ech am Ufank gesot hunn, dass mer hei elo erém zousätzlech Moosssnamen treffen, amplaz emol dofir ze suerzen, all déi Moosssnamen déi mer hunn eischter méi schlank a méi lisibel ze maachen, ier mer elo hei nei Situatioun schafen. Mir mengen dass d'Regulariséierung vun de bestehende Beschäftigungsinitiativen am Droit commun haut misst méiglech sinn, dass dat iwwert dee Wee ze realiséiere wär, an dass een da soll mat dem Milieu intéressé eng Diskussiou féieren iwwert e Projet dee wierklech d'Economie solidaire et sociale betréfft, wat jo e Begréff ass, deen an Europa haut och wierklech akzeptéiert an unerkannt ass. Mir mengen, dass mer esou e Förder- a Rahmegesetz sollte maachen.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Trennung vun deene Beschäftigungsinitiativé mat de private Wirtschaftssektoren eng richteg Diskussiou ass, déi een och muss féieren. Mir mengen néngtens, dass een Effort muss maachen um Niveau vun de Laangzáitaarbechtslosen, bei der Orientatioun an der Émschoulung an der Aide à l'embauche, déi haut bezuelt gétt, wou mer der Meenung sinn, dass d'Frist sollt op ee Mount fir se alleguerte generaliséiert ginn.

Zéngtens stellt sech d'Fro vun de Failliten: Mir kennen de Rekordstand vun 2001, mat 750 Failliten. Mir hunn zwar wéineg offiziell Zuelen doriwwer wéi vill Salariéen vun esou Faillitié betraff sinn. Ech hunn awer am Merkur énnert dem Numm vum Här Friob gelies, dass 2001 1.669 Salariéen vun esou Faillitié betraff waren, sou dass virun allem déi Moosssnamen, déi de WSR eis dohinnergeluecht huet, zum Beispill wat déi fréizaiteg Clignotanten ubelaangt, ganz wichteg wären.

Eleftens, ouni definitiv Zuelen ze hunn huet et den Uschäin - an deenen anere Länner ronderém gesait een dass de Konjunkturabroch zu deemselwechte féiert -, dass mer och hei zu Létebuerg déi eischté Kéier vláicht konfrontéiert gi mat engere Diskussiou dass mer och um Niveau vun den Ausbildungsplazzen, de Léierplazzen, e Manko an absolute Chiffre kénnen hunn. Mir ware jo laang Zait elo konfrontéiert eischté mat dem émgedréinté Phenomeen, mir kéinten awer och elo mat deem anere Phenomeen konfrontéiert ginn. Dofir ass et noutwendeg, dass mer virun allem déi Entreprises, déi net ausbilden, méi zu hirer Verantwortung zéien. Et ass esou onmoosseg wichteg dass déi jonk Leit, déi op den Aarbechtsmaart kommen, eng Formatioun hunn. Dofir mengen ech muss een d'Betriber un hir grouss Responsabilitéit erénnernen, fir hei matzezéien.

An dofir menge mer och, dass et an déser Phas nach net richteg wär iwwer contraignant Ausbildung abgabe fir net ausbildend Betriber ze diskutéieren - eng Diskussiou déi an Däitschland sait Jore gefouert gétt -, mä dass een et awer esou kéint maache wéi zum Beispill an der Belsch, wou en Engagement geholl ginn ass vun de Sozialpartner, an de Betriber an an den Entreprises, fir zum Beispill 2% vun der Masse salariale ze investéieren an iwwerbetrilech Ausbildungsméiglechkeiten. Dat betréfft also déi déi net ausbilden. Déi déi, mengen ech, hiren Effort do maachen, sollten a Rou geloosse ginn. Mä hei musse mer diskutéiere fir dofir ze suerzen, dass mer déi Marge do kréie fir déi Attraktivitéit vun der Lehrlingsausbildung och weider ze énnerstétzten.

Zwieleftens wär et interessant ze kucken, wat sech nom Gesetz iwwert d'Weiderbildung dann um Ter-

rain och wierklech mécht. Mir hunn d'Gefill, dass hei duerch dat Ge-setz eng grouss Demande vu Leit kéim fir a Weiderbildungsmoosnamen ze goen, op Formation continue, mä dass awer op dár anerer Säit e grousse Manko ass bei der Offer vun esou Weiderbildungsplazzen. Et wär also noutwendeg fir dofir ze suerzen, och hei eng Motivation ze maachen, fir dass dár Weiderbildungsausbildungsplazzen och kommen.

Den dráizéngte Punkt gehéiert och e bëssen dozou. Mir sti sáit dem 2. Mee 2003 virun dem Accord deen d'Sozialpartner fonnt hu fir den individuellen Zugang, den Accès individuel zur Weiderbildung ze verbesseren. Mir müssen also hei och - an ech wär frau wann den Här Minister eis hei géif d'Intuitioun vun der Regierung kloer maachen - dofir suerzen, dass deen Accord, wann en net soll Lettre morte bleiwen, wéinstens a sengem Volet vun dem Congé individuel payé muss légitéréiert ginn. Dat heescht also wa mer wéll henn dass dee Volet, dee ganz wichteg ass an dee jo eng Ausweitung vun deem fréiere Congé d'éducation ass, dobaussen zu eppes féiere soll, musse mer légitéréieren.

Doniewent gétt et jo och nach e puer fiskal Bestémmungen, déi an deem Accord UEL op dár engere Säit an OGB-L an LCGB op dár anerer Säit och mussen diskutéieren, fir dass et dann och weidergeet.

Véierzéngtens menge mer dass mer an der ganzer Fro vun de Betreibungsstrukturen, dem Recht vun eise Kanner op eng Betreibungsstruktur an eng Betreibungsplatz, wat ee vun de Créneauen ass bei der Schafung vun neien Aarbechtsplazzen, qualifiziéierten Aarbechtsplazzen, awer och d'Méiglechkeet fir d'Personen déi eng Carrière-énnérbriechung hunn - dat sinn natierlech meeschters d'Fraen - an déi zréck op den Aarbechtsmaart wéll kommen, eng besser Strategie musse féieren. Hei musse mer eng besser Formatioun och bei deenen Leit maachen, déi net einfach au compte-gouttes dorémmer muss funktionéieren. Iwwert dee Wee sollte mer, och vláicht mat Bilans des compétences, dofir suerzen, dass hei e Créneau entsteet wou nach vill Aarbechtsplazzen an deenen nächste Méint ze schafe sinn. Op dár anerer Säit maache mer och eppes fir d'Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, wou mer eis hei-banne mengen ech alleguerten eens sinn.

Fofzéngtens gehéiert e bëssen dozou - mir hunn am PAN 1999 d'Moosssnamen vun de Plans d'action positive geschaf - fir dofir ze suerzen, dass d'Sozialpartner an de Betriber sech zesummesetze fir ze kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenzelne Secteure jo och. Mir müssen emol fir d'éischt de Règlement grand-ducal endlech huelen, deen dobái ass, awer virun allem dofir suerzen, dass an de Betriber d'Sozialpartner sech zesummesetzen a kucken dass een effektiv och do wou némme Männersecteure si Fraen erakritt, an och émgedréint, well dat Émgedréint huer an eenz



de l'emploi an dése konkrete Fäll Aarbechtszäitverkierzunge kënn mat finanzéieren, virun allem an deene Betriber, déi an der Kris stiechen, fir Plazen ofzesécheren an domadder Entloossungen ze vermeiden. Ech mengen, dat ass eng Approche, déi d'Regierung am gaang ass mat de Sozialpartner ze diskutéieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer am Numm vun engem sou genannte Rahmegesetz a kierzester Zäit kéint an der Chamber dorriwwer diskutéieren.

An deemselwechte Kontext, an dat ass hei jo schonn erwähnt ginn, huet d'Regierung en neie Projet de loi deponéiert, deen de Maintien à l'emploi vun deene schwéier Vermëttelbare soll promouvéieren. Wann iwwert d'Halschart, dat heescht 54,3% vun de Chômeure bannent sechs Méint eng Aarbecht fannen, bleift et, datt fir ongefíer 23% vun den Demandeurs d'emploi d'Situatioun vill méi schwierig ass a se no zwielef Méint nach émmer keng Schaff hunn. Ze bemierken ass, datt de Procentsaz vun de Chômeuren, déi keng Platz no 12 Méint haten, vu 24,4% am Mee 2002 op 23,2% am Mee deses Joers erofgaangen ass. Dat wéllt awer net soen, datt et net noutwendeg ass, datt mer eis müssen ausenauer setze mat dem Problem vun de schwéier placéerbaren Demandeurs d'emploi.

Mir begréissen dofir d'Initiativ vun der Regierung, déi en diesbezügliche Projet de loi op den Instanzeewee ginn huet. Et ass kloer, datt wann d'Schafe vun neie Plazen net eleng dozou wäert baidroen, fir de Chômage ze resorbéieren, ass et awer och kloer, datt d'Beschäftigungsmaosnamen eleng och net duer ginn. Mir müssen et faerdig bréngé fir Betriber an Industrien an d'Land ze kréien, déi vill Aarbechtsplaze mat sech bréngen, déi aarbechtsplazintensiv sinn. Némnen esou kréie mer de Chômage erofgesat an némnen esou kréie mer genuch Einnahme fir d'Sozialeeschungen - op déi jiddferen e Recht huet - orecht ze erhalen.

Natierlech geet dat némmen, wann een dat richtegt wirtschaftsrecht a steierlech Émfeld schaft. Dat ass och geschitt. Wär dat net de Fall, hätte mer net esou vill Banken hei zu Lëtzebuerg, an déi grouss informationstechnologesch Betriber wéi d'AOL an Amazon hätte sech mat Sécherheet an engem anere Land niddergelooss.

Mir brauchen awer och déi néideg Infrastruktur, fir datt Betriber, déi gären heihinner komme wëllen, dat och maache kënnen. Désen Aspekt kënn leider net genuch zum Ausdruck. An deem Kader, wéi ech dat schonn am Numm vu menger Fraktioun geleetlech zur Lag vun der Natioun gesot hunn, ass d'Initiativ vun der Regierung ze begriissen, d'Industriebroche vum Eilerenger Schlakentipp opzekafen, fir doraus eng nei national Industriezon ze maachen, wou sech aarbechtsplazintensiv Betriber usidele kënnen.

Wat d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen ugeet, do muss een awer och soen, datt et haut méi schwéier ass wéi dat nach virun zéng Joer war, fir Betriber an Industrien op Lëtzebuerg ze kréien. Trotz deem méi schwéieren Émfeld ass et eis awer gelongen an deene leschte Jore vill nei Plazen ze schafen. Tëschent 1999 an 2000 si ronn 15.800 Aarbechtsplaze geschafe ginn. Am Joer 2001 waren et der 14.700. Et kann een also net soen, datt dës Regierung et net faerdig bruecht hätt nei Aarbechtsplazen ze schafen. Et sinn der émmerhin zirka 5.000 méi wéi an deene beschte Jore virun 1999. Och dat ass e Beweis dofir, datt intensiv zu Lëtzebuerg dru geschafft gétt ze diversifizéieren an nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Mam wirtschaftlechen Abroch sinn och manner Plaze geschafe ginn. Trotzdem hate mer am Joer 2002 en Taux de création d'emplois vu

ronn 3,6%, wat ongefíer 5.500 Unitéiten ausmëcht, géint 0,4% um europäeschen Niveau. Et geet net duer nei Industrien a Betriber an d'Land ze kréien, mir müssen och kucken, fir datt déi Betriber an déi Industrien, déi schonn hei am Land sinn, och hei bleiwen.

An deene leschten Deeg ass vill iwwert d'Zukunft vun eisem Flughafé gesot, geschriwwen a spekuléiert ginn. D'Dirigente vun der Cargolux soen, an net mat Onrecht, datt een duerch eng Mutatioun vum Findel, vun engem internationale Flughafen an e regionale City-Airport, d'Entwicklung vun hirer Gesellschaft géif compromettéieren. Wat bleibt dann enger internationaler Gesellschaft, wéi der Cargolux iwwreg, wa se net méi kann expandéieren? Si sieht sech selbstverständliche en anere Standort eraus, an dår gétt et ganz vill a genuch iwwert der Grenz. Dat géif bedeuten, datt net némme manner Steiere géifen an déi communal Keese fléissen, mä och bedeuten, datt ronn 4.000 Aarbechtsplazen direkt oder indirekt bedrot wären.

**Plusieurs voix.- Très bien!**

**M. Marcel Glesener (CSV).**- D'Fro vun der Zukunft vum Findel muss aus verschidde Perspektive gestallt a bæntwert ginn. Den émweltpoliteschen Aspekt soll net de wirtschaftlechen a sozialen iwwerdecken. Dorriwwer eraus brauch eist Land deen internationale Flughafen, wa mer eis um europäeschen an internationalen Niveau welle behaapten.

#### (Interruptions)

D'Antwort op de Chômage läit an dem Schafe vun neie Plazen an an de geziilte Moosnamen, wéi zum Beispill de PAN-Bestëmmungen, mä, wéi mer gesinn, geet dat net duer.

Wéi schonn ugedeit ass e Mentalitéitiwessel noutwendeg. Jiddferen ass gefuerdert, déi politesch Verantwortlech um nationalen a kommunalen Niveau, andeems se d'Regierung énnerstëtzten an hir déi néideg Handhab iwwerlossen, fir flexibel op d'Erausforderungen ze äntworten.

D'Betriber si gefuerdert. E massive Personalofbau soll net d'Antwort op dee wirtschaftlechen Abroch sinn. Eng grouss Gefor besteet jo dodran, datt just am Kontext vun enger wirtschaftlecher Flaut d'Betriber hir Produktivitéit welle steigernen an an de Gréff welle kréien. An déi Produktivitéitsverbesserung kann dozou féieren, dass émmer méi Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. A wann d'Betriber sech bis organisiert hunn déi vorhanden Aarbecht mat manner Leit ze maachen, dann ass d'Gefor ganz grouss dass, wann eng wirtschaftlech Relance kënn, den Aarbechtsmaart sech awer wäert negativ weiderentwéckelen.

Et ass net am Interesse vun de Patronen, bei wirtschaftleche Problemer u Personalkäschten ze spueren an als allerlescht déi Leit ze entloosen, déi keng oder keng richteg Ausbildung hunn. Dat wat d'Betriber u Personalkäschte spueren, wa se Leit mat niddregen oder méttlere Qualifikatiounen entloosen, geet erém verluer bei der Ausbildung vum méttlere Management. Dofir ass et wichteg émmer erém d'Leit weider ze forméieren. Dat hunn vir und verschidde Betriber agesinn, notamment d'Banken, déi verstäert op d'Weiderausbildung vun hire Salariéé setzen. Wäitsichteg an net kuerzsichteg Denken ass gefrot, och bei den Demandeur-d'emploien, déi bereet musse sinn sech ze recycléieren.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech kommen zum Schluss. Ech gesinn déi Zäit, déi mir zur Verfügung steet, ass ofgela. Ech wéll also e Schlussazz soen. Dat wat ech elo hei gesot hunn, dat ass wéi eis Fraktioun an eis Partei sech déi zukünfte Orientierung vun enger Politik virstellt fir de Chô-

mage däitlech ze senken a méi no un d'Vollbeschäftigung ze kommen. Mir hunn allegueren Interesse drun eis Responsabilitéit ze droen an ze iwwerhuelen. Dat soll geschéien no dem bewährte Modell Lëtzebuerg wou mir et faerdig bruecht hunn a vill méi schwéieren Zäite Lösungen ze fanne fir Massenaarbechtslosegkeet ze verhénneren an trotz engem wirtschaftlichen Abroch an der Stolindustrie e gewëssenen Taux de plein emploi hei zu Lëtzebuerg ze realiséieren.

Mir sinn der Meenung, dass d'absolut Prioritéit och an der Zukunft déi ass fir dofir ze suergen, dass d'Massenaarbechtslosegkeet verhénneret gétt, dofir ze suergen eng Politik ze gestalten an der Rumm vum Modell Lëtzebuerg, an der Rumm vum partnerschaftleche Sozialdialog, de Chômage däitlech ze senken an op dat Zil vu méi Vollbeschäftigung hinzelsteieren. An deem Senn si mer bereet och eis Responsabilitéit ze iwwerhuelen an an deem Senn waren och déi Wieder ze verstoen, déi ech am Numm vu menger Fraktioun hei virbruecht hunn. Ech soen lech merci fir d'Opmerksamkeet.

**M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.**

**M. Niki Bettendorf (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart an d'Evolution vum Chômage hei zu Lëtzebuerg. Losst mech virauschécken, dass fir d'DP all Chômeur e Chômeur ze vill ass an dass alles muss énnherholl ginn, fir jiddferengem eng Schaff kënnen unzibidden. Recht op Aarbecht ass fir ons e Mënscherecht. Mä op dår anerer Säit müsse mer eis awer och dår Tatsaach bewosst sinn, dass et Leit gétt déi léiwer Chômeur si wéi dass se musse schaffe goen. Mir müssen also och deem Aspekt Rechnung droen.

Zur Situatioun um Aarbechtsmaart wéll ech Folgendes soen. Mir wéssen dass d'Konjunkturbaisse hir Auswirkungen op den Aarbechtsmaart huet. D'Lëtzebuerguer Économie wäert dést Joer némmen ém 1,5% wuessen. Dat ass wéineg par rapport zu den héije Wuesstums-wärter vum Enn vum 20. Jorhonnert an och nach 2001 an 2002, wou eis Wirtschaft am Duerchschneidt ém 5% gewuess ass. Jideree weess, dass dat selbstverständliche mat der internationaler Konjunktur zusummenhänkt, déi zénter 2001 seriö agebrach ass. Fir d'éischt ass d'Spekulatiounsboule ém d'Technologiewärter geplatzzt, wat déi international Boursen an d'Knéie gezwangen huet, dunn ass mam terribelen Attentat vum 11. September 2001 zu New York eng Welt zusummegebrach. Enn 2002 an Ufank deses Joers du war et d'Angscht virun dem Krich am Irak déi den néidegen Opschwonk verhénneret huet. Et gesait un all déisen Evénementer wéi staark dach de psychologesche Faktor an der Ekonomie matspillet. Duerch déi schlecht Noriichten aus der Welt sinn d'Ofsätz an d'Émsatz gefall, sinn d'Entreprise méi virsichteg ginn an allem wat se maachen a fueren no dem Prinzip vun der Cost reduction, dat heesch, spueren, spueren, spueren.

Wann een da bedenkt, dass d'Masse salariale niewent den Inflatiouns-, Akafs- a Gestious-käschten an der Regel den zweitgréissste Posten op der Ausgabesäit vun enger Entreprise ass - ech géif souguer soen, an den Dénégchleeschtungsbetrieb wär et den éischt Posten -, da kann ee sech virstellen, dass d'Direktiounen versichen déi Käschten esou nidreg wéi méiglech ze halen. D'Konsequenz dovunner ass kloer:

Et gétt manner a méi virsichteg agestallt an et gétt versicht d'Posten, déi een net onbedéngt brauch, anzespueren. Dat heesch et kënn zu kenger Neubesetzung vun deene Posten an am schlëmme Fall zum Aarbechtsplazofbau. An an eiser vernetzter Ekonomie hunn Aspuerungen an deem enge Secteur och automatesch Répercussionsen op aner Secteuren.

#### (M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Dës Reaktioun vun de Betriber huet als Resultat dass et op dår enger Säit e Ralentissement vun der Création d'emploi gétt an op dår anerer Säit méi Leit an de Chômage falen. Also eng Situatioun wou d'Offer vun de Plazen der Demande net méi noként. An Zuelen ausgedréckt hu mer op dår enger Säit e Chômage deen am September dést Joer bei 3,6% loung, et goufe schonn Zuele genannt vu 7.248 Betroffenen. Dat sinn der 29,8% méi wéi am August 2002. Do sinn d'Frontalier déi, wa se hei zu Lëtzebuerg lizensiert géife ginn, net dran. Och déi sech müssen doheem um Aarbechtsmaart mellen, sinn do net mat abegraff. Do sinn och net déi 3.898 Leit dran, déi sech an enger sou genannter Mesure pour l'emploi befannen.

Här President, et ass net vun der Hand ze weisen dass de Groussdeel vun deenen 3,8% Chômeuren déi mer hinn, dass dése Chômage als Chômage conjoncturel kann ugesi ginn. Déi aner Formé vu Chômage déi incompressibel sinn oder soi-disant incompressibel sinn, de Chômage structurel, dee sech ze summesetzt aus deene Leit déi aus deene verschidde Grénn net kenne mathale mam Rhythmus vum Aarbechtsmaart, an de Chômage frictionnel, deen duerch den Turn-over entsteet, also déi betrefft, déi ganz kuerz a just iwwergangs-méisseg bei der ADEM ageschriwwen sinn, bis se eng aner Plaz fonnt hunn, dës zwou lescht Formé vu Chômage bleiwe relativ konstant.

Op dår anerer Säit läit d'Progressioun vum Emploi intérieur zu Lëtzebuerg laut rezente Statec-Prévisionen bei 1,7% dést Joer, géigentwéi 6,8% am Joer 2001 an nach liicht iwwer 2,5% Enn 2002. Et ass kloer dass hei besonnesch déi Jonk betraff sinn, déi keng Erfahrung um Aarbechtsmaart hinn an et doduerjer schwéier hu Fouss ze faassen. Wann et och haut méi tues dréint, et muss awer erwähnt ginn, dass tëschent 1997 an 2002 60.000 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschaf gi sinn. An et ginn der nach émmer geschaf, wann och manner. Tëschent Mee 2002 a Mee 2003 sinn esou 5.187 nei Aarbechtsplazen dobäikomm. Dovunner si 77% vu Frontaliere besat ginn an 23% vu Résidenten hei aus Lëtzebuerg, bei deenen d'Lëtzebuerguer selwer just e klenge Pourcentage ausgemaach hunn.

Hei wéll ech nach bemierken, dass vun deene 60.000 nei Aarbechtsplazen der méi wéi d'Hal-schent an de Banken a Finanzdéngschleeschtungsbetrieb geschafe goufen, engem Secteur, dee wahrscheinlich wéi keen aneren direkt vun der schlechter Atmosphär op de Boursé beaflosst gétt an deen awer praktesch en Drëttel vun eisem PIB ausmëcht.

Dir gesitt also allegueren, dass mer et wierklech zu Lëtzebuerg mat engem atypeschen Aarbechtsmaart ze dinn hinn. Den impressionante Chiffer vun de Frontaliere - et sinn der am Ganzen elo ém déi 107.000, also méi wéi 38% vum Emploi salarial intérieur - weist kloer wéi atypesch d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass. A ganz Europa gétt et keng ähnlech Situatioun. E beweist och wéi grouss den Drock vun deenen iwwer 55.000 Fransoussen, 30.000 Belsch an iwwer 20.000 däitschen Aarbechter aus der Grenzregioun dach ass, a wéi engem Mooss d'Progressioun vum Chômage an eisen Nopeschlänner d'Aarbechtsmaartsituatioun hei bei eis am Land beeinflusst.

Duerch dës Situatioun wären d'Konsequenzen net auszedende gewiescht, wann ons EU-Partner beim Conseil vun de Sozialministren, deen de leschte Méindge hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet, drop bestanen hätten, datt de Stat an deem den Aarbechter schafft d'Chômagegelder vun deene beträffene Frontalier ausbezuele muss.

Wann et och net ofzegesinn ass wéi vill Leit beträff sinn, well mer keng verlässlech Donnéeen dorriwwer hinn, kann ee sech dach ausrechne wéi eng Belaaschtung dat fir d'Statskeess bedeit hätt. Den Aarbechtsminister François Biltgen huet eis schonns Erklärungen dozou ginn. Ech wünschen him an ons, datt hie mat sengem Komproméssvorschlag duerchkénn. All Guddes, Här Minister. Mä och säi Vorschlag bescheert erém dem Aarbechtsamt ganz bestëmmt e groussen, zousätzlechen, administrativen Opwand. Obwuel et e gudde Komproméss ass, ass et wuel eng finanziell Belaaschtung fir eist Land.

A propos Aarbechtsamt, do maachen ech mer vill Gedanken. Emmer méi Aufgaben, emmer méi Dossiere pro Mataarbechter, natierlech nei Fonctionnairen, mä ni genuch. Dat gétt eng risieg Administratioun, déi duerch d'Komplexitéit vun allen neie Moosnamen, déi mir als Chamber hei décideieren, émmer méi schwierig mat hirren Aufgaben eens gétt. Ech wéll net falsch verstane ginn. Um Arbeitsamt gétt vill a gutt geschafft, mä geet dat duer? Gétt et keng aner Méglechkeete fir Plazen ze vermettelen? Ech weess, datt och schonns Firmen, déi Leaarbecht vermettele mat der ADEM zesummeschaffen, mä kann dat net nach weider ausgebaut ginn? Si Privatinitiative Verwerflech, wa se capabel si Plazen ze vermettelen? Dorriwwer solle mer och nodenken. Esouquer wa mer décideieren zousätzlech Fonctionnairen um Arbeitsamt anzestellen, musse mer jo awer alleguerete wéssen, datt mer e Joer brauche bis déi Leit op der Plaz, wou se gebraucht ginn, asazfaeg sinn, datt se da funktiell sinn. Et ass net meng gréissste Suerg, datt wann de Chômage géing am Land zréckgoen, datt mer dann ze vill Leit bei der ADEM schaffen hinn. Ech mengen, wann de Chômage hei géif zréckgoen, da kënnne mer déi, och wa mer Leit ze vill an der ADEM hätten, op anere Plazen am Land awer gutt énnerbréngen.

Här President, Fakt ass, datt d'Frontalier eng eescht Konkurrenz fir d'Résidenten um Aarbechtsmaart sinn. Si si mobil, flexibel, villfach besser forméiert. Ausserdem si se bereet fir e manner héije Salaire de réservé, wéi de Statec dat ausdréckt, ze schaffen. Ech mengen, d'Argument vun de Sproochekenntnisser, wou mir als Lëtzebuerguer sécher e Virdeel hinn, géilt haut némme méi bedéngt. Wéi funktionéiert et an der Praxis? Fir d'éischt ginn d'Fachkenntnisser vum Frontaliere direkt gebraucht an e gétt do agesat an dann eréischt baut e seng sproochlech Kompetenzen aus.

Wann ech dann an der leschter Eurochamber-Émfro vun der Chambre de Commerce liesen, datt 75% vun den Entreprise soen, si hätte Problemer fir hei um Aarbechtsmaart dat néidegt qualifiéiert Personal ze fannen, dann ass fir mech ee vun de Schlëssele fir géint d'Aarbechtslosegkeet virzegoen d'Formation initiale an d'Formation continue vun den Aarbechter ze verbessern. An do ass jo vill och schonns geschitt an de leschte Joren.

Den Educationsministère huet beispillsweis zesumme mat de Betriber an och dem Aarbechtsministère gekuckt wéi een d'Adéquation vun de Formatione mat de Besoiné vun de Betriber verbessere kann. Fir just e Beispill ze nennen, goufen am Enseignement technique méi Spezialisierungen

agefouert, wéi beispillsweis d'Ausbildung vum Mechatroniker oder dem CATP informatique. En Apprentissage ass elo och fir Erwuesener zougänglech. Am Kader vun der Promotioun vum Life-long-learning gouf villes gemaach fir d'Leit unzespornen hiert Wésse permanent un d'Demande vum Aarbechtsmarché ze adaptéieren. D'Betribier ginn énnerstézt wa se hiert Personal wéllie weider forméieren. An och d'ADEM mécht eng excellent Aarbecht, wann et sech drém dréint d'Demandeurs d'emploi fit ze maache fir den Aarbechtsmaart an et gëtt natierlech och e Plus fir den Aarbechtsmaart, wa mir hei zu Létzebuerg d'Héichkultur an d'Fachhéichschoulkultur promouvéieren.

Här President, wa mir vu méigleche Léisunge schwätze fir de Chômage ze reduzéieren, da wéll ech direkt klorstellen, datt fir d'Demokratesch Partei d'Aarbechtszäitreduktioune iwwer Gesetz dekretiéiert, vun uewen erof, keng Léisung ass. Ech hu mech gefret, wéi ech elo grad héieren hunn, datt fir Lucien Lux hei gesot huet, d'LSAP wier net fir d'35-Stonnewoch. Ech muss zwar soen, si hu sech ni esou ganz direkt ausgeschwat a virun allem de Minister Goebbel, an den Här Krecké an hirem Wirtschaftspabeier hunn iwwerhaapt kee Wuert dovunner gesot, mä par contre huet dann de Frénd Lucien Lux a sengem Pabeier, dat en haut erausginn huet zum Débat d'orientation sur la situation du marché de l'emploi hei zu Létzebuerg op verschidde Plaze fir Aarbechtszäitverkierzung pladéiert. En huet zum Beispill geschwat énner 3) a Betribier wou et Schwieregkeete gëtt, datt d'LSAP virschléit, datt „in diezen Fällen Arbeitszeitverkürzung finanziell vom Staat unterstützt wird“.

#### (Interruption)

De Lucien Lux huet och propoiséiert a sengem Pabeier „für die Verallgemeinerung der sechsten Urlaubswocche für Schicht- und Schwerstarbeiter“. Also, mir müssen oppassen op d'Sozialisten. Elo si se an der Oppositoun. Et muss ee kucke wat se maache wa se an der Responsabilitéit sinn.

#### (Interruptions diverses)

Do muss ee gutt oppassen, mä et däerf een deenen anere Leit keng politesch intellektuell Schlechtegeek wéllie virwerfen, well da kénnt een emol selwer u sengen eegene Wieder gemooss ginn.

#### (Interruptions diverses)

Wien déi rezent Debatten am Frankräich verfollegt huet, wou et d'35-Stonnewoch jo zénter 1997 gëtt, do waren d'Sozialisten och um Rudder. Do huet ee gesinn, datt een dat awer iwwerhaapt net kann esou pauschal behaapten. Wann een domat kuerzfristeg vläicht ka méi Aarbechtsplaze schafen, bei deenen een am Frankräich jo och nach guer net richteg weess, ob déi deemoos nach vun der gudder Konjunktur geschafe gi sinn oder vun der 35-Stonnewoch, u sech léist een domadder laangfristeg de Problem net.

Eng aner Fro, déi sech stellt, ass déi, ob d'Produktivitéit vun den Entreprises duerch eng generaliséiert 35-Stonnewoch an d'Lucht géif goen. Am Frankräich gouf festgestallt, datt een an deenen zwee éischte Jore konnt duerch d'Bank vun engen Produktivitéssteigerung schwätzen an duerno goud d'Produktivitéit erém rapide de Bierg of.

D'Kompetitivitéit vun engen Entreprise hänkt jo dovunner of, datt si am richteg Moment kann déi richteg Ressourcen aseten. Do huet si, zemoools wa se an engem europäischen oder internationalen Émfeld schafft, menger Meenung no, mat der 35-Stonnewoch e seriösen Désavantage, wéi mer dat jo an eisen Nopeschlänner momen tan gesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann Aarbechtszäitreduktion, da sollen d'Entreprises an d'Gewerkschaften dat selwer au shandelen, soe se haut am Frankräich, an dat ass och de richteg Wee, dee mer hei zu Létzebuerg ageschloen hunn. Muss ech un d'PAN-Gesetz erénnerner, wou mat de Sozialisten an der Regierung dat jo och esou décidiert gouf?

Ech erénnernen och un den Accord téscent der Horesca an de Gewerkschafte fir d'40-Stonnewoch an de Restauranten, Cafén an esou weider anzefiéieren an den deementspreichende Gesetzesprojet, deen am leschten Dezember hei an der Chamber gestémmt ginn ass. Sécher, och hei kénnt eng Rei vun Émstellungen op d'Entreprises duer.

**M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat war och eng Aarbechtszäitverkierzung!

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Jo, dat war och eng Aarbechtszäitverkierzung. Ech muss lech allgemeng soen, Här Lux, Dir leit guer net esou falsch, wann Der sot, datt mer an Zukunft émmer manner schaffe wäerten. Ech ka mech erénnerner, ech mengen ech hunn dat hei scho gezielt, déi Zäit wou eis Pappen op der Schmelz de laangen Tour, 16 Stonnen, geschafft hunn. Ech ka mech och nach erénnere wou ech 48 Stonne geschafft hunn. Et goufen der émmer manner. D'Rad vun der Zäit wäert kee vun eis zréckdréinen. Mä et muss een dat Ganzt émmer an de Kader vun der ekonomescher Situatoun setzen, wou e Land an deem Ament steet. Wann een dat vergësst, wann een einfach allgemeng vun enger 35-Stonnewoch schwätz an dofir debattéiert, ouni dat ekonomesch Émfeld ze betruechten, dann ass een a mengen Aen an, ech mengen a villen aneren Aen och, ganz falsch gewéckelt.

**M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat kénnt Dir eis jo dann net virwerfen.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Esou, elo hunn ech fräi geschwät. Am Frankräich ass de Chômage trotz 35...

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

**Une voix.** - Schwätz Dir elo onfräi, Här Bettendorf?

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Am Frankräich ass de Chômage trotz 35-Stonnewoch däitlech gekommen. Mai Fazit dorauser d'35-Stonnewoch ass kee Wonnerméttel géint de Chômage.

Wa mer wéllen d'Kompetitivitéit vum Land schwächen, wa mer wéllen eise Betribier nei Hürde setzen, wéi beispillsweis duerch d'Aférierung vun enger 35-Stonnewoch oder duerch eng sechst Congéswoch, oder doduerch, an da muss ech dat nach zitéieren, wat den Här Lux a sengem Pabeier am Punkt elef zitéiert huet, wou e seet: „Die LSAP schlägt in einer ersten Phase die Einbringung von 2% der „Masse salariale“ von nicht ausbildenden Betrieben für überbetriebleche Ausbildung vor.“ Dat ass net vill 2% vun der Masse salariale. Also heescht et erém eng Kéier d'Betribier belaaschten. Dat ass net déi Politik, déi mir wéllie maachen. Fir eis sinn et d'Betribier, déi Aarbechtsplaze schafen, an déi däerf een net belaaschten. Do trennen eis vun lech Welten. Dat ass op alle Fall keen Usporn fir eis Betribier.

Iwwerhaapt muss ech soen, wann ech déi zwee Berichter liesen, dee vum Här Goebbel an dee vum Här Krecké, wann ech déi mat deem vum Här Lux verglächichen, da muss ech wierklech soen, dass do Welten dertéssent leien.

**Une voix.** - Dann hutt Dir de falsche Bréll un.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Jo, dat ass ganz fräi, well ech wäert mer d'Méi maachen...

#### (Interruptions diverses)

...fir déi zwee Rapporten emol genau énnert d'Lupp ze huelen an dobaussen en Artikel ze schreiwe fir ze weise wéi Dir lech verrent, déi eng an déi aner.

#### (Interruptions)

**M. ie Président.- Kolleegen,** loosst den Här Bettendorf schwätzzen. Här Bettendorf, wennt lech un d'Chamber, wann ech glift.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Merci, Här President!

#### (Interruptions)

An dem Sofort-Programm vun der LSAP fir d'Relance vun eiser Wirtschaft gëtt eppes virgeschloen, wat och schonn an der Vergaangenheit hei zu Létzebuerg zur Sprooch komm ass, näamlech d'Aférierung vun enger Green Card fir qualifizéiert Aarbechtskräften aus Net-EU-Länner esou schnell wéi méiglech an den Entreprises hei zu Létzebuerg asetzen ze kénnen.

Hei gëtt un den däitsche Green-Card-Programm erénnert, duerch deen eist Nopeschland sáit 2000 ronn 15.000 Computerexpären, meeschents aus Ost-Europa an aus Indien, konnt u Bord huele fir d'Personalbesoin vun hirer Informatikindustrie ze stoppen. D'Experienc schéngt gutt verlauf ze sinn, gleeft een dem däitschen Aarbechtsministère. Däitschland huet décidéert déi Experienc bis Enn 2004 ze verlängerem, a méi nach: Déi Däitsch wéllen an hiet neit Zu wanderungsgesetz dra schreiwen, dass Fachkräften aus Dréttländern émmer an an alle Beräicher vun der däitscher Wirtschaft kénnen eng Aarbecht ophuelen, wann do heem kee géegent Personal ze fannen ass. D'Viraussetzung fir eng Green Card an also en Aarbechtskontrakt mat Openthaltsgenehmigung vu fénnef Joer ze kréien, ass en Héichschoul- oder e Fachhéichschoulorschloss.

Ech froe mech, ob et de richteg Wee ass. Ech sinn och gespaant drop, wéi déi Däitsch an Zukunft also wäerten drop reagéieren, wann déi Zäitaarbechtskontrakter vun deene 15.000 Informatiker oflafen. Ech wéll och drun erénnerner, dass d'nächst Joer zéng nei Länner an d'EU opgeholl ginn. Dorénnner sinn der vill vun deenen, déi eng Green Card als Informatiker an Däitschland kritt hunn. Dat heescht also, dass den europäischen Aarbechtsmaart sech wäert auswáiten an dass à terme méi Persounen als EU-Bierger an de Genoss vun der libre circulation des personnes wäerte kommen.

#### (Interruption)

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Eng Sekonn, Här President!

Här Bettendorf, et geet net doréms, wou Dir elo sot: Reng Informatiker. Haut hu mer Multien a Gruppen, besonnesch bei eise Banken, déi hunn zu Hongkong ee sétzen, deen hinnen hei eppes soll an d'Rei maachen. Déi dierfen dee vun Hongkong net fir annerhalfe Joer komme loossen, fir hei eng Misce en place vun eppes Spezialiséiertem ze maachen. Et geet ém esou Leit, an dat mussen net nout gedrongen Informatiker sinn. Ech hu gesot, héich qualifizéiert Leit, dat sinn net nout gedrongen Informatiker. Dofir, wann ech glift, d'Lecture ass e bësse méi nuancéiert ze maachen.

#### (Interruption)

Iwwerhaapt muss ech soen, wann ech déi zwee Berichter liesen, dee vum Här Goebbel an dee vum Här Krecké, wann ech déi mat deem vum Här Lux verglächichen, da muss ech wierklech soen, dass do Welten dertéssent leien.

#### (Interruption)

Da schwätz emol mat deem Mann, dee bei lech am Ministère do das Sagen huet an da schwätz Dir mat de Banken, mat de Fiduciairen, mat all deene Firmen. Déi hunn de gréissste Misär fir dat do ze maachen. An dann, Här Minister, da wasi et autoriséert kréien, ass et meeschtendeels scho gelaf, dann ass et schonn ze spéit.

#### (Interruptions)

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Här President, ech kréie selbstverständliche déi Zäit do alleguer gutt geschriwien.

Vläicht ass et fir d'Sozialiste gutt, wa se bei hire Pabeier eng Gebräuchsanweisung derbäileen. Ech muss lech just soen, dass dat, wat an Däitschland geschitt ass, och an Amerika geschitt ass. An Amerika hu se och d'Green Card agefouert a si hu vill international Kompetenzen an hiet Land eraubt.

Wat ech just wéll soen - well ech mengan, dass dat hei zu Létzebuerg, wou mer emol net 2% Universitären haten, duer geet -, dass mer an eisem Schulsystem et musse färdeg bréngen, dass mer méi Kompetenzen hei am Land développéieren, déi och emol kénnen a fuhrende Positiounen vu Betribier d'Soen hunn.

Mir wéissen, dass d'Kapital net hei zu Létzebuerg ass, dass d'Suen net hei zu Létzebuerg sinn, also brauche mer mindestens Fachkräften, Létzebuerger, déi eppes do ze soen hunn.

Här President, d'Wirtschaft nees ukuerbeln, d'Erhale vun der Krafkraft vun de Leit an d'Énnerstézung vu privaten- an öffentlechen Investitiounen, dat ass de Schlëssel fir de Kampf géint de Chômage. Et sinn d'Betribier, déi d'Aarbechtsplaze schafen an d'Politik ka se némme begleeden. Si kann net vun uewen dekretéieren, dass elo op een Zoch esou vill Plaze misste geschafe ginn.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

De Rôle vun der Politik ass et un éischter Linn esou wält wéi méiglech e favoraabelt ekonomesch Émfeld ze schafen, fir dass déi Betribier expandéiere kénnen. An dës Regierung huet do hiren Job gemaach a wäert en och nach wei derhi maachen.

Éischtens huet d'Regierung eng virgezunne Steierreform gemaach an dem Steierzueler Erlüchterunge vu 422 Milliouen Euro bruecht an de Betribier Entlaaschtunge bruecht vun insgesamt 322 Milliouen Euro. Mir musse wéissen, dass hei zu Létzebuerg d'Lén nach ni esou héich waren, dass d'Pensiounen nach ni esou héich ware wéi haut, an dass d'Steieren nach ni esou niddreg ware wéi haut. Mir hunn also dat Émfeld, wat mir brauchen, wat et wierklech méiglech mécht, fir dass d'Produktioun erém steigt, fir dat unzukuerbeln.

Während de Steierzueler elo méi Geld huet fir auszeginn, huet d'Wirtschaft méi Sputt kritt fir och an deene schwierigen Zäiten hei wieder ze évoluéieren an Aarbechtsplazen ze halen, respektiv ze schafen. Dat war eng kruzial Mesure am richteg Moment. Och krute mer an der Finanzkommission matgedeelt, datt d'Steierreform sech net negativ op d'Recetté vum Stat ausgewierkt huet, mä esouguer méi Rentréeën engendréiert huet.

Zweetens sinn duerch déi aktiv Diversifizierungspolitik vum Wirtschaftsminister Henri Grethen Rekordinvestitiounen vun iwwer 500 Milliouen Euro hei zu Létzebuerg gemaach ginn. Déi Betribier, déi zu Létzebuerg sinn, investiere weider a schafe weider Aarbechtsplazen. Et sinn iwwer 30 net Betribier an d'Land komm, déi qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplaze mat sech bruecht hunn, an ech denken, dass den Trend och wäert weidergoen, well Létzebuerg vis-à-vis

vun anere Länner immens kompetitiv ass, net némme wéinst de Steiervirdeeler, mä och wéinst den déi Lounniewekäschten, déi dës Regierung net gehéicht huet. Mir hunn domadder mat déi kompetitivst Wirtschaft a mir hunn déi komplettsten Aarbechtsmaartinstrumenter. Et kann een also net behaapten, wéi dat öfters pauschal behaapt gëtt, d'Regierung géif de Chômageproblem lénks lie loesen. Si dréit hir Responsabilitéit a setzt d'Hiewelen do un, wou et ob jektiv gesi richteg ass, an dat ass bei de Betribier a bei de Gesellschaften.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn aganks gesot, all Chômeur wär e Chômeur ze vill. Meng Partei, déi Demokratesch Partei, huet sech dat op hire Fändel geschriwien a mir wäerten eist Denken an Handelen och duerno ausriichten. Ech soen lech merci fir d'Nolaschteren.

**M. ie Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir den ADR muss dës Debat zum Zil hunn d'Orientierungen an d'Zilsetzungen a Richtung Vollbeschäftegung ze fannen. Dofir konnt ech och némme de Kapp réselen, wéi ech an engem Artikel vum Wort vum 21. am Wäimount gelies hunn, eng Aarbechtslose-quot von 3,6% géif bal u Vollbeschäftegung grenzen. Ausserdeem énnerschléit deen Artikelschreiber déi Leit, déi a Beschäftegungsmeuré geparkt sinn, esou dass déi och nach aus deene Quoten, déi en do uginn huet, erausfalen.

Et sinn dausende Ménschen ém déi et sech beim Chômage handelt, an et ass verwerflech wa versicht gëtt déi Misär, deen déi Leit hunn, émmer erém duerch Chiffren am Vergläch mam Ausland ze minimiséieren. Dofir wéll ech och dat zréckweisen, wat den Här Bettendorf hei gesot huet, an zwar, dass et Leit géif ginn, déi gären am Chômage bléiwen.

Här Bettendorf, Leit déi an de Chômage kommen, déi kommen némme dodran, well se ouni hir Schold hir Aarbecht verluer hunn. Et gëtt kee Ménsch, dee gären am Chômage ass, an ech géif lech biede mat esou Bemerkungen e bësse méi virsüchtig ze sinn.

D'Vollbeschäftegung muss de But si vun all eisem Strieren. Déi kann een awer éischter mat Investitiounen an d'Aarbecht erreeche wéi mat Investitiounen an de Chômage, oder mat Investitiounen an eng sou genannte Solidar- oder besser gesot Schietwirtschaft, déi amgaang ass sech hei am Land émmer méi auszebreeden.

Här President, fir d'éischt wollt ech op dat agoen, wat an der Press iwert de Ministerrot an aus den Erklärunge vu virgéschter vum Aarbechtsminister erauszeliessen an ze héiere war am Zusummenhang mam Bezuele vum Chômage an deem Land, wou déi Aarbechtslos geschafft hunn.

Och den Här Urbany huet hei vu sech ginn et wär ganz normal, dass dat Land, wou de Salarié geschafft huet, och säi Chômage bezuelen, wat natierech richteg ass.

Wann een awer seet, si géifen hei Steiere bezuelen, esou dierf een awer dobäi net vergiessen, dass se déi Suen, déi se hei am Land verdingen, mat an hir Heeme

si, mä och hir Famill, wou mer mat dem Exportéiere vun enger Rei vu Familljenzoulungen hire Famillje sozial Rechter erméiglechen, déi se an hirem eegene Land an dár Form net hunn, oder och Pensiounen, déi spéider ausbezuelt ginn, mat deenen se kënnen en dezente Liewensowend verbréngen. An net ze verglossen, doduerch dass mer all déi Frontalierer hei am Land beschäftegen, mer deene Länner aus deenen se kommen, net némme Chômeuren, mä och enorm Käschten an hire bedrote Regiouen erspueren. Et ass also eng bilateral Énnerstëtzung, wou jiddfereen zu Sengem kënnnt.

Et ass net d'Schold vu Lëtzebuerg, wann Europa oder eis Nopeschlänner et net färdeg bréngt Betriber do ze installéieren, wou Chômage ass. Zum Beispill bedreift op deem Punkt eng rout-gréng Koalitioun an Däitschland eng katastrophal Wirtschaftspolitik.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Wien huet d'Ausbildungskäschte vun deene Leit ze droen? Ass dat och Lëtzebuerg?

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Wien dréit dann d'Infrastrukture, fir dass se kënnen op Lëtzebuerg schaffe kommen?

Et ass eng bilateral Énnerstëtzung, déi sech ausgläicht. Et ass donant donnant. Si kréie jo och eppes amplaz. Et soll een do e bësse méi nuancéiert virgoen.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Si schafe jo awer och d'Wärter allegueren hei! Si droe mat douzou bái, dass...

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Sidd wann ech glift verstänneg, et ass awer elo net esou, dass némnen d'Frontalierer hei am Land d'Wärter géinge schafen.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat hunn ech jo och net gesot!

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Et schéngt awer, wéi wann Dir lech émmer esou géift ausdrécken. Mir hunn nach aner Leit, déi hei am Land schaffen an och Wärter schafen.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Absolut, Här Jaerling.

Déi Leit, déi Wärter schafen, do si mer eis eens, déi ginn net richteg berücksichtegt hei am Land.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Do si mer eis émmer eens. Do brauche mir net driwwer ze diskutéieren.

Här President, fir ze émgoen, dass mer Chômage hei am Land fir Frontalierer musse bezuelen, huet den Här Aarbechtsminister wélles e Komproméss anzegoen. Den ADR ass der Meenung, dass den Här Aarbechtsminister, wéi en dee Komproméss virgeschloen huet, fir dräi Méint Chômage hei am Land ze bezuelen an der Héicht vum Chômage, deen de Chômeur a sengem Residenzland kréich, en d'Interesse vun eisem Land net gutt, ech géif souguer éischter soe schlecht vertrueden huet.

Wéisou huet e säi Vetorecht, dat eis no EU-Recht zousteet, net gelend gemaach?

Firwat huet hie Kompromésser gemaach, déi kee gefrot huet, an déi eise Budget précariséieren?

En hätt missen onbedingt säi Veto aleeën an d'Argument virbréngen, dass et kee Land an Europa gëtt, wat esou en héije Prozentsaz vu Frontalierer huet wéi Lëtzebuerg.

En hätt säi Veto missen aleeën, well och wa säi Komproméss ugeholl gëtt, sou kann en dach nom A-Kraft-Triede vum EU-Konvent erém op d'Kopp gehäit ginn, well námlech alles am aarbechtsrechtliche Beräich mat enger qualifiéierter Majoritéit kann décidéiert ginn. D'Angscht, dass Lëtzebuerg kéint iwwerstëmmt ginn, ass wuel berechtegt. Eis Regierung misst

dann, genau wéi bei der Quellesteier, sech asetzen, dass se genuch Verbündeter fënnt, fir eis Interessen ze vertrieben, well et kann een och bei enger qualifiéierter Majoritéit nach Ausnahmesituatiounne fir Lëtzebuerg am Zesummenhang mam Prozentsaz vun de Frontalier geltend maachen, esou wéi dat duerch d'EU-Traitéé méiglech ass. Dofir hätte mir onbedéngt misse vun eisem Veto Gebrauch maachen, an net direkt Komproméssvirschléi maachen.

Här President, bis elo ass hei am Land ni vu konjuncturellem mä éischter vu strukturellem Chômage geschwat ginn. Wann ee vu strukturellem Chômage schwätzt, da seet een domadder - sécher oft ounee et ze wéssen - direkt och wien dee Schéllgen dorunner ass. Schéllgen sinn: eng falsch Investitiounspolitik, falsch politesch Entscheidungen, falsch Bildungsweeér, esou wéi och jorzéngelaang falsch Beruffsortientatiounen. De Chômeur eleng ka jo wuel net strukturell sinn.

Op där enger Sait hu mer eng Ekonomie, déi sech esou technesch entwéckelt huet, dass se nach just jonk Zehnkämpfer recrutéiere wéllt, déi mer awer hei am Land net fanne, well d'Beruffsortientéierung an d'Beruffsausbildung versot hunn, déi mer also mussen am Ausland recrutéieren, wat zur Konsequenz huet, dass eis manner qualifiéiert Leit op der Streck bleiwen.

Dann hu mer nach eng Regierung, déi dorobber hinzuilt d'Leit méi laang am Beruffsliewen ze halen an domadder Plaze fir déi Jonk blockéiert.

Här President, och am Bildungswiese muss eppes geschéien. Et geet net duer, dass mer de Primärschoulalter elo op 16 Joer eropsetzen, fir déi Jugendlech méi laang an der Schoul ze halen. Et dierf och net sinn, dass mer nach jorelaang eng Beruffsortientéierung maachen a Richtung vu Secteur, déi schonn amgaange sinn ofgebaut ze ginn. D'Bildungsoffensiv muss an d'Richtung goen, dass mer d'Educatioun de Besoiné vun der Ekonomie upassen, mä och de Besoinen zum Beispill am Déngschleeschtungsberäich, besonnesch am Gesondheetwiesen.

Méi héich Qualifikatioun jo, mä méi praxisbezunn an net reng op Theorie opgebaut. Eng dualistesch Ausbildung, dat heescht Aarbechtsplaz a Schoul enk matenee verbanne, muss d'Objektiv sinn, fir dass mer Salariéé kréien, déi aus der Schoul eraus praxisbezu Kenntnisser hunn, fir sech direkt kënnen an de Betrifsoflaf ze integréieren. Déi perséinlech Weiderbildung muss en Droit acquis personnel fir all Salarié ginn an och honoréiert ginn.

Dat zum Bildungswiesen, Här President.

Ob mir elo de Chômage strukturell oder konjuncturell nennen, d'Ur-saache bleiwen am Fong déiselwecht. Et sinn zum Deel falsch politesch Entscheidungen.

Mir erméiglechen émmer méi Flexibilitéit, émmer méi Deelverträg, émmer méi Interimsaarbecht an zerstéieren domadder d'Schafe vu festen Aarbechtsplaz, provozéiere Chômage oder Deelchômage.

Wa mer anstatt an eis Wirtschaft an an eis Betriber ze investéieren, eng steierlech finanzéiert Konkurrenz schafen, andeem mer eng Schietwirtschaft iwwert déi sou genannte Beschäftegungsmesuren erméigleichen, da sinn dat völleg falsch ekonomesch Akzenter, déi némmelelektroral cibleiert sinn. Et ass emol net erauszfannen, wat déi Schietwirtschaft, déi sou genannten Economie solidaire oder parallèle eis géing genee kaschten. Sécher ass jiddefalls, dass wa mer dat Geld an d'Betriber investéiert hätten, dann hätte mer méi erreecht.

Et ass dach net normal, wann e jonke Mensch ganz oft bis zum Al-

ter vu 25 Joer, wou en den RMG ka kréien, vun enger Beschäftegungsmesure an déi aner gehäit gëtt, a wou dann och nach mat Tricke geschafft gëtt, fir en iwwert déi normal 24 Méint eraus dran ze halen, andeem en zum Beispill am CIGL aus der Gemeng Beetebuerg op d'Gemeng Esch delegéiert gëtt.

Ass et normal, dass d'Gewerkschaften hei am Land an deem Beräich Patron spinnen, an domadder Segregationsmechanisme fördern an onproduktiv parastaatlech Bürokratie opbauen?

Ass et normal, dass Aarbechten, déi vun esou Beschäftegungsinstrumenter ausgefouert ginn, d'Gremengen oder de Stat bal dräimol esou vill kaschten, wéi wa se vun enger privater Entreprise ausgefouert géife ginn?

Hei heescht et émdenken. De Stat stielt sech mat esou Mesuren aus der Verantwortung an hält och glächzäiteg eiser Ekonomie d'Loft fir ze otmen.

D'Recht op Aarbecht, wat an eiser Verfassung stieet, wéllt net heeschen, en Aarbechtsdingschtaféieren.

Den ADR ass domat d'accord, dass déi Leit, déi eng Énnerstëtzung vum Stat kréien, och sollen eng Géigeeleschtung bréngen. Wann déi Déngschleeschtungsmesuren awer dräimol méi deier ginn, wéi wa mer se géife doheem loessen, da spille mer als ADR net méi mat. Fir den ADR gëtt et némme eng Alternativ zu dár Schietwirtschaft do: All déi Aarbechte bei de Gemengen a beim Stat, déi net am Zesummenhang mat direkten öffentlechen Déngschleeschtunge stinn, u Privatentreprisen ofzeginn, mat der Oplag d'Betriber mat an d'Verantwortung ze huele fir dann awer och némme Leit ze beschäftegen, déi hei op eisem Aarbechtsmaart ageschriwwen sinn.

Och am Handwiersberäich muss eppes geschéien, wou een de Stat scho kann ugesinn als Concurrence déloyale fir d'Handwiersbetriber, well e mat Steiergelder dem Handwiker mindestens duebel esou vill bezilt wéi am Privatsecteur an domadder selbstverständlech all Handwiker drop aus ass fir bei de Stat schaffen ze goen.

#### (Interruptions)

Et ass héich Zait fir émzededen a beim Stat nach just Leit ze beschäftegen, déi am direkten Zesummenhang mam Statswiese stinn.

Här President, de Stats- a Gemen-apparat ass onnéideg belaascht. Déi ze vill héich Personal- a Verwaltungskäschte schlecke Gelde, déi fir Investitiounen an d'Betriber néideg gebraucht ginn. Wann ech vu Verwaltungskäschte schwätzen, dann ass domadder alles gemengt wat mam Fonctionnement vun den öffentlechen Institutiounen zesummenhänkt. Dat sinn also net némme déi op falsche wirtschaftlechen Argumenter accordéiert Gehälteropbesseungen, mä och déi vill onnéideg Waasserkäpp an de Verwaltungsmechanismen, déi ausser Käschten näischt bréngen. Reforme sinn also och do néideg, besonnesch an deenen administrative Beräicher, déi de Betriber - an net némme hinnen - d'Liewe schwéier maachen.

Wat awer eise Betriber d'Liewen am schwéierste mécht, dat ass déi auslännesch Konkurrenz. Net do-duerch dass et se gëtt, mä do-duerch dass se och nach hei am Land vun déser Regierung promouvéiert gëtt. Wéisou brénge mir et hei am Land net färdeg dee Bauvolumen, dee mer hunn, vu Lëtzebuerg Entreprisen ausférieieren ze loessen? Dat Argument vun EU-Bestëmmungen, wat d'Soumissionen ubelaangt, kann ech net

gëlle loessen, well déi spiller och an anere Länner. Wéi vill Lëtzebuerg Entreprisen hei aus dem Land sinn dann am Ausland bei gréissere Bauteiprojeten zouge- loossen ginn? Wéi vill métteilstänneg Entreprisen hunn am Ausland Aarbechten erméiglecht kritt? Net vill, ech géif souguer behaapten: iwwerhaapt keng. A firwat? Wéinst administrative Schikanen am Virfeld, déi esou opgebaut waren, dass d'Aarbechte scho vun enger anerer Firma gemaach waren ier déi Lëtzebuerg Entreprise iwwerhaapt eng Zouloossung kréie konnt.

Wéisou ginn hei am Land all grouss Soumissionen an d'Ausland a komescherweis och bal émmer un déiselwecht Entreprisen? Ech denken do zum Beispill un de Chanzy-Pardoux-Konzern oder souguer u gréisser Etude vum Basler Büro an esou weider. Wéisou bréngt mer et net färdeg, genau wéi am Ausland eis Entreprisen ze schützen an domadder eis Aarbechtsplaz ofzesécheren? Wa mer nämlech Lëtzebuerg Entreprisen hei am Land prioritär géife schaffe loessen, da géife vlächt keng Fassadé méi eroffen oder keng Tunnelle méi abriechen.

Här President, wéisou bréngen et d'Interims gesellschafte färdeg d'Salariéen ze recrutéieren an ze placéieren an eis ADEM hippt chronesch hannendrun? Wier et net emol un der Zait ze iwwerleéen, och d'Placéiere vun de Chômeure privat ze erméiglechen an d'Placementer ze honoréieren. Ech menge den Här Bettendorf huet dat och schonn hei ugeschnidden.

Här President, eisen Objektiv muss d'Vollbeschäftigung sinn, awer keng Pseudovollbeschäftigung, déi mat Steiergelder iwwer eng Schietwirtschaft manipuléiert gëtt. Et muss eng Vollbeschäftigung ginn andeems de Salarié seng Dignitéit behält an d'Betriber net némme iwverlienen, mä sech och kënnen ausbauen. Fir dass d'Betriber fäeg bleiwen net némme ze existéieren, mä och ze évoluteéieren, muss awer investéiert ginn. D'Betriber fördern ass och sáit géschter, hunn ech gelies, en neie Leitmotiv vun der sozialistescher Partei, mä et schéngt mer dass dat awer just um Pabeier esou ass, well zu Diddeleng wellen se d'Gewerbesteier an engem Ruck ém 25% erhéijen. Dat soll ee verstoen!

Dat fördert d'Betriber, awer a Richtung Zuele mat sozialistescher Fuerf.

D'Betriber fördere kann een zum Beispill duerch eng méi geziilten nohalteg Investitiounspolitik. Fir awer eng Proximitéitsinvestitiounspolitik kënnen ze bedreiwen, muss de finanzielle Spillraum vun de Gemengen erhale bleiwen, well wann d'Gemengen net méi kënnen investéieren, dann erkrankt eis Ekonomie. Mir mussen eng Politik bedreiwen, déi et de Betriber hei am Land erméiglecht frái ze schaffen an domadder Aarbechtsplazze ze erhalen an och neier ze schafen. An dat këinne mer bestémmet net andeems mer eis Aarbechten un auslännesch Multié verschacheren déi déck kasséieren a keng Aarbechtsplazze schafen. Dat këinne mer och bestémmet net, wa mer eng Entreprise aus Holland komme loessen, fir an de Rond-point zu Wickreng Blumme planzen ze loosen.

Här President, an d'Aarbecht investéieren an net an d'Aarbechtslosegkeet, dat ass d'Zilsetzung, well mat all Chômeur schafe mer e Mënsch dee seng Dignitéit zum Deel verléiert. D'Chômeure si praktesch an der Exklusioun, sief et wa se sech wéllen eppes uschafen, welle léine goen oder souguer wéi elo bei de Wahle vun de Beruffschaamberen, wou hinne weder dat aktivt nach dat passiivt Wahlrecht zougestane gëtt. D'Aarbecht ass e Mënscherecht. Wann dése Stat net méi fäeg ass senge Bierger dat Recht ze garantéieren, da soll en hinnen esou laang Chômage bezeule bis en dat Recht erém ka ga-

rantéieren. Vlächt ginn dann Effort gemaach fir eis Betriber ze stabiliséieren an domadder och eis Aarbechtsplazze. Ech soen lech merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. D'Wuert huet den Här Huss.

**M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dés Diskussioun iwwert de Chômage zu Lëtzebuerg ass aus enger Rei vu Grénn noutwendeg. Net némme well an der konkreter Praxis - an dat huet den Här Bettendorf och schonn hei gesot - all Chômeur e Chômeur ze vill ass, an och net némme well de Chômage och hei zu Lëtzebuerg awer ufánkt lues a lues ze klammen. Mä dee Chômage gräift och émmer méi wält iwwert déi sou genannte Milieu vun onqualifiéierten oder schlecht qualifiéierten oder dofir sou genannt schlecht Placéierbaren eraus. Betraff si jonk Leit oder eeler Chômeuren, Allengerzéind, mä zounehmend och Héichqualifiéierten an Akademiker, wa se no der Schoul, no hire Studien, op den Aarbechtsmaart drängen oder och wann hire Betrib vun engem Dag op deen aneren zoumécht.

Et gëtt och gäre gesot - an dat ass zum Deel natierlech och richteg an dofir och e wéineg berouegend -, dass d'Lëtzebuerg Situations eng speziell an dofir mam Ausland och net ganz vergläichbar wier. Net vergläichbar zum Beispill mat Frankräich oder Däitschland, wou bekanntlech de Prozentsaz vun de Chômeuren e gutt Stéck méi héich läit. An da gëtt jo och gären op déi Dausende vun neien Aarbechtsplazze higewisen, déi eleng an deene leschte Jore geschafe goufen a fir déi d'Betriber haapsächlech op Frontalierer hu missen zréckgräifen.

De Problem vun de Chômeuren hei zu Lëtzebuerg wier haapsächlech e Problem vun hirer Inadaptatioun um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart, sief et duerch mangelnd Qualifiéierung, duerch ongëelegend Orientéierung oder Émstellungschwierigkeiten bei méi Eeleren oder neiderdéngs souguer och duerch Iwwerqualifikatioun.

All dés Erklärunge sinn u sech wichteg Elementer fir dee steigen den a méi breet ém sech gräifende Chômage ze erklären, mä si erklären awer nach laang net alles. Zum engen well Lëtzebuerg, well d'Lëtzebuerg Ekonomie trotzdem net total eng isoléiert Insel ass a wéinst senger Exportofhänggeket trotzdem och d'Folge vum Stagnatioun a rezessiven Tendenzen bei eise No-pere matkritt. An da muss een och dorriwwer schwätzen. An zum Zweeten, well et zum mindestens deelweis och hausgemaachte Facette fir déi steigend Chômagezuele gëtt op déi ech zum Schluss naach eng Kéier wéll ze schwätzen kommen a wou an eisen Aen net genuch gemaach gëtt oder wou ze spéit reagéiert ginn ass.

E puer Wuert, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Wirtschaftskris an de Chômage op internationalem Plang an an den europäesche Länner ronderém eis. An an deem Kontext eng méi allgemeng Remarque fir ze soen, dass déi sou genannte frái Marktwirtschaft oder de kapitalistesche System vu sech aus net als Zil huet, an eleng och schonn onfäeg wier, fir dauerhaft Vollbeschäftigung ze schafen. Vollbeschäftigung ass an dësem System - vun historeschen a geographeschen Ausnahmesituatiounen ofgesinn, wéi mer se téssent ronn 1960 an 1974 hei a Westeuropa haten - eng Ausnahm a kengesfalls d'Regel.

Virun allem zénter 1979 an 1980 hinn an der Europäescher Unioun, vun eenzelne méi géinschtege Joren ofgesinn, d'Chômagezuelen an der Tendenz émmer méi zugeholl. Déi deemoleg neoliberal Versprie-



Dir Dammen an Dir Hären, wann een also de Marché de l'emploi soll analyséieren a kommentéieren, da kann een dat net wäertneutral machen. Hannert Zifferen a Fakte sti ganz kloer Interessen, an dat si virrangege net déi vun der Majoritéit vun de Leit, déi den aktiven Deel vun der Bevölkerung ausmaachen, déi déi d'Wärter schafen, wéi hei virdru gesot ginn ass, mä dat si virrangege déi vun deene Leit déi d'Wirtschaft dirigéieren an och un hir verdéngen. A Wirtschaftspolitik an eiser Zait, dat ass just nach d'Schafe vu méiglechst positive Rahmbedingunge fir d'Entreprises, déi méiglechst all sollen no privatwirtschaftlechen Interesse funktionéieren an och no privatwirtschaftlechen Organisationsformen.

Dat féiert dann noutgedrangen...

#### (Interruptions)

Meng Riedezait ass ganz staark begrenzt an ech losse keng Zwëscheriff zou. Fénnef an eng halles Minut, wéll ech betounen!

#### (Interruption)

Ech wéll meng Ried hei zu Enn féieren, Dir Dammen an Dir Hären.

Dat féiert dann noutgedrangen an der Tendenz - well et gétt och zu Létzebuerg e breede Sockel u Sozialrechter, déi musse verteidegt ginn, géint esou eng Politik, esou Interessen déi dohannen sinn - zu enger Politik vun de Steiersenkungen, wat de Spillraum vum Stat aschránkt, vun de Senkunge vun de Beitrag an déi sozial Sécherheet, zu Lounsenkungen, zu méi Fraiheit bei Astellungen, bei de Léin, bei den Aarbeitsbedéngungen, Beispill PAN-Gesetz, oder och zum Beispill bei den ekologesche Bedéngungen, wou jo gefuerdert gétt déi missten erém erofgeschrafft ginn.

Et ass och d'Standuertlogik déi dobái spilt, d'Logik vun der Konkurrenz mat eisen Nopeschregiounen, och wann offiziell vill vu Regionalpolitik geschwat gétt an engem positive Sénn, mä dat bedeut, dass dann d'Káschte vun eiser Entwicklung, zum Beispill och d'Káschte vum Chômage, da wa méiglech solle bei den Nopere bleiwen an d'Benefisser fir eis bleiwen.

A wann de Konjunkturmotor erém uspréngt, ass Létzebuerg, den Tigerstat, vir derbái, gétt eis gesot. D'Fro ass just: Vir derbái mat wat? Kenne mer eist Land dann nach erém mat senge sozialen Traditionen? An: Kann et éweg esou weidergoen, wéi et elo ugefaangen huet?

Esou eng Politik ass logesch an déi Parteien déi se vertriede leien och richteg, wann een dovun ausgeet, dass hir Richtung, den internationale Konkurrenzkampf, stëmmt, a wann een dovun ausgeet, dass kee Wee ka féieren iwwert aner Wärter, iwwer Wärter vun der Zesummenaarbecht a vun der Koooperatioun, vun der Gläichheet a vun der fráier Bestëmmung vun all Eenzelen, oder iwwer kollektiv an demokratesch Décisionen, och an der Wirtschaftspolitik, déi jo friem bestëmmt gétt vu private perséinlechen Interessen an der Realitéit.

Duerfir muss fir eis d'Aarbeitsmaartpolitik féieren iwwer méi eng staark Förderung a Privilegierung vum Faktor Aarbecht par rapport zum Faktor Kapital, och an der Beschäftigungspolitik wou net eng nei Schicht vu « working poor », vu schaffenden Aarmen, ouni vill Rechter, awer staark kontrolléiert, däerf entstoen.

De fransésche Soziolog Paugam huet 2000 den idealen Typ vu beufflecher Agliddérung bezeichnet als déi « duebel Garantie vun der materieller a symbolischer Unerkennung vun der Aarbecht a vun där dorau resultéierender Sozialsécherheet ».

Dacks geschitt awer de Contraire, zum Beispill och bei deem neie Gesetz iwwert de Chômage, wou

Integratiounsmoosname solle geschéie mat némme 80% vum Mindestloun.

Zum Schluss wéll ech dann nach soen: Belsch Organisatiounen, déi op deem Gebitt schaffen, hunn déi Elementer opgezielt, déi aus hirer Siicht zu enger gudder Beschäftigungspolitik féieren, andeem se och déi éinnerprivilegiert Leit mat abezéien. Ech zielen se stéchwuartaart op:

- d'Beschäftigungsinitiative müssen sech an der normaler Welt vun der Beschäftigung bewegen, och wat d'Léin utegi, woubái de Prinzip gläiche Loun fir gläich Aarbecht ziele muss;
- d'Beschäftigung muss Utrecht op sozial Sécherheet ginn;
- d'Ästellunge müssen opgrond vun engem dauerhaften Aarbeitsverhältnis virgeholl ginn;
- d'Aarbecht muss fir déi Beträffen e Sénn hunn a muss se motiviéieren;

- d'Aarbecht däerf net opgezwunge ginn, an déi Aarbechtlos an déi Leit, déi vun der Sozialhéllef ofhängig sinn, däerfen och net gezwunge sinn en Aarbeitsvertrag énner egal wat fir Bedingungen ze énnereschreiwen, dee se als onugemiss emfannen.

Dofir mengen ech, dass d'Fro tatsächlich vun der Opwäertung vun der Aarbecht, an zwar vun der selbstbestëmmter Aarbecht déi Fro ass, déi an der Politique de l'emploi muss am Mëttelpunkt stoen, soss hunn déi Debatten, wéi mer se haut féieren, Debatten och heiansdo iwwer Detailfroen, kee grousse Sénn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** D'Wuert huet elo den Här Aarbeitsminister François Biltgen.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Urbany huet gesot en hätt némme fénnef an eng halles Minuten, ech hunn der némme zéng an ech muss op alles äntwerfen, wat mech all déi Leit virdru gefrot hunn.

Ech wéll emol fir d'éischt merci soen, dass mer déi Debatt hei hunn, well ech mengen dass et schonn der Méi wäert ass iwwert d'Aarbeitslosegkeet ze schwätzen. Et ass ee vun deene Sujeten, déi d'Leit wierklech dobausse bedrécken. An ech sinn och vrou dass déi Debatt hei, mat e puer Ausfäll, awer largement och objektiv gefouert gouf. Ech soen och dem Lucien Lux merci, dass hien hei ganz roueg ugefaangen huet. Ech kommen nach op déi eenzel Beitrag zréck.

Ier ech op déi 16 Pisten agi vum Här Lux, wéll ech awer e puer Saachen einfach soen iwwert de Chômage zu Létzebuerg. De Chômage geet an d'Luucht. E geet och nach weider an d'Luucht. Dir wéssst, dass am September-Oktober émmer Schoulofgänger kommen, et si CDD bis Enn vum Joer, déi auslaufen, esou dass dést Joer de Chômage och nach an d'Luucht geet.

Op däer anerer Sait geet awer och d'Beschäftigung weider an d'Luucht. Am Joer 2002 war d'Beschäftigung ém 3,3% geklommen, den Emploi salari ém 3,1%. Am Joer 2003 ass dat doudsécher manner, mä d'Beschäftigung klémmt och hei nach zu Létzebuerg, wat eis erém eng Kéier beweist, dass de Problem zu Létzebuerg net virrangege een ass, dass mer genuch Aarbecht hätten, mä dass mer déi Leit, déi eng Schaff sichen, net op déi Aarbechte kréien, déi op stinn.

Da soen ech och, dass een haut mat däer Welt an däer mer liewe vrou ka sinn oder net vrou ka sinn, mä si ass awer do. Ech sinn och net vrou mat däer ganzer Welt an däer mer liewen. Ech soen, dass mer e Chômage null net méi kenne kréien.

Et huet een eleng een Terme, dat ass de Chômage frictionnel. Deen huet eppes domat ze dinn, dass d'Aarbecht émmer méi spezialiséiert ass, an dass et net méi einfach esou ass, dass een, wann een déi eng Schaff verléiert op déi aner ka goen. Et brauch ee fir all Schaff aner Qualifikatiounen. Chômage frictionnel heesch: Du brauchs haapsächlich dräi bis sechs Méint, bis dass de erém eng nei Schaff fonnt hues, därs du dech ugepasst hues, sou dass mer op alle Fall nach wie vor dee Chômage frictionnel zu Létzebuerg émmer wäerte behalen. Dat sinn déi Leit, déi innerhalb vu sechs Méint eng Schaff fannen. Dat sinn der nach bal 60%.

Deen Taux ass awer eroftaangen, liicht, dat ass bal 60%. Am Joer 2001 huet d'Banque Centrale du Luxembourg - déi gétt jo émmer esou gären zitiert - geschriwwen: „In fact the largest part of registered unemployment could be regarded as frictional.“ Dat war am Joer 2001. Do ware mer op 2,6%. Dat war dat, wat d'Ekonominen de Plein emploi nennen. Domadder kann ech mech ni beginnen, well 2,6% seet mir net vill. 2,6%, dat waren iwwer 5.000 Leit, a mech hunn déi 5.000 Leit interesséiert.

Et ass awer esou, wann ech mech erënneren, dass 2000 do de Problem war, dass d'Betriben bei den Aarbeitsminister a bei anerer komm sinn, well se einfach, souguer an der Groussregioun, keng Leit méi fonnt hunn. Dat muss ee sech och emol eng Kéier wirtschaftlech erém eng Kéier an Erënnerung ruffen.

An dann ass et esou, dass mir an enger oppener Ekonomie lieuen. Déi oppen Ekonomie huet Létzebuerg ganz vill bruecht. Mir hate virun 20 Joer, wou ech ugefaangen hu Politik ze maachen zu Létzebuerg als jonke Fraktionssekretär, bal halles esou vill Aarbeitsplätze wéi haut. Haut hu mer dat Duebelt. An dat ass wéit der oppener Ekonomie. Mä oppen Ekonomie bedeut natierlech och, dass vill méi e grousse Konkurrenzkampf ass.

Ech soen lech et ganz éierlech: Wa mer net Grenzgänger gehat hätten, déi heihinner komm wären, hätte mer déi Plazen net besat, kénnten net iwwert de Rentendésch schwätzen, kénnten net iwwer Steierreduktioune schwätzen a missten iwwer Steieraugmentatiounne schwätzen.

Op däer anerer Sait ass et ganz Kloer, dass doduerch och méi Drock ass um Aarbeitsmaart zu Létzebuerg, an dass et fir déi Leit, déi zu Létzebuerg eng Schaff sichen, méi schwierig ass, well se a vill méi engem grousse Konkurrenzkampf sinn.

Dann ass net e Chômeur e Chômeur. Déi 7.148 Leit, déi Enn August ageschriwwen waren, si Leit, déi eng Schaff sichen. Dat sinn net alles indemniséert Chômeuren. Vun deene waren némme ongefíer d'Halschent, 3.898, indemniséert Chômeuren. Allerdéngs muss ee wéssen, dass sech déi Zuel vun indemniséierte Chômeure bal verduebelt huet an engem Joer, wat grad ebe beweist, dass eng ganz Partie Leit hir Schaff verluer hunn.

Bei deene Leit, déi als Demandeur d'emploi ageschriwwen sinn, sinn och Leit dobái, déi eng aner Schaff hunn, mä déi wéllen op eng nei kommen an dofir gi se sech op d'Arbeitsamt aschreien. Et huet een zwou Ursachen op d'Arbeitsamt ze goen: Fir eng Schaff ze sichen - dofir ass d'Arbeitsamt do - an da fir Chômage ze kréien, wann ee sang Schaff verluer huet a Chômagerecht huet.

Dann, och eppes, wat émmer falsch gesot gétt, dat ass: Et geschitt deene Chômeuren, déi net

wéleg sinn, náisch. Dozou wéll ech soen, dass am Joer 2002 7.800 Strofe verhaange goufen. Dat geet vum Chômage gestrach - vun engem Dag iwwer eng Woch bis den Dossier zouraachen, do ass alles dran. Och dat ass also falsch, wa gesot gétt, deene geschitt náisch. D'Administration de l'Emploi kuckt do no.

Da gétt gesot, Ären Taux de chômage ass falsch, well Dir hutt déi Leit an de Mesuren net dran. Den Taux de chômage gétt europäesch gemooss no de BIT-Standarden, an do sinn déi Leit, déi a Mesuré sinn, net dran. Déi Mesuré si jo och net do fir d'Leit einfach ze beschäftigen, an dofir, dass se duerno erém eng Kéier erausfalen. Déi Mesuré sinn do, fir dass d'Leit iwwert déi Mesure op eng definitiv Schaff kommen. Mir sinn amgaangen déi Mesuren ze hannerfroen. Net all sinn se effikass. Et kann een awer dovunner ausgoen, dass zum Beispill déi Mesuren, wou een direkt an engem Betrib ass, effikass sinn. Ech huelen d'Stages de réinsertion am Betrib, wou do 90% vun deene Leit och duerno am Betrib bleiwen an dat ass ganz effikass. An dat ass dat, wat mer wéle maachen.

Da gétt gesot, well dir d'Frontaliéren net matzielt, ass ären Taux esou niddreg, soss wier e vill méi héich. Den Här Glesener huet virdrun erklärt, dass dat net esou de Fall wár. Mir hu bei deene Leit, déi invalid sinn - also, déi net invalid sinn, mä déi eng Capacité réduite hunn - dat neit Gesetz gesinn. Do sinn 32% vun de Fall Frontaliéren. Wann ech also géift soen, bei de Chômeuren, et kann een dovunner ausgoen, dass 32% Frontaliére sinn a rechnen déi mat, da géift einen Taux de chômage vun 3,6 op 3,3% falen. Just fir ze soen, dass een dat emol muss och sine ira et studio gesinn. Déi Zifferen, déi ech an Europa gebraucht hunn, dat sinn déi maximal Zifferen, déi iwwerdríwe sinn. Mä et soll een émmer mam worst case rechnen, net mam best case, also dass mer kéint 10.000 Grenzgänger hunn, déi sech hei géiften aschreien. Wann dat esou wár, da géift den Taux de chômage op 5,9% klammen an da wár en nach wesentlech méi niddreg wéi am Ausland.

Dann héieren ech émmer vun deenen engen, déi soen, d'Grenzgänger gi massiv entlooss an de Létzebuerger geschitt náisch; a vun deenen aneren, de Létzebuerg, héieren ech, d'Grenzgänger kréien all Plaz, d'Létzebuerger kréien keng. Ech muss emol fir d'éischt soen, bei deene Leit, déi am Chômage ageschriwwen sinn, sinn och émmer manner Létzebuerg. Et si métterweil manner wéi 35% Létzebuerg, déi ageschriwwen sinn. Dat anert si 75% Ausländer, déi hei zu Létzebuerg wunnen. Och déi sollen eis um Häerz leien. Et gi menge Ansicht no effektiv méi Grenzgänger entlooss wéi Leit, déi hei sinn, aus deem ganz einfache Grond, well duerch eist staarkt Kënnegungsrecht d'Betriben nom Prinzip last in first out fueren, dat heesch, déi fir d'lescht d'Plaz krueten ginn och fir d'éischt entlooss. A vu dass an deene leschte Jore massiv Grenzgänger agestellt goufen, well net vill Einheimischer do waren, ginn ech dovunner aus, dass méi Grenzgänger entlooss goufe wéi Einheimischer.

Op däer anerer Sait widderhuelen ech dat, wat ech elo gesot hinn: Duerch de Konkurrenzkampf ass et fir Einheimischer vlaicht méi schwierig a se müssen sech méi deem Konkurrenzkampf stellen, wat virun 20 Joer nach net de Fall war. Also musste mer och do méi individuell deene Leit hellefen. Dann zum Schluss vun däer allgemeiner Iwwerleeung. Et gétt keng einfach Method fir de Chômage erofzesetzen. Ech ginn net méi op d'35-Stonnewoch an. Doriwwer ass genuch hei geschwatt ginn. Den Ofbau vum Kënnegungsschutz ass och keng Regel, well wa mer géi-

fen de Kënnegungsschutz lackeren, da géifen déi Eeler entlooss ginn, ouni dass se awer dofir méi Chance hätten erém agestallt ze ginn. Déi eenzeg Chance, déi mer hunn, dat ass engersáits de Wirtschaftswesstum, dass nei Aarbeitsplätze geschafte ginn. Ech mengen do hunn hei besonnesch de Marcel Glesener an den Niki Bettendorf ganz vill driwwer gesot. Si hunn nämlech gesot, dass eppes geschitt ass an deene leschte Joren, an dass, obwuel zum Schluss elo d'Konjunktur méi schwierig war, trotzdem Aarbeitsplätze op Létzebuerg bruecht gi sinn. An dat anert, dat ass d'individuell Approche.

Nach eng Kéier, mir hunn Aarbeitsplätze zu Létzebuerg. Mir hu Leit, déi zu Létzebuerg eng Schaff sichen. Mir müssen eis esou outilléieren, nach émmer besser, dass mer déi Leit, déi eng Schaff sichen op déi Aarbeitsplätze kënnen bréngen, déi op stinn. Da bréngt mer och de Chômage erof.

D'PAN-Gesetz huet och do e gewéssent Resultat bruecht, well mir haten déi atypesch Aarbeitslosegkeet schonn Ufank vun den 90er Joren, wou och d'Aarbeitslosegkeet gewuoss ass an den Emploi gewuoss ass. Deemoools ass den Emploi vill méi gewuoss wéi d'Aarbeitslosegkeet a mir hunn et färdeg bruecht duerch d'PAN-Gesetz, duerch déi Reform vun der ADEM, dat awer erofzeszen, woubái mer net um Schluss sinn.

An da wéll ech op déi eenzel Piste goen, déi den Här Lux opgezielt huet, wou awer déi meesch schonn dozou geschwatt hunn. Bei der Administration de l'Emploi ass et richteg, dass mer och do eis Gedanke maachen iwwert d'Placeuren. Et ass awer bei der Statsfunktzion net einfach fir eng nei Carrrière Placeur ze maachen. Dir kénnt lech virstellen, dass een do eng Carrrière mécht vu Leit, déi extra recrutéiert ginn, déi forméiert ginn. Dat gesot, soen ech awer, dass mer eis Placeuren dauernd an auslännesch Formationen schécken, an dass mer eng ganz gutt Mesure gemaach hu mam PAN-Gesetz, dat sinn d'Consultanten, déi vum Privatsecteur kommen, déi mir rembourséieren an déi am Privatsecteur kucken Aarbeitsplätze ze fannen. An dat huet och scho ganz vill gehollef.

Den Här Lux huet och gefrot dass mer missten en neit Gesetz maachen, wou mer alles dra schreiwen. Ech ginn dovunner aus, dass ech dat nach virun Enn 2003 kéischt hei déposéieren. Dat Gesetz ass praktesch färdeg.

Dann iwwert d'Grenzgänger muss ech awer och nach zwee Wiederhei verléieren. Éischtens ass et net esou, dass mer e Komproméss ofgeschlossen hatté e Méindeg. Mir hunn en net ofgeschlossen aus zwee Grénn. Éischtens, well ech gesot hinn, ech misst fir d'éischt emol doheem d'Chamber, d'Regierung an och d'Sozialpartner consultéieren.

Zweetens hunn ech gesot - an do sinn ech vrou, dass dat hei vun alle Bänken, bal alle Bänken, mä vum Här Lux, vum Här Glesener a vum Här Bettendorf op alle Fall hei däitlech gesot gouf -, dass ech eng Iwwergankszäit brauch fir dass d'Administration de l'Emploi sech kann op déi nei Situations astellen.

Elo kann ee soen: Ma jo, du häss sollen däi Vetorecht aleeën, esou laang und d'Unanimitéit ass, déi zielt. Dat ass ganz gutt, domadder géift ech elo ganz gutt och iwwert d'Wahl kommen a soen, après moi le délige. Dat maache mer net. Mir hu bei alle schwierigen Dossieren, déi mer gehat hinn, nach émmer versicht dee beschméigleche Komproméss ze fannen an net herno mam Réck widdert der Mauer ze stoen.

Wann déi nei Verfassung géift d'Majorité qualifiée bréngen, da géifen déi Leit manner op mech lauschte

wéi se dat nach e Méindeg gemaach hunn. Wéi gesot, dat ass nach het ofgeschoss, dat geet bis den 10. Dezember. Mir wäerten och nach eng ganz Partie vu Consultatiounen maachen, mä ech mengen dass et hei ansdo besser ass e Komproméss ze maachen dee gutt ass amplaz einfach herno némnen de Kapp an de Sand ze stiechen an ze soen: „Herno müssen sech anerer drëm bekëmmern.“

Mä eis ass et wichtig gewiescht - dat wou ech jo virgéschter en Intermezzo hat, dass mer et hei net esou maachen, dass d'Grenzgänger bei eis kenne kommen, a mir huvelen se hei an eisen héjé Chômage, an da gi se esou vill Joer nach méi laang eriwwer -, de Sozialtourismus ze verhënneren. Ech menge mat deene Virschléi déi elo virleien, een, zwee, dräi packe mer dat. Op dár anerer Sait musse mer awer och wëssen, dass mer net einfach kennen esou maache wéi wann déi Leit hei géife schaffen an duerno hätte mer náischt méi mat hinnen ze dinn. Do sinn eis Argumenter op europäeschem Plang net ganz grouss.

Dann zu de Punkten „maintien de l'emploi“, „loi sur licencement collectif“ an innovativ Aarbechtszäitmodeller soen ech an engem Saz, well ech mierken, dass ech awer schonn iwwert der Zait sinn, dass mer do mat de Sozialpartner Gépréicher...

**M. le Président.**- Här Minister, Dir sidd net iwwert der Zait. Dir sidd genau an Ärem Délai dran.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.**- Ah, ech hunn 20 Minuten, ech hat gelles ech hätt zéng Minuten. Gutt.

Dat si schwierig Verhandlungen, déi mer virun allem mam Patronat féieren. Well d'Patronat seet, och net ganz zu Onrecht, Dir dierft net némmen Hellefe maache fir krank Betriber um Liewen ze halen, also iwwerleet lech gutt wat Der maacht. Et ass elo esou, dass mer zwar accordéiert hunn, dass d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften an d'Patronat énnert sech zesummenkommen, de Pabeier mat villen Idien, déi mir aus dem Ministère hinne mat op de Wee ginn hunn, analyséieren an dann an enger Partie Wochen erém zréck bei mech kommen.

Ech bleiwen och wéi Dir der Meenung, dass et elo haaptsächlech wichtig ass, dass manner Leit hir Schaff verléieren, vu dass et méi schwierig ass erém Leit op eng Schaff ze kréien, well der awer manner geschaf ginn. An an deem Senn si mer och der Meenung dass een, wann ee restrukturéiere muss - an dat muss een -, Modeller favoriséiere soll, déi méi intelligent si wéi just Entloossungen. Entloosunge gefalen de Leit oft ganz gutt, well se déck Ofgangsentschädigunge kréien. De Problem ass - an et leeft ganz vill esou -, domadder hu se nach keng Schaff. Da geet et hinen eng Zäitche gutt an duerno kommen se sech dann eréischt vill méi spéit bei eis aschreiven. Dann hu se eng ganz Zait vun deenen Ofgangsentschädigunge gelieft, da vum Chômage an dann ass hir Fäegkeet, erém e Patron ze fanen, och eroftaangen.

Mir wären also méi frout wann ee géif kucke fir de Leit Formationen unzebidden, eventuell - an et gi scho Betriber déi dat versicht hunn - kuerzfristig eng Aarbechtszäitverkierzung ze maachen. An deem Punkt kann d'Aarbechtszäitverkierzung effektiv eng Roll spille, fir eben iwwert dee Wee ze verhënneren, dass Leit ofgebaut ginn. Dat war volkswirtschaftlich op alle Fall méi effikass. Mä wéi gesot, ech wéll do net de Sozialpartner eppes imposéiere wa se net wéllé matmaachen. Mir kennen an eisem Gesetz Hellefsméttele schafen, mä wann d'Sozialpartner déi net wéllen, oder ee vun de Sozialpartner se net wéllt, dann notzen se náischt an da si mer do vir bai an hanne widder.

Bei der Aide à la création d'entreprise ass et effektiv esou, dass bei eis wéineg Chômeure kommen an hellefe beaspruche fir en neie Betrib ze schafen, well, an dat ass richtege wat hei gesot gouf, mer ganz restriktiv sinn. Mir hunn dofir schonn am leschte PAN mat de Sozialpartner veraccordéiert, dass mer dat géife verbesseren. Dat wäert dann och an deem neie Gesetz, un deem mer schaffen, zum Droe kommen. Do welle mer da wierklech de Leit méi Hellefe ginn an net némme soen, et sinn déi déi schwierig ze placéiere sinn, déi Hellefe kréie fir en eegene Betrib ze maachen.

Ech wéll awer heizou soen, dass dat och keng einfach Diskussion mat de Sozialpartner war, an dass d'Patronat och do net zu Onrecht gesot huet: „Passt op wat Der maacht. Gitt net op den däitsche Wee“, well am Ausland gëtt ganz oft versicht d'Aarbechtslosegeetze bekämpfen andeems d'Leit an d'Onofhänggeet geschéckt ginn. A vun der Onofhänggeet falen se an d'Faillite. Dann hu mer se net méi an den Aarbechtslosenzuelen, mä de Leit geet et dofir awer net onbedéngt besser. Dat heescht, mir wéllen dat schonn esou konditionéieren - an dofir ass dat net esou einfach émzeseten -, dass dat awer en uerdentleche Betriebsprojet ass, dass d'Leit begleet ginn, dass dee Betrib, dee se welle grënnen, och Iwwerliewenschanzen huet an dass se net elo einfach Sue kréie fir e Betrib ze maachen a sechs Méint drop leien se an der Faillite an dann hu se wierklech guer náischt méi, well dann hu se och keen Utrecht méi op de Chômage.

Dann d'Téléaarbecht an d'Deelzäitaarbecht, do sinn effektiv d'Sozialpartner amgaang eppes auszehandelen. Si si scho relativ wäitkomm. Et ass evident, ech widheruelen dat, wann d'Sozialpartner net méi géifen eens ginn, da misst de Législateur seng Verantwortung iwwerhuelen. Mä zurzait hunn d'Sozialpartner mech gemeinsam gebieden do náischt ze maachen op deene Sujeten, well si déi ausdiskutéieren.

E Punkt vum Gesetz wat effektiv onglecklech Chômage social heescht - ech hunn och dofir décidiert, dass ech dat géif émdeefen an et Chômage pour la réalisation du plein emploi nennen - ass e Gesetz wat wichtig ass a wou ech wierklech géif warne virun deene Fuerderungen ech misst et zréckzien. Well wann dat Gesetz zréckgezu géit, da soen ech lech, dass dat eng grouss Gefor ass fir iwwerhaapt déi Beschäftigungsinitiativen déi mer elo hunn, wou mer elo schonn einfach net déi Base légale hunn, fir dass déi kenne fonctionnéieren. Ech hu vill Problemer mat de Contrôleur-financieren dowéinst an esou weider.

Ech weess dass och ganz vill, ech wéll net soen Optrou, mä awer Beängstigung ass bei deene Beschäftigungsinitiativen, well mer net némmen eng Base légale schafen, well mer net némmen d'Méiglechkeiten ausweite fir déi Beschäftigungsinitiativen, well mer op dár anerer Sait awer och kucke fir Mechanismen anzeféiere fir méi sozial Effikassitéit respektiv méi finanziell Transparenz. Ech mengen, dass dat richteg ass. Ech soen émmer, dass een nach kann dorriwwer diskutéieren, ech diskutéieren iwwer all Gesetzer, mä ech mengen, dass et awer wichtig ass, dass mer déi véier Punkten duerchféieren: d'Base légale, d'Ausweitung vun de Méiglechkeiten, awer och d'Efficacité sociale an d'Transparence financière. Ech mengen, wa mer esou e Gesetz hei gestémmt hätten, dann ass och déi Diskussion vun dár vermeintlecher Concurrence déloyale eriwwer.

Dofir géif ech lech wierklech bieben, fir elo net hei némme wéinst dár enger oder anerer Lobby ze soen: „Mir wéllen net iwwert d'Gesetz diskutéieren“, mä d'Gesetz duerchzehuelen, an do wou et

muss verbessert ginn, sinn ech bereet et mat lech ze verbesseren. Ech wéll dozou soen, dass mer zu Lëtzebuerg wéineg Laangzäitaarbechtslosegeet hunn. Am August sinn dat 1.766 Leit gewiescht, dat sinn der manner wéi e Véirel vun deene Leit déi ageschriwwen sinn, dat ass bai wáitem den niddregsten Taux an Europa. Mä dat sinn awer déi Leit, deenen een da muss, wa se net méi op eng éischt Aarbeitsplatz zréckkommen, eng Beschäftigung ubidden. An dat kann ee stigmatiséieren nennen, et kann een et nenne wéi ee wéllt, mä ech hu léiwer mir bidden deene Leit eppes u wéi mir soen, mir stigmatiséieren se net, an dofir leien se an engem Lach.

Néngtens, Orientatioun an Émschoulung, dat si Fuerderungen hei gewiescht, fir déi Zait, wou ee muss bei der ADEM ageschriwwen sinn, erofzesetzen. Do si mer och amgaang eis op deem engen oder anere Punkt verschidde Saachen ze iwwerleeën.

Op d'Faillitë wéll ech elo net weider agoen. Ech mengen dorriwwer gouf genuch gesot.

Ech wéll eppes iwwert den Apprentissage soen. Et ass net esou, Här Lux, dass net genuch Léierplaze géifen ubeude ginn. Bien au contraire, et ginn eng ganz Partie Plazae wou mer náischt fannen. Wou fanne mer net genuch oppe Plazen? Dat ass beim CCM a beim CITP. Mä bei de Léierstelle selwer, do sinn der ganz vill déi net besat ginn, an dat ass virun allem am Horesca-Bérach an am Bâtiment de Fall. Also do feelen eis wierklech Leit, an dofir hu jo och d'Anne Brasseur an ech eng Etud gemeinsam maache gelooss vun der OCDE fir ze kucke wéi mer d'Orientierung, d'schoulesch an d'Berufforientierung, kenne verbessere fir einfach eis Kanner besser dohinner kennen ze drainéieren.

Et gi Plazae wou der net genuch do sinn. Dat ass am Commerce. Dat ass manifestement e Problem. Mä do soen ech och, et ass och e Problem vun Orientierung. Ech weess net ob et gutt ass wa mer all eis Kanner némmen an de Commerce orientéieren, well dat besser kléngt. Et wär besser mir géifen se méi op d'technesch Beruffer orientéieren.

An da kommen ech erém zréck op dat wat Der gefrot hutt, de Bilan-deen ech awer net ganz haut ka maachen - vum Gesetz vun 1999 iwwert d'Formation professionnelle continue. Dat ass den Apprentissage des adultes, dat ass e ganz grosse Succès. Eleng 2003 hu mer elo 793 Leit déi am Apprentissage des adultes sinn. Do gesitt Der also dass Plazen op stinn an dass mer och do Demandeuren hu fir dran ze goen, esou dass een dat vum Apprentissage muss e bësse méi nuanciéiere wat do d'Problemer sinn.

Da kann ech lech soen, dass mer amgaang sinn - an et ass d'Madame Brasseur déi do federführend ass, mä mir hellefen do mat wou mir concernéiert sinn -, deen Accord téschent de Sozialpartner iwwert den Accès individuel à la formation professionnelle continue a Gesetzesform émzeschreien. Crèches, dat ass e Programm deen och leeft bei der Madame Jacobs. Egalité des chances och, ech ginn elo wierklech net drop an. Dái lescht Pist war dat vun der Aarbechtswelt a vum Aarbechtsrecht.

Ech soen lech och, dass et richteg ass, dass dat zum Deel eng Illusion ass, ech zitéieren hei aus dem Trierischer Volksfreund, wat den Här Gerster seet, den Direktor vum däitschen Arbeitsamt: „Gerster führt den starken Rückgang der Erwerbslosigkeit im September auf die Neuausrichtung der Arbeitsmarktpolitik zurück. Eine

größere Zahl von Vermittlern erlaubt eine genauere Überprüfung der Arbeitslosen. Stellenlosen, die dem Arbeitsmarkt nicht mehr zur Verfügung stünden, drohten beispielweise Sperrzeiten.“ Et kann ee wuel seng Chômagezuele ganz liicht erofsetzen, andeem ee kuckt, dass een de Regéster botzt, mä domadder huet een awer de Chômage net behuewen.

Et ass richtege, dass an enger globalisierter Welt, an enger oppener Ekonomie, de Chômage eng Fatalitéit ass an een net maache kann, wéi wann et de Chômage net géif ginn, oder wann een e kéint mat einfachen Allheilméttelen ausmerzen. De Chômage dierf awer net fatal gi fir déi Leit, déi drénnner fallen. Deene musse mer hellefen, an dat si mer amgaang ze maachen.

Ech soen lech merci fir Är konspektiv Beitrag.

**M. le Président.**- Domadder wär d'Diskussion ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussion vum Projet de loi 5188. Et sinn ageschriwwen: d'Häre Fayot an Urbany. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Emile Calmes.

**3. 5188 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etat membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, ainsi que de l'Acte final y afférent, signés à Luxembourg, le 25 juin 2001**

#### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

**M. Emile Calmes (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi gesait engersáits d'Approbation vir vun dem Accord euro-méditerranéen, deen a sech eng Association zwésschen den europäesche Communautéen an hire Memberstaten an der Arabescher Republik vun Ägypten erstellt, wéi och vum betreffenden Acte final, deen zu Lëtzebuerg de 25. Juni 2001 énnerschriwwen ginn ass.

Dëse Gesetzesprojet ass den 29. Juli vun désem Joer déposéiert ginn. De 7. Oktober huet de Statsrot sain Avis dozou ginn an de 16. Oktober ass de Rapport gestémmt ginn.

Dësen Accord reit sech an de Kader vu méi Accorden an, déi am Rumm vun engem Partenariat euro-méditerranéen geholl gi sinn 1995 zu Barcelona, an dat zwésschen de 15 EU-Staten an 12 Mettelierpartenaren. Véier dár Accorde si schonn hei an der Chamber ratifizéiert ginn, an zwar déi mat Israel, Tunesien, Marokko a viru kuerzem Jordanien.

D'Accorde mat deene Länner, déi nach verbleiben: Algerien, de Libanon an déi palästinensesch Territoiren, sinn énnerschriwwen. Et bleift nach een ze énnerschriwwen, an zwar dee mat Syrien. Dái Accorde mat Zypern, Malta an der Türkei bleiwe bestoen. Si ware sengerzäit gemaach ginn am Senn vun enger Adhésion, respektiv enger Prédahésion vun deene Länner an d'Europäesch Gemeinschaft.

De Projet de loi säitens den Ägypter ass am Februar vun désem Joer an d'ägyptesch Parlament komm. Wéi et do ausgaangen ass, hunn ech awer bis ewell net erausfonnt.

Et muss een énnersträichen, dass wann déi Accorde vun de 15 EU-Länner ratifizéiert gi sinn, déi zum Acquis communautaire gehéieren. Sollt dat net de Fall sinn, müssen och nach déi aner zéng zusätz-

lech Länner duerno déi Accorde ratifizéieren.

Vun all deenen Accorde mat de Länner aus dem Mettelmierraum ass dee mat Ägypten natierlech dee wichtegsten, well Ägypten den eischten Handelspartner aus déser europäescher Region fir d'Europäesch Unioun ass. 48% vun deene 14 Milliarden Importer an Ägypten era gi vun der Europäescher Gemeinschaft getätegt. 46% vun deene 5 Milliarden Exporter, déi aus Ägypten erausginn, gi vun der Europäescher Gemeinschaft opgeholl. An deem Kader spilt Lëtzebuerg natierlech absolut keng Roll. Mir hunn an deene Joren ongefíer téschent 200 an 300 Milliounen Euro Exporter getätegt. Dat ass biergop, biergof gaangen. D'Importer aus Ägypten a Lëtzebuerg era spille sech keng Roll.

Ech wollt nach kuerz op d'Loftfahrtokomes hiweisen aus dem Joer 1967, dat haut, bedéngt duerch den Tourismus, scho seng Wichtegkeit huet, Tourismus, dee sech an Ägypten breit gemaach huet an e wichtige Wirtschaftszweig fir dat Land ass.

Well Ägypten e wichtegen Handelspartner vun der Europäescher Unioun ass, ass et och normal, dass Ägypten deen eischté Bénéficiaire war vun deem eischté MEDA-Finanzprogramm, deen am Kader vun dëse Partenariater zu Stane komm war a wou virgesi war fir Ägypten 698 Milliounen Euro zoukommen ze loessen. Dat war ongefíer ee Véierl vun all deene Gelder, déi am Kader vun dëse Partenariater ausbezuel si ginn. Wann déi Gelder och gréissendeels engagéiert gi waren, ass et awer bedauerlech, dass némnen 22% vun deene Gelder débourséiert konnte ginn. Doru sinn d'Ägypter esou vill schold wéi och d'Europäesch Unioun, an dat einfach duerch d'Gérance vun deene Projete bei hinne selwer an anereraits duerch déi komplizierte Prozeduren op der Sait vun der Europäescher Unioun.

Et muss een och énnersträichen, dass dat net némme fir den Accord mat Ägypten géilt, mä dat géilt och fir déi aner Accorden. Wou am meeschte konnt débourséiert ginn, dat war an de palästinensesch Territoiren, respektiv och fir Jordanien, wou een no un 48% erukénnt vun deem, wat engagéiert gi war.

Déi Accorde begleidet natierlech och en zweete Finanzprogramm, de MEDA II, dee 5,35 Milliarde Gelder virgesiit an Direkthelfer, an e 7,4 Milliarde Prêt säitens der Banque européenne d'Investissement, dee geduecht ass fir grouss Infrastrukturprojeten an deene Länner ze énnerstézzen. Dësen zweete MEDA-Finanzprogramm leeft fir d'Joren 2002 bis 2004 a gesait fir Ägypten 351 Milliounen Euro vir. Dat ass no énnen adaptéiert ginn.

De Gros vun deenen Hellefe geet an den Textilberach, fir dee fit ze maachen en vue vun enger Ouverture de marché vun den Textilien weltwäit, a fir Ägypten ze hellefen sech ze préparéiere vis-à-vis vun der asiatescher Konkurrenz, déi déi. Et ass en Textilberach, dee sech an de Secteur vun de Klenga Mettelbetreiber areit an an Ägypten 75% vun der Valeur ajoutée schaft, dat an engem Land, wou de Bevölkerungszouwess 2,1% ass. Dat Land wäert am Joer 2030 90 Millioune Leit zielen.

Ech wéll just drop hiweisen, well mer haut de Métteg heim vum Emploi geschwatt hunn, dass all Joer 700.000 Leit an Ägypten op den Aarbechtsmaart kommen, awer et ginn némme 450.000 nei Aarbechtsplätze geschaffen, esou dass de Chômage, deen haut bei 8% läit, riskéiert an Zukunft staark eropzegoen. Dat huet selbstverständliche net némme Konsequenze fir dat Land do, mä och Konsequenze fir eis, well dat bedéngt, dass doduerch d'Zuel vun de Wirtschaftsflüchtlingen ebenfalls eropgeen.

Iwwregens ass an deem Accord, am Artikel 68, eng Clause de réadmission virgesinn, déi ee vun de Sträitpunkte war. Niewent dem wirtschaftlechen a finanzielle Volet vun désem Accord, déi jo haupsächlech geduecht si fir eng Fräihandelszon an deem Raum ze schafen am Respekt vun den OMC-Regeln, gesäit en awer och ee politesche Volet vir, wéi och e Sécherheitsvolet. Dat ass iwwregens de Grond, firwat dass den Accord vun den eenzelnen europäesche Länner muss énnerschriwwen ginn. E gesäit och e soziale Volet vir, e kulturelle Volet an en humanitären.

Wann och net alles am Kader vun désem Partenariat esou leeft wéi dat soll lafen, ass dat bedéngt duerch eng Partie Réckschléi, déi deen Accord an de leschte Joren erlief huet op Grond vun der palästinensescher Fro, wéinst dem 11. September, an awer och duerch den Irakkrich.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer d'Relationune mat deene Länner, virun allem awer mat Ágypten, virundreien, well dat bedeut fir eis e risegen Entwicklungspotenzial op dár engen Sait, an op dár anerer Sait huet Ágypten och eng fundamental geopolitesch Wichtegkeet. Ágypten wäert eng entscheidend Roll spiller an der Evolutioun vun déser Regiou.

An deem Sénn wollt ech lech invitéieren désem Gesetz Áren Accord ze ginn. Ech bréngen d'Zoustémung vun eiser Fraktiou. Merci.

**M. le Président.**- Als éischte Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech hunn deem, wat den Här Calmes mat grousser Wëssenschaft hei virgedroen huet, náischt bázefügen. Ech wéll just zwou Saachen zu deem Accord soen.

Mir si jo hei an enger Konsequenz vum sou genannte Prozess vu Barcelona, deen 1995 ugefaangen huet an deen eigentlech sollt d'Länner ronderém d'Méditerranée mat Europa zessummebréngen. Wéi wichteg dass déi Influenz vun der Europäescher Unioun an deene Géigende ka si weist dat rezent Agrafe vun dräi grousse Länner aus der Europäescher Unioun am Konflikt ém d'Atomkraft am Iran, wou Europa als Friddensstéfter, als besänftigend Puissance am Fong geholl vis-à-vis vum Iran virgaangen ass.

Ech mengen also, dass et äusserst wichteg ass, dass esou Accorde stattfannen, mat all deene Voleuten, déi den Här Calmes duergeluecht huet. Ech wéll awer just nach drop hiweisen, dass och an dem Accord mat Ágypten a mat all deene Länner e Volet Mënscherecht ass.

Ech menge schonn, dass et wichteg wär, dass och bei de Gespréicher, déi d'Madame Ausseminister bei hirer Visite an Ágypten huet, esou e Volet ugeschwatt gëtt, dass et also net némmen ém wirtschaftlech oder politesch Kollaboratioun geet, mä dass et och drém geet, fir an deene Länner eng demokratiséierend Influenz ze kréien, fir d'Mënscherechter ze entwéckelen. An deem Sénn géif ech och den Accord vun onser Fraktiou zu désem Accord bréngen.

**M. le Président.**- D'Wuert huet d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Merci, Här President. Ech wéll deenen zwee Intervenanten, a ganz besonnesch natierlich dem Rapporteur, merci soe fir dee ganz ausféierleche Bericht an awer och fir d'Ennerstétzung, déi den Här Fayot elo just bruecht huet. Si hunn deen essentiellé Volet vun deem, ém wat et hei geet, ganz kloer duergeluecht. Et geet drém, en Accord mat Ágypten,

deen awer um europäesche Plang ausgehandelt ginn ass, hei vun dem Lëtzebuerger Parlament ze ratifizéieren, fir datt e kann a Kraift trieden.

Et ass e wichtige Rapport, well en eis ebe just déi Instrumenter gëtt fir eben net némmen um wirtschaftleche Plang, mä och um politeschen an um kulturelle Plang hei ze interveniéieren.

Datt ons ekonomesch Relationune mat Ágypten wierklech verschwindend kleng sinn, dat huet den Här Calmes scho gesot. Par contre ass d'Europäesch Unioun awer e ganz wichtige wirtschaftleche Partner vun Ágypten. 38% vun den Exportatiounen vun Ágypten kommen an d'Europäesch Unioun a 36% vun hiren Importatiounen kommen och aus der Europäescher Unioun, dofir dee groussen Intérêt vun Ágypten fir eben dee Partenariat hei och anzegoen an deen Accord hei ze maachen.

Mä den Här Fayot huet drop higewisen an zu Recht: Dee politesche Volet ass fir eis awer och ganz wichteg, well mir wéissen, datt do an deene leschten, a besonnesch am leschte Joer zwar eng ganz Rei Efforté gemaach gi sinn, fir d'Situatioun vun de Mënscherechter ze verbesseren - ech keint lech der eng ganz Rei opzielen, wou besonnesch zum Beispill de Judiciaire eben d'Recht krut och d'Wahlen ze kontrolléieren, wou en nationale Conseil agesat ginn ass fir d'Rechter vun de Fraen, wou de Kanner hir Rechter besser ofgeséichert gi sinn, wou d'forcéiert Aarbecht ofgeschaf ginn ass, némmen eleng fir e puer Saachen ze nennen, déi d'lescht Joer am Juni gestémmt gi sinn -, mä mir wéissen niewendrun awer och nach, datt et eng ganz Rei Punkte gëtt, déi manner positiv sinn.

Et gëtt nach émmer eben d'Doudesstrof. Et gëtt och nach émmer duerch den Ausnahmestat, an deem Ágypten zénter 1952 mat enger Ausnahm vun 18 Méint ass, d'Méiglechkeet fir d'Police arbiträi Leit anzeseten.

Dat sinn alles Situationsen, déi am Kader vum politeschen Dialog mat hinne beschwat ginn a wou ech och bei menger Rees an der zweeter Woch vum November an Ágypten wäert mat mengem Kolleg Ausseminister doríwwer schwätzen. Mä hie ganz besonnesch huet ganz vill Mériter fir ze versichen d'Situatioun an en anere Kader ze bréngen, an dofir sinn ech wierklech frou fir kennen dohinner ze goen andeem ech hie kan assuréieren, datt eben d'Lëtzebuerger Parlament deen Accord hei ratifizéiert huet. Ech mengen, dat ass dee beschte Bewäis vu Vertraunsbasis, dee mir kenne ginn, an och eng Basis, op dár nach besser Relationen opzébaue sinn, well mir wéissen, datt dee politesche Facteur, deen Ágypten an dár ganzer Regioun duerstellit, net ze énnerschätzen ass. Mä ech mengen, dat ass all de Kolleegen heibanne bekannt an och déi Regioun wélle mer duerch den Accord hei énnerstétzen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5188 a stémmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleide Gesetzesprojet.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stémme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalé sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stémmen.

**Ont voté oui:** Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Théo Stendebach), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

**Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Claude Meisch), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;**

**MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;**

**MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;**

**MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelesberg et Renée Wagener.**

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung, do steet d'Demande fir eng Mandatsnerierung fir zwee Conseillen aus der Cour des Comptes.

**4. Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des comptes**

D'Demande fir d'Mandatsnerierung vun den Häre Frank Reimen a Marc Gengler ass un d'Députéierte verdeelt ginn. D'Ofstémming ass geheim. Et gëtt och net par procuration gestémmt. Mir stémmen iwwer béid Mandatsnerierungen eenzel of.

Fir d'éischt d'Mandatsnerierung vum Här Frank Reimen. Deelt wann ech glift d'Ziedelen aus. Mir maache keen Appel nominal. D'Jonge komme mat der Urn laanscht: geheit da wann ech glift Är Ziedelen dran.

#### Vote

D'Resultat ass folgend: Den Här Frank Reimen ass gewielt mat 50 Jo-Stémmen. Et ass eng Abstentious an ee blanken Ziedel derbäi. Also ass dem Här Frank Reimen säi Mandat als Conseiller an der Cour des comptes verlängert.

Mir stémmen elo of iwwert d'Mandatsnerierung vum Här Marc Gengler. Deelt wann ech glift d'Ziedelen aus.

#### Vote

Dem Här Marc Gengler säi Mandat ass erneiert ginn. Den Här Marc Gengler huet 49 Jo-Stémmen an eng Nee-Stémm, bei enger Absentioun an engem wäissen Ziedel. Domadder ass den Här Marc Gengler och als Conseiller vun der Cour des comptes bestätigt ginn.

Da kénnte mer dee Punkt ofschléissen a mat eisem Ordre du jour weiderfueren. Esou wéi d'Chamber dee leschten Donneschdeg beschloss hat, komme mer elo zur Ofstémming iwwert d'Motiounen, déi während dem Här Jean Colombera senger Interpella-

tion fir d'Bekämpfung vun de Kriibskrankheeten déposéiert goufen.

#### 5. Interpellation de M. Jean Colombera sur la lutte contre le cancer (suite)

Ech mengen d'Motiounen huet jidderee virleien, déi sinn ausgedeelt ginn. Den Här Colombera freit d'Wuert.

**Une voix.**- Wa mer d'leschte Kéier ofgestëmmt hätten, da wär d'Affär eiwwer.

**M. Jean Colombera (ADR), interpellateur.**- Här President, wann Dir mer erlaabt, da wäert ech her-no no all Motioun vläicht d'Wuert ergräifen, awer och elo am Ufank.

Ech hat d'lescht Woch eng Interpellatioun ugefrot fir gemeinsam géint de Kriibs unzegoen. Ech hat a menger Interpellatioun gesot, dass mer net no der Faarf misste kucken, ob mer blo wieren, schwaarz, rout, gréng oder vum ADR; mir missten zesumme géint de Kriibs virgoen. Dofir war ech traureg, wéi den Här Rippinger d'leschte Kéier gesot huet, dass hien némme géif eng vun deenelen Motiounen unhuelen.

#### (Interruption)

Merci, Här Rippinger. Ech hat gehofft am Stillen, datt den Här Rippinger géif seng Fraktiou vum Parteizwang entbannen, sou wéi en dat déi leschte Kéier gemaach huet bei der Euthanasie, réckwierkend muss ech him do félicitéieren, dass hien dat gemaach huet. Ech hat also, wéi gesot, gehofft, dass hien dat haut géif maachen, well déi Motiounen hei, déi si ganz gentil, déi si ganz brav, déi si ganz anständneg, déi froen net vill, déi können némme Liewe retten a vläicht kénne mer mat dëse Motiounen, wa mer déi unhuelen, iergendee Kolleeg, iergendee Fréind, iergendee vun eiser Familljen domadder retten.

An dofir appelléieren ech nach eng Kéier un d'Gewësse vun alleguerden den Députéierten hei an och un d'Fraktionspresidenten. Wann ech glift, entbannt alleguerden Är Membere vum Fraktionszwang. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert gefrot.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss dem Här Colombera soen, dass et bei eis bei dëse Motiounen natierlech kee Fraktionszwang gëtt. Also fir esou eppes ze behaapten, mengen ech, geet een dat wäit sichen. Mir hu jo awer och zwee Doktere bei eis an der Fraktiou an ech hat schonn déi leschte Kéier gesot, wat d'Position vum zoustännege Minister zu deene Motiounen ass, dat heesch mir si bereet d'Motioun 1 unzuhuelen.

Bei der Motioun 6, wou dra steet am Dispositif: „invite le Gouvernement à étendre le groupe cible du programme mammographie au groupe d'âge des 40 à 49 ans“, do proposiéiere mir - ech si jo kee Spezialist wat d'Mammographie ueblaangt, mä do gëtt notamment gesot vun Expären, dass dat contes-tabel wär - fir ze soen: „invite le Gouvernement à faire étudier en vue d'étendre le groupe cible du programme mammographie au groupe d'âge des 40 à 49 ans“. Et soll een dat studéieren.

Mir haten, wat d'Motioun 12 ueblaangt, den Accord vum Här Huss, fir de leschten Tret vun dem Dispositif ewech ze loassen. Mir stémmen natierlech elo déi Motioun 12, well de Minister jo och gesot huet, e géing en Deel vun deem, wat an dár Motioun steet, mat an d'Gesetz iwwert d'Palliativmedizin eran hue- len.

**MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;**

**MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelesberg et Renée Wagener;**

**M. Serge Urbany.**

**M. le Président.**- Mir kommen zur Ofstémming vun de Motiounen.

#### Motion 1

Bei der Motioun 1 kenne mer e Vote par main levée maachen, vu dass jidderee sech mat dár Motioun d'accord erklärt huet.

#### Vote

Wie fir d'Motioun 1 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hien-wen.

Wien ass dergéint?

Bei enger Géigestëmme ass d'Motioun 1 mehrheetlech ugeholl.

Mer kommen zur Motioun 2.

#### Motion 2

Kenne mer och do par main levée ofstémme? D'Motioun ass schonn explizéiert ginn. Et weess jidderee ém wat et geet. Dir hutt d'Motioun schréftlech virleien.

De Vote électronique ass verlaant.

#### Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stémme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalé sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 32 Nee-, 7 Jo-Stémmen an 18 Abstentious.

**Ont voté oui:** MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

**Ont voté non:** M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

**Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.**

**Se sont abstenus:** MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

**MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelesberg et Renée Wag**

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

#### **Motion 4**

Mir kommen zur Motioun 4. De Vote électronique ass verlaagt.

#### **Vote**

Déi fir d'Motioun 4 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun 4 ass verworf mat 33 Nee-, 24 Jo-Stëmmen an enger Abstentious.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes et Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Paul-Henri Meyers), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Lucien Clement), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

S'est abstenu: M. Xavier Bettel.

#### **Motion 5**

Mir kommen un d'Motioun 5. Den Här Wohlfart freet d'Wuert.

M. Georges Wohlfart (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mer kënne mat deenen zwou éische Konklusione vum Kolleg vum ADR d'accord sinn, ass et awer esou dass mer fannen, dass bei d'r leschter Opfuerderung prezis Resultater misste gefrot ginn, dat awer liicht engem Fénnefjoresplang, wéi mer se vun anere Regimer hier kennen, no kënnnt, an et ganz schwéier ass do am Viraus ze soen, wat den Objectif misst sinn.

Fir bei esou enger Saach ze soen, mir brauche 5% oder 10% manner, dat kann een objektiv vun deene Leit net verlaangen, an dofir wäerte mir eis bei déser Motioun enthalten.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Zitt Der se zréck?

(**Interruption**)

Mir hunn lech proposéiert, fir dee leschten Abschnitt ewech ze hueuen.

#### **(Interruptions)**

M. le Président.- Mir stëmme iwwert d'Motioun 5 of.

#### **Vote**

Déi fir d'Motioun 5 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun 5 ass verworf mat 33 Nee-, 8 Jo-Stëmmen an 9 Abstentious.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes et Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer et Marc Zanussi.

Mer kommen un d'Motioun 6. Ech huueln un, dass mer par main leëve kënnen ofstëmmen, et bestong jo Eestëmmegkeet an der Diskussion fir d'Motioun unzehuelen.

Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera (ADR), interpellateur.- Här President, ech sinn d'accord mat der Modifikatioun, déi den Här Rippinger proposéiert huet.

M. le Président.- Mir stëmme iwwert d'Motioun 6 modifiée par main levée of.

#### **Motion 6 modifiée**

La Chambre des Députés,

- constatant que pour la femme le cancer du sein constitue la tumeur la plus fréquente;

- constatant que la détection précoce du cancer du sein améliore le pronostic;

- constatant que le programme mammographie vise le groupe d'âge situé entre 50 à 69 ans;

- constatant que l'incidence du cancer du sein augmente déjà significativement à partir de la tranche d'âge de 40 à 49 ans;

- considérant que la croissance du cancer du sein est d'autant plus rapide que la personne affectée est jeune;

invite le Gouvernement

- à faire étudier la possibilité d'étendre le groupe cible du programme mammographie au groupe d'âge des 40 à 49 ans.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

#### **Vote**

Wie fir d'Motioun 6 modifiée ass, ass gebleden d'Hand an d'Lucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

D'Motioun 6 modifiée ass eestëmmeg ugeholl.

#### **Motion 7**

Mir kommen zur Motioun 7. Den Här Colombera huet d'Wuert.

M. Jean Colombera (ADR), interpellateur.- Här President, ech behandelten d'Motioun 7 zesumme mat der Motioun 8 aus deem einfache Grond, well déi zu enee passen.

Mir wëssen alleguer, dass d'Preventivmedezin ganz wichteg ass. Mir wëssen och, dass d'Frae méi oft bei den Dokter gi wéi d'Männer, an dofir kann ee bei hinnen éischter preventiv handelen. Awer mer hunn de Fall, dass een Examen obligatoire gefrot ass bei der Erneierung vum Führerschäin beim Alter vu 50 Joer, an do hu mer dann eng eenzegaarteg Geleéenheet fir ze intervenéieren ouni d'Leit ze obligéieren.

Wann ee bei den Dokter kënnt fir säi Führerschäin ze erneieren, do hat ech mer geduecht, dass den Dokter vläicht kënnt propoziéiere fir den Hemocult ze maachen. Hemocult, dat sinn dräi Bandeletten, déi all Dokter a sengem Tirang huet. Déi brauch en némmen dem Patient mat ze ginn an him ze soen, dass ee soll dräi Deeg hannerenee Stull op déi Bandeletten opdroen an déi ginn dann analyséiert. Dat helleft fir bei 33% vun de Fäll e Kribs ze entdecken. 33%, dat ass een op dräi. Ech mengen, dat si mir eis schélleg, wa mer eis wëlle seriö huueln.

Zum selwechte Moment kënnte mer och de PSA-Test maachen. Am Führerschäin steet geschriwwen en Examen des urines. Dat kann den Dokter mat Bandelette maachen, mä e kann och de Patient an de Laboratoire schécken. Et géif sécher der Kaz kee Bockel maachen, wann de Patient géif an d'Klinik goen an do de PSA-Test maachen. Wann dee positiv wier, dann hätte mer och do preventiv gehandelt an dem Patient erlaabt fir sein Krankheet éischter ze dépitierieren an him esou vill Leed, Péng, an alles dat wat duerno kënnnt, erspuert.

Dat hei ass enorm wichteg. Et wär en enorme Schratt no vir, an et käscht eis Gesellschaft guer näisch, wa mer fuerderen, dass dat an de Führerschäinsexamen opgeholl gëtt. Jiddfereen ass concernéiert, well jiddfereen dee Moment bei den Dokter geet. Eng besser Geleéenheet kenne mer net kréien.

M. le Président.- Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

M. Georges Wohlfart (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zweu Propositioune vum Dokter Colombera sinn net onsympathesch, mä ech well awer soen, dass mer e groussen nationale Programm hunn, dee mer och schonn hei undiskutéiert hunn an de Motiounen, dee vun der Mammographie. Dee Programm, deen e groussen Succès ass, baséiert drop, dass d'Leit fräiwelleg sech enger Untersuchung énnerezéien.

Ech wëll och dervir warnen, dass wa mer elo higinn a mir begnügen ons mam Hemocult, deen Test, deen den Dokter Colombera elo beschriwwen huet, wësser mer dass mer 33% positiv Fäll hunn, mä dat ass awer fir mech e Resultat, wat mir als Dokter net duergeet.

Ech hunn d'lescht Woch am Numm vu menger Fraktioun hei plädéiert, wat mer scho viru 24 oder 26 Méint plädéiert haten, dass mer an deem Kader sollte versichen op de Weeze goen, genau wéi am Mammographie-Programm bei de Fraen, fir e Coloscopie-Programm mat enger Spigelung beim Patient anzeféieren. Ech mengen, dat géif ons méi wäit bréngen. Wat ech hei fäerten, wa mer bei deenen 33% leien,

dass d'Leit sech an enger falscher Sécherheet llen, an ech fannen och net, dass et de richteg Kader ass - bei allem Respekt - bei enger Führerschäinuntersuchung déi heite Saach ze maachen. Dofir si mer net derfir fir dës Motioun an därf Form unzehuelen.

Datselwecht gëllt fir d'Motioun 8. Ech menge mir hate virun zwee Joer och eng Motioun an deem Senn erabreucht fir d'Fréidetektioun vum Prostatakribs bei de Männer ze maachen. Ech weess, dass et do wëssenschaftlech Diskussioun gi wou déi eng soon, dat misst ee maachen, déi aner soon, et misst een et net maachen. Wann also schonn d'Spezialisten énnert sech net eens si wat mer solle maachen, fannen ech et net ganz glécklech dass mer géifen iwwert de Wee vum Führerschäin esou e seriöen an, ech géif mengen, wäitreechenden Agréff awer wëllte viruhuelen. Wéi gesot, net géint de Prinzip, mä net am Kader vun engem Führerschäin.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Mir stëmme elo of iwwert d'Motioun 7.

#### **Vote**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 47 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 6 Abstentious.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

#### **Motion 8**

Da komme mer un d'Motioun 8. Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 8.

#### **Vote**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass verworf mat 46 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 6 Abstentious.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler, et Claude Wiseler;

Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer; MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

#### **Motion 9**

</

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

**Motion 10**

Da kéime mer un d'Motioun 10.

Här Wohlfart.

**M. Georges Wohlfart (LSAP).** Just e Wuert, Här President, zu däi Motioun 10. Mat däi zweeter an däi drëtter Konklusioun kënnte mir d'accord sinn, mäi mir wollten awer net nach deen éischten Tiret do erabréngent, „à créer des centres de qualité nationaux spécifiques“. Ech mengen, mir hunn d'Erklärung kritt vum Här Minister, dat géif sech eriwwregen. Wat ons interesséiert, dat ass déi Approche pluridisciplinaire an dann och dee leschten Tiret. Wann den Här Colombera bereet wär, déi éisch Konklusioun ewechzeloossen, géife mer däi Motioun kënnen zoustëmmen. Wann net, hätté mer eng nette Preferenz fir d'Motioun 12, am selwechte Sénn vun deene gréngé Kolleggen, déi mer da géinge stëmmen. Well den Här Huss jo gesot huet, dass e géif de leschten Tiret eventuell och ewechloossen.

**M. le Président.** Här Colombera.

**M. Jean Colombera (ADR), interpellateur.** Här President, ech mengen, ech hu mat Spezialiste geschwat vum Fach, an déi si sech allegueren eens a soen dass et besser wär fir e Centre de qualité national ze hunn, aus deem einfache Grond, well op enger Plaz... Zum Beispill, ech nennen einfach de Broschtkribs, dee misst op enger Plaz behandelt ginn, well dat géif hinnen erméglechen, fir allegueren d'Diagnosen, d'Statistiken op enger Plaz ze hunn; d'Therapie géif op enger Plaz gemaach ginn. Do géifen dann zum Beispill pro Joer beim Broschtkribs 300 Fall behandelt ginn.

Wann dat elo net de Fall ass - wann zum Beispill zu Eech der némme 50 behandelt ginn, zu Ettelbréck 20 an zu Esch da 40 -, an deem Moment stellt sech d'Fro: Wien huet do déi bescht Behandlung? Et ass jo bekannt, dass wann e Spezialist némme zwee Kriibse behandelt, dass deen net esou vill Succès oder Referenze kann hu wéi een deen der 100 ka behandelen. A wat den Här Krieps d'leschte Kéier gesot huet, dass ee vu Wäiswampech op Esch muss rennen, ech mengen dat ass och keen Argument fir dat heiten ze verwerfen. Ech mengen, d'Spezialisten u sech wéllen dat hunn. Si wélle gär de Centre de qualité hunn. Si wélle gär ee Kriibs an enger Klinik behandelee fir besser Resultater ze kreien, méi Referenzen ze hunn a méi zum Verglach ze hu mam Ausland. An doréms geet et.

**Plusieurs voix.** Très bien.

**M. le Président.** Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 10.

**Chambre des Députés**

Compte rendu officiel

**Supplément commun aux quotidiens:**

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

**Contenu rédactionnel:**

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

**Conception, saisie de texte et mise en page:**

Polygraphic SA, Luxembourg

**Concept et coordination générale:**

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

**Sommaire des séances publiques**

Interpellation de M. Jean Colombera sur la lutte contre le cancer	pages 25-38
	pages 60-62
Ordre du jour	page 38
Communications	page 39
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N° 332 du 21 octobre 2003 de Madame la Députée Renée Wagener relative à l'évaluation du travail des délégués à l'égalité dans les entreprises, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi	pages 39-40
- Question N° 333 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet d'une harmonisation du tarif de l'eau, adressée au Ministre de l'Intérieur	page 40
- Question N° 334 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot relative à la position du gouvernement sur un point évoqué lors du dernier Conseil européen des 16 et 17 octobre, à savoir la possibilité de créer des quotas pour l'immigration, adressée au Premier Ministre	page 40
- Question N° 335 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar sur le projet du gouvernement belge concernant l'amnistie fiscale et ses implications sur la place financière luxembourgeoise, adressée au Ministre des Finances	page 40
- Question N° 336 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant le droit de vote actif et passif aux élections sociales des employés au service des communes et de l'Etat, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi	page 40
- Question N° 337 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas relative au versement du forfait d'éducation, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative	page 41
- Question N° 338 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative au logement social dans le lotissement Belval-Nord, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	pages 41-42
- Question N° 339 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Claude Meisch au sujet du projet de renaturation "Koedinger Brill", adressée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement	page 42
- Question N° 340 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Camille Gira au sujet du respect des obligations du protocole de Kyoto, adressée au Premier Ministre	pages 40-41
- Question N° 341 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à la transposition de l'accord salarial du 21 mars 2002, adressée au Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative	page 42
- Question N° 342 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant l'avenir du théâtre romain à Dalheim, adressée à la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	page 42
- Question N° 343 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Serge Urbany concernant l'état des discussions européennes sur l'indemnisation du chômage frontalier, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi	pages 42-43

**Vote**

Déi dofir si stëmmé mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 10 ass verworf mat 45 Nee-, 7 Jo-Stëmmen a 6 Abstentious.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Théo Stendebach), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes,

Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

**Motion 11**

Da komme mer un d'Motioun 11. Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 11.

- Question N° 344 du 20 octobre 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry relative à la protection des personnes à l'égard des données à caractère personnel en rapport avec les systèmes de surveillance automatiques, adressée au Ministre délégué aux Communications

pages 43-44

- Question N° 345 du 21 octobre 2003 de Monsieur le Député Gast Gibéryen concernant la façon de publication de notre constitution, adressée au Premier Ministre

page 41

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg

page 44-45

Composition des commissions parlementaires et des délégations auprès des assemblées internationales

page 45

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la protection des actionnaires minoritaires en relation avec le développement de la place financière

pages 45-47

4922 - Projet de loi relative à la publicité foncière et portant modification

- de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques;

- de la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

- de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments

pages 47-49

5121 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement

- à la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement mondial

- à la 6e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

pages 49-50

4863A - Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

page 50

**Communications**

page 51

Débat d'orientation sur la situation du marché de l'emploi et l'évolution du taux de chômage au Luxembourg

pages 51-59

5188 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, ainsi que de l'Acte final y afférent, signés à Luxembourg, le 25 juin 2001

pages 59-60

Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes

page 60

**Vote**

Déi dofir si stëmmé mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 11 ass verworf mat 34 Nee-, 12 Jo-Stëmmen an 13 Absentiounen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Théo Stendebach), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes,

Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiller et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch,

Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

**Motion 12**

An da komme mer un déi lescht Motioun vum Här Huss, d'Motioun 12. Mir kënnen direkt ofstëmmen, et ass jo erklärt ginn. Dir hutt den Text virun lech leien. Maache mer e Vote par main levée?

**(Assentiment)**

Et ass also e Vote par main levée.

**Vote**

Ech stelle fest, d'Motioun 12 ass eestëmmeg ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domad-de wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Dái nächst Sitzunge si virgesi fir den 11., 12. an 13. November. Den Ordre du jour dozou gétt lech schriftech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.52 heures)**

# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 2 / 2003-2004

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2199	Jacques-Yves Henckes	Domaine thermal à Mondorf-les-Bains
2228	Xavier Bettel	Aménagement des parloirs (avocat/détenu) au Centre pénitentiaire de Schrassig
2276	Ben Fayot	Lutte contre le racisme
2293	Camille Gira	Vérité de l'étiquetage dans la production et la vente d'oeufs
2324	Jean Huss	Mortalité des abeilles
2325	Camille Gira	Virements des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'Etat
2331	Gusty Graas	Le rejet d'eau de la Centrale nucléaire de Cattenom et les répercussions sur la Moselle
2334	Aly Jaerling	Examen de fin de stage des enseignants de l'enseignement post primaire
2340	Aly Jaerling	Avis des communes relatif au plan sectoriel des stations de base pour réseaux publics de communications mobiles
2343	Aly Jaerling	Limitation de la vitesse en cas de concentration d'ozone élevée
2354	Renée Wagener	Cours offerts par le Centre de Langues
2360	Aly Jaerling	Forfait d'éducation
2361	Gusty Graas	Avis des communes sur le plan sectoriel "stations de base pour réseaux publics de communications mobiles"
2363	Robert Mehlen	Honoraires d'architectes pour le projet "Musée d'art moderne Grand-Duc Jean"
2364	Robert Mehlen	Honoraires d'architectes pour le projet "Musée d'art moderne Grand-Duc Jean"
2373	Nico Loes	Délivrance de billets internationaux gratuits pour les personnes handicapées
2374	Renée Wagener	Traitements hormonaux substitutifs de la ménopause
2375	Ben Fayot	Demande de renouvellement de ses autorisations de rejets et de prélèvements d'eau par l'exploitant du Centre nucléaire de production d'électricité de Cattenom
2376	Marc Zanussi	Mini scooters électriques (Elektroroller)
2378	Mars Di Bartolomeo	Circulation de transit pour les poids lourds sur l'autoroute A13
2381	Nico Loes	Construction d'un Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz
2383	Mars Di Bartolomeo	Permanences des médecins
2386	Ben Fayot	Transfert de services du Parlement européen
2389	Nico Loes	Interprétation de la directive 93/104/CE du Conseil du 23 novembre 1993 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail
2390	Nico Loes	Réforme de la loi scolaire de 1912
2392	Georges Wohlfart	Dispositions relatives à la propagande et à la publicité du tabac
2395	Alex Bodry	Lutte contre la concentration d'ozone
2396	Laurent Mosar	Amnistie fiscale belge "Déclaration libératoire unique"
2397	Robert Mehlen	Certificat de non-obligation
2398	Robert Mehlen	Appel d'offres pour les meubles du "Centre Pierre Werner"
2399	Jacques-Yves Henckes	Actifs financiers de l'Etat en "Euro Medium Term Notes"
2400	Marc Zanussi	Refus d'admission en classe terminale de certains élèves pour non présentation à la deuxième session de l'examen de fin d'études 2002/2003
2401	Marc Zanussi	Exploitation de la "Fuchsschliefanlage" à Burden
2402	Ben Fayot	Ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg
2403	Ben Fayot	Bureau régional de l'inspecteurat pour les arrondissements de Luxembourg I, II et III
2405	Ferny Nicklaus-Faber	Scolarisation d'enfants présentant un handicap
2407	Jean Colombera	Etude sur la santé des adolescents
2412	Jacques-Yves Henckes	Plan "accident nombreuses victimes"
2417	Laurent Mosar	Conditions de fixation, de perception et de répartition de la rémunération des artistes interprètes et des producteurs de phonogrammes
2418	Lydia Mutsch	Publication de deux brochures comprenant des recommandations de lecture pour les enfants de 4 à 10 ans.
2421	Aly Jaerling	Trafic de drogues
2422	Mars Di Bartolomeo	Service de remplacement de nuit en médecine générale
2423	Mars Di Bartolomeo	Congés de maladie
2424	Mars Di Bartolomeo	Soins de proximité et urgences

Question 2199 (22.5.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le domaine thermal à Mondorf-les-Bains:

Nodeems iwwer Jorzéngten de Park vum „Domaine thermal“ vu Munneref keng gréisser Investitiounne kann huet, sinn an de leschte Joren eng ganz Rei vu Projekte lancéiert gi fir de Park, d'Wéeer am Park an d'Gebailechkeeten (d'Orangerie, d'"Source Kind", de Festsaal asw.), déi sech am Park befannen, ze renovéieren an ze moderniséieren. Dès Investitiounne

wore batter néideg a wäerten och an den nächste Joren hir Friichten droen.

Et fält awer op, datt, obwuel hei Finanzmëttèle vu wáit iwwer 10 Milliouen Euro vum Stat investéiert gisinn, kee Gesetz zu all dése Projekten d'Chamber passéiert huet. D'Finanzierung vun dése Projekten ass, esouwáit wéi sech dat verfolle léissit, iwwert de „Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux“ gelaf an an e puer Posten opgedeelt ginn.

Kennen déi Häre Finanz- a Ge- sondheersminister mir duerfir déss Froe beäntworten:

1. Wien ass de Propriétaire vum Park vum „Domaine thermal“ zu Munneref? Op wéi e Montant beleeft sech déi finanziell Bedeelen- gung vum Stat un de Moderniséie- rungs- a Renovéierungsaarbech-

ten am Munneref Park an u sen- ge Gebailechkeeten?

2. Wier et net am Senn vun der Transparenz an dem Dialog ubruecht gewiescht, e Gesetzes- projet fir déss Aarbechten an der Chamber virzeleen, fir datt iwvert d'Gestaltung an den Émfang vun désen Aarbechten eng breet Diskussioun gefouert hätt kenne ginn?

3. Wéini sinn déi ugelafen Aar- bechten ofgeschloss, a wéi eng zousätzlech Aarbechte sinn an den nächste Méint a Joren nach ge- plangt?

Réponse (2.10.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances*:

Ad 1)

a) Aux termes de l'article 3 de la loi du 18 décembre 1987 organisant le Centre thermal et de Santé de Mondorf-les-Bains, l'Etat est pro- priétaire du parc et des bâtiments du Centre thermal.

Cet article dispose en effet que «les terrains ... et les bâtiments ... ainsi que leurs équipements sont 'affectés' par l'Etat à l'établissement dans l'intérêt de la réalisation de sa mission».

b) La participation de l'Etat aux frais d'entretien et d'aménagement du parc repose sur l'article 17 de la loi organique du Centre, suivant lequel «pendant cinq ans l'Etat prend à sa charge l'entretien et l'aménagement des espaces extérieurs selon les conditions et modalités d'une convention à passer entre le Centre thermal et de Santé et l'Etat...»; passé ce délai, «l'Etat accorde au Centre ... une participation aux mêmes frais modulée en fonction des résultats financiers du Centre».

La convention signée le 21 novembre 2001 entre l'Etat et le Centre thermal en application de l'article 17 précité de la loi organique du Centre thermal, règle les conditions et modalités de la prise en charge par l'Etat des frais d'entretien et d'aménagement des espaces extérieurs du Centre thermal et de Santé, et prévoit que l'Etat prend à sa charge les frais d'entre- tien et d'aménagement extérieur et que cette prise en charge porte tant sur les espaces verts et plan- tés que sur les aménagements en dur, à l'exclusion de tout bâtiment.

Une nouvelle convention est en voie de finalisation pour l'année 2004.

Pour ce qui est plus particuliè- rement des frais de (ré)aménagement du parc, les dépenses effec- tuées, respectivement prévues pour les années 2002 à 2005 s'élèvent au total à 3.516.315 euros.

c) En ce qui concerne les différents bâtiments situés sur le site, il convient de considérer à part l'ancien bâtiment des thermes, qui fait l'objet d'une disposition spécifique de la loi organique du Centre.

Suivant l'article 18 de celle-ci en effet, «l'Etat peut prendre à sa charge le réaménagement de l'ancien bâtiment des thermes selon une convention à passer entre l'Etat et le Centre thermal et de Santé».

Ainsi qu'il résulte du commentaire de l'article 35 de la loi concernant le budget des recettes et des dé- penses de l'Etat pour l'exercice 2001, le montant de la participation de l'Etat a été fixé à 7.435.000 euros.

Quant aux autres bâtiments situés dans le parc, seul le bâtiment «Source Kind» a fait l'objet d'une modernisation subventionnée par l'Etat, participation dont le fondement a également été détaillé au commentaire de l'article 35 de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001.

Le coût de la rénovation de la «Source Kind», dont les travaux

sont encore en cours, peut actuel- lement être estimé à 1.885.000 euros. La mise à disposition du bâti- ment est prévue pour cette année, mais certains travaux ne pourront être achevés qu'en début 2004.

Ad 2)

Il apparaît à la lecture de ce qui précède que les différentes interventions de l'Etat sur le site du Centre thermal reposent toutes sur des dispositions législatives, de sorte que le vote d'une loi spéci- fique concernant les interventions afférentes n'était pas justifié.

Ad 3)

a) La mise à disposition du bâti- ment «Source Kind» est prévue pour cette année mais certains tra- vaux ne pourront être achevés qu'en début 2004.

b) Les travaux actuellement prévus par le Ministère de la Santé dans le parc sont supposés être achevés en 2005.

Question 2228 (19.6.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'aménagement des par- loirs (avocat/détenu) au Centre pénitentiaire de Schrassig:

La nouvelle structure de la prison de Schrassig est ouverte depuis plus d'un an et demi. Les avocats qui veulent s'entretenir avec les dé- tenus doivent se rendre dans des parloirs qui font plus ou moins 4 m. Ces parloirs sont insonorisés et ne peuvent être ouverts de l'intérieur. Il avait été prévu d'y installer des sonnettes pour prévenir le service des visites de la fin de l'entretien ou encore en cas d'urgence pour solliciter une aide en cas de pro- blème entre l'avocat et un détenu.

Cependant, les sonnettes n'ont ja- mais fonctionné. Actuellement, le seul moyen pour l'avocat de se faire remarquer est de taper sur les vitres des parloirs jusqu'au moment où un membre du personnel entend ces bruits.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Mi- nistre de la Justice:

- Est-ce que M. le Ministre peut me confirmer cette situation?

- Dans l'affirmative, M. le Ministre peut-il m'indiquer s'il compte remé- dier à la situation?

Réponse (27.10.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Suite à certains problèmes tech- niques, des travaux ont été effec- tués, de sorte que les sonnettes fonctionnent maintenant.

Question 2276 (17.7.2003) de MM. Mars Di Bartolomeo et Ben Fayot (LSAP) concernant la lutte contre le racisme:

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), organe du Conseil de l'Europe chargé de la lutte contre le racisme, a récemment présenté un nou- veau rapport sur le racisme, la xé- nophobie, l'antisémitisme et l'intolé- rance au Grand-Duché de Luxem- bourg. Tout en reconnaissant que l'ECRI constate de mani- ère générale une évolution posi- tive (création de la Commission consultative des droits de l'Homme, nouvelles initiatives législa- tives), il importe de souligner que le rapport fait aussi état d'éléments qui demeurent préoccupants, à sa- voir:

- la persistance des difficultés dans l'application de la législation desti- née à lutter contre le racisme et la discrimination,

- le comportement insatisfaisant de certains fonctionnaires ou représentants de l'ordre en rapport avec des immigrés et des demandeurs d'asile,

- l'existence encore de trop de préjugés et de stéréotypes xénophobes au sein du grand public qui peuvent conduire à des discriminations dans le domaine de l'emploi ou du logement.

D'autre part, l'une des principales recommandations de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) en septembre 2001 était que les Etats devraient mettre en place, en consultation avec des organisations non gouvernementales, des programmes d'action nationaux visant à intégrer la dimension de lutte contre le racisme dans l'ensemble des politiques et programmes concernés. En outre, il convient de rappeler que Madame la Ministre des Affaires étrangères avait inscrit le suivi de la Conférence mondiale contre le racisme et l'intolérance parmi les priorités du son programme de Présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

A la lumière de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Affaires étrangères et à Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

1. Quel jugement le Gouvernement porte-t-il sur les conclusions somme toute préoccupantes de ce rapport?

2. Qu'entend faire le Gouvernement pour lutter contre ce phénomène?

3. Quelles sont les suites données à la Conférence de Durban et notamment dans l'identification et la mise en oeuvre d'une stratégie nationale? Quelles sont les possibilités de coopération avec les organisations non gouvernementales qui luttent contre le racisme?

**Réponse conjointe (2.10.2003)** de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur* et de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

Vu l'importance que le Luxembourg attache au respect des engagements entrepris au niveau international dans le domaine des Droits de l'homme, les gouvernements successifs ont toujours visé à se doter d'instruments à même de faciliter l'intégration des étrangers dans notre pays et de favoriser une bonne cohabitation entre les différentes communautés du Luxembourg.

Les recommandations émises par les organismes internationaux et européens serviront à consolider, voire corriger les mesures juridiques et pratiques qui ont déjà été prises par le Luxembourg par le passé. Il ne s'agit pas ici d'énumérer l'ensemble de ces mesures mais un bref rappel semble cependant opportun.

Ainsi, le Luxembourg, en tant que membre du Conseil de l'Europe, a contribué en 1993, lors du 1<sup>er</sup> Sommet des chefs d'Etats et de Gouvernement des Etats membres du Conseil, à la création de la Commission européenne contre le racisme et l'Intolérance (ECRI). A ce titre, il se soumet aux examens périodiques de l'ECRI. Le Gouvernement essaie d'appliquer, dans la mesure du possible, les recommandations que l'ECRI adresse périodiquement à tous ses Etats membres.

Suite aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale faites dans son premier rapport sur le Luxembourg publié en 1996, les articles 444, 453, 454, 455, 457-4, 458, 459 et 460 du Code pénal ont été modifiés par une loi du 19 juillet 1997 qui donne à l'article 454 introduit

dans le Code pénal en 1980 une définition de la discrimination et augmente les peines prévues pour les délits racistes en créant de nouvelles incriminations.

Depuis l'adoption du premier rapport de l'ECRI, le Luxembourg a ratifié de nombreux instruments pertinents pour la lutte contre le racisme et l'intolérance, dont la Convention N°111 de l'Organisation internationale du Travail concernant la discrimination (emploi et profession). Il a aussi signé le Protocole N°12 à la Convention européenne des droits de l'Homme, qui prévoit une interdiction générale de la discrimination. Ce dernier est en voie de ratification.

Suite à la Recommandation de politique générale N°2 de l'ECRI portant sur les organes spécialisés dans la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance au niveau national, le Conseil de Gouvernement a, lors de sa séance du 28 avril 2000, adopté le règlement portant institution d'une Commission consultative des droits de l'Homme.

La Commission consultative luxembourgeoise assume entre autres le rôle de correspondant national de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes qui a son siège à Vienne. Ni ONG ni organe de Gouvernement, la Commission est indépendante. Ses travaux sont rendus publics.

En outre, une commission spéciale permanente a été instituée au cours du mois de mai 1996 en vertu de l'article 24 de la loi sur l'intégration des étrangers et oeuvrant comme sous-organe du Conseil national pour étrangers dans le but de combattre la discrimination raciale.

Si le Gouvernement luxembourgeois a tenu compte des recommandations du premier rapport, il est déterminé d'en faire de même en ce qui concerne les conclusions du deuxième rapport.

C'est ainsi que le Gouvernement, réuni en conseil le 24 juillet 2003, a décidé de faire publier sur son site web le rapport en question. Accessibles à tous, ces informations vont offrir la possibilité de mieux cerner les efforts qui ont été entrepris jusque là ainsi que de mesurer l'ampleur du travail qu'il reste à accomplir. En outre, le même Conseil a invité les membres du Gouvernement à examiner les recommandations qui les concernent et d'analyser dans quelle mesure il peut y être donné suite.

De son côté, l'Union européenne accorde à la lutte contre la discrimination une importance certaine. Ainsi, le Conseil européen a adopté en 2000 une directive relative à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique (2000/43/CE) et une autre portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (2000/78/CE). Ces directives sont en cours de transposition dans la législation luxembourgeoise.

Les directives en question ont été renforcées par un programme d'action de lutte contre la discrimination. Dès le début de ce programme d'action, le Luxembourg s'est investi dans des projets concrets de sensibilisation et d'information du grand public, dans une première étape, par la publication d'affiches et de dépliants expliquant les implications de ces nouvelles directives. Un deuxième projet élaboré par le Ministère de la Famille/Commissariat du Gouvernement aux étrangers vise un renforcement de cette campagne et s'articule autour de trois axes majeurs: formations, campagne médiatique auprès du grand public et soutien des activités/campagnes des organisations non gouvernementales nationales.

Ce programme d'action européen rejoint les objectifs de la

Conférence mondiale de Durban. C'est dans ce contexte que le Ministère de la Famille/Commissariat du Gouvernement aux étrangers réfléchit actuellement à l'établissement d'un programme national pour compléter celui qu'il a déjà élaboré et sur lequel il travaille au niveau européen.

Lors de l'élaboration et la conduite des programmes d'actions menées par le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, les organisations non gouvernementales sont consultées et impliquées de manière permanente.

**Question 2293 (21.7.2003)** de M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*) concernant la véracité de l'étiquetage dans la production et la vente d'œufs:

Plusieurs médias luxembourgeois (RTL et REVUE) ont révélé l'existence d'indications concrètes sur des pratiques trompeuses dans le secteur luxembourgeois de la production et de la vente d'œufs. Concrètement, un producteur luxembourgeois bien connu achète tous ou une partie de ses œufs à l'étranger, mais les emballera néanmoins comme des œufs luxembourgeois.

Selon notre enquête sur la législation relative à l'étiquetage, une fausse indication d'origine et la "tromperie" en général, sont clairement interdites au niveau européen et luxembourgeois.

Par conséquent, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Le Gouvernement est-il conscient de l'importance de cette affaire, tant du point de vue de la protection des consommateurs et de la véracité de l'étiquetage, que du point de vue de la concurrence déloyale vis-à-vis des autres producteurs luxembourgeois?

- Est-ce que le Gouvernement partage l'interprétation que le fait de vendre des œufs achetés à l'étranger, mais emballés à Luxembourg, comme "Lëtzebuerger Eeér", constitue une "tromperie" interdite par la loi?

- Pourquoi les organes compétents de l'Etat n'ont pas encore agi en faisant notamment un contrôle spontané dans la ferme concernée, afin de confirmer ou d'infirmer rapidement les informations?

**Réponse (13.10.2003)** de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

L'accrudescence du dépérissement des colonies d'abeilles est un phénomène que les régions de l'Europe occidentale connaissent depuis l'automne 2002 et qui a atteint son apogée à la fin de l'hiver 2002/2003. En effet, les pertes d'abeilles sont estimées en Autriche à 28%, en Suisse à 26%, en Allemagne à 26%, au Liechtenstein à 18% et au Luxembourg à 18%.

Une conférence d'experts apicaux internationaux, organisée fin mai 2003 à Bâle, sur le problème des pertes élevées des colonies d'abeilles durant l'automne et l'hiver 2002/2003, a conclu que la cause primordiale était l'infestation des abeilles par le parasite Varroa Jacobsoni. Ce parasite, répandu sur tous les continents, provoque chez les abeilles la varroase, maladie relativement bénigne, mais qui sous certaines conditions peut aboutir à une destruction massive des colonies d'abeilles. Les facteurs favorisant ces pertes, ont été évoqués de la manière suivante lors de cette conférence:

- traitement tardif des abeilles contre la varroase,
- application incorrecte des médicaments avec réinfestation des abeilles,
- résistance accrue du parasite contre certains médicaments,
- négligence du contrôle sanitaire des abeilles,
- sensibilité accrue de certaines races d'abeilles à l'égard du parasite.

Au Luxembourg, les mesures de lutte contre la varroase sont clairement définies dans la réglementation afférente dont la mise en application est assurée par l'Administration des Services vétérinaires en

A noter que des contrôles réalisés auprès de tous les autres producteurs et emballeurs ont permis de constater la conformité des étiquetages.

collaboration étroite avec la Fédération des Unions d'Apiculteurs du Grand-Duché de Luxembourg. Un article budgétaire spécifique doté d'un crédit de 8.676 euros permet de subvenir à la majorité des coûts résultant de ces activités sanitaires.

Ces dernières années la lutte contre ce parasite s'est avérée plus difficile par le développement progressif d'une résistance accrue à l'encontre de l'un ou l'autre traitement. Cette situation a amené l'Administration des Services vétérinaires ensemble avec la Fédération des Unions d'Apiculteurs à mettre à la disposition des apiculteurs de nouvelles substances à la fois plus efficaces contre la maladie et plus inoffensives pour l'environnement. Cependant la manipulation de ces nouvelles substances s'avère plus délicate et plus laborieuse pour nos apiculteurs et explique en partie les échecs signalés dans l'une ou l'autre région du pays.

Bien plus, à côté de l'utilisation de nouvelles substances chimiques, plus efficaces et plus sévères, de nouveaux moyens de lutte d'ordre biologique ont été mis en œuvre au Luxembourg depuis 2001. Un programme d'élevage d'abeilles dotées d'une résistance améliorée à l'égard du parasite Varroa est à l'essai. Cette approche innovatrice en matière de lutte antiparasitaire semble être prometteuse.

L'ensemble de ces mesures peut en partie expliquer les pertes relativement faibles de colonies d'abeilles sur notre territoire par rapport aux autres pays.

Quant aux problèmes des insecticides, la substance active imidaclopride, contenue dans certains produits phytopharmaceutiques, est soupçonnée, notamment en France, d'être à l'origine du dépérissement des colonies d'abeilles dans certaines régions. En effet, cette matière active est toxique pour les abeilles lorsqu'elle est utilisée dans des cultures qui sont butinées par les abeilles, comme le tournesol ou le colza.

Au Luxembourg, aucun produit phytopharmaceutique contenant de l'imidaclopride n'est autorisé dans ces cultures.

Les produits à base d'imidaclopride autorisés dans l'agriculture au Grand-Duché de Luxembourg sont des produits pour le traitement des semences du blé et de l'orge. Ces plantes ne sont pas butinées par les abeilles et comme le produit n'est pas pulvérisé à travers les champs, il n'existe pas de risque de contamination des mauvaises herbes en fleur, herbes qui peuvent être visitées par les abeilles.

La mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sont strictement réglementées par des dispositions nationales et le contrôle est assuré régulièrement par l'Administration des Services techniques de l'agriculture, Service de la Protection des Végétaux, et par l'Administration des Douanes et Accises.

**Question 2325 (11.8.2003)** de M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*) concernant les virements des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'Etat:

Le virement des rémunérations des fonctionnaires et employés de l'Etat se fait d'office sur un compte courant auprès de l'entreprise des Postes et Télécommunications.

Or, de nombreux employés et fonctionnaires ont également un compte auprès d'un institut financier d'où ils opèrent d'ailleurs la totalité de leurs opérations financières.

Avec la nouvelle réglementation pour virements bancaires ces fonc-

tionnaires et employés ont à charge des frais de virement qu'ils pourraient facilement éviter si leur rémunération était directement versée sur le compte de l'institut bancaire de leur choix.

Quelles sont les raisons de cette exclusivité pour l'entreprise des Postes et Télécommunications?

Les fonctionnaires et employés de l'Etat ne devraient-ils pas avoir le droit du libre choix en ce qui concerne le versement de leur rémunération sur un compte courant bancaire?

**Réponse conjointe (6.10.2003)** de Mme Lydie Polfer, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:*

Conformément à la règle générale de l'article 1247 du Code civil, un paiement doit être fait au domicile du débiteur; toutefois l'Etat peut consentir à virer les paiements dont il est le débiteur sur un compte bancaire de son créancier. Pour le paiement des rémunérations de ses fonctionnaires et employés, l'Etat consent à ce faire à condition de pouvoir opérer le paiement au sein du système des chèques postaux. En effet, il découle du jeu de l'article 31 modifié de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ainsi que de l'article 36 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat que l'Etat gère ses liquidités et ses paiements de façon centralisée à partir des CCP.

L'abandon de ce système de gestion rationnelle obligerait l'Etat soit à décentraliser la gestion de ses liquidités avec toutes les pertes d'efficacité et donc les coûts qui s'en suivraient, soit à diffuser ses paiements vers un nombre illimité de banques non seulement au Luxembourg, mais aussi à l'étranger, avec tous les frais qui incomberaient alors au budget de l'Etat.

Il y a lieu de noter par ailleurs que, selon la loi, l'ouverture d'un CCP est sans frais pour le titulaire du compte.

Finalement, il y a lieu de noter que le Gouvernement est intervenu en faveur d'une gratuité des ordres permanents exécutés depuis un CCP vers une autre banque ce qui permet aux fonctionnaires qui le souhaitent de transférer régulièrement sans frais tout ou partie de leur rémunération vers un compte courant ou d'épargne détenu auprès d'une autre banque.

- Est-ce que, le cas échéant, les exploitants de Cattenom pourraient se trouver dans la situation de devoir demander une dérogation?

- Est-ce qu'une augmentation de la température actuelle de la Moselle ne risquerait pas d'avoir des conséquences néfastes pour la faune et la flore aquatiques de ce fleuve?

- Dans l'hypothèse que cette canicule se reproduise dans les années à venir, est-ce qu'il n'y a pas lieu de prendre des mesures de prévention afin que l'eau de la Moselle ne dépasse pas le seuil critique?

**Réponse (20.10.2003)** de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur:*

Avant de répondre aux différentes questions, il est sans doute utile de fournir quelques informations sur les conditions qui régissent les rejets thermiques de la Centrale nucléaire de Cattenom:

Selon l'arrêté préfectoral du 24 juin 1986 la température des rejets doit être inférieure à 28°C quand la température dans la Moselle, en amont du rejet, est inférieure à 28°C; lorsque la température en amont est comprise entre 28°C et 30°C, la température du rejet doit être au maximum égale à la température de la Moselle en amont.

Les rejets ne sont plus autorisés quand la température en amont est supérieure à 30°C. En outre, la température en aval des rejets, après mélange aux eaux de la Moselle, ne peut excéder de plus de 1,5°C la température à l'amont.

On sait que par l'arrêté dérogatoire du Gouvernement français du 12 août 2003 les valeurs pour la température maximale avaient été abrogées pour une période s'achevant au 30 septembre, ceci en raison de la chaleur exceptionnelle qui régnait au mois d'août; la dérogation ne concernait pas, cependant, l'augmentation maximale admise de la température de 1,5°C dans la Moselle entre l'aval et l'amont des rejets.

Il est difficile de faire des indications sur le changement de la température de la Moselle depuis la mise en marche de la Centrale de Cattenom et attribuable aux seuls rejets de cette centrale, vu qu'il n'existe pas de monitoring régulier de la température suffisamment longtemps avant sa mise en opération pour pouvoir évaluer une différence statistiquement représentative. Toujours est-il que les résultats des mesures de la température effectuées par l'exploitant de la Centrale à l'amont et à l'aval du rejet font apparaître que, pendant les mois de juillet et août 2003, exceptionnellement chauds et secs, la différence des valeurs amont/aval de la température n'excédait pas les 0,6°C, ceci en raison de l'effet tampon exercé par la retenue du Mirgenbach où transiting les purges des tours de refroidissement tout en subissant un abaissement supplémentaire de la température.

La période la plus critique s'étendait du 11 au 14 août; pendant ces jours de chaleur extrême la température du rejet dépassait la plupart du temps la température de la Moselle en amont, l'écart maximal ayant été enregistré le 13 août à 10.00 heures, en l'occurrence +0,75°C. La température maximale en aval a été enregistrée à 19.00 heures du 13 août, à savoir 28,83°C; la différence maximale de +0,6°C pré-mentionnée entre les températures amont et aval était enregistrée ce même jour à 17.00 heures.

Signalons encore que la température maximale enregistrée par le Service de la Navigation à Stadtbredimus était de 26,9°C, ceci en date du 15 août.

Les différences de température entre l'amont et l'aval sont trop faibles pour pouvoir constater d'éventuelles conséquences sur le

cheptel piscicole ou sur la flore aquatique attribuables aux seuls effets de la température à côté d'éventuels autres effets, par exemple écotoxiques, provoquées par des contaminants chimiques contenus dans le même rejet.

Lors des récents entretiens que mon département a eu avec l'exploitant de la Centrale dans le contexte de la révision des conditions de rejet, nous avons compris que Electricité de France (EDF) mettra tout en œuvre pour définir des modes de gestion intégrée, aux niveaux régional et national, permettant le respect permanent des conditions des rejets thermiques, sans devoir recourir à des dérogations, si des canicules semblables à celles de cet été devraient se reproduire à l'avenir.

**Question 2334 (14.8.2003)** de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'examen de fin de stage des enseignants de l'enseignement post primaire:

Den Artikel 18 vum RGD vum 2. Juini 1999 «concernant la formation théorique et pratique ainsi que la période probatoire des enseignants de l'enseignement post primaire» gesäit vir, datt e Stagiaire-enseignant en «examen de fin de stage» muss maachen. Dësen Exame gëtt virun enger Kommissioun gemaach, déi aus engem Regierungskommissär, dem Direkter vum betraffene Lycée an dräi Proffen, wouvunner wéinstens een am Stage den Tuteur vum Examenskandidat wor, zesummegeSAT gëtt.

Am RGD ass et net virgesinn, datt déi dräi Proffe vun der Examenskommissioun mussen an deem Fach enseignéieren an deem den Enseignant-stagiaire enseignéiert. Dat schéngt mer nawell komesch ze sinn, wann an der Examenskommissioun kee Vertrieder vun der betraffener Branche vertrueden ass.

Doniewent kënnst et, mengen Informatiounen no, an der Praxis vir, datt ee vun de Kommissiounsmembere beim Examen verhennert ass an net ersat gëtt. Och dat schéngt mir eng onkorrekt Prozedur ze sinn, well domadder d'Gültigkeet vun esou engem Examen jo a Fro ge stellt ass.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un d'Madame Minister:

- 1) Misst bei der Zesummesetzung vun déser Examenskommissioun net drop geuecht ginn, datt wéinstens ee Member aus deem Fach kënnst, an deem den Examenskandidat enseignéiert?

- 2) Muss net en Ersatzmember genannt ginn, wann ee vun den Haaptmembere vun der Examenskommissioun beim Exame verhennert ass?

- 3) Wann den Examen a Presenz vun némme véier Kommissiounsmembere ofgehale gëtt, verléiert dësen Examen doduerch net seng Gültigkeet? Misst esou en Examen, fir esou eng Sanktioun ze verhennern, dann net verluecht ginn?

**Réponse (7.10.2003)** de Madame Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1. D'Zesumfestellung vun den Examenskommissiounen ass am Prinzip déi heiten:

- Regierungskommissär;
- ee Member vun enger vun den zwou Direktiounen vum Lycée classique/Lycée technique, wou de Stagiaire afkéiert ass;

- déi zwee Tuteure vun den zwee Lycée classique/Lycée technique; déi responsabel si fir d'praktesch Ausbildung vum Stagiaire;
- een Enseignant aus deemselwechte Fach wéi de Stagiaire, aus engem drëtte Lycée classique oder Lycée technique.

Am Prinzip sinn zwee, wann net dräi Membere vun der Examenskommissioun aus deemselwechte Fach wéi den Examenskandidat.

Wann dat net méiglech ass, da sinn zumindest déi zwee désignéiert Tuteuren, déi de Stagiaire am zweete Joer vu senger Ausbildung begleit hinn, Member vun der Examenskommissioun.

Aus dësem Grond kënnst et net vir, datt kee Member vun der Examenskommissioun aus deemselwechte Fach ass wéi de Stagiaire.

Sollt et awer ganz exceptionnel virkommen, datt net mindestens zwee Enseignant vun selwechte Fach an d'Examenskommissioun genannt sinn, da kann dat nawell keng gréisser Schwierigkeiten duerstellen, well d'Zil vum Examen de fin de stage ass d'Préife vum pedagogesche Savoir-faire an net d'Préife vum Fachwissen.

Am Examen d'admission au stage ass nämlech d'Fachwësse scho gepréift ginn.

2. Et ass net onbedéngt néideg, dass en Ersatzmember virgesi gëtt, well am Normalfall jo dräi Membere vun der Examenskommissioun do sinn.

3. Och wann den Examen net virun der gesamter Kommissioun ofgehale gëtt, verléiert en net seng Gültigkeit well jo véier Membere present sinn, dovun zwee Enseignant vum Fach.

D'Verleeë vum Exame këint dozou féieren, datt en net an der virgeschriwwener Frist ofgeschloss ka ginn.

Dat hätt, fir de betraffene Stagiaire seriö Konsequenzen. Sou këint hien zum Beispill net mat senge Kollege vun därselwechter Promotioun genannt ginn.

Dofir ass et am Intérêt vun alle Bebraffenen, den Examen, wann némme méiglech, net ze verleeën an en an der virgeschriwwener Zäit ofzeschléissen.

D'Landesplanungsgesetz vum 21. Mee 1999 gesäit a sengem Artikel 9 vir, datt ier d'Regierung eng definitiv Décisioun hält, d'Avise vum CIAT (Comité interministériel de l'Aménagement du Territoire) a vum CSAT (Comité supérieur de l'Aménagement du Territoire) virleie mussen.

Zurzäit läit nach keen Avis vun dëse Gremiè vir, sou datt et zurzäit net méiglech ass, op dem Här Jaerling seng Fro ze äntworten.

**Question 2343 (18.8.2003)** de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la limitation de la vitesse en cas de concentration d'ozone élevée:

Déi recent Ozonproblematik hat d'Regierung dozou veranlasst, d'Vitesselimiten op de Stroosse erofsetze gelooss. Vu verschidde Transporteur, Autos- a Motoschauffeure gouf a gëtt dës Measure als „Schikan fir Èmwelthysteriker“ berouege bezeechent - besonnesch nodeems de (gréng) däitschen Èmweltminister op der däitscher Tëlee déclaréert huet, de Sénn vun esou enger Mesure net anzeigesinn. Och d'"Bundesumweltamt" seit offiziell, datt esou Fuerverbueter a Vitesselimitationen náischtr bréngé géingen.

Dës Aschränkungen hinn ouni Ennerscheed och d'Fürgemeinschafte beträff, Leit also, déi sech besonnesch èmweltbewosst verhalen an hire Jeeweilegen Auto fir de Wee op d'Schaff méi rationell notzen. Gläichzäite goufen d'Leit och net dofir belout oder besonnesch incitier fir längere Strecken èmweltfréndlech Fortbewegungsmittel wéi den öffentlechen Transport ze notzen, andeems deen, wéi zu Stroossbuerg, fir d'Zäit vum „Ozonalarm“ gratis ugebude gi wär.

Hei sieg ausserdeem nach festgehalen, datt vill Salariéen zwéngend op hiren Auto ugewise sinn, dëst soit well den öffentlechen Transport net optimal zu all Auerzäit fonctionnéiert oder esouguer fir Schaffplaz net ugefuer gëtt, soit well fir Aarbecht selwer individuell Flexibilitéit a Mobilitéit erfuerdert.

Esou stelle sech eng Rëtsch Froen zur Kohärenz an zur Berechting vun de Mesuren, déi d'Exekutiv géintiwer der Ozonproblematik ergraff huet:

1. Op wéi enger Faktegrondlag gouf d'Décisioun vun de Vitesselimatioun geholl?

2. Wéi ginn d'Resultater vun dëser Mesure evaluéiert, a wat fir eng Resultater kann een elo schonns objektiv festhalen?

3. Wat sinn d'Grénn wéint deenen den däitschen Èmweltminister náischtr vu Mesuren, ewéi se d'Lëtzebuerger Regierung ordonnéiert hält?

4. Wéi eng „Ozonmesuren“ goufe vis-à-vis vun der Industrie ordonnéiert?

5. Wier et net wichteg esou Occasiounen ze notzen, fir Fürgemeinschafte ganz konkret ze promouvéieren? Hätt ee se esou zum Beispill net vun de Vitesselimatiounen, déi emmerhin och eng Verlängerung vun der Fuerzäit bedeuten, ausklammere kënnen?

6. Wier et net iwverhaapt ubruecht mat enger Promotiounscampagne, verbonne mat eventuelle verkeiersreglementareschen, steierlechen oder soss Avantagen, d'Salariat fir Autosfürgemeinschaften ze sensibiliséieren?

7. Firwat gouf den öffentlechen Transport, während der Zäit vun de Vitesseaschränkungen op eise Stroosse, net gratis ugebueden?

**Réponse (23.10.2003)** de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question posée par M. le Député Aly Jaerling, j'ai

l'honneur de me référer à la réponse que j'ai donnée à la question de l'honorable Député Alex Bodry concernant le même sujet (*cf. ci-après*).

J'y ai précisé qu'il s'agissait d'une mesure d'urgence prise dans l'intérêt de la santé de nos concitoyens à l'instar de ce qui s'est fait notamment en France.

Face à la canicule imprévisible de cet été, c'était la seule mesure qui pouvait être prise rapidement.

Les mesures réclamées par l'honorable Député à l'égard de l'industrie ou concernant le co-voiturage, des campagnes de sensibilisation ou encore les transports publics gratuits ne pouvaient pas être prises à bref délai.

La mise en œuvre de telles mesures dépasse par ailleurs le cadre des compétences du Ministre de l'Environnement.

Finalement, je souligne que la problématique dépasse encore le cadre national et que des initiatives préalables au niveau de la Grande Région s'imposent pour apporter des remèdes tant soit peu efficaces à ce type de pollution.

**Question 2354 (21.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG)** concernant les cours offerts par le Centre de Langues:

Selon un article paru dans le Luxemburger Wort, les demandes de participation aux cours offerts par le Centre de Langues (CLL) auraient atteint des chiffres record en 2002. Des listes d'attentes de plusieurs centaines de personnes existeraient notamment pour les cours de français, anglais, allemand et luxembourgeois. Pourtant, pour de nombreuses langues, le CLL est centre officiel pour les examens - notamment pour le luxembourgeois, dont la connaissance est requise par exemple pour l'accès à la nationalité luxembourgeoise.

Comment la Ministre entend-elle pallier à cette situation dans l'hypothèse très réaliste que la demande élevée persistera pour la rentrée 2003?

Est-ce que de nouveaux postes ont été créés? Si oui, combien?

Est-il envisagé de recourir à des locaux supplémentaires?

**Réponse (2.10.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

1. Depuis 1998-1999, les crédits alloués pour assurer l'offre des cours du Centre de Langues Luxembourg ont augmenté de 41%. Pendant ce temps, le nombre d'étudiants inscrits au Centre de Langues Luxembourg est passé de 2.049 à 3.000. Grâce à cette augmentation, le Centre de Langues Luxembourg peut organiser 150 classes pour la rentrée 2003 dont 43 pour le français (augmentation de 26% par rapport à 1998) et 29 pour le luxembourgeois (augmentation de 61% par rapport à 1998).

Dans ces 150 classes, le Centre de Langues Luxembourg accueillera quelque 3.000 étudiants. Comme la durée d'une formation est très individuelle et va d'une session de cinq semaines à un cycle complet de deux années, des places se libèrent au fur et à mesure que l'année scolaire avance. De cette façon, quelque 5.000 étudiants fréquentent le Centre de Langues Luxembourg entre septembre et juillet d'une même année scolaire et les candidats figurant sur une liste d'attente peuvent s'inscrire au fur et à mesure que des places sont libérées.

A noter que le Centre de Langues Luxembourg constitue un élément du dispositif de formation pour

adultes du Service de la Formation des Adultes du Ministère de l'Education nationale. Ce service organise également des cours de langues dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire et secondaire technique et en coopération avec les administrations communales et les associations sans but lucratif. Ces cours ont été fréquentés par 4.850 personnes pendant l'année scolaire 1998-1999, et par 5.550 personnes pendant l'année scolaire 2002-2003, ce qui fait une progression de 14,43%.

Les inscriptions dans tous les cours organisés pour adultes par le Service de la Formation des Adultes ou en coopération avec lui ont augmenté de 9.599 unités pendant l'année scolaire 1998-1999 à 11.946 unités pendant l'année scolaire 2002-2003.

2. Les cours organisés au Centre de Langues Luxembourg sont donnés par des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique nommés ou détachés au Centre de Langues Luxembourg ainsi que par des chargés de cours pour adultes avec contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée. Entre 1998 et 2003, le nombre d'enseignants au Centre de Langues Luxembourg a augmenté de 18 unités: de 52 enseignants en 1998, le Centre de Langues Luxembourg est passé à 70 pour la rentrée scolaire 2003-2004, ce qui correspond à une augmentation de 34%.

L'augmentation des crédits accordée par le Gouvernement en conseil pour l'année scolaire 2003-2004 servira intégralement à la création de nouveaux postes pour l'enseignement des langues luxembourgeoise et française, langues les plus demandées.

3. Les faits et chiffres indiqués ci-dessus montrent que l'apprentissage des langues pour adultes au Grand-Duché de Luxembourg a connu, ces cinq dernières années, une progression importante. Une situation analogue se présente pour d'autres organisateurs de cours pour adultes, notamment les chambres professionnelles et le secteur privé.

Pour satisfaire la demande en croissance constante, le Service de la Formation des Adultes-Centre de Langues Luxembourg s'est efforcé, d'une part, de diversifier l'offre des cours et, d'autre part, d'en augmenter la capacité d'accueil. Ainsi, depuis deux ans, le Centre de Langues Luxembourg offre également des cours de langues française et luxembourgeoise pendant la période des vacances scolaires d'été.

Toutefois, il faut s'attendre à des demandes supplémentaires avec l'arrivée au Luxembourg de ressortissants des nouveaux pays membres de l'Union européenne qui auront besoin d'apprendre surtout les trois langues du pays.

Pour agrandir encore les possibilités d'accueil pour apprenants adultes, le Ministère de l'Education nationale explore les pistes suivantes:

- Location de locaux supplémentaires tant au sud qu'au nord du pays pour y organiser des cours de langues intensifs pour adultes. La Commission des Loyers a été contactée en ce sens par courrier daté du 28 octobre 2002.
- Utilisation, dans la mesure du possible, des infrastructures existantes dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire et secondaire technique libérées les après-midi et les soirées grâce aux nouveaux horaires aménagés, pour héberger des cours de langues intensifs pour adultes.

Il faut toutefois souligner que sais faire la demande pour cours de langues pour adultes est non seulement une question de la quantité des cours organisés, mais également de leur qualité et de leurs modalités d'organisation.

Le Centre de Langues Luxembourg a lancé, dès la rentrée scolaire 2002-2003, un projet d'organisation de cours d'auto-apprentissage guidé en allemand, français, anglais, luxembourgeois et italien. L'auto-apprentissage guidé consiste à faire apprendre l'adulte de façon autonome dans un centre de ressources ou à domicile tout en étant accompagné d'un conseiller pédagogique. Ce modèle présente les avantages que l'apprenant peut organiser de façon flexible ses horaires et rythmes d'apprentissage et qu'il permet, du moins de façon partielle, de libérer des places dans les salles de classe traditionnelles. Si les expériences en auto-apprentissage guidé sont concluantes, il est envisagé d'organiser des apprentissages de ce type également sous forme de formations on-line sur Internet (e-learning).

**Question 2360 (22.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR)** concernant le forfait d'éducation:

De 5. Juni 2002 huet d'Volleksvertrieberkummer d'Gesetz gestëmmt, dat déi sou genannt "Mammerent" (forfait d'éducation) geschaf huet. Wéi awer d'Exekutiv dès Mesure, déi eigentlech Unerkennung an ausgläichend Gerechtegeket sollt bewierken, an der Praxis èmsetzt, stéisst op èmmer méi Onverständnis, jo Roserei am Vollek.

D'Unerkennung vun am Ausland gebuerene Kanner ass esou a Stee vun Ustouss. D'Exekutiv mécht hei Problemer. Dobäi hat déi zoustänneg Parlamentskommissioun bei der Ausaarbechtung vum Gesetzestext explizit folgenden zweeten Abschnitt am eischen Artikel iwwert de "forfait d'éducation" bai gefügt:

Le Ministre ayant dans ses attributions la famille peut dispenser de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg si au moment de la naissance de l'enfant le parent était éloigné du territoire national pour des raisons de force majeure."

Trotzdem ergi sech an der Praxis bosseg Fäll - zum Beispill dee vun engger Lëtzebuerger Famill mat véier Bouwen, wouwun déi zwee eelst an Däitschland, um Enn vun der Studienzäit vun den Eltere, gebuer goufen: D'Mamm krut elo némme fir déi hei am Land gebueren zwee Jéngst hir Mamerent unerkannt, an do och nach wéint dem Artikel 5 vum Gesetz (*cf. mäi Gesetzesvirschlag vum 15. am Heemont 2003*) op null gekierzt. Fir déi zwee Eelst awer kritt dès Matbiergerin hir entspreechend Mamerent guer net unerkannt, obwuel déi, wéi déi zwee Jéngst, hir gesamt Schoulzäit an och d'Spillschoul hei am Land absolviert hunn. Trotz véier hei am Land groussgezunne Kanner kritt dès Fra kee Cent!

Zu dësen an ähnlech gelagerte revoltierende Fäll besteet e manfesten an erheeblechen Erklärungsbedarf.

Dofir dès Froen iwwert d'Applicatioun vum zitéierte Gesetzes{text} an der Praxis:

1. Gëtt d'Familljeministesch perséinlech d'Dispens vun der Residenzklausel, oder wien décidéiert dat konkret?

2. Handelt et sech heibäi èm eng arbiträr, also eng Willkürdécisioun, oder bestinn nopréifbar, schréftlech fixéiert Kritären, a wa jo wéi eng?

3. Ass net hei zu Lëtzebuerg d'Tatzaach am Ausland studéieren ze

missen eng „raison de force majeure“?

4. Misste Lëtzebuerger Kanner, wéi am hei opgewisene Fall, net d'office, onofhängeg vum Stat an deem se gebuer goufen, der Mamm Recht op de „forfait d'éducation“ ginn?

**Réponse (6.10.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

- 1) L'article 10 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation dispose que la gestion du forfait d'éducation et de la prestation du forfait d'éducation incombe au Fonds national de solidarité. Comme l'article 16 de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité stipule que le Fonds est administré et géré par un Comité-Directeur comprenant un président et des membres nommés par le Gouvernement, c'est le Comité-Directeur qui soumet pour approbation son avis à Madame la Ministre ayant dans ses attributions la famille quant à une éventuelle dispense de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg, telle que prévue à l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la loi sur la création d'un forfait d'éducation.

- 2) La décision prise par le Comité-Directeur du Fonds national de solidarité est soumise pour approbation à Madame la Ministre et prise en fonction des critères tels que fixés notamment par l'article 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la loi du 28 juin 2002 et plus amplement précisés dans le commentaire des articles de ladite loi. En effet, le législateur a reconnu la nécessité de lever dans certaines hypothèses très limitées le principe de la territorialité. Il en est ainsi pour les situations historiques où le parent était éloigné contre son gré du territoire du fait de l'occupant nazi. Ainsi, les ouvertures proposées pour des situations strictement délimitées étaient en outre la déportation ou encore l'évacuation de la personne concernée.

- 3) Le seul fait d'effectuer des études à l'étranger n'est pas considéré comme une «raison de force majeure» par le législateur dans la loi du 28 juin 2002.

- 4) Le prédict texte prévoit une condition de résidence dans le chef du parent bénéficiaire, qui au moment de la naissance de l'enfant, doit être domicilié au Grand-Duché et y résider effectivement. La condition de résidence ne se rapportant pas directement à l'enfant implique donc impérativement que la naissance de l'enfant doit également avoir eu lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le critère déterminant pour faire naître un droit au forfait d'éducation est finalement celui de la résidence effective du parent bénéficiaire au Grand-Duché au moment de la naissance ou de l'adoption.

Le principe tel que retenu à l'article 1<sup>er</sup> de ladite loi ne prévoit pas d'attributions d'office de la prestation forfait d'éducation. Le bénéfice du forfait d'éducation reste subordonné à la condition que l'enfant soit né au Luxembourg, que le droit est né au Luxembourg et que par conséquent établit la présomption que l'enfant y ait été éduqué.

**Question 2361 (25.8.2003) de M. Gusty Graas (DP)** concernant l'avis des communes sur le plan sectoriel „stations de base pour réseaux publics de communications mobiles“:

Conformément à l'article 9, alinéa 2 de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire, toutes les communes étaient appelées par lettre circulaire du 30 avril 2003 à soumettre endéans trois mois un avis au Ministère de l'Intérieur, Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme sur le plan directeur sectoriel „stations de base pour réseaux publics de communications mobiles“. Après expiration du délai imparti, moins d'un tiers des communes luxembourgeoises avaient donné suite à cette requête. En outre, la majorité de ces communes a émis de séries réserves quant au plan en question. Dans ce contexte j'aime-rais poser les questions suivantes:

- Etant donné que pendant le délai prescrit (15 mai au 15 août) les communes devaient se prononcer notamment sur l'organisation scolaire et nombreux autres points d'une importance non négligeable, est-ce que le choix de la période prévue par les autorités gouvernementales pour saisir les conseils communaux de ce dossier a été approprié?

- Est-ce que le délai de trois mois, bien que prévu par la loi du 21 mai 1999, ne semble pas être trop court, surtout qu'il s'agit en l'occurrence d'un dossier d'une grande complexité?

- Vu que les membres de l'opposition au sein d'un conseil communal ne disposaient en principe que de cinq jours pour analyser un dossier d'une telle envergure volumineuse, est-ce qu'il n'y a pas lieu d'organiser préalablement plusieurs réunions d'information par les auteurs des plans sectoriels en cause, afin de permettre aux élus locaux de se faire une opinion concrète sur des dossiers compliqués?

**Réponse (7.10.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

1. Il y a de prime abord lieu de rectifier les informations erronées dont fait état l'honorable Député.

Au 17 septembre 2003, le Ministère de l'Intérieur a réceptionné 100 avis.

Sur ce total,

- 40 avis sont favorables sans réserves aucunes
- 13 avis sont favorables sous des réserves plus ou moins sévères
- 44 avis sont négatifs
- 3 avis sont sans conclusions (ou sans conclusions compréhensibles)

Enfin, de ces 100 avis, seuls 4 ont été émis après l'expiration du délai imparti.

Ces avis seront néanmoins pris en considération, le dépassement du délai prévu par l'article 9 alinéa 2 de la loi du 21 mai 1999 n'étant pas légalement sanctionné et le Ministère ayant décidé d'accepter les avis réceptionnés jusqu'au 17 septembre 2003.

2. Le choix de la période du 15 mai au 15 août 2003 a été dicté par les exigences de la procédure. En effet, conformément à l'article 9 de la loi du 21 mai 1999, le projet de plan directeur sectoriel avisé par les communes est soumis au Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire. Dans un délai de trois mois commençant à courir du jour de la communication du projet, le conseil supérieur transmet son avis au Ministre. Passé ce délai, le dossier, avec ou sans les observations du Conseil supérieur, est transmis pour avis au Comité interministériel.

Ce n'est qu'une fois ces différents avis émis que le plan directeur sectoriel peut être soumis à la procédure réglementaire classique.

Le projet de plan directeur sectoriel avisé par les communes doit par conséquent encore faire l'objet d'une procédure longue et complexe.

La période de consultation des communes ne pouvait dès lors être postposée sans exposer l'ensemble de la procédure à des délais inacceptables, d'autant plus que cette période de consultation

aurait nécessairement dû être reportée jusqu'après les vacances d'été.

3. Le délai de trois mois est prévu par la loi du 21 mai 1999, loi, faut-il le rappeler, adoptée à l'unanimité par les membres de la Chambre des Députés.

A l'étude des divers avis émis par les communes, l'on constate que seules huit communes se sont penchées dès le mois de mai sur le projet de plan directeur sectoriel, et seulement 25 communes ont mis cette question à l'ordre du jour du conseil communal au cours du mois de juin 2003, la majorité des communes ayant attendu juillet, voire même août pour débattre de la question.

Il en résulte que le délai prévu par le législateur est suffisant, mais qu'il a sans doute été mal géré par la majorité des communes.

4. Le fait que les membres de l'opposition au sein d'un conseil communal n'aient disposé que de 5 jours pour instruire le dossier concernant le projet de plan directeur sectoriel ne concerne en rien le Ministre de l'Intérieur, mais relève de la seule responsabilité et du sens de la démocratie des collèges des bourgmestre et échevins concernés.

En effet, aux termes de l'article 13 de la loi communale du 13 décembre 1988 telle que modifiée, le délai de 5 jours est un délai minimal: rien n'empêche par conséquent de mettre le dossier à disposition de tous les conseillers plusieurs semaines avant la réunion du conseil communal.

En ce qui concerne la suggestion de prévoir des réunions d'information préalables avec les auteurs des plans sectoriels, je tiens à souligner que tant mes services que ceux des autres ministères et administrations concernés étaient à l'entière disposition des élus locaux et de tout administré pour leur fournir les informations et éclaircissements souhaités.

Je dois cependant également constater que seuls quelques rares élus ont contacté à titre personnel mes services pour obtenir des informations.

beim Bau vum «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean», am Volksmond Pei-Musée genannt, bezuelte gi sinn (*cf. compte rendu N°1/2003-2004 - Ar Antwort op d'parlamentaresch Fro N°2249*) wollt ech gare folgend weider Opklärunge kréien:

1. Wéissou sinn an de Joren 1994, 1995, 1996 an 1998 keng Honoraire bezuelte ginn?

2. Kénnnt Dir mat Sécherheet ausschléissen, datt ausser deene Beitrág, déi an Arer Antwort opgéléscht sinn, net nach zusätzlech Montante bezuelte gi sinn, énner anerem iwwert de Fonds des routes an de Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg? Wéi héich ware gegebenenfalls dës Zommen?

3. Wien ass de Bénéficiaire „Cadence“ a wat fir Leeschungen huet hie bruecht?

4. Wat fir eng Roll spilt d'SCI „Dräi Eechelen“ bei der Konstruktioun vum Musée? Kénnnt Dir mer Opschloss ginn iwwert déi haapt-sächlech Klausele vum Vertrag mat déser SCI, respektiv sidd Dir bereet, der Chamber (Commission du contrôle de l'exécution budgétaire) eng Kopie vun désem Vertrag zoukommen ze loessen?

Réponse (17.10.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

1) En réponse à la question parlementaire N°2364 consécutive à la question N°2249 de M. le Député Robert Mehlen concernant le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, j'ai l'honneur de vous communiquer en annexe un relevé des honoraires et frais d'architectes tel qu'il vient de me parvenir de la part de l'Administration des Bâtiments publics. (*Annexe cf. compte rendu N°1/2003-2004*)

Ce relevé a été complété par les paiements effectués pendant l'année 1998 et qui faisaient défaut au tableau initial.

aux conditions inscrites dans le contrat de location-vente au profit de l'Etat.

tuité de transport sur le réseau ferroviaire national sur présentation du „titre de transport pour personnes invalides“ délivré par les CFL et de la tarification normale sur les parcours effectués par les entreprises ferroviaires belge et néerlandaise. Quant à l'accompagnateur, il bénéficie de la gratuité de transport sur l'intégralité du parcours, CFL et étranger.

Concernant le transport en trafic international des personnes atteintes de cécité, il est réglé par un „accord multilatéral concernant l'émission par certains réseaux de billets internationaux pour les aveugles et leur accompagnement“. L'accord en question, signé notamment par la grande majorité des compagnies ferroviaires européennes, prévoit aussi que la personne aveugle paie le prix normal, et que l'accompagnateur bénéficie de la gratuité du transport.

Un groupe de travail international, agissant sous les responsabilités de la Sous-Commission Prix de l'UIC (Union Internationale des Chemins de Fer) est saisi d'une étude sur la mise en application d'un accord multilatéral sur l'émission de billets internationaux destinés aux voyageurs en fauteuil roulant et à leurs accompagnateurs.

La gratuité du transport public pour les personnes handicapées elles-mêmes ne fait pas l'objet d'un accord transfrontalier ou d'une réglementation internationale.

La gratuité du transport public national accordée aux personnes handicapées n'a pas été remise en cause depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 1978. Une extension de ces tarifs préférentiels pour les personnes handicapées au transport public transfrontalier ou international n'est cependant pas envisagée par le Gouvernement luxembourgeois. En effet, la politique nationale en faveur des personnes handicapées a abandonné l'approche caritative en la matière et poursuit depuis une dizaine d'années les objectifs de normalisation et d'égalité des droits et des chances pour les personnes handicapées. Ainsi, la Chambre des Députés a adopté en date du 15 juillet 2003 une loi qui vise à assurer à toute personne handicapée au moins un revenu au taux du revenu minimum garanti et à promouvoir par ce biais leur indépendance économique. Le Gouvernement luxembourgeois estime que la régularisation de la situation de revenu des personnes handicapées répond davantage à une politique d'égalité des droits que l'instauration de tarifs préférentiels.

- Si tel n'est pas le cas, est-il prévu d'entamer des négociations entre

- Est-ce qu'il existe des dispositions concernant la délivrance de billets internationaux gratuits pour les personnes handicapées?

- Ont-ils connaissance d'un accord bilatéral entre la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) et la Société nationale des chemins de fer belge (SNCB) concernant la délivrance de titres de transport gratuits pour personnes invalides pour le réseau de transport public national et belge?

- Si tel n'est pas le cas, est-il prévu d'entamer des négociations entre

1998	LuF TTC	Euro TTC	Imputation budgétaire
Pei Cobb Freed & Partners	21 579 920	534 952	FIPADM
Reuter Georges	2 697 490	66 869	FIPADM
Pei Cobb Freed & Partners	17 198 704	426 345	FIPADM
Reuter Georges	2 149 838	53 293	FIPADM
Pei Cobb Freed & Partners	17 198 704	426 345	FIPADM
Reuter Georges	2 149 838	53 293	FIPADM
Pei Cobb Freed & Partners	1 151 699	28 550	FIPADM
Reuter Georges	2 303 398	57 100	FIPADM
Pei Cobb Freed & Partners	9 828 323	243 638	FIPADM
Reuter Georges	3 437 824	85 221	FIPADM
<b>sous-total</b>		<b>79 695 738</b>	<b>1 975 606</b>
<b>cumul</b>		<b>339 939 876</b>	<b>8 426 889</b>
			FIPADM

Concernant les années 1994, 1995 et 1996 aucun paiement d'honoraires n'a été versé en raison de l'interruption des études durant cette époque.

2) D'après les informations dont je dispose et après vérification dans nos livres, aucun autre montant n'a été versé aux architectes à titre d'honoraires dans l'intérêt de la construction du musée en question.

3) La société française CADENCE a été associée à l'agence PEI COBB FREED & PARTNERS et au bureau Georges REUTER au début des études et a collaboré avec ceux-ci dans le cadre du 1<sup>er</sup> projet.

4) La société immobilière SCI «Dräi Eechelen» a été constituée dans le cadre du règlement des dépenses par le biais de la loi de garantie pour se substituer à l'Etat comme personne morale en charge du remboursement de l'emprunt signé avec une banque de la place.

De cette façon une certaine stabilité est atteinte dans le chef de celui qui finance le projet et qui en restera le propriétaire juridique jusqu'au moment du remboursement intégral des annuités étant entendu que cet «intermédiaire» reste lié

la CFL et la SNCB afin de trouver un accord en la matière? Quels sont les projets concrets du Gouvernement luxembourgeois?

Réponse conjointe (28.10.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse* et de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Le transport en trafic ferroviaire intra-Benelux des personnes atteintes d'un handicap qui les empêche de se déplacer sans l'assistance d'une tierce personne est réglé par un accord conclu entre les CFL, les NS et les SNCB. L'accord en question prévoit que la personne handicapée paie le prix normal et que l'accompagnateur se voit délivrer un titre de transport gratuit aux points de vente ferroviaires.

Partant, une personne handicapée, domiciliée au Grand-Duché de Luxembourg et bénéficiaire d'une carte d'invalidité de type C, délivrée par le Ministère de l'Intérieur, désirant se déplacer en trafic international, bénéficie de la

Existe-t-il des données sur le nombre de médicaments de ce genre prescrits au Luxembourg? Si oui, comment se situent-elles par rapport à celles des autres Etats membres européens?

Réponse (2.10.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Il est rappelé qu'en juillet 2002 la Direction de la Santé a par communiqué de presse rendu attentif aux résultats d'une vaste étude américaine prospective menée auprès de femmes ménopausées conduisant à une augmentation du risque de cancer du sein et d'accidents cardiovasculaires chez les femmes recevant un traitement hormonal substitutif (THS) associant un oestrogène conjugué et un progestatif. Suite à la même étude les laboratoires produisant le médicament ont adressé une lettre de mise en garde à tous les médecins.

La nouvelle étude à laquelle se réfère l'honorable Parlementaire, dont la publication est très récente, confirme en gros les conclusions de l'étude menée en 2002.

Dès le 3 septembre 2003 il a été décidé par le Comité des spécialités pharmaceutiques (CSP) de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments à Londres de convoquer pour le 26 septembre une réunion d'un groupe d'experts en la matière, afin de rediscuter le rapport risque/bénéfice des THS. Cette décision fait suite aux discussions menées au CSP au mois de juillet.

Le mandat de ce groupe sera principalement de reconsidérer le rapport bénéfice/risque dans la prévention et le traitement de l'ostéoporose, de réévaluer le risque de cancer du sein, de complications cardio-vasculaires et de démence.

Ce groupe d'experts qui devrait se réunir une à deux fois, soumettra un avis au CSP afin que ce dernier puisse formuler son avis au mois de novembre, avis qui sera ensuite communiqué aux autorités nationales de santé au niveau européen.

Il ne paraît pas opportun d'arrêter de nouvelles mesures nationales dans l'attente de la réévaluation en cours au niveau européen. De toute manière les récents communiqués allemands et français ne font que confirmer les mises en garde faites en 2002.

Suivant les données reçues de la part de l'UCM un nombre total d'environ 84.000 unités d'emballage de médicaments avec indication de traitement hormonal substitutif ont été délivrées à environ 28.000 patientes en 2002. Des statistiques comparées européennes ne sont pas disponibles.

Question 2374 (27.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI/GREN)

concernant le traitement hormonal substitutif de la ménopause:

Il y a tout juste un an, la publication d'études sur les effets contestables voire négatifs du traitement hormonal substitutif de la ménopause a fait la une dans la presse. Entre-temps, une nouvelle étude britannique, appelée „Million Women Study“, vient d'être publiée dans le magazine médical „Lancet“ le 9 août 2003. Elle confirme entre autres le risque accru de cancer du sein, surtout lors d'administration d'oestrogénestatifs.

Quelles ont été depuis l'été 2002

les actions du Ministère de la Santé pour sensibiliser les femmes concernées respectivement les gy

nécologues sur ces risques?

Pourquoi le Ministère, contrairement par exemple à l'Agence fran

çaise de sécurité sanitaire des pro

duits de santé ou du „Bundesinsti

tut für Arzneimittel und Medizinprodukte“ allemand, n'a-t-il pas en

core réagi par voie de commun

qué pour informer le public des

conclusions de la nouvelle étude?

Les autorités françaises compétentes pour l'instruction de cette demande ont confié au Préfet de la Région de Lorraine, Préfet de la Moselle, l'organisation de l'enquête publique correspondante. Ils ont transmis, avant l'ouverture de l'enquête publique, une copie du dossier de demande d'autorisation aux autorités luxembourgeoises.

A côté de cette demande de renouvellement des autorisations, l'exploitant du Centre nucléaire en question envisage d'augmenter les valeurs limites des résidus toxiques déversés dans la Moselle. Il s'agit notamment d'une augmentation de 25% du tritium (hydrogène radioactif gazeux).

Le Gouvernement luxembourgeois est obligé de transmettre sa position concernant le renouvellement des autorisations jusqu'à la mi-septembre à l'Ambassade de la République française.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Environnement:

- Quel est l'avis général du Gouvernement concernant le renouvellement des autorisations de rejets et de prélevements d'eau?

- Quelle est la position du Gouvernement concernant l'augmentation des déchets toxiques versés dans la Moselle? M. le Ministre va-t-il s'opposer aux plans de l'exploitant du Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Cattenom?

- Le Gouvernement a-t-il l'intention de se mettre en contact avec les régions également touchées par Cattenom et traditionnellement très critiques face à cette Centrale, comme les Länders de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, afin d'élaborer une position commune?

- Le Gouvernement a-t-il de même l'intention de faire connaître sa position au Gouvernement français pour que celui-ci fasse pression sur l'exploitant pour s'abstenir d'aggraver la situation écologique autour de Cattenom?

Réponse (16.10.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

1) Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés en date du 7 octobre 2003 son avis du 3 octobre 2003 relatif à la demande de renouvellement des autorisations de prélevements d'eau et de rejets présenté aux autorités françaises par l'exploitant du Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Cattenom. Il est renvoyé au prédit avis qui a d'ailleurs été mis à la disposition du public sur le site Internet du Gouvernement.

2) Il est renvoyé à l'avis du Gouvernement qui englobe également la problématique des déchets toxiques versés dans la Moselle.

3) Lors d'une réunion interministérielle qui s'est tenue à Trèves en date du 17 septembre 2003 les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et des Länders de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre ont convenu d'adopter une approche commune. Il a également été convenu que chaque gouvernement avisera le dossier de manière séparée.

4) L'avis du Gouvernement a été transmis par la voie diplomatique en date du 9 octobre 2003 à l'Ambassade de France. Une copie de l'avis a été directement envoyée à la mairie de Cattenom pour faire partie intégrante des observations présentées lors de l'enquête publique.

pendulaire et qui peut atteindre une vitesse d'environ 20 km/h selon les modèles.

Toutefois, s'il s'agit là évidemment d'une invention louable aussi bien du point de vue d'une amélioration de la mobilité que d'une réduction de la pollution de l'environnement, il est évident qu'il faut assurer à ce moyen de locomotion un cadre réglementaire adéquat qui pour l'instant est inexistant ou encore très controversé, comme c'est le cas en Allemagne par exemple.

Notre pays pourrait bien évidemment aussi profiter des avantages que présente un tel véhicule. Tôt ou tard, le mini scooter électrique fera son apparition de façon de plus en plus fréquente sur notre territoire, comme en témoigne sa présence nombreuse en tant que lot à gagner dans différents stands de jeux de la Schueberfouer 2003.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement concernant la circulation d'un tel type de véhicule électrique sur notre territoire?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait adapter le cadre réglementaire actuel, notamment le Code de la Route, afin que le mini scooter électrique puisse trouver sa juste place sur nos chemins ou routes et afin qu'une utilisation appropriée soit possible?

Réponse (29.9.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur le cadre légal régissant la circulation de véhicules du type mini scooter électrique qui ont fait leur apparition sur le marché luxembourgeois.

A ce sujet, il y a lieu de renvoyer à l'article 2 sous 18° de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (communément appelé Code de la Route) qui assimile aux cycles «les véhicules à deux roues au moins qui sont propulsés conjointement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ces véhicules et par l'énergie fournie par un moteur électrique, sous réserve pour ces véhicules de satisfaire aux conditions suivantes:

- la puissance du moteur ne dépasse pas 300 W

- l'intervention du moteur cesse dès que la vitesse de 20 km/h est dépassée».

En conséquence, les mini scooters électriques répondant aux critères énoncés ci-dessus sont à considérer comme cycles.

En revanche, les véhicules de ce genre qui ne satisfont pas à ces exigences sont à considérer comme cyclomoteurs au sens de l'article 2 sous 17° c) du Code de la Route. C'est dire qu'ils sont soumis à l'obligation d'immatriculation et aux conditions d'assurance responsabilité civile automobile, et que leurs conducteurs doivent être titulaires d'un permis de conduire de la sous-catégorie A3 (cyclomoteur) et porter un casque de protection homologué.

Comme je ne méconnais pas l'utilité que pourront avoir les véhicules en question sous l'angle de vue de l'amélioration de la mobilité et de la circulation urbaine, d'une part, et du respect de l'environnement, d'autre part, je viens de demander à la Commission de circulation de l'Etat d'examiner les possibilités d'une éventuelle adaptation de la législation routière pour tenir compte de cette évolution récente sur le marché des véhicules, tout en s'inspirant à cet effet des réponses données en la matière dans les réglementations routières adoptées par les Etats qui nous entourent.

Pour apporter un plus en termes de mobilité et de préservation de l'environnement essentiellement dans les grandes villes, des constructeurs de scooters ont lancé le mini scooter électrique qui semble faire fureur dans nos pays voisins, notamment en Allemagne (Elektroroller). Il s'agit d'un petit véhicule électrique à deux roues, d'une autonomie comprise entre 20 et 25 kilomètres, qui est particulièrement bien adapté pour le trafic

Question 2378 (3.9.2003) de M. Mars Di Bartolomeo concernant la circulation de transit pour les poids lourds sur l'autoroute A13:

Je me réfère à un article de presse, intitulé «Schwierigkeiten mit dem Transitgesetz auf der A13» paru au Tageblatt dans l'édition de ce jour. D'après cet article, la circulation de transit pour les poids lourds sur l'autoroute A13 n'est actuellement pas réglementée, alors que l'autoroute en question est pourtant ouverte à la circulation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations contenues dans l'article de presse précité?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons et surtout les conséquences, notamment en cas d'accident de la route, de ce vide juridique?

- Toujours dans l'affirmative, quand est-ce que Monsieur le Ministre compte-t-il combler ce vide juridique?

Réponse (29.9.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Aussi longtemps qu'une décision positive sur la réalisation d'une station de service sur l'autoroute A13 faisait défaut, il n'était pas défendable d'obliger le trafic lourd en transit international d'emprunter l'itinéraire autoroutier tout en exposant les routiers au risque de panne sèche. Cette hypothèse a été levée grâce à la motion de la Chambre des Députés du 22 mai 2003 en faveur de la création d'une aire de service sur le tronçon autoroutier en question.

Dans les conditions données rien ne s'oppose plus à étendre à la nouvelle autoroute qui vient d'être ouverte à la circulation le 24 juillet 2003 la réglementation relative à l'obligation pour les poids lourds en transit international d'emprunter le réseau autoroutier au passage du Grand-Duché de Luxembourg.

Or, en plus de la question évoquée par l'honorable Député, la bretelle d'accès de l'échangeur de Schengen en direction de Hellange comporte une pente très raide qui empêche les camions d'atteindre une vitesse suffisamment élevée pour s'enfiler sans danger de télescopage pour le trafic venant de l'arrière dans la circulation autoroutière avant le tunnel de Markusbierg.

Cette situation a conduit Madame la Ministre des Travaux publics à proposer l'interdiction pour les poids lourds d'accéder à l'autoroute par cette bretelle.

La mission dont j'ai chargé la Commission de circulation de l'Etat ne se limite dès lors pas à étendre la «réglementation de transit» au tronçon Hellange, frontière allemande de l'autoroute A13, mais comporte en outre l'obligation de trouver les itinéraires de recharge pour le trafic lourd au départ du «Haff Réimech» en vue de gagner le réseau autoroutier par une voie autre que l'échangeur de Schengen.

L'état des pourparlers entre les représentants de la Commission de circulation de l'Etat et les Communes territorialement concernées permet d'envisager la finalisation à court terme du texte réglementaire requis.

Question 2381 (5.9.2003) de M. Nico Loes (CSV) concernant la

construction d'un Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz:

Par la loi du 8 mars 2002, le Gouvernement entend procéder à la construction d'un Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz. Or, il s'est avéré qu'à ce jour, les travaux n'ont pas encore été initiés. Lors du débat à la Chambre des Députés en février 2002, la Ministre des Travaux publics a précisé que la commune de Wiltz devrait entamer des négociations avec les riverains au sujet des terrains adjacents pour finalement trouver une issue à la question du parking et de l'implantation générale du CIPA.

Dans ce contexte, j'aimerais poser quelques questions à Madame la Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que les négociations entre les autorités communales et les riverains ont d'ores et déjà été entamées?

- Dans l'affirmative, quel est l'état actuel de ces négociations?

- Est-ce que ces négociations constituent la raison majeure expliquant le retard des travaux?

Réponse (17.10.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

Le projet de loi du 8 mars 2002 prévoyait l'intégration des garages privés, tels qu'ils existent actuellement, dans le parking réservé à la ville de Wiltz au niveau du 2<sup>e</sup> sous-sol. Cette solution se heurtait à plusieurs problèmes:

- La structure statique existante ne permet pas cette intégration. En outre, le chemin d'accès à ces garages est en pente et difficilement adaptable aux niveaux des parkings prévus.

La solution proposée aux riverains en date du 12 avril 2002 lors d'une réunion à Wiltz, en présence de toutes les parties concernées, à savoir la ville de Wiltz, Servior, les propriétaires et les services de l'Administration des Bâtiments publics, prévoyait la démolition et la reconstruction des garages dans la structure prévue pour les parkings (chaque propriétaire aurait bénéficié d'une légère augmentation de surface de son local/ses locaux).

- L'intégration des garages dans le projet CIPA nécessitait l'accord de tous les propriétaires riverains, ce qui n'a pas été le cas en l'occurrence.

Par la suite, plusieurs réunions ont eu lieu en 2002 et 2003 entre les différentes parties concernées entre la ville de Wiltz, le Comité d'acquisition, Servior et les Services de l'Administration des Bâtiments publics, dans l'optique de trouver une solution garantissant entre autres:

- l'accès des riverains à leurs garages privés situés dans le prolongement du Weieree, aussi bien pendant la phase chantier qu'après la mise en fonction du CIPA;

- la capacité du parking du 2<sup>e</sup> sous-sol qui sera loué à la ville de Wiltz;

- la capacité du parking CIPA situé au 1<sup>er</sup> sous-sol;

- les accès livraisons et services de sécurité vers le CIPA.

Ces différents points, de même que la surface d'implantation du CIPA, ont été repris dans une convention qui fait partie de l'acte de vente du terrain par la ville de Wiltz au profit de l'Etat.

Les études de l'avant-projet définitif ont démarré en mars 2002 après le vote du projet de loi et ont été finalisées en avril 2003.

Les dossiers de demandes d'autorisation, établis sur base de l'APD, ont été introduits en juillet 2003 auprès des autorités compétentes, à savoir:

- la demande d'autorisation de bâtir auprès de la ville de Wiltz
- la demande commode/in-commode auprès du Ministère de l'Environnement.

Actuellement, les études d'exécution et notamment le dossier de soumission pour les travaux de terrassement/gros-œuvre sont en voie d'élaboration par les soins des divers bureaux mandatés.

Question 2383 (10.9.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les permanences des médecins:

Dans l'affaire d'un médecin allemand, la Cour européenne de Justice vient de décider que les permanences effectuées par les médecins devraient compter comme temps de travail. Elle souligne que selon les lignes directrices européennes en matière de temps de travail, les phases de repos des salariés sont à considérer comme temps de travail si le salarié doit se tenir à la disposition de son patron. En conséquence, les hôpitaux allemands devront engager entre 15.000 et 27.000 nouveaux médecins entraînant un coût approximatif d'un milliard d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Quelles sont les conséquences de cette décision sur le système de santé luxembourgeois et le déroulement des permanences des médecins?

- Est-ce que le modèle actuel subira des changements? Dans l'affirmative, lesquels?

- Comme le corps des médecins a déjà constaté une pénurie de médecins et médecins spécialistes, quelles seront les mesures que le Gouvernement entend prendre pour respecter la décision de la Cour européenne de Justice d'une part et les besoins dans le domaine médical d'autre part?

Réponse (2.10.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire fait état d'un récent arrêt de la Cour de Justice des Communautés relativement à la prise en compte des permanences des médecins à l'hôpital comme temps de travail et soulève un certain nombre d'interrogations sur les conséquences de cet arrêt sur le système de santé luxembourgeois.

Il faut savoir que la Cour de Justice a rendu son arrêt dans le contexte d'une relation de travail entre l'hôpital de la ville de Kiel en Allemagne et un de ses médecins salariés. La question préjudiciale posée par le juge allemand, en l'occurrence le «Landesarbeitsgericht Schleswig-Holstein», concernait l'interprétation à donner à différentes dispositions de la directive modifiée 93/104 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Le cadre du litige tranché par la Cour étant ainsi tracé, il devient évident que sa solution n'affecte que très peu la situation luxembourgeoise. En effet le service hospitalier luxembourgeois fonctionne avec des médecins agréés exerçant en pratique libérale, et non avec des médecins salariés. La directive pré-rappelée réglant pour ce qui est du temps de travail les relations entre employeur et travailleurs et par ricochet l'arrêt de la Cour ne concerne dès lors pas les hôpitaux luxembourgeois.

Dans le paysage hospitalier luxembourgeois il n'y a qu'un seul hôpital à faire exception à la règle du médecin agréé exerçant en pratique libérale, à savoir le Centre Hospitalier de Luxembourg. Il appartient au CHL de réexaminer, s'il y a lieu, ses pratiques en matière de prise

en compte des permanences de ses salariés, à la lumière de l'arrêt de la Cour.

L'arrêt de la Cour n'est pas à ce stade de nature à donner lieu à une quelconque mesure ou démarche de la part du Gouvernement.

**Question 2386 (15.9.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le transfert de services du Parlement européen:**

Il me revient que le Parlement européen installe dès la rentrée un «tabloring office» à Bruxelles, destiné aux députés pendant les sessions plénières dans cette ville. Selon mes informations, cette administration comporterait entre 30 à 40 fonctionnaires jusqu'ici installés à Luxembourg et faisant partie de la DG I (sessions plénières), transférés sur une base volontaire à Bruxelles. Je rappelle que cette DG I était, d'un point de vue fonctionnel, parfaitement à sa place à Luxembourg, les sessions plénières du PE se tenant en grande majorité à Strasbourg (12 semaines) et en partie beaucoup moins (6 avec deux demi-journées) à Bruxelles.

Il est à craindre que le PE, en commençant ainsi à démanteler la DG I, ne reprenne le travail de sape qui a entraîné la disparition de la DG IV, jusqu'il y a peu entièrement installée à Luxembourg et maintenant intégrée à la DG II installée à Bruxelles.

Voilà pourquoi j'aimerais demander à M. le Premier Ministre, responsable de la politique du siège, si le Gouvernement est au courant de ces mouvements de fonctionnaires et s'il connaît le nombre total exact de fonctionnaires du PE encore stationnés à Luxembourg. Plus généralement, le Gouvernement ne pense-t-il pas que le PE poursuit une stratégie de transfert systématique de tous ses services politiquement importants encore installés à Luxembourg vers Bruxelles?

**Réponse (17.10.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:**

Tout d'abord, le Gouvernement luxembourgeois n'a pas connaissance de l'intention du Parlement européen de transférer 30 à 40 fonctionnaires de la DG I de Luxembourg à Bruxelles. Je signalerais aussi qu'en date du 15 septembre 2003, le nombre de postes du Parlement européen basés à Luxembourg s'élevait à 2.412, ce qui est conforme à l'accord Juncker-Fontaine de décembre 2000. L'accord Juncker-Fontaine prévoit en effet qu'un seuil minimum de 2.086 postes reste acquis à Luxembourg jusqu'en 2004 et qu'au delà de cette date, le Parlement européen entretiendra toujours un minimum de 2.060 postes à Luxembourg.

En ce qui concerne la prétendue poursuite par le Parlement européen d'une stratégie de transfert systématique de tous les services politiquement importants installés à Luxembourg vers Bruxelles, je tiens à réitérer la ferme volonté du Gouvernement luxembourgeois de veiller au plein respect des termes des accords Juncker-Fontaine et Juncker-Hänsch, et de les faire respecter par le Parlement européen au moyen des procédures de contact et d'échange d'informations arrêtées dès 1996 avec le Président Hänsch.

**Question 2389 (16.9.2003) de M. Nico Loes (CSV) concernant l'interprétation de la directive 93/104/CE du Conseil du 23 novembre 1993 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail:**

La Cour de Justice européenne a tranché le dernier 9 septembre sur le litige opposant la Landeshauptstadt Kiel et le docteur Norbert Jäger en matière d'interprétation de la directive 93/104/CE du Conseil du 23 novembre 1993 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail. En effet, la Cour de Justice européenne a jugé que le service de garde („Betriebschaftsdienst“) qu'un médecin effectue au sein d'une clinique constitue dans son intégralité du temps de travail au sens de la directive mentionnée, même si le médecin chargé du service de garde est autorisé à se reposer sur son lieu de travail pendant les services où ses services ne sont pas demandés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Santé:

1. Quelles sont les conséquences, surtout financières et personnelles, de ce jugement pour le Grand-Duché?

2. Quelles sont les répercussions de ce jugement sur l'aspect financier du plan hospitalier?

**Réponse (2.10.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Etant donné que la question posée par l'honorable Parlementaire a pratiquement le même objet que la question parlementaire N°2383 de M. le Député Mars Di Bartolomeo, je puis renvoyer à la réponse que je viens de donner à cette dernière le 24 septembre 2003 (cf. ci-dessous).

S'agissant plus particulièrement des répercussions de l'arrêt de la Cour dont il y est question, sur le plan hospitalier, je puis affirmer qu'en tout état de cause ces répercussions sont nulles. Même à supposer que cet arrêt puisse affecter le fonctionnement des hôpitaux, ce qui n'est pas le cas, il est de toute manière sans conséquences sur le plan hospitalier, qui comme son nom l'indique, est un instrument de planification hospitalière.

**Question 2390 (16.9.2003) de M. Nico Loes (CSV) concernant la réforme de la loi scolaire de 1912:**

L'article 37 de la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire prévoit que les instituteurs sont exclusivement nommés par les administrations communales, sur avis de l'inspecteur et sous approbation du Gouvernement, suivant les règles tracées par la loi communale (articles 32, 33 et 34). Ladite loi prévoit en outre la compétence exclusive des autorités communales pour l'instauration des commissions scolaires.

Pour l'heure actuelle, la loi scolaire de 1912 est soumise à une réforme profonde, dont les premières orientations ont été présentées à la commission parlementaire compétente. Si mes informations sont bonnes, un projet de loi n'est pas encore déposé à la Chambre des Députés. La loi de 1912 ainsi que le règlement grand-ducal du 29 avril 2002 concernant l'organisation scolaire ne contiennent ni de dispositions quant à la nomination des instituteurs par des syndicats scolaires intercommunaux, ni de dispositions relatives à la mise en place des commissions scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Education nationale:

- Quand est-ce que Madame la Ministre entend procéder au dépôt du projet de loi portant réforme de la loi scolaire de 1912?

- Est-il prévu que les communes, qui se sont constituées en syndicats intercommunaux, recevront le droit de nomination pour le personnel enseignant?

- Qu'en est-il de l'instauration des commissions scolaires au niveau des syndicats intercommunaux?

**Réponse (14.10.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

Ad 1: Le dépôt du projet de loi sur la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire aura lieu sous peu.

Pour le moment une dernière concertation a lieu avec les responsables des départements de l'Enseignement supérieur, de la Fonction publique et de l'Intérieur.

Ad 2: Une disposition habilitant les syndicats intercommunaux à nommer le personnel enseignant n'est pas envisagée.

Ad 3: L'avant-projet de loi sur la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire prévoit la création de commissions scolaires intercommunales.

Le Luxembourg, en transposant la directive, n'a pas fait fruit de cette faculté.

Quant aux informations en matière de substances nocives, ce sont les teneurs en goudron, en nicotine et en monoxyde de carbone des cigarettes qui doivent être mentionnées sur l'une des surfaces latérales du paquet. La nouvelle réglementation introduit des teneurs limites pour la nicotine et le monoxyde de carbone. Quant au goudron, la limite, qui existait déjà sous la précédente réglementation, passe de 12 mg par cigarette à 10 mg.

Considérant l'article 156 du Code de la route que les infractions commises pendant cette période ne connaissent pas de suivi et que les personnes en question ont été remboursées.

Quant à une modification de notre législation, il est prématué de l'envisager pour le moment alors qu'elle dépend du résultat des discussions et de la concertation avec nos voisins et notamment de la question de savoir si les régions voisines sont disposées et habilitées à prendre des mesures identiques, à savoir des limitations de vitesse à caractère contraignant.

Il appartient à la présidence de la Grande Région d'organiser cette concertation.

Pour ce qui est des «mesures spécifiques projetées au préalable», de telles mesures n'avaient pas été projetées pour la simple raison qu'il était impossible de prévoir la période caniculaire exceptionnelle.

**Question 2395 (17.9.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant la lutte contre la concentration d'ozone:**

Question 2397 (17.9.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le certificat de non-obligation:

Mengen Informatiounen no besteet de Moment am Bausecteur de Problem, datt d'Létzebuerger Entreprise Schwierigkeiten hinn, fir öffentlech Opträg ze kréien, well se de „Certificat de non-obligation“ - deen hinne bescheinigt, datt si hir Steierscholden, TVA a Cotisationen, am Hallefjoer, dat virun der Soumisioun läit, all Kéier déclaréiert a bezuelt hinn - net ausgestallt kréien, well dat aus terminleche Grénn guer net geet. D'Formulierung vum Artikel 86 vum groussherzogliche Reglement vum 7. Juli 2003 wär esou restriktiv, datt an deene meeschte Fäll keen esou e Certificat vun deene betreffenden Administratiounen kann ausgestallt ginn, an duerfir déi intereséiert Entreprisen den Zouschlag net kenne kréien, och wa si tatsächlich hiren Obligationen no komm sinn. Duerfir folgend Froen:

1. Kénnst Dir dësen Tatbestand confirméieren?

2. Wa jo, wat gedenkt Dir ze énnerhuelen, fir déses Problem aus der Welt ze schafen?

3. Wéi ginn auslännesch Entreprise behandelt, déi fir t'ésicht bei Soumisiounen matmaachen an nach keen esou e Certificat kenne kréien?

4. Wa si e Certificat aus hirem Land presentéire mussen, kénnt Dir mer soen, wéi déi entsprechend Konditiounen am Ausland ausgesinn?

Réponse (17.10.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

- Beträfft d'Froen 1 an 2:

Wéi déi nei Législatioun amgaang war ausgeschafft ze ginn, hinn d'Vertieder vun de professionelle Secteuren de Wonsch geäussert, fir den Inhalt vum Artikel 32 vum groussherzogliche Reglement vum 2. Januar 1989 op e puer Punkten émzéännern.

Deem as Rechnung gedroe ginn, an d'Neierunge sinn déi folgend:

All Betrib, deem eng Ausschreibung soll zugeschloe ginn, muss obligatoresch e „Certificat de non-obligation“ vun der Steierverwaltung, vun dem Enregistrement a vum Centre commun de la Sécurité sociale presentéieren.

D'Referenzperiod, déi kontrolléiert gëtt, ass d'Semester dat virun der Ouverture vun der Soumisioun läit. Virdru waren et déi dräi Joer vun Joer vun der Ouverture vun der Soumisioun.

Nei ass ausserdeem datt, wann e Betrib „délais de paiement“ accordéiert kritt huet, hien awer kee „Certificat de non-obligation“ méi kann ausgestallt kréien.

D'Zil ass, datt némme Betriben den Zouschlag bei enger Soumisioun kenne kréien, déi dann och effectiv all hir Obligationen, déi de Cahier des charges virgesait, kennen erféllen an net schonns finanziell fragiliséiert sinn.

Onverännert ass d'Bestëmmung, datt een d'TVA an d'sozial Laaschten déclaréiere muss, genau esou wéi d'Bestëmmung iwwert d'gesetzlech Fristen.

De 16. Juli 2003 ass e Bréif un déi dräi Administratiounen erausgaang, déi d'Certificaten ausstellen, fir se iwwert déi nei Dispositiounen ze informéieren.

Mat den Deklaratiounen vun de fisken a soziale Laaschten, déi jo onverännert par rapport zu der aler Législatioun sinn, ass leider beim Ulaf vun der neier Gesetzgebung e Problem entstan, deen drop zréckzefiéieren ass, datt den Artikel 86 op verschiddenen Aart a Weisen interpretiert ginn ass.

Et huet sech erausgestallt, datt eng Partie Betriben, déi bis dohi keng

Problemer haten, elo Schwierigkeiten hätten, fir déi Certificaten ze kréien.

Am Kader vun zwou Réuniounen, déi eng de 17. September mat de Vertrieber vun de professionelle Secteuren, a speziell dem Bau an dem Handel, an duerno nach eng Kéier den 29. September, wou och nach Vertrieber vun de concrétierten Administratiounen dobäi waren, ass dunn eng Ligne de conduite festgehale ginn, déi därs entsprécht wéi d'Vertieder vun de professionelle Secteuren et sech duerch déi nei Législatioun erwaart hätten.

Also am Résumé kréie Betrib, déi eng fiskal oder sozial Schold hinn an trotzdem en Délai de paiement accordéiert kritt hinn, kee Certificat méi.

- Beträfft d'Froen 3 a 4:

All auslännesche Betrib, dee bei enger Soumisioun hei am Land mat mécht, muss e Certificat presentéieren, dee vun deene concrétierten Organismen aus dem Pays d'origine ausgestallt ginn ass, a wann e schonns hei am Land tätege war, muss en och déi Certificatie vun de Létzebuerger Organisme presentéieren.

Den Artikel 221 vum groussherzogliche Reglement vum 7. Juli 2003 gesäit a senge Punkte 5) a 6) vir, datt ee ka vun der Participatioun vun den Soumisiounen excluéiert ginn, wann een net en règle ass mam Bezuele vu senge soziale Cotisationen, vu senge Steieren oder soss Taxen.

D'Tatsaach, ob een en règle ass, gëtt par rapport zu der Gesetzesgebung vun dem Pays d'origine a par rapport zu der Létzebuerger Gesetzesgebung appréciert.

Dësen Artikel ass aus den europäischen Direktiven transposéiert ginn a gesäit an Originalfassung esou aus:

„Directive 93/36/CEE du Conseil du 14 juin 1993, portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures:

'Article 20:

1. Peut être exclu de la participation au marché tout fournisseur:

e) qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi ou celles du pays du pouvoir adjudicateur;

f) qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon les dispositions légales du pays où il est établi ou celles du pays du pouvoir adjudicateur.“

Dès Dispositioun stéet och am Artikel 24 vun der Direktiv 93/37, déi d'Aarbechte beträfft, an am Artikel 29 vun der Direktiv 92/50, déi sech op d'Servicer bezitt.

Question 2398 (18.9.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant l'appel d'offres pour les meubles du „Centre Pierre Werner“:

De leschte Méindeg, de 15. September 2003, huet RTL-Télé an der Emissioun „Den Nol op de Kapp“ Behaaptungen opgestallt, déi, wa se der Realitéit entspriechen, vun enger grousser Gravitéit sinn. Et geet konkret ém eng Soumisioun betreffend Miwwele fir de „Centre Pierre Werner“. Hei ass behaapt ginn, an et gouf un Hand vu Beispiller illustréiert, datt am Lastenheft verschidde Miwwelen esou exakt beschriwwen gi wären, datt némme ee bestëmmte Produit den Zouschlag kréie konnt. Domat wär all Konkurrenz ausgeschalt gewiescht, wat an totaler Kontradiktioun zum Ausschreibungsgezet ass, wéi et iwwregens aus engem Uertel vum Verwaltungsgericht an der Affär vun de Steng vum MUDAM bestätigt ginn ass.

Mat den Deklaratiounen vun de fisken a soziale Laaschten, déi jo onverännert par rapport zu der aler Législatioun sinn, ass leider beim Ulaf vun der neier Gesetzgebung e Problem entstan, deen drop zréckzefiéieren ass, datt den Artikel 86 op verschiddenen Aart a Weisen interpretiert ginn ass.

Et huet sech erausgestallt, datt eng

Partie Betriben, elo Schwierigkeiten hätten, fir déi Certificaten ze kréien.

Wéi d'Télévisioun vun engem interesséierte Fournisseur, deen duerch dës Agissement skandaliséiert war, drop opmierksam gemaach ginn ass, an et sécher war, datt dës Affär an d'Öffentlechkeet géif gedroe ginn, wär deene Responsables de Buedem énnert de Féiss ze waarm ginn an d'Soumisioun wär am leschte Moment annulléiert ginn. Dès schwéier Beschlägelunge stinn de Moment am Raum, an et kann net sinn, datt dat einfach esou stoe bleift. Duerfir folgend Froen:

1. Wat hutt Dir zu dëse Beschlägelungen ze soen?

2. Wat sinn d'Ursaache woufir dës Soumisioun kuerzfristeg zréckgezu ginn ass?

3. Hutt Dir eng wierklech onofhängig Enquête an d'WEE geleet fir erauszefannen, ob hei géint d'Gesetz verstooss ginn ass a Favoritismus am Spill war?

4. Sidd Dir bereet, der Öffentlechkeet d'Resultat vun dëser Enquête matzedeelen?

5. Wann dës Beschlägelungen zoutreffen, wat sinn d'Konsequenzen, déi doraus gezu ginn?

Réponse (13.10.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

Wat d'Soumisioun iwwert d'Uschafung vu Miwwele fir de „Centre Pierre Werner“ ugeet, si folgend Fakte mir bekannt:

1. 52 Soumissionaire hinn d'Lasstenheft ofgeholl.

2. Zwee Soumissionaire hinn eng Reklamatioun bei der Soumisiounskommission agereecht. Gemäss Art. 21 vum Exekutiounsreglement vum 7. Juli 2003 muss eng Reklamatioun siwen Deeg vi run der Öffnung vun der Soumisioun eragereecht ginn.

Dei Reklamatioun vum Soumissionnaire, denn de Problem der televiséierter Press zougedroen huet, ass de 6. Dag virun der Öffnung vun den Offerten agetraff.

3. De President vun der Soumisiounskommission huet mech dorriwer informéiert an ech hinn, ob schonns den Délai vun deene siwen Deeg verstrach war, d'Instruktioen ginn:

a) de Cahier des charges nei ze iwwerschaffen,

b) d'Öffnung vun der Soumisioun, dei de 15. September 2003 sollt sinn, op e spéideren Datum ze reportéieren,

c) d'Kandidaten heiriwwer ze informéieren.

Dat ass dann den 11. September 2003 geschitt.

De Cahier des charges gëtt also am Senn vun nach méi enger grousser Konkurrenz iwwerschafft.

Wann 52 Kandidaten den Dossier vun der Ausschreibung ofgeholl hinn, an et hinn der némme zwee reklaméiert, da gesinn ech de Senn net a fir eng Enquête ze veruloessen. De President vun der Soumisiounskommission ass am Hibléck vun deenen zwou Reklamatiounen senger Flucht nokomm.

Wann der zwee vun 52 reklaméieren, da kann een net vu Favoritismus schwätzen, well jo 50 Soumissionaire mam Soumisiounsdossier keng Schwierigkeiten haten.

An der Praxis kann et émmer virkommen, datt Korrekturen virun der Öffnung am Dossier gemaach ginn. Dat gesäit den Artikel 20 vum Reglement vum 7. Juli vir. Hei ass folglech keng Illegalitéit geschitt.

nanciers de l'Etat en „Euro Medium Term Notes“:

Alors que l'Etat se verra vraisemblablement dans l'obligation de recourir notamment aux réserves budgétaires pour financer ses dépenses, je continue à m'inquiéter d'un placement spéculatif d'une partie des actifs financiers de l'Etat en EMTN (Euro Medium Term Notes) c'est-à-dire en actions de la zone Euro. En avril 2003 les fonds afférents investis en EMTN s'élevaient à 560 millions d'euros soit près de 22,6 milliards de francs ce qui équivaut à un montant équivalent à la réserve budgétaire.

Au niveau capital, les EMTN peuvent être assimilés à des obligations en ce sens que le capital investi, bien qu'investi en actions, est en principe garanti au remboursement, sauf bien entendu si l'Etat devait vendre un ou plusieurs EMTN par anticipation.

Au niveau revenu, les EMTN diffèrent toutefois d'un investissement en obligations en ce sens que le revenu n'est pas fixe mais dépend des revenus en dividendes des actions dans lesquelles les capitaux ont été investis.

Afin de pouvoir analyser la rentabilité et les risques encourus, je vous dirais vous poser les questions suivantes:

1. A quels montants s'élevaient les capitaux investis par l'Etat en EMTN au 30 avril 2002 et au 30 avril 2003? Durant la même période quels ont été les revenus de ces capitaux exprimés tant en chiffre qu'en pourcent ou rendement à l'année?

2. Au cas où le Gouvernement eût investi les mêmes montants en des obligations ou en placements à terme quel eussent été les revenus afférents? Une comparaison avec les autres placements des avoirs serait utile.

3. Au cas, je l'espère théorique, où le Gouvernement devait être amené à vendre les EMTN pour couvrir certaines dépenses, quel serait le montant qui pourrait être obtenu en bourse par exemple à la date de ce jour?

Réponse (13.10.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Conformément à l'article 93(1) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le placement des fonds disponibles de la trésorerie de l'Etat se fait dans des titres ou instruments financiers de première qualité. A cet effet, le Conseil de Gouvernement arrête la politique d'investissement à plus d'un an et le Ministre du Trésor et du Budget celle à un an au plus.

Le Gouvernement a décidé de placer les avoirs disponibles de façon à éviter scrupuleusement toute spéculation et conformément au principe de la répartition des risques qui s'impose à tout bon père de famille. C'est ainsi et pour tenir compte des besoins de liquidité de la trésorerie, que les avoirs disponibles pour un investissement sur les marchés financiers sont répartis de façon équilibrée pour moitié en placements bénéficiant des rendements du marché monétaire et pour un quart chacun en placements bénéficiant des rendements respectivement du marché des actions et du marché des obligations. Cette répartition permet ainsi à l'Etat de bénéficier d'un rendement moyen global optimisé sur ces trois marchés à évolution différente.

En ce qui concerne plus particulièrement l'investissement en «Euro Medium Term Notes» (EMTN), il a précisément été effectué pour bénéficier d'un rendement lié à l'évolution des marchés d'actions, sans le moindre risque en capital ou risque de change. En effet, le capital des EMTN est garanti, de sorte que l'Etat est assuré de récupérer à l'échéance son investissement, augmenté du rendement. Le mon-

tant de cet investissement est ajusté périodiquement pour maintenir l'équilibre des investissements effectués sur les différents marchés.

A titre d'exemple, sur l'année d'avril 2002 en avril 2003, l'investissement en EMTN s'est avéré particulièrement intéressant, parce que la tranche échue a rapporté un rendement de 4,98% contre 4,23% pour un placement sur le marché monétaire sur la même période.

Le cas où le Gouvernement serait amené à devoir vendre des EMTN pour payer des dépenses est effectivement théorique au vu de la situation de liquidité du Trésor. Il est d'autant plus que l'investissement en EMTN a été fait avec des échéances annuelles qui permettent précisément de désinvestir sans risque de perte en capital.

Enfin, il convient de souligner que le prix des EMTN se situait par exemple à fin août 2003 en moyenne à approximativement 100%, avec des pointes jusqu'à plus de 107%, de sorte qu'une vente à profit serait théoriquement tout à fait possible.

Les inquiétudes de l'honorable Député quant à la sécurité, à la liquidité et au rendement du placement des actifs financiers de l'Etat sont dès lors dénuées de tout fondement.

Question 2400 (19.9.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le refus d'admission en classe terminale de certains élèves pour non présentation à la deuxième session de l'examen de fin d'études 2002/2003:

D'après mes informations, plusieurs élèves du Lycée des Garçons d'Esch/Alzette, qui ne se sont pas présentés à la deuxième session de l'examen de fin d'études 2002/2003, risquent de ne plus être acceptés dans leur lycée pour l'année scolaire 2003/2004.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Education nationale:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la situation décrite ci-dessus?

- Pour quelles raisons la direction du LGE refuse-t-elle aux élèves en question de redoubler leur année scolaire?

- Qu'adviendra-t-il de ces élèves pour l'année scolaire 2003/2004?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'une situation similaire dans d'autres lycées du pays?

Réponse (28.10.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

ad 1. Les services compétents de mon Ministère étaient informés de la situation.

ad 2. La direction du LGE n'a aucun moment refusé aux élèves de redoubler leur année scolaire. Elle a fait savoir à quelques élèves ayant échoué aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires qu'une réinscription ne pourrait être faite qu'au vu des résultats des épreuves d'ajournement.

une classe avec un effectif plus élevé que prévu a été accordée au LGE et aucun élève n'a dû quitter ce lycée.

**Question 2401 (19.9.2003)** de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'exploitation de la «Fuchsschliefanlage» à Burden:

L'article 4 de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux interdit la détention d'animaux d'espèces non domestiques, sauf dans des établissements ou élevages spécialement affectés à des fins didactiques, scientifiques et pour la conservation d'espèces menacées. Par ailleurs, l'article 14 du règlement grand-ducal du 18 mars 2000 interdit le dressage des chiens moyennant l'usage d'animaux vivants.

Or, la Centrale du chien et de chasse dispose sur son terrain de dressage pour chiens terriers à Burden d'une installation, appelée «Fuchsschliefanlage», permettant le dressage de chiens à l'aide de renards vivants, emprisonnés dans des pièces contiguës et étroites.

Dans ce contexte, il apparaît que le contrôle exercé par les instances compétentes est insuffisant ou du moins mal coordonné. Ainsi, dans une lettre du 21 septembre 2001 adressée à la Ligue nationale pour la protection des animaux, M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural précise qu'en moyenne 6 à 7 chiens sont entraînés annuellement à Burden; affirmation qui est en contradiction avec une autre lettre, envoyée quelques mois plus tard et signée par un responsable de l'Administration des Services vétérinaires et précisant que l'installation susmentionnée ne pratique plus d'activités depuis deux années.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Face à ces incohérences et contradictions, ne serait-il pas opportun de procéder à une enquête approfondie en la matière?
- Est-ce que l'exploitation de la «Fuchsschliefanlage» n'est pas en contradiction avec la législation actuelle mentionnée ci-dessus?

- Est-ce que la Centrale du chien de chasse dispose d'une autorisation afférente pour le dressage et la détention d'animaux d'espèces non domestiques? Dans l'affirmative, s'agit-il d'une autorisation d'exception? Pour quelles raisons cette autorisation a-t-elle été donnée?

- Qui exerce le contrôle de la «Fuchsschliefanlage» de Burden?

- Combien de chiens sont effectivement dressés à Burden?

- Comment se pratique le dressage et qui en exerce la surveillance? Est-ce que des agents de l'Administration des Services vétérinaires ont déjà assisté au dressage? Dans l'affirmative, est-ce que des rapports sur les dressages ont été rédigés?

- Au cas où la «Fuchsschliefanlage» aurait été fermée, M. le Ministre peut-il me renseigner sur la date exacte de l'ordre de fermeture?

- Existe-t-il d'autres installations de ce genre au Luxembourg? Si oui, disposent-elles des autorisations afférentes?

**Réponse (21.10.2003)** de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1. Quant aux soi-disant incohérences et contradictions que l'honorable Député croit avoir détectées entre la date de la mise en interdiction de l'installation de la «Fuchsschliefanlage» à Burden et le nombre de chiens soumis à la pratique du dressage à l'aide

d'animaux vivants, je voudrais relever que les deux lettres invoquées par l'honorable Député se limitent à l'information que l'enclos de dressage à Burden a été fermé en mai 2000 et qu'auparavant le dressage y fut pratiqué en moyenne avec 6 à 7 chiens par an. Il s'agit donc plutôt d'une lecture erronée des textes de la part de l'honorable Député que d'une incohérence dans les réponses fournies.

2. L'exploitation de la «Fuchsschliefanlage» n'a pas été en contradiction avec le règlement grand-ducal du 18 mars 2000 du fait que la fermeture dudit enclos a été décidée deux mois après la publication de ce texte réglementaire.

3. C'est en vertu d'un arrêté ministériel du 16 février 1986 que la Centrale du chien de chasse avait été autorisée à détenir trois renards vivants sur le site de Burden. Cette autorisation était soumise à l'obligation:

- d'un renouvellement de la demande de détention tous les trois ans,

- d'assurer aux renards une alimentation adéquate,

- de veiller à la vaccination régulière des renards contre la rage,

- de tenir un livret d'entraînement à mettre à disposition des autorités compétentes.

4. Au temps du fonctionnement de la «Fuchsschliefanlage» les services vétérinaires ont surveillé l'état physique et sanitaire des renards et ont vérifié le dressage des chiens qui se pratiquait sans contact physique direct entre le chien et le renard.

5. La pratique de dressage des chiens a été arrêtée, suite au refus du prolongement de l'autorisation de détention des renards et en application des dispositions de l'article 4 du règlement du 18 mars 2000. Un contrôle des installations en date du 28 mai 2002 de la part du vétérinaire inspecteur compétent a permis de constater le relâchement en nature des renards auxquels on a laissé, dans une première phase, la possibilité de venir s'alimenter périodiquement dans l'enclos.

6. Mes services ne sont pas au courant de l'existence d'une autre installation de dressage de ce genre dans notre pays.

**Question 2402 (22.9.2003)** de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg:

Il me revient que la SNCF vient d'annuler le train spécial 105 entre Bruxelles et Strasbourg les lundis des semaines de session du Parlement européen. Cette décision est d'autant plus incompréhensible que ce train était utilisé par de nombreux fonctionnaires et de députés de Bruxelles et de Luxembourg pour se rendre à Strasbourg. Elle est donc nuisible dans le cadre de la politique du siège de notre pays car elle rend plus difficiles encore les déplacements à partir de Luxembourg.

Déjà l'Europe n'arrive pas à créer un train rapide et confortable pour relier ses trois capitales. Bien plus, les compagnies de chemin de fer belges et françaises, prises dans le tourbillon de la libéralisation, démantelaient l'un après l'autre les trains internationaux entre Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Par ailleurs, M. Van Miert ne vient-il pas de déclarer que la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg n'a somme toute qu'une importance locale ou régionale, pour ne pas l'avoir retenue parmi les projets prioritaires des grands réseaux transeuropéens?

M. le Ministre peut-il me dire s'il entend protester auprès de la SNCF contre cette décision qui isole encore un peu plus Luxembourg?

**Réponse (14.10.2003)** de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député s'enquiert sur l'état de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg et plus particulièrement sur l'annulation du train spécial 105 entre Bruxelles et Strasbourg les lundis des semaines de session du Parlement européen à Strasbourg.

Point n'est besoin de rappeler que le Luxembourg est largement tributaire des décisions prises en Belgique et en France pour faire avancer le dossier parce que seulement une partie très limitée du tracé de la relation Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg emprunte le territoire luxembourgeois. Ceci ne m'a pas empêché et continuera à ne pas m'empêcher de prendre toutes les initiatives utiles pour améliorer la desserte sous examen. Toutefois, le trafic voyageurs international tombe sous l'autonomie commerciale de la SNCF, de la SNCF et des CFL.

En ce qui concerne plus particulièrement la suppression du train spécial 105, reliant Bruxelles à Strasbourg le lundi matin des semaines de session du Parlement européen, les CFL m'ont informé que des travaux d'infrastructure en territoire français, communiqués apparemment très tardivement par les instances compétentes SNCF, viennent fortement perturber l'horaire actuel du train spécial 27113 Luxembourg-Strasbourg qui circule les lundis des semaines de session du Parlement européen. Le départ à Luxembourg du train 27113, qui a dû être avancé dans les circonstances précitées, ne permettra plus pendant le temps des travaux d'attendre le train 105 Bruxelles-Luxembourg avec arrivée à Luxembourg vers 11.45 heures, surtout que le battement entre l'arrivée du train de Bruxelles et le départ du train vers Strasbourg ne permettent pas de décrocher les voitures du premier pour les rattacher au second. Cette situation risquerait de perdurer jusqu'à la fin de l'année 2003.

Les entreprises ferroviaires sont par ailleurs conscientes de la sous-capacité des trains Vauban circulant actuellement. Elles envisagent le renforcement des trains Vauban moyennant considération des frais, notamment ceux générés par les manœuvres, le stationnement et le nettoyage des voitures à Bâle. De même les entreprises ferroviaires soutiennent toujours l'idée de faire circuler un train spécial de bout en bout, tant à l'aller qu'au retour, façonné aux besoins des parlementaires et fonctionnaires et moyennant facturation aux instances communautaires des coûts effectivement engendrés.

Je suis intervenu auprès de M. Johan Vande Lanotte, Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget et des Entreprises publiques du Royaume de la Belgique, ainsi qu'à propos de M. Gilles de Robien, Ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer de la République française pour le rétablissement du train 105 avec départ à Bruxelles à 9.19 heures qui a jusqu'à présent connu un grand succès auprès des députés et des fonctionnaires européens se rendant aux sessions du Parlement européen à Strasbourg.

Par ailleurs, point n'est besoin de rappeler que dès mon entrée en fonction j'ai confirmé la disposition du Gouvernement luxembourgeois de concourir au financement des travaux indispensables pour rendre cette ligne compétitive tant vis-à-vis de la voiture particulière entre Bruxelles et Luxembourg que vis-à-vis d'autres itinéraires ferroviaires alternatifs pour rejoindre à partir de la Belgique le Sud de l'Europe.

M. le Ministre peut-il me dire s'il entend protester auprès de la SNCF contre cette décision qui isole encore un peu plus Luxembourg?

Au cours des mois écoulés les Gouvernements belge et luxembourgeois ont insisté auprès de la Commission européenne pour que le projet Eurocap-Rail qui vise l'amélioration de la relation ferroviaire entre les trois villes sièges communautaires Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg et la réduction à 3 heures du temps de parcours d'actuellement 4 heures 30, soit inscrit parmi les trajets prioritaires dans le cadre de la mise en place des réseaux transeuropéens de transports.

Si la partie sud d'Eurocap-Rail entre Luxembourg et Strasbourg fait partie intégrante du TGV-Est Européen (en première phase Luxembourg-Metz-Baudrecourt; en deuxième phase: Baudrecourt-Strasbourg), un important effort d'investissement reste par contre à faire sur la partie nord entre Bruxelles et Luxembourg (et en particulier entre Namur et Libramont).

Dans cet ordre d'idées j'ai rencontré le 22 septembre 2003 le Vice-Premier Ministre belge, Ministre du Budget et des Entreprises publiques, M. Johan Vande Lanotte en vue de faire le point sur le projet Eurocap-Rail.

Un groupe de travail belgo-luxembourgeois, composé de représentants des deux administrations et des compagnies ferroviaires, a été chargé de vérifier la consistance technique des travaux à retenir ainsi que le coût de leur réalisation en vue de pouvoir se prononcer sur les modalités de mise en œuvre de ce très important investissement.

Vous savez aussi que la Commission européenne vient, par une décision du 1<sup>er</sup> octobre, d'arrêter la liste des projets prioritaires en matière de réseaux de transports transeuropéens. Contrairement aux conclusions du groupe Van Miert (qui n'avaient pas eu l'aval de la Belgique et du Luxembourg) la proposition de la Commission européenne retient également le projet Eurocap-Rail qui vise l'amélioration de la relation ferroviaire entre les trois principales villes sièges communautaires que sont Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

**Question 2403 (22.9.2003)** de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le bureau régional de l'inspecteur pour les arrondissements de Luxembourg I, II et III:

Il me revient que le Bureau régional Centre de l'inspection de l'enseignement primaire est installé à Bertrange. Ce Bureau couvre, outre le 4<sup>e</sup> arrondissement d'inspection (Luxembourg IV) pour certaines communes des alentours de la capitale, les trois arrondissements de Luxembourg-ville.

Lors de la réforme de l'article 71 de la loi de 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire, le souci affiché par le Gouvernement semblait être de rapprocher les inspecteurs des écoles, plus particulièrement pour permettre aux enseignants et aux parents d'entrer plus facilement en contact avec eux. Or, la situation actuelle du bureau régional force les parents et les enseignants à se déplacer dans un local dépourvu d'ailleurs de stationnements ouverts au public.

Etant donné l'importance et la complexité de l'organisation scolaire de la ville de Luxembourg, ne serait-il pas utile d'implanter un bureau régional de l'inspecteur pour les arrondissements de Luxembourg I, II et III dans la ville même? Cela ne faciliterait-il pas aussi bien le contact des parents et des enseignants avec l'inspecteur que la tâche quotidienne des inspecteurs dans le cadre des écoles de la ville?

**Réponse (20.10.2003)** de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

La création de bureaux régionaux et notamment la création du bureau régional Centre a pour objectif de créer des structures qui sont communes à plusieurs arrondissements d'inspection, en l'occurrence les arrondissements I, II, III, IV et 19 (écoles européennes).

Cette initiative permet notamment d'assurer de manière rationnelle les tâches suivantes:

- les travaux administratifs inhérents dans les arrondissements d'inspection;
- l'information aux parents;
- l'affectation des membres de la réserve de suppléants;
- la centralisation des données statistiques;
- la gestion des archives;
- le prêt de documentation pédagogique et de matériel didactique.

Le site du centre de Bertrange/Helfenterbruck est suffisamment grand pour regrouper encore d'autres services ce qui permet de mieux accueillir et de mieux orienter les parents qui s'adressent, en cas de besoin, à l'un ou l'autre organisme:

- la Commission médico-psychopédagogique nationale;
- plusieurs Commissions médico-psychopédagogiques régionales;
- le Service de Guidance de l'Enfance (SGE);
- le Service rééducatif ambulatoire (SREA);
- l'Institut pour Déficients visuels (IDF);
- le bureau national de l'inspection.

Le centre de Bertrange/Helfenterbruck permet un accès facile aux usagers, puisqu'il est situé à quelques centaines de mètres du contournement de la ville de Luxembourg et qu'il est facilement accessible par les transports publics.

Concernant le parking de stationnement, le site dispose d'un grand parking adjacent d'une cinquantaine d'emplacements ouverts aux usagers, dont une partie seulement est réservée aux agents qui travaillent régulièrement sur le site. Les parents d'élèves qui s'adressent à l'un des services précités ont la possibilité de trouver un emplacement dans l'enceinte du site.

Il n'est pas envisagé d'implanter un deuxième bureau régional supplémentaire dans la ville même et de dénaturer par la même l'objectif d'accueil et de gestion régionalisés.

**Question 2405 (23.9.2003)** de Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV) concernant la scolarisation d'enfants présentant un handicap:

Il me revient que des situations se seraient présentées à l'occasion de la rentrée des classes quand une enseignante aurait refusé de scolariser, respectivement d'accepter dans leur classe, un enfant présentant un léger handicap.

La loi du 28 juin 1994 exige clairement que des enfants handicapés doivent être scolarisés normalement pour autant que leur handicap physique ou mental le permette. A cet effet, les autorités administratives concernées décident au cas par cas de la scolarisation régulière d'enfants handicapés. Il est dès lors évident que le refus de certains enseignants de mettre en œuvre les décisions de scolarisation de ces autorités constituent une violation de la loi du 28 juin 1994, pour ne pas parler de règles et de principes juridiques d'ordre supérieur, relevant des droits de l'Homme et de l'Enfant.

Je voudrais savoir de Madame le Ministre si elle a connaissance de cas de refus de scolarisation d'un enfant handicapé par une enseignante de l'enseignement préscolaire? Dans l'affirmative, je souhaite savoir quelles mesures disciplinaires ont été respectivement votées à l'encontre de cette enseignante? Même si les autorités communales peuvent en être les responsables formels, quelles mesures le Ministère de l'Education nationale, responsable de l'application de la loi du 28 juin 1994, prendra-t-il afin de s'assurer que l'enseignante en cause soit sanctionnée?

Réponse (28.10.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:*

Je confirme que lors de la rentrée scolaire en date du 15 septembre 2003, une institutrice a refusé d'accepter un enfant qui devait être intégré dans sa classe.

J'ai été mise au courant de la situation par le biais des parents de l'enfant concerné et par l'inspecteur du ressort.

Mon premier souci a été celui d'assurer la scolarisation de l'enfant, ce qui a été réalisé à partir du jeudi, 18 septembre 2003, grâce à la collaboration bienveillante d'une autre institutrice.

J'ai en même temps prié les responsables de mes services de se réunir avec ceux de la ville d'Esch-sur-Alzette en vue de se concerter sur les suites à réservier au refus émanant de l'institutrice. En effet, il n'appartient pas aux enseignants de sélectionner les élèves qu'ils pensent leur convenir tout comme il n'appartient pas aux parents ou à leurs enfants de choisir l'instituteur. Il existe une procédure d'organisation scolaire bien définie.

Dans ce contexte je voudrais signaler qu'en application de la loi modifiée du 14 mars portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée, les parents ont certes le droit d'opter pour l'intégration de leur enfant dans une classe de l'éducation préscolaire respectivement de l'enseignement primaire, mais ils n'ont pas le droit de porter leur choix sur une classe précise, cette décision relevant toujours du domaine des autorités communales.

Une enquête est normalement du ressort de l'autorité de nomination, dans ce cas précis l'Administration communale de la ville d'Esch-sur-Alzette. Pareille enquête est soumise aux procédures définies au statut général des fonctionnaires de l'Etat.

2) Wa jo, wat sinn d'Resultater vun déser Etüd?  
3) Wann neen, gëtt et an dësem Beräich zu Lëtzebuerg schonns statistesch Erfaassungen?

4) Wann net, ass d'Regierung bereet bei der WHO ze interveniéieren, fir datt och hei zu Lëtzebuerg eng Etüd iwwert de Gesondheetszoustand vun de Jugendleche gemaach gëtt?

Réponse (22.10.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ufanks dës Joers ass d'Etüd: «Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg» publiziert ginn. Dës Etüd, déi sech streng un de Protokoll vun der HBSC-Studie (Health Behaviour of School-Aged Children) vun der WHO orientiert, ass eng gemeinsam Initiativ vum Ministère vun der Santé a vum Ministère vun der Education.

D'Etüd bezweckt Informatiounen iwwert de globale Gesondheetszoustand vun de Jugendlechen ze erfaassen. Dëi physesch, psychesch a sozial Gesondheet gëtt erfrot, sou wéi spezifesch Environnementer, déi groussen Afloss op d'Wuelbefanne vun de Jugendlechen hunn (Schoul, Famillien, Frénn). Dëi Etüd ass bei 28% vun de Jugendlechen téschent 11 an 19 Joer realisiert ginn.

Zénter 1984 féiert d'WHO all véier Joer eng Etüd an engen èmmer méi grousser Zuel Länner duerch; déi lescht international Etüd gouf an ongeféier 30 europäische Länner gemaach. De gemeinsame Questionnaire erlaabt Vergläicher téschent de Länner ze réalisieren, de bestännege Kär-Questionnaire erlaabt eng longitudinal Analys iwwert d'Joren. Bei der nächster internationaler Etüd 2005/2006 vun der WHO wäert Lëtzebuerg och deelhuelen.

Doriwwer eraus wär och nach ze erwähnen, datt eng epidemiologesch Etüd realisiert ginn ass iwwert d'Evolutioun vun der Stierfchkeet bei de Kanner an de Jugendleche vun 1968-1997. Dës Etüd stéet kuerz virun der Veröffentlichung. Och an anere Beräicher vun der Jugendforschung gëtt investéiert, wou méi spezifesch Problemer belicht ginn (z.B. sozial Afléss, motoresch Gesondheet, Iwwergewicht, Tubakkonsument), sou dass eng Rei vu Studien an deenen næchste Joren ze erwaarde sinn.

Désor Antwort läit en Exemplaire vun der nationaler Etüd: «Das Wohlbefinden des Jugendlichen in Luxemburg» bai. Den éierewäerten Deputéierte fénnt do Antwort op all Froen. (Annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

et le discuter avec la commission compétente de la Chambre?

Réponse (16.10.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur:*

Le plan nombreuses victimes a été approuvé par le Gouvernement en conseil lors de sa séance du 4 juillet 2003.

S'agissant d'un document essentiellement technique à l'usage des personnes intervenant lors d'accidents importants, je ne vois pas l'utilité d'une discussion à la Chambre des Députés.

Question 2417 (2.10.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les conditions de fixation, de perception et de répartition de la rémunération des artistes interprètes et des producteurs de phonogrammes:

La loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données prévoit dans son article 47:

«Art.47. 1. Sans préjudice des droits d'auteur, lorsque la prestation d'un artiste interprète ou exécutant ou d'un producteur de phonogrammes est licitement reproduite ou radiodiffusée, l'artiste interprète ou exécutant et le producteur ne peuvent s'opposer:

1° à sa communication quelconque au public,

2° à sa radiodiffusion.

2. L'utilisation des prestations dans les conditions visées au paragraphe précédent donne droit à une rémunération équitable et unique, partagée entre les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes concernés.

Les conditions de fixation, de perception et de répartition de cette rémunération sont fixées par règlement grand-ducal.»

Or, il s'avère qu'à ce jour, aucun règlement grand-ducal en la matière n'a été pris.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à M. le Ministre de l'Economie:

Est-ce que M. le Ministre entend élaborer le règlement grand-ducal susmentionné dans les meilleurs délais? Quelle sera la date prévue pour l'adoption dudit règlement grand-ducal?

Réponse (17.10.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports:*

Un avant-projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 47 de la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (la «Loi») a été élaboré mais n'a pas encore été rendu public.

En effet, dans un souci d'efficacité administrative, il est projeté de porter exécution des articles 47 et 65 de la Loi dans un même instrument réglementaire. En ce qui concerne ce dernier article, un groupe de travail interministériel a été créé par décision du Conseil de Gouvernement du 13 juin 2003 afin de se pencher sur certaines questions pluridisciplinaires posées dans le contexte de la rémunération pour prêt public. Une première réunion dudit groupe de travail a eu lieu au courant du mois de septembre.

Sauf imprévu, un avant-projet de règlement grand-ducal devrait être soumis au Conseil de Gouvernement avant la fin de cette année.

L'adoption du règlement grand-ducal dépendra alors principalement du temps requis au Conseil d'Etat pour émettre son avis y relatif.

Question 2412 (30.9.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le plan «accident nombreuses victimes»:

Si je me rappelle bien il y a plus d'un an vous avez annoncé la mise sur pied d'un plan «accident nombreuses victimes» qui devrait être prêt dans des délais très courts. L'actualité récente montre qu'un accident grave blessant de très nombreuses victimes est possible notamment en liaison avec l'aviation. Les hôpitaux et cliniques, les secours risquent vite d'être débordés et de ne pas pouvoir aider les victimes dans les meilleures conditions faute d'action coordonnée. Or le plan «accident nombreuses victimes» se fait toujours attendre. Aussi je vous prie de bien vouloir me répondre aux questions suivantes:

1. Où en est-on avec le plan «accident nombreuses victimes»? Pour quelles raisons n'a-t-il pas pu être arrêté à ce jour?

2. Quand le plan sera-t-il prêt? Seiez-vous d'accord pour l'exposer

Dans le contexte du paiement de la rémunération équitable visée à l'article 47 de la Loi, il faut cependant également noter qu'aucune société de gestion collective n'est active dans le domaine des droits voisins au Grand-Duché de Luxembourg.

„Zurzeit wird Luxemburg mit Kokain überschwemmt“, sou gétt e Lëtzebuerger Drogefahnder an der aktueller Ausgab (1. am Wäimount) vun engen Lëtzebuerger Wochenzäitschriften zitiert.

Och de Rapport vun der Police iwert d'Joer 2002 weist eng staark Augmentatioun vun den Drogenaffären aus (vun 1.077 op 1.321). Dés Deliktfom huet sech an de leschten zéng Joer méi wéi verdubelt. Opgeschlüsselt sinn dës Affären awer némmer no der Aart vum Delikt (détention, trafic, usage) a net no der Zort vun den Drogen. De Rapport schweigt sech deemno och iwwert d'Quantität vun de jee-weilige beschlagnahmte Substanzen aus.

Dofir dës Froen:

1. Stëmmt d'Ausso vun deem zitierte Polizeibeamten?
2. Wéi nvill Kokain gouf an deene leschten zéng Joer alljährlich beschlagnahmt?
3. Ass eng entspreechend Verbellebung vun dësem Rauschmittel festzstellen?
4. Wéi eng quantitativ Evolutioun ass bei deenen aneren Drogé festzstellen?
5. Wouhier kommen déi Drogen an iwwer wéi eng Länner kommen se an eischter Linn bis hei hinn?

Réponse (27.10.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1) Il est vrai qu'il existe actuellement une offre importante de cocaïne sur le marché de la drogue.

ad 2) Depuis dix ans, les saisies de cocaïne se résument comme suit:

1993	0.029 kg
1994	0.959 kg
1995	0.425 kg
1996	0.191 kg
1997	0.113 kg
1998	0.045 kg
1999	0.327 kg
2000	0.358 kg
2001	0.621 kg
2002	1.019 kg

On constate que les quantités saisies en 2002 ont augmenté sensiblement par rapport aux années précédentes.

ad 3) Le prix de la cocaïne a baissé, étant donné que les quantités offertes sont en hausse.

ad 4) L'offre reste stable dans le domaine du trafic des autres produits de drogues illégales.

ad 5) Au niveau du pays d'acquisition, les Pays-Bas demeurent la destination de référence.

Question 2422 (3.10.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le service de remplacement de nuit en médecine générale:

En réponse à une question parlementaire du soussigné relative au service de remplacement de nuit en médecine générale (cf. *compte rendu N°10-2002/2003 - question N°1952*), M. le Ministre avait répondu qu'après concertation avec le corps médical le Gouvernement a opté pour un service de remplacement de nuit des médecins généralistes fonctionnant sur base conventionnelle plutôt que pour un service imposé par voie réglementaire.

Le

Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a aussi édité par le passé des dépliants ou des catalogues avec des recommandations de lecture choisies dans les littératures luxembourgeoise et française, à savoir - Lëtzebuerger Kannerliteratur am Dialog (littérature enfantine en langue luxembourgeoise) - Lire, oui, mais quoi? (littérature enfantine en langue française).

Mes services sont en train d'élaborer de nouvelles publications de ce genre; à cette fin ils analysent les productions littéraires pour enfants écrites par des auteurs luxembourgeois en langue luxembourgeoise mais aussi en langue allemande et en langue française.

Ces publications s'intégreront dans les activités prévues pour la promotion de la lecture au cours de l'année scolaire 2003/2004.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Quel est après environ 18 mois depuis l'entrée en vigueur le bilan en ce qui concerne les modalités et le fonctionnement de ce service de remplacement?
- Est-ce que M. le Ministre envisage une extension de ce service sur les samedis et dimanches?
- Est-ce que M. le Ministre peut m'informer sur l'organisation et le fonctionnement, respectivement le non-fonctionnement de l'urgence des médecins-dentistes?

Réponse (27.10.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans l'ensemble les informations fournies à l'honorable Parlementaire en janvier à sa première question parlementaire ayant trait au service de remplacement de nuit restent valables.

Les sollicitations du service demeurent au niveau indiqué dans la prédictive réponse. Les quelques difficultés de mise en route du service ont pu être aplaniées. Le service donne satisfaction et aux utilisateurs et aux médecins concernés. Je n'ai été saisi d'aucune plainte ou réclamation. Lors de leur toute récente assemblée générale du 11 octobre les médecins généralistes ont noté que le service fonctionne bien.

Le comité d'évaluation prévu à la convention se réunit périodiquement. Sa prochaine réunion est prévue pour la mi-novembre.

Une décision sur une éventuelle extension du service sur l'ensemble du week-end, c'est-à-dire service non limité à la période de la nuit, n'est pas encore prise.

Pour ce qui est de la médecine dentaire, il existe dans les régions du Sud et du Centre un service de remplacement assuré à tour de rôle par les médecins-dentistes de ces deux régions. Ce service fonctionne dans le cabinet du médecin-dentiste de garde pendant la durée d'ouverture du cabinet.

Pour les fins de semaine le service dentaire de remplacement fonctionne en continu pour tout le pays au Centre Hospitalier de Luxembourg depuis le samedi à 14 heures au dimanche à 18 heures.

Question 2423 (3.10.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*) concernant les congés de maladie:

Récemment la Fédération des artisans a réclamé une «liste noire» pour les médecins prescrivant trop rapidement des congés de maladie. Ceci dans le but de limiter l'absentéisme injustifié des salariés. Par ailleurs, la fédération a rappelé sa proposition relative à une journée de carence, qui est à raison très fortement contestée.

Sachant également que l'Union des Caisses de Maladie est en train de faire une étude pour freiner

l'évolution en matière de prestations en espèce due à des congés de maladie, j'aimerais savoir quelle est la position du Gouvernement dans ce domaine?

Est-ce que les résultats de l'étude effectuée par l'UCM sont connus? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats? Sinon, dans quels délais seront-ils disponibles?

Quel est l'avis de M. le Ministre en ce qui concerne les propositions de la Fédération des artisans?

Réponse (22.10.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je voudrais informer l'honorable Député que le sujet de l'étude effectuée par l'Union des Caisses de Maladie qu'il évoque dans sa question était une analyse de l'évolution des prestations en espèces pour les années 1999 à 2002.

Les résultats de cette analyse sont connus et constitueront un des points de l'ordre du jour de la réunion du comité quadripartite du 22 octobre 2003. En effet, d'après les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 80 du Code des assurances sociales, «le comité quadripartite examine l'évolution des recettes et des dépenses en matière de santé et propose des mesures à prendre sur le plan légal, réglementaire, conventionnel ou statutaire en matière d'assurance maladie».

Il me paraît donc prématuré de préjuger des conclusions du comité quadripartite.

gions hospitalières correspondant aux habitudes d'hospitalisation de la population, de façon à ce que dans chaque région l'infrastructure mise en place soit de nature à répondre aux sollicitations du public.

L'accessibilité des hôpitaux, elle-même fonction de la voirie, est certainement un élément susceptible de diriger le choix du patient. Mais ce n'est pas le seul. De toute façon la carte sanitaire renseigne pour chaque hôpital sur la provenance géographique de ses patients. Des changements sensibles notés à cet égard d'une carte sanitaire à l'autre pourraient ainsi se répercuter au plan hospitalier subséquent, dans le sens d'une nouvelle délimitation des régions hospitalières.

En ce qui concerne plus particulièrement les urgences, ce n'est pas sur base d'une disposition légale ou réglementaire qu'elles sont acheminées vers l'hôpital de la région hospitalière du lieu de prise en charge, mais en vertu d'instructions données au préposé du service d'urgence de la Protection civile. Si les projets de la grande voirie avaient pour conséquence de rapprocher en termes de temps de trajet un lieu déterminé d'un hôpital de garde situé en dehors de la région, de façon à le rendre plus rapidement accessible que l'hôpital de garde de la région, une simple instruction complémentaire au préposé du service d'urgence suffirait, le moment venu, pour opérer le changement requis.



# Chamber TV

## weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

•

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

•

An der Gemeng Nidderaanwen  
Kanal S29

•

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Walfer  
um Kanal S24 / 327.25 Mhz

•

Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bärmereng um  
Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermisdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem a Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz